



223 139 7



CHANGED

A228 397N

57790

UNITED COLLEGE LIBRARY  
WINNIPEG 2  
MANITOBA, CAN.

IN STORAGE

944.06

L475pr

33

**DISCARDED**  
UNITED COLLEGE LIBRARY  
WINNIPEG 2  
MANITOBA, CANADA

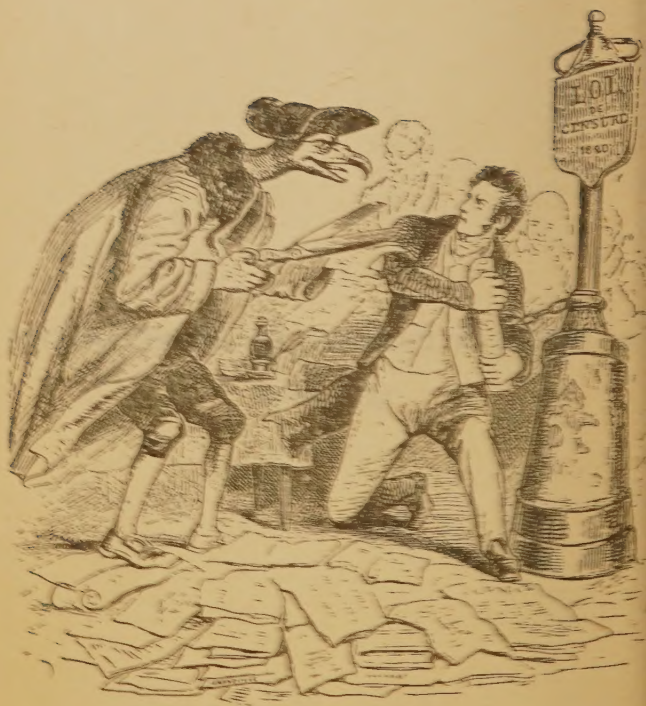




Bo 7.16 F

A PRESSE A L'ASSAUT DE LA MONARCHIE  
1815-1848

UNITED COLLEGE LIBRARY  
WINNIPEG 2  
MANITOBA, CAN.



# LA PRESSE A L'ASSAUT DE LA MONARCHIE 1815-1848

par Charles LEDRÉ

944.06

L475pr

**ARMAND COLIN**

103, Boulevard Saint-Michel Paris V°

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés  
pour tous pays.

© 1960 Max Leclerc et C<sup>ie</sup>, Proprietors of Librairie Armand Colin

# INTRODUCTION

## Deux révolutions

« La presse a fait deux gouvernements ; celui de 1830 et celui de 1848 », écrivait Hippolyte Castille en 1853<sup>1</sup>. Le mot comporte une grande part de vrai. Mais il est à nuancer. Malgré bien des traits communs, gardons-nous d'assimiler, comme on s'y est parfois montré trop enclin, ces révolutions. Ce qui frappe ici, c'est que si la presse, à la fois écho et moteur, les a toutes deux préparées de longue date et dans l'immédiat, elle a préparé la première sur le seul plan politique (ou à peu près), la seconde sur le plan politique et sur le plan social : au dernier moment, elle ne les a pas « faites » dans la même mesure et de la même manière.

Tout en souhaitant un simple changement de ministère ou de dynastie, elle a, par son refus d'obéir aux ordonnances de Charles X, déclenché la révolution

UNITED COLLEGE LIBRARY <sup>5</sup>

ACCESSION No. 57790



Le 10/11/1914, le 10/11/1914, le 10/11/1914

FABLES, 5th EDITION.

[illegible][illegible][illegible]

Il n'y a guère, en somme, qu'une idée mère dans les esprits. La protection à rétablir est, toujours celle-ci : la *jeune fille* soumise pour le plus grand malheur possible. C'est là que se re-

[illegible]

Notre pensée n'est pas de critiquer le premier qui se fait, elle  
serait impuissante, mais de mettre au faïence les vices les  
mieux caractérisés de loin en loin pour éclairer de leur ac-  
tion, et qu'il faut quitter sans, pour une vie normale, et pour  
propre. Nous ne prétendons pas dire ce qu'il faut faire  
pour, mais faire seulement et notre cas.

[illegible]

Le premier numéro du journal de Girardin

de 1830. Elle y a d'ailleurs été fortement aidée — *La Quotidienne* l'a noté le jour même — par ces « hommes à écus », ces banquiers, ces industriels, ces commerçants libéraux que l'ordonnance sur le système électoral, avec son vote à deux degrés (au mieux) et sa revision du cens, inquiétait autant que l'ordonnance relative à la presse : ils « jetèrent » leur personnel « sur le pavé », dans l'espoir, avance le journal monarchiste, que « leur propre injustice (?) exciterait contre le roi ces malheureux privés de travail ». Il y eut ensuite bien des hésitations, des incertitudes et des trânses chez les organisateurs du mouvement. Charles de Rémusat nous en a laissé le vivant récit dans ses *Mémoires*. On crut la garde royale victorieuse. Carrel errait mélancolique parmi les combattants. Les mandats d'amener (provisoires) du gouvernement faisaient leur œuvre et Thiers, par prudence se réfugiait hors de Paris.

Mais, quand la révolte eut pris, contre l'attente générale, un tour républicain et ouvrier, journaux et orléanistes parvinrent grâce à des connivences et à quelques déroades, à ressaisir la direction du soulèvement, à l'orienter définitivement vers Louis-Philippe.

En 1848, il n'en va pas ainsi. La presse n'est pas directement menacée. La plume de Marrast, rédigeant le programme de la manifestation du 22 février, rappelle peut-être celle de Thiers improvisant la protestation des journalistes : la comparaison ne va guère plus loin pour ce qui est du déroulement de la révolution. Aussi bien, tous les organisateurs de la manifestation anti-gouvernementale — dynastiques comme radicaux — ont-ils finalement reculé et l'on a vu Marrast, Ledru-Rollin et Louis Blanc s'incliner devant le refus du gouvernement, déconseiller l'épreuve de force. Il n'y a pas à parler, après Seignobos, d'une journée du *National* qui aurait été suivie d'une journée de *La Réforme*. Avec quelques variantes, la journée de ces feuilles leur a été commune presque jusqu'à la dernière minute : publication du contrordre, inaction, partage, intéressé et raisonnable, des dépouilles. Il est par trop simple de mettre l'effondrement de Louis-Philippe à l'actif de quatre mots de Flocon, même jetés dans le composteur de Proudhon le typographe. Cela ne veut pas dire certes que tous les journalistes se soient croisé les bras, que tels articles, tels placards n'aient pas eu d'influence. Mais il n'y a pas là de direction comme en 1830. Mieux vaut, pour l'ensemble du phénomène, repartir des explications de Tocqueville en les complétant par les études entreprises depuis sur la situation politique et sur la situation économique-sociale de la France à cette époque. Ce sont d'ailleurs des organes spécifiquement socialistes qu'on aperçoit surtout (isolés) dans la bataille. Quant à Odilon Barrot, l'un des grands promoteurs de la campagne des banquets, et à l'opposition dynastique, ils ne parvinrent pas, malgré leurs efforts et bien qu'ils disposassent de plusieurs journaux dont *Le Siècle*, à freiner le mouvement républicain et à maintenir la couronne dans la famille de Louis-Philippe. Pas davantage Girardin, directeur de *La Presse*, qui, dans les



## Introduction

derniers temps, avait si âprement déclaré la guerre à Guizot.

Quel rôle accorder à la conjoncture économique ? Il ne fut pas d'égale ampleur dans les deux cas et l'on voit mal qu'en 1830 surtout, on puisse regarder « le rythme anonyme de la production capitaliste » comme « le chef d'orchestre » qui groupa et dirigea les mécontents.

A coup sûr, la grande crise de 1825 et des années suivantes et plus encore celle de 1846-1847 — « cumul des déséquilibres », comme dit M. Labrousse — ont exercé une influence — plus ou moins profonde — sur l'esprit des financiers, des industriels, des commerçants, toujours prêts (mais ceci c'est déjà de la politique) à imputer au gouvernement la responsabilité de leurs malheurs. On remarquera surtout que la révolution de rues, qui en quelques heures transforme les politiques implacables de la veille en pauvres hommes dépassés, ce sont les ouvriers parisiens, mêlés aux élèves des Écoles et à des éléments troubles, qui l'ont faite. Or s'ils détestent Charles X comme l'héritier de Waterloo et le symbole de la caste cléricalo-nobiliaire, les ouvriers souffrent plus que d'autres de la mauvaise situation économique. L'une des plus lourdes fautes de la monarchie aura été de ne pas comprendre que, par-delà le cens électoral qui donne ou refuse les majorités parlementaires, il y a la révolution toujours possible — ce cens électoral des indigents et des idéologues. Les mouvements antérieurs ne l'avaient-ils pas suffisamment montré ? Mais les gouvernements menacés d'usure négligent la leçon des révoltes manquées.

A côté du Paris bancaire dont Bertrand Gille a décrit « les mécanismes », du Paris bourgeois, si profondément gravé par Balzac ou Stendhal, il y a un Paris populaire, celui des *Misérables* et d'Eugène Sue. Après Parent-Duchâtelet, Louis Chevalier nous en donne une image souvent hallucinante, avec sa « pathologie » putride, ses quartiers insalubres, ses garnis affreux, son choléra, ses barrières, ses cloaques, ses souffrances quotidiennes. C'est sur ce Paris-là, dont Chabrol et Rambuteau ont entrepris l'assainissement, que les crises se sont abattues.

c'est là que la Restauration et la Monarchie de Juillet ont improvisé leurs suprêmes soubresauts. Même (à plusieurs égards) en décrue à l'heure de la révolution, la disette, le chômage y avaient profondément creusé la misère — cette misère prolétarienne dont on voit déjà Lamennais s'émouvoir dans *Le Drapeau blanc* de 1822. Ne confondons pas pour autant 1830 et 1848.

« Dès la fin de 1828, année de mauvaise récolte, écrira le *Journal des Débats*, le prix du pain de quatre livres s'était élevé chez le boulanger à 19 sols. C'était plus déjà que ne peut supporter, non pas seulement la population absolument indigente, mais même une assez grande partie de la population laborieuse de Paris. » On mesurera la gravité du fait en lisant dans le même journal que la municipalité parisienne dut distribuer à quelque 225.000 personnes « en état de gêne » des cartes qui permettaient d'avoir le pain à 16 sous : dans les quartiers riches de la Chaussée d'Antin ou de la place Vendôme, 16 % des habitants furent ainsi secourus ; la proportion s'éleva jusqu'à 55 % dans les quartiers Saint-Jacques et Saint-Marceau. Cela ne pouvait faire ou seulement « éveiller » une révolution et une révolution victorieuse. Mais cela l'aiderait bien.

En 1848, la situation est beaucoup plus grave. Si la crise frumentaire de 1846 a eu de dures et lourdes conséquences, si la crise économique due à l'évolution des techniques, à l'inflation des investissements, etc., a étendu le marasme à de nouveaux secteurs professionnels et à de nouvelles catégories humaines, on constate surtout que le mécontentement populaire est désormais mieux dirigé vers la révolution. Le prolétariat urbain a commencé de s'organiser, la doctrine et la presse républicaine et socialiste ont pris beaucoup de force. Dès 1832, *Le Bon Sens* a ouvert une « correspondance » ouvrière où il se fait l'écho de maintes revendications. On verra plus loin les articles de *La Tribune* sur la situation misérable du prolétariat. Malgré bien des divisions de tendances, des journaux ouvriers (*La Ruche populaire*, *La Fraternité*, *L'Atelier*) notent que le salaire a diminué depuis 1830, tandis que le chômage croissait et qu'augmentait le prix des denrées d'alimentation. On ne se contente pas

## introduction

de déplorer « les cruautés de la concurrence », on suggère des plans auxquels s'accrochent des espoirs. « Il nous faut un système politique tel qu'en l'appliquant il n'existe plus en France un seul homme malheureux » a dit Raspail en 1832. Lui-même, Louis Blanc, Pierre Leroux, Cabet et d'autres, qui ont pris la relève des « socialistes utopiques » (dont l'influence sous-jacente reste profonde) offrent leurs solutions.

“ La classe ouvrière est en fermentation. La misère  
“ est de plus en plus forte,

écrit *La Ruche* en 1840-1841. Si *La Réforme* en apporte bientôt de nombreuses preuves, c'est dans *Le Populaire* des années qui précèdent la révolution qu'on en trouve, à un rythme obsédant, la démonstration constante. Les lecteurs de ce journal ont sous les yeux, à chaque numéro, une rubrique des « faits de désordre social ». Cabet tient à pleines colonnes le compte minutieux, à travers le pays, de toutes les souffrances qui se sont abattues sur le peuple — chômage et baisse du salaire, cherté du pain, logements immondes, indigence provoquant la mort, suicides, faillites, détresse des femmes, grèves, troubles des grains, émeutes — le tout « occasionné par l'imprévoyance et l'incurie de ceux qui sont payés pour veiller au salut public ». Présentés comme la conséquence d'un régime, ces faits, grâce à la presse socialiste, donnaient valeur révolutionnaire à la conjoncture économique. Le 27 février 1848, *Le Populaire* résume ainsi sa pensée et ses campagnes :

“ C'est la misère qui, au fond, est la véritable cause  
“ de la révolution, cette misère qui n'écrase pas seu-  
“ lement la masse des prolétaires et des ouvriers,  
“ mais qui commence à écraser le petit commerce  
“ et la petite industrie<sup>2</sup>.



Au château : lecture de la presse

## La monarchie face à la presse

La monarchie censitaire avait tout de suite compris l'importance politique de la presse : les discours et les rapports de ses hommes d'État ont dénoncé souvent le « danger » qu'elle constituait. En fait, plus que la tribune parlementaire, elle a créé l'opinion. « L'opinion, dira Balzac en 1840, se fait à Paris : elle se fabrique avec de l'encre et du papier. »

## Introduction

De cette encre, de ce papier les gouvernements ont cherché à devenir les maîtres. Leurs lois répressives, assorties de lourdes condamnations pécuniaires, le droit de timbre, le cautionnement ont rendu la vie difficile à l'adversaire auquel divers bâillons (autorisation préalable, censure, suspicion de tendance, etc.) étaient de surcroît imposés.

Même en dehors des coups de théâtre comme l'assassinat du duc de Berry, en 1820, ou l'attentat de Fieschi en 1835, qui séparent les périodes de rigueur fléchissante et les périodes de dure reprise, il faut voir le jeu d'escrime auquel se livrent les juristes de la monarchie, aisément persuadés de la malfaisance des journaux, et les défenseurs de leur liberté, pour enfermer dans un amendement plus ou moins captieux une sévérité accrue ou une indépendance moins mesurée. Certes les grands discours d'un Royer-Collard, d'un Benjamin Constant, d'autres encore, les articles ou les brochures d'un Chateaubriand sont à bien des égards pleins d'enseignement. Mais la petite guerre de textes dont il vient d'être question apparaît plus que tout révélatrice. D'une loi à l'autre, sous la Restauration (le tableau que nous en avons dressé en annexe le montre), l'autorisation préalable est exigée pour les journaux et écrits périodiques, puis restreinte aux seuls politiques, puis étendue à ceux qui sont « consacrés en tout *ou en partie* aux nouvelles et aux matières politiques », puis la notion de périodicité doit s'entendre même des écrits qui paraissent à date irrégulière. Le plus curieux, c'est que, lorsque les gouvernements enserrent les journaux dans des règles très dures, ils se donnent encore les gants de les protéger « Quant à la liberté de la presse, dit Broglie en 1835 nous la voulons franche et complète, mais constitutionnelle. » La franchise était dans le « mais ». Elle eût pu rendre jaloux Peyronnet et sa loi « de justice et d'amour ».

Il y avait plus à faire : mettre complètement la main sur les journaux, tentation que l'histoire nous montre commune à plusieurs régimes. Sous Villèle, on faillit transformer la chose en institution. Les résultats des acquisitions furent assez médiocres. Qu'était « l'amor

tissement » (ou la mort) des *Tablettes universelles*, du *Pilote*, de *L'Oriflamme*, du *Drapeau blanc*, du *Journal de Paris*, à côté de *La Quotidienne* ou des *Débats* passés à la dissidence agressive après le renvoi de Chateaubriand?

Plus avare de ses deniers, Louis-Philippe n'était guère enclin à mettre beaucoup d'argent dans la presse. D'autres ont pris sa place. Balzac assure que, « sans compter les capitaux qu'elle y a dévorés », l'opposition consacrait chaque année « cinq fois plus que le pouvoir » à entretenir ses journaux de la droite et de la gauche. Girardin, se jetant dans la bagarre, précise que trois feuilles seulement vivaient de leur exploitation normale. Bertrand Gille a bien raison de souhaiter une histoire financière de la presse au XIX<sup>e</sup> siècle. On sait déjà que, si « les journaux spécialisés » (commerce, chemins de fer, etc.) étaient entre les mains des puissances d'argent, la grande presse politique, à Paris comme en province, ne manquait pas de relations de ce côté. Les contemporains subodorèrent dans *Le National* un relent de fortunes orléanistes. Les Barrot présidèrent à la naissance du *Siècle*. Le docteur Véron portait au *Constitutionnel* défailant les effluves balsamiques de la pâte pectorale Regnaud. En 1842, métallurgistes et fabricants de toiles achetèrent *Le Courrier français* pour mieux s'opposer à l'union douanière avec la Belgique. Il y eut même, selon Cabet, des catholiques qui offrirent au *Populaire* de lui payer son cautionnement s'il voulait s'humaniser<sup>3</sup>.

Il n'est pas surprenant que la presse (« Je vous renverserai, dit Bertin à Villèle, comme j'ai renversé Decazes ») se soit crue plus encore et mieux qu'un quatrième pouvoir. Que d'atouts dans son jeu ! Elle a des penseurs, des écrivains, des polémistes qu'on lit avec d'autant plus d'attention que leur talent s'enferme en un espace restreint. Elle garde le souvenir de l'accélération brutale que ses prédécesseurs ont donnée à la Révolution de 1789. La fin de l'Empire lui a appris que les régimes passent et qu'elle subsiste. Sa servitude d'hier accroît son désir de revanche. Elle lutte pour la liberté — la sienne en tout cas, même si la Charte l'excite peu — et elle incarne l'esprit de liberté en un temps que le libéralisme fallacieux des Cent Jours et d'autres influences



## Introduction

ont rendu médiocrement docile aux formes de l'absolutisme. Divisée sur bien des points, elle sait s'unir contre les gouvernements, non seulement dans la critique, mais dans l'action électorale. Or elle s'attaque à un pouvoir qui tâtonne constamment en face d'elle, tour à tour frappe et tolère, se laisse tourner de mille façons, même quand il règne par la censure, et ne recueille souvent, dans les procès de presse, que des plaidoiries incendiaires, des comptes rendus insidieux, des listes de souscription en faveur des feuilles condamnées. Les luttes et les ruses de la presse contre la censure ont été innombrables (« blancs » révélateurs laissés dans les journaux, création de semi-périodiques, campagnes de brochures, etc.) et Chateaubriand, pourtant si favorable à la liberté, parlera des « écrits infâmes contre les Bourbons » qui circulent à travers le pays.

Ce n'est pas seulement parmi les jurys des Cours d'assises, c'est aussi parmi les magistrats que les journaux trouvent des alliés. Même loyale, la magistrature ferme souvent les yeux ou abandonne la partie par crainte, « succombant » en appel, d'accroître le scandale. D'Haussez, dans ses *Mémoires*, incrimine les tribunaux, notamment ceux de Paris, qui « refusèrent leur concours dans l'application des mesures répressives de la licence de la presse ». Signe des temps : au début de 1821, un procureur général put se plaindre de ce que des tribunaux de son ressort s'étaient abonnés au *Constitutionnel*, ennemi du gouvernement, et en prélevaient le prix sur les fonds qui leur étaient octroyés pour leurs dépenses nécessaires. Ce sera bien autre chose sous la Monarchie de Juillet où nombre de magistrats du siège étaient restés légitimistes ou devenus républicains, si bien que plusieurs Cours apparaissaient comme « des centres de résistance au pouvoir<sup>4</sup> ».



## La presse contre la monarchie

Cette monarchie accumula les fautes — violences d'abord, puis lassitude — et son manque de psychologie (renvoi de Chateaubriand, Polignac appelé aux affaires, etc.) masqua souvent de réels services. La presse y trouva un vaste champ d'action. Plus encore après l'accession au trône d'un fils de régicide, honni comme liberticide par les républicains.

Peut-on délimiter des étapes rigoureuses dans l'action de la presse contre la monarchie ? La diversité des textes que les journaux nous présentent, l'audace des sous-entendus qui s'y explicitent à demi, par ondes irrégulières, déconseillent une chronologie trop brutale. Pourtant la thèse antimonarchique ne s'est pas affirmée dès le premier jour en résolutions conscientes, en termes percutants. Avant d'attaquer le roi, elle a visé ses ministres et elle s'en est prise à la religion du roi, aux prérogatives du roi, puis au roi lui-même et à sa dynastie, avant de substituer noir sur blanc la république à la monarchie. « Révolutions-surprises » ou non, avec ou sans « complots » de part et d'autre, l'opération s'est faite en trois temps. Mais, au lendemain du règne de Charles X, le travail est déjà fort avancé et la campagne d'irrespect à l'égard de la personne royale se mêle à l'œuvre de destruction doctrinale.

L'action des journaux va dès lors s'intensifier

— par la liaison intime de la politique et de la presse, grâce aux associations républicaines qui étudient les besoins de la province et s'efforcent d'y implanter des organes agissants ;

— par le rajeunissement continu de la presse dans le sens voulu par l'opinion (*Le National* s'est installé à côté du *Constitutionnel* trop mou, d'autres viendront plus tard épauler *Le National*, vieilli à son tour ; la presse républicaine et socialiste multipliera les échecs financiers, mais aussi les créations) ;

— par le développement des idées sociales qui renforcent et étendent la lutte politique pour les réformes et qu'on trouve aussi bien dans le « feuilleton-roman », que dans le théâtre ou les ouvrages doctrinaux ;

## Introduction

— par la naissance en 1836 d'organes moins coûteux et donc plus répandus (la mort de Carrel, rédacteur en chef du *National*, tué en duel par Girardin, fondateur de *La Presse*, est presque un symbole de l'évolution des journaux).

Remarquons-le : le tirage des feuilles n'est qu'un aspect de leur pénétration. Bien qu'en dix ans (1836-1846) celui des quotidiens eût doublé à Paris, il restait peu élevé (cf. les tableaux p. 242). Mais :

1<sup>o</sup> Pour la propagande libérale, ou anti-monarchique ou révolutionnaire, l'essentiel est de pouvoir agir sur les chefs, les meneurs de demain. A cet égard l'apparition d'une presse ouvrière est capitale.

2<sup>o</sup> Il faut tenir compte de l'action, même modeste, des feuilles départementales. Déjà vers 1840 l'auteur d'une *Physiologie du journaliste de province* nous montre les députés « braquant (en séance) leur lorgnon » sur celle de leur localité.

3<sup>o</sup> Le nombre des lecteurs des journaux de gauche était beaucoup plus considérable que le nombre de leurs abonnés. Un rapport au ministre le constate déjà sous Villèle : « Quel café, quel cabinet de lecture à Paris et dans toute la France (voire les cabarets de certains villages) qui n'aient pas un (ou plusieurs exemplaires) du *Constitutionnel* » ? Le préfet de police écrit en avril 1831 qu'« un exemplaire du *Constitutionnel* a quelquefois cent lecteurs, lorsqu'un exemplaire de *La Quotidienne* n'en a qu'un ou, au moins, qu'une famille ». Le *Courrier* est également très demandé<sup>5</sup>. Au village on pratiquait le système des abonnements à frais communs et Balzac, dans *Les Paysans*, nous montre le même numéro du journal des « marchands de vin », comme disait Stendhal, « roulant, en lambeaux, du Café de la Paix » aux mains de tous ceux qui savaient lire. Au début de la Monarchie de Juillet, les associations républicaines de presse ou d'éducation populaire développèrent les achats collectifs de journaux et de livres et, lorsqu'elles le purent, organisèrent leur lecture en commun.

4<sup>o</sup> L'action des journaux se trouvait relayée, sans parler des ouvrages de philosophie, de politique, ou

## Introduction

d'histoire, par les nombreux écrits clandestins — pamphlets, brochures, almanachs — qui franchissaient le mur des interdictions policières. En outre les grands événements étaient plus ou moins interprétés, en sens variable d'ailleurs, par ce qu'on nommait les « canards ». Sous un titre accrocheur, ces quelques pages de typographie rugueuse, ornées d'une gravure sur bois et répandues à bon marché dans la masse, ne se bornaient pas à raconter des incendies et des crimes. Il leur arrivait d'abord, d'ordinaire prudemment, les thèmes politiques, au hasard de l'actualité. Dans les derniers temps de la Restauration, le gouvernement s'était inquiété de la publicité qu'ils faisaient à la « légende » napoléonienne. A telles ou telles heures du règne de Louis-Philippe, leur propagande s'engage davantage. Certains secondent « le mouvement », décrivent « l'affreuse prison du Mont-Saint-Michel » où l'on enferme des républicains, célèbrent



## Introduction

« les braves ouvriers » en révolte à Lyon. On en fit même un, en octobre 1833, avec la souscription de Cormenin au journal *La Tribune*. Quant au culte de Napoléon et à la popularité du fils d'Hortense, quel profit ne tirèrent-ils pas de tant d'images et de canards provoqués par le retour des cendres<sup>6</sup> ?

Il y eut encore la chanson qui apporte à ceux qui ne savent pas lire une manière de journal sonore — Béranger, puis le spirituel Altaroche, Charles Gille, Festeau, Rabineau, Pierre Dupont, etc. Les sociétés chantantes parisiennes — les « goguettes » — ont connu sous la Monarchie de Juillet une grande vogue. L'une d'elles — celle de Gille, lequel fut envoyé six mois à Sainte-Pélagie — ouvrait ses séances par ces mots : « Les chansons politiques sont permises. On peut dire m... au roi. » La police, pour la peine, la traquait de cabaret en cabaret. Comme l'a écrit Eugène Baillet, lui-même chansonnier et historien de la Goguette, les idées républicaines « n'eurent pas, dans le peuple, de propagateurs plus ardents que ces artisans-rimeurs ». Un procureur général n'avait-il pas suggéré dès 1821 qu'on recrutât « des musiciens ambulants, chargés de chanter et de vendre des couplets où la fidélité et l'amour pour le prince fussent substitués aux chants de victoire et de gloire » ?

Nous avons réservé jusqu'ici « la petite presse ». On ne lui a sans doute pas attaché assez de prix. Le gouvernement monarchique n'a pas tardé, lui, à s'inquiéter (la série des procès du *Miroir* le prouve<sup>7</sup>) de ces modestes feuilles sans grande clientèle qui, pour échapper, d'ordinaire, au cautionnement, au timbre, à la censure, se disaient « journaux des spectacles, des arts, des lettres ». Par le truchement d'anecdotes, de propos voilés, d'imputations légères, de bons mots, de chansonnettes et d'allégories de tout genre, ils se livraient à des attaques en règle contre les membres du cabinet et la politique du gouvernement, bientôt contre le roi lui-même. Un rapport de 1825 signale déjà qu'il s'établissait « tous les jours une foule de journaux et écrits périodiques » qui, sous la fallacieuse couverture des lettres, étaient « dans le fond tout politiques et séditieusement politiques ». Et il cite *La Lorgnette*, *La Pan-*

lore, *Le Corsaire*, *Le Diable boiteux*, *Le Mercure du XIX<sup>e</sup> siècle*, etc. D'autres étaient apparus depuis — notamment le *Figaro*, la reprise de l'*Album*, en attendant Philippon et la cruauté de ses caricaturistes.

Dupin, avocat du *Miroir*, avait bien assuré qu'un sarcasme politique n'est pas, à proprement parler, de l'apolitique. « C'est le nom, disait-il, de la blessure que certains hommes ont reçue ; mais ce n'est pas un délit que la loi punisse. » Le pouvoir se rappelait en revanche l'action mordante des pamphlétaires de l'ancien régime, *Les Actes des apôtres*, Desmoulins, Chateaubriand lui-même sous l'Empire, et il savait que l'allusion qui frappe de biais, ridiculise mieux qu'une dissertation pesante. « Les petits journalistes ! A l'heure actuelle ils comptent. Ils sont une puissance », écrira Rossignol quelques années plus tard. Ils comptent déjà sous la Restauration. Ces spécialistes de l'« irrespect » compteront plus encore sous Louis-Philippe. Et l'on s'étonne qu'un historien fort averti juge « négative » la propagande de l'hebdomadaire *La Caricature*.

A certaines époques de silence intérieur obligatoire, l'opposition demanda à des feuilles publiées au dehors (*Le Nain jaune réfugié*, *Le Vrai libéral* de Cauchois-Lemaire) de prendre pour elle la parole. Les « correspondances privées » insérées dans les journaux anglais, les articles de journaux hollandais, allemands, tinrent lieu en quelque mesure, avant 1819, de tribunes du libéralisme. C'est d'ailleurs un mode d'expression auquel le gouvernement recourait pour sa part. La correspondance que le *Times* (et d'autres) insérait contre les ultras passait pour être écrite sous la direction de Decazes. Le *Conservateur* s'en prenait vivement à elle, l'accusant de « dénaturer la vérité, déshonorer le nom français, rompre les cours étrangères, corrompre l'opinion européenne ». Il reprochait aussi à tous ces textes attribués à nos « incroyables ministres », de soutenir la cause de la révolution<sup>8</sup>.

La presse étrangère de ce temps offre deux publications du plus vif intérêt. L'une nous est connue de longue date, grâce à Henri Martineau : c'est le « courrier », à la fois politique et littéraire, que Stendhal donna à plusieurs



## Introduction

revues anglaises de 1822 à 1829. L'autre, qui procède du journaliste dont le rôle fut si essentiel dans les événements de 1830, vient d'être mise sous nos yeux par Robert Marquant : ce sont les lettres — en original — que Thiers alors rédacteur au *Constitutionnel*, adressa, de 1824 à la révolution, en moyenne tous les dix jours, au baron allemand Jean-Frédéric Cotta. Sous forme anonyme, ces lettres furent en grande partie publiées par la *Gazette d'Augsbourg*, un des organes les plus importants de l'époque, non par le tirage, mais par le prestige.

Toute la politique extérieure et intérieure de la France, et notamment les fluctuations d'influences sous le gouvernement de Villèle, y est examinée avec une liberté d'esprit dont l'auteur ne pouvait jouir dans son propre journal. Sa haine vigoureuse des jésuites et de la « Congrégation » s'y étale. Son libéralisme aussi. Un libéralisme qui ne l'empêche pas de rendre hommage à l'habileté financière de Villèle et à ses efforts pour combattre l'influence des ultras sur le roi, ni d'écrire à plusieurs reprises que « les libéraux défendent toujours aussi mal et aussi sottement leur excellente cause ».

Si l'hostilité méprisante dont Thiers témoigne pour les Bourbons (« dynastie usée, décrépite et absurde ») nous permet de comprendre que la *Gazette* ait plus d'une fois coupé dans son texte, ces lettres ont l'avantage de nous montrer, semaine après semaine, l'homme qui, l'occasion venue, traduira son hostilité en gestes décisifs. « Lâcheté, ignorance, ridicules rodomontades, extraordinaire légèreté, dévotion d'un autre âge » : voilà son Charles X. Dès 1826, il lui prédit le sort des Stuarts sans révolution, par simple « dégoût » du pays. La référence est à retenir...

Certaines entreprises de presse ne se contentaient pas de répandre des idées. Elles agissaient sur d'autres plans. Nombre de leurs directeurs appartenirent aux Chambres, assiégeaient les ministres. (On plaisantait beaucoup les rédacteurs des *Débats* pour leurs décorations). Bien plus grave apparaît le « foyer permanent de résistance » que d'Haussez accusait les feuilles départementales d'entretenir dans les collèges électoraux. Le *Conservateur* attribua le succès des libéraux lors des

élections de 1818 à l'activité dont faisait preuve un recueil, *Le Correspondant électoral*, qui, distribué aux bureaux de la *Bibliothèque historique*, donnait aux votants des consignes et des listes de candidats. Sous la Monarchie de Juillet, plusieurs journaux de gauche firent une grande consommation de crieurs dont les commentaires prolongeaient la véhémence des attaques colportées. *Le Bon Sens* se distingua dans ce genre d'opération. Il se flatte, à la fin de 1832, d'avoir « fait distribuer dans les rues de Paris le discours de M. Cormenin, tiré à 50.000 exemplaires ». Ses crieurs furent parfois traités de façon rigoureuse par les commissaires de police. Leurs arrestations décidèrent le directeur du journal — Rodde — à organiser, le 13 octobre 1833, sur la place de la Bourse, une distribution spectaculaire qui tourna en manifestation. Pouvoir contre pouvoir...

L'action de la presse ne nous fait pas oublier ce que l'opinion publique, les électeurs censitaires, les Chambres, les sociétés secrètes, les masses populaires ont pu, pour des raisons diverses où l'influence des événements de toute nature a eu sa part, ajouter de personnel et de spécifique à l'influence des journaux eux-mêmes.

Mais la presse a joué encore un autre rôle dont il faut parler. Ses attaques incessantes ont comme paralysé les gouvernements, leur ont donné l'impression qu'ils étaient de plus en plus dépassés, ont renforcé en eux le sentiment de leur impuissance. A ce titre aussi, Girardin avait sans doute vu juste lorsqu'il suggérait aux conseillers de Louis-Philippe de favoriser la multiplication des journaux afin de neutraliser, l'un par l'autre, leur importance. Les révolutions de 1830 et de 1848 nous apparaissent en effet moins comme des offensives victorieuses de l'opposition, de la rue ou des crises que comme des défensives qui ont étrangement craqué.

Les journaux ont compris bien plus de choses que certains historiens ne le disent. Il ne faut pas leur reprocher de n'avoir pas « prévu » ces révolutions. D'aucuns les ont annoncées de longue date (surtout la première)



## Introduction

dans la presse d'extrême droite et dans la presse de gauche, et le mot en est revenu d'innombrables fois sous leur plume. Mais, sauf quelques esprits particulièrement subtils, ils n'ont pas su à quelle date précises elles éclateraient, que rien ne serait fait *in extremis* pour les empêcher, que l'appareil gouvernemental s'effondrerait si aisément et si vite devant des poussées insurrectionnelles, dont d'ailleurs ils sous-estimaient la force, la ténacité.

Il y a en de telles chutes une matière à étonnement qu'aucune explication, spontanée ou savante, n'écarte tout à fait. Sans méconnaître les différences notables que présentent les événements de 1830 et de 1848, on reste surpris de voir que, dans les deux cas, une armée, même privée ou coupée de la garde nationale, même réduite en effectifs et en munitions, même (en partie) peu favorable aux Bourbons ou, plus tard, atteinte par des infiltrations républicaines, même livrée à un commandement mal soutenu ou insuffisamment résolu ou impopulaire ou gêné par la politique dans l'exécution de sa tâche, n'ait pas constitué dès les premières heures un rempart efficace contre l'insurrection. *Le Temps* et d'autres savaient à coup sûr ce qu'ils faisaient lorsqu'ils exhortaient la ligne à ne pas se servir de ses armes. Conseils qui sont loin de rendre raison de tout<sup>9</sup>.

En définitive, il semble que le pouvoir, qui n'avait pas su empêcher la révolution en se dressant comme une force populaire devant les violences de la presse et de la propagande et en accordant ce qui convenait à l'heure convenable, a gâché de mille manières, à l'heure tragique, ses moyens de défense. Ces gouvernements sont morts de sclérose physique, intellectuelle, morale.

Écoutons Proudhon dans une lettre du 25 février : « Ce grand parleur, dit-il d'Odilon Barrot, ce grand imbécile qui avait 80.000 hommes[?] pour appuyer son avènement, donne ordre de faire retirer les troupes : c'était laisser le champ libre à l'insurrection... Il faut dire que, si l'ouvrier a fait preuve d'audace, il n'a pas rencontré de résistance sérieuse. C'est la démoralisation du pouvoir et de l'armée qui a tout fait... Avec 10.000 hommes de troupe qui eussent voulu rempli



1830. Barricade de la rue Dauphine

leur devoir, un général aurait eu facilement raison de l'émeute<sup>10</sup>. »

Paris, selon un vieux mot des *Débats*, a toujours eu « des pavés prêts à servir aux barricades ». Un gouvernement averti et sage fait qu'on ne les remue pas trop. Même sans grande effusion de sang, un gouvernement fort a ce qu'il faut, s'il est resté lui-même, pour que les pavés reprennent vite leur place...



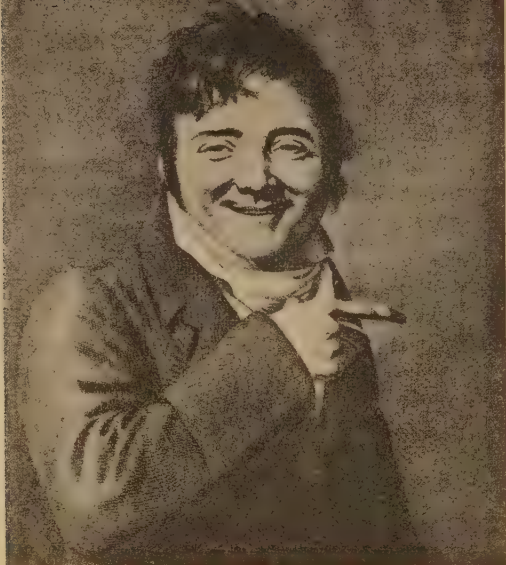
ENTRÉE de S.M. LOUIS XVIII à PARIS,

*la nation des acclamations du peuple, le 5 Juillet 1795.*

# UN RÉGIME QUI SE CHERCHE

## Ultras ou constitutionnels ?

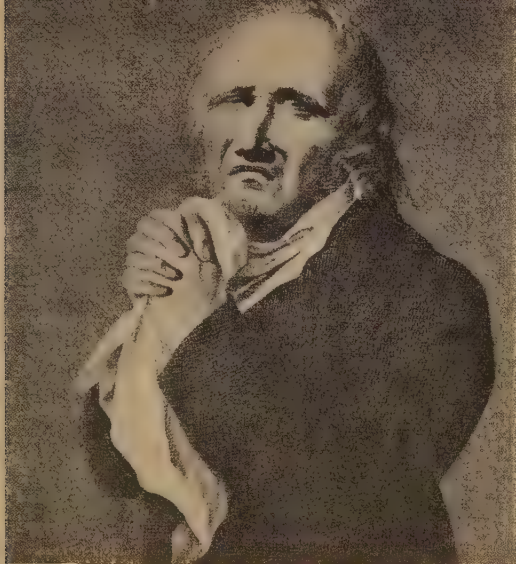
Aux prises avec des difficultés de toute nature et de toute origine, le pouvoir royal, restauré pour la seconde fois en juillet 1815, a d'abord été victime des hommes qui se proclamaient ses plus authentiques défenseurs. Ceux-ci eussent dû, semble-t-il, subordonner leurs conceptions politiques, voire, pour certains, leurs rancœurs les plus légitimes, à la volonté du roi — leur roi —, lui et ses collaborateurs étant en général plus aptes, par fonction, à connaître les exigences d'une situation tragiquement complexe. Ils ont préféré, consciemment ou non, « faire le roi » plus que le roi et ont, à bien des égards, compromis les chances du régime. Terreur blanche, destitutions, Chambre introuvable, « catégories » implacables de la Bourdonnaye, lois répressives, cours prévôtales, « parti de Monsieur » : toute cette passion,



Le Libéral

qui fermentait en présence de l'occupant, a envenimé les problèmes que l'effondrement des Cent Jours léguait à la monarchie.

Qu'étaient à côté de cela, au début, grâce à la censure des périodiques, les éphémères piquûres d'épingle d'un libéral comme Cauchois-Lemaire<sup>11</sup> dans son *Journal des arts et de la politique* ou de *L'Indépendant*, cette première ébauche du *Constitutionnel* ? Il n'était pas bien inquiétant de voir rappeler à l'ordre les mauvais poètes qui brûlaient sous le nez du roi un encens mal conditionné ou « les tristes bouffons qui, sans esprit et sans goût », attaquaient la personne ou menaçaient les biens des vaincus de l'Empire.



## L'Ultra

Au premier rang des *ultras*, près de ces « Chevaliers de la foi » dont nous connaissons maintenant l'histoire<sup>12</sup>, Chateaubriand. Un ultra d'un type particulier, tant chez lui l'ardeur monarchique, mais aussi l'attachement aux principes constitutionnels et à la liberté d'écrire, l'orgueil et l'amour-propre, ont déterminé des attitudes contradictoires. L'action d'un tel polémiste, tour à tour moins et plus clairvoyant que le roi, parfois — il l'a reconnu — trop docile à l'appel du « ressentiment », a secondé, dans une mesure appréciable, celle des opposants libéraux du régime.

De 1816 à 1820, il est l'homme de *La monarchie selon la Charte* qu'il achevait de rédiger quand Louis XVIII,



## Un régime qui se cherche

à l'instigation des Alliés inquiets, mit fin à la Chambre introuvable (5 septembre 1816). L'ouvrage était une profession de foi constitutionnelle d'après cette doctrine que le roi « règne et ne gouverne pas », et que les ministres doivent gouverner en accord avec la Chambre des Députés. Aux trois ministères qui avaient accédé au pouvoir depuis le début de la Restauration, il reprochait d'avoir suivi ou de suivre, au mépris de la majorité ultra, des principes révolutionnaires. Or, s'il fallait « conserver l'ouvrage politique » issu de la Révolution et consacré par la Charte, il importait de « l'extirper — elle — de son propre ouvrage au lieu de l'y renfermer ».

L'ordonnance du 5 septembre enflamma Chateaubriand :

« Cette mesure, a-t-il rapporté, dispersait le peu de royalistes rassemblés pour reconstruire la monarchie légitime. Je me hâtai d'écrire le *post-scriptum* qui fit faire explosion à la colère de M. le duc de Richelieu et au favori de Louis XVIII, M. Decazes<sup>13</sup> ».

Long d'une quinzaine de pages, le *post-scriptum* commençait ainsi :

“ La Chambre des députés est dissoute. Cela ne  
“ m'étonne point : c'est le système des intérêts révo-  
“ lutionnaires qui marche... J'avais prévu le dénoue-  
“ ment et je l'ai plusieurs fois annoncé. Cette mesure  
“ ministérielle sauvera, dit-on, la monarchie légitime.  
“ Dissoudre la seule assemblée qui depuis 1789 ait  
“ manifesté des sentiments purement royalistes, c'est,  
“ à mon avis, une étrange manière de sauver la  
“ monarchie.

L'auteur disséquait ensuite l'ordonnance. Puis, poussant sa pointe, il ajoutait :

“ Si (les bons Français) lisent dans les journaux  
“ de grands articles à la louange de la dissolution de  
“ la Chambre, qu'ils se rappellent que la presse n'est  
“ pas libre, qu'elle est entre les mains des ministres,  
“ que ce sont les ministres qui ont fait dissoudre la  
“ Chambre et qui font les journaux.



Les *Mémoires d'Outre-Tombe* rapportent que Chateaubriand se rendit ensuite chez Lenormant, son libraire : « Je trouvai en arrivant des alguazils et un commissaire de police qui instrumentaient. Ils avaient saisi des paquets et apposé des scellés... Je m'opposai à la saisie ; je déclarai, comme Français libre et comme pair de France, que je ne céderais qu'à la force : la force arriva et je me retirai. »

Il se retire, mais jusqu'à la chute de Decazes (février 1820), il va confier au pamphlet, à la presse, à la tribune ses protestations et ses prophéties alarmantes. La brochure *Du système politique suivi par le ministère*, qu'il publia à la fin de 1818, prolonge l'écho d'un temps où l'opportunisme des ultras se fit, contre « les constitutionnels », le défenseur d'un programme démocratique.

“ Vous commandez l'union et vous divisez ; vous  
“ établissez la liberté en théorie et l'arbitraire en  
“ pratique ; vous ne parlez que de la Charte et vous  
“ demandez sans cesse des lois d'exception ; vous  
“ vantez l'égalité des droits et vous vous efforcez de  
“ ravir à des classes de citoyens leur droit d'éligibilité ;  
“ enfin vous isolez le pouvoir et vous faites du ministère  
“ le gardien de l'intérêt des hommes en place et non  
“ le protecteur des intérêts de tous.

Attention pourtant à l'atmosphère trompeuse des cours !

“ Ceux qui ont vu Buonaparte dans ses succès, les  
“ rois de la terre formant son cortège, huit cent mille  
“ soldats (et quels soldats !) soutenant sa couronne,  
“ tous les talents travaillant à immortaliser sa mémoire,  
“ savent combien il faut se défier du sourire de la  
“ fortune. Vingt-cinq ans ont suffi pour enlever la  
“ légitimité et l'usurpation du même palais.

Déjà d'ailleurs les attaques commençaient à venir de divers côtés, inaugurant ce système de la « double opposition » qui sera fatal à la monarchie.

A défaut des quotidiens impuissants, plusieurs organes

à la périodicité variable et donc soustraits à la censure vont lutter, sinon contre le gouvernement royal, du moins contre certaines tendances ou certains excès qui s'abritent derrière lui. Au mois de février 1817, *Le Censeur* (devenu *européen*) de Comte et Dunoyer a repris l'œuvre libérale qu'il avait interrompue en 1815. Il faut croire que son esprit est vite jugé dangereux, car on l'inculpe, assez arbitrairement, pour la publication d'une pseudo-apologie de l'Empereur par lui-même, qu'il a pourtant assortie de commentaires fort acides. Il est vrai qu'il s'en prend aussi aux « missionnaires » qu'il accuse, grâce à d'étranges connivences, de menées politiques. Dunoyer devait se plaindre d'avoir été « tenu sous les verrous pendant les cinq mortels mois que dura la procédure ». Le même eut, peu après, de nouveaux ennuis à cause de certains documents reproduits par *Le Censeur*, qui relataient « divers excès commis en Bretagne par d'anciens chouans » et suspectaient l'impartialité d'un procureur royal<sup>14</sup>.

A cette date, Léon Thiessé a entrepris (septembre 1817) de publier ses *Lettres normandes* que nous aurons l'occasion de citer. Dans ses livraisons rehaussées parfois de caricatures agressives, *L'Homme gris* de Féret et Creton n'hésite pas à donner au roi des conseils où se profile toute une politique. Que celui-ci n'imité pas Louis XVI ! Si Louis XVI eût « dépouillé tout à fait le vieil homme » pour répondre au « nouvel ordre de choses », s'il avait « secondé sans hésitation et sans arrière-pensée les vœux du peuple », il aurait « changé à son gré la face de la Révolution ». Que Louis XVIII ne recommence pas surtout la première Restauration !

“ A l'époque de la première Restauration, tout  
“ était créé, il suffisait de ne pas détruire ; mais on  
“ ne voulait rien conserver ; peu à peu on attaqua  
“ les idées libérales qui avaient germé dans les cœurs,  
“ on sapa les fondements de toutes les institutions  
“ nouvelles, on réveilla toutes les haines... Le peuple  
“ s'aperçut qu'on voulait lui forger des fers et il se  
“ précipita dans les bras du premier audacieux qui  
“ s'est présenté<sup>15</sup>.

Mais voici pour la bataille politique un adversaire de taille. Les écrivains « indépendants », c'est-à-dire libéraux, qui rédigeaient le *Mercure de France* ayant perdu leur privilège, décidèrent, au mois de février 1818, d'échapper, eux aussi, à la double censure qu'ils subissaient jusqu'alors : celle de la police générale et celle des Affaires étrangères. Ils publieraient donc un nouveau recueil, *La Minerve française*, qui, pour tourner la loi, donnerait à des dates relativement indéterminées ses treize livraisons de chaque trimestre. Dumoulin, Étienne, Benjamin Constant, Jay, Lacretelle aîné, Jouy, Tissot ; dans une forme d'ordinaire modérée et avec des qualités diverses, tous seront des lutteurs.

Tantôt c'est Étienne, l'auteur si apprécié des « lettres sur Paris », qui déplore le sort rigoureux des officiers à demi-solde et demande au maréchal Gouvion-Saint-Cyr de faire cesser, si elles existent encore, « les odieuses persécutions » dont souffrent « ces guerriers auxquels on a fait si cruellement expier vingt ans de gloire et de triomphes ». Tantôt c'est Benjamin Constant dont la finesse dialectique et railleuse glose en marge du manque total de liberté qui accable les journaux :

« J'ai dit qu'il n'y avait point, absolument point de  
 « liberté de la presse. Il serait curieux qu'on me fît  
 « un procès pour me prouver qu'il y en a.

Tantôt ce sont les machinations policières apparues lors de la célèbre « conspiration du bord de l'eau » dont Étienne s'empare pour murmurer aux oreilles de Decazes quelques vérités gênantes. Tantôt c'est le projet de Concordat qui excite la bile d'une *Minerve* volontiers anticléricale, puis son échec, célébré comme « un bienfait ».

Que la Charte « ne soit point une vaine utopie », qu'on l'exécute « franchement » et *La Minerve* promet d'applaudir aux efforts et aux travaux du gouvernement. Promesses menaçantes...

Les *Lettres normandes* voyaient d'ailleurs dans le prochain départ des troupes étrangères (à propos desquelles tant d'accusations avaient été portées contre le comte d'Artois et les ultras) une excellente occasion

# DE LA MINERVE

## AU PUBLIC.

La société de gens de lettres qui rédigeait depuis un an le *Mercur de France*, vient d'en perdre le privilège par des circonstances qu'il serait trop long d'expliquer. Soumise à toutes les lois, esclave de tous les réglemens ministériels, elle avait subi, jusqu'à ce jour, les deux censures de la police générale et des affaires étrangères. Cependant, le dernier numéro du *Mercur* a été arrêté à la poste. Pour quelle cause? Nous l'ignorons. L'autorité frappe sans entendre, et le coupable est puni avant de savoir s'il fut accusé. Nous pouvions en appeler sans doute; peut-être même fussions-nous parvenus à reparaître sous la surveillance d'une censure devenue plus ombrageuse. Mais avons-nous dû réclamer le privilège d'être froids, et l'autorisation d'être faibles? Notre condescendance, quelle qu'elle fût, aurait-elle paru suffisante, et une soumission plus entière aux ordres du pouvoir nous eût-elle mis, par la suite, à l'abri de ses caprices? On peut se résoudre à écrire sous le joug d'une censure qui protège quand elle surveille; mais si cette censure elle-même n'offre aucune garantie; si cette assurance, d'une espèce toute nouvelle, impose des charges à la propriété, et ne la préserve point, il est impossible à des écrivains qui se respectent, de se soumettre à un arbitraire qui met sans cesse leurs fortunes en péril, et qui fait dépendre le fruit de leurs veilles de la volonté d'un commis. D'un trait de

pour les hommes en place de montrer... leur bonne volonté ; ils n'avaient qu'à délivrer les citoyens d'un certain nombre de mesures prises pendant l'occupation et qui étaient contraires à la Charte :

“ Si le gouvernement, poussé par cet amour, naturel  
“ à tous les pouvoirs, de conserver et d'accroître son  
“ empire, avait compté sur l'appareil des troupes  
“ étrangères pour le maintien des lois d'exception,  
“ il doit sentir aujourd'hui que la nation, livrée à elle-  
“ même, ne se contenterait point de promesses ou  
“ d'apparences.

L'ancien « journaliste de l'Empereur », Fiévée, que *La Minerve* jugeait favorable au « despotisme de l'aristocratie », n'estimait pas plus large la part faite par la Restauration à la liberté. En face du « matériel — considérable — de la royauté », celui de la liberté ne comportait à ses yeux qu'un « inventaire bien léger », encore que, même là, l'autorité souveraine pût réclamer sa bonne part.

“ Nous ne pouvons y faire entrer, ajoutait-il, la  
“ liberté de la presse et la liberté individuelle : elles  
“ ont été mises dans le bagage de la police<sup>16</sup>.

Non sans rendre hommage à l'œuvre diplomatique de Richelieu, libérateur du territoire, *La Minerve* accueillit d'autant mieux le cabinet Dessolle qui lui succéda le 29 décembre 1818, qu'on avait redouté le succès de certaines intrigues ultras. Nul ne s'étonnera qu'elle ait loué le président du Conseil, ou encore Gouvion-Saint-Cyr, « l'auteur de la loi du recrutement », maintenu à la Guerre. Mais, à cette époque, le ministre de l'Intérieur, Decazes, a droit aussi à ses faveurs, plus nuancées. Hélas ! au bout de peu de temps, « l'état de langueur » du cabinet, sa faiblesse, sa « marche incer-

← Le premier numéro de *La Minerve*.

taine », l'erreur qu'il a commise en « ménageant ses ennemis du parti oligarchique », certaines « invectives imprévues contre les amis de la Charte » indisposent Étienne non moins que Benjamin Constant. Ce son ici et là les mêmes mots, les mêmes leitmotive contre les ultras. Ce qui n'empêchera pas *Le Conservateur*, d'écrire que le ministère — « jeune Télémaque » — se laisse diriger par *La Minerve* et lui accorde toutes les épurations, toutes les destitutions et les fournées de pairs qu'elle réclame. « Ne sommes-nous pas gouvernés par *La Minerve* ? » demande, non sans excès, ce recueil au début d'avril<sup>17</sup>. Question de point de vue...

Selon les *Mémoires d'Outre-Tombe*, *Le Conservateur* avait été fondé par Chateaubriand, au début d'octobre 1818, avec le concours des plus notables personnages (on y verra Bonald, Lamennais, Mathieu de Montmorency, Villèle, Fiévée et quelques autres) pour donner à « l'opinion royaliste » un organe libre, capable de lutter à la fois contre les semi-périodiques de la gauche et cette sorte de monarchie fléchissante qu'incarnait le ministère. Il paraissait comme *La Minerve* à des dates dites indéterminées, en fait au même rythme que sa rivale<sup>18</sup>.

Très vite il a réclamé, contre les intérêts libéraux, la modification de la loi électorale (vote à deux degrés et renouvellement intégral de la Chambre), la modification aussi de la loi du recrutement. Il a déploré les coups que le gouvernement Dessolle-Decazes portait aux bases du régime qu'il « achève de perdre », dira-t-il, par incapacité ou l'effet d'un mauvais génie.

Aussi quel recul de la monarchie ! Le comte O'Mahony l'enferme dans un tableau chronologique :

- “ En 1814, on criait : Vive le roi ! vivent les Bourbons !
- “ vive la légitimité !
- “ En 1815, on criait : Vivent le roi et la Charte !
- “ En 1816, on criait : Vive la Charte !
- “ En 1817, on a beaucoup crié, mais on n'a rien crié !
- “ En 1818, on a crié : Vive la nation !
- “ En 1819, on crie : Vive la liberté !
- “ Gare qu'en 1820 on ne crie, comme dans les Cent
- “ Jours : Vive la mort !<sup>19</sup>.





Decazes

## Les élections de 1819

Vers le milieu de 1819 Chateaubriand fulmine. Plus encore après les élections partielles de septembre, beaucoup plus libérales que celles de 1817 et de 1818 et qui amènent Grégoire à la Chambre. Avec une minutie de statisticien, mais aussi une réelle hauteur de vues et des rudesses méprisantes pour Decazes, il en commente les résultats en une vingtaine de pages que le *Journal des Débats* publie en même temps :

“ Quand (l'actuelle) loi des élections aura produit  
“ une Chambre tout à fait démocratique, quand la

## Un régime qui se cherche

“ loi du recrutement aura corrompu l'esprit de l'armée  
“ quand le système ministériel aura chassé tous les  
“ officiers royalistes, tous les magistrats royalistes  
“ tous les administrateurs royalistes, une révolution  
“ pourrait être l'affaire d'une proclamation... Le succès  
“ des libéraux cette année tient à l'assistance qu'ils  
“ ont reçue du gouvernement... Que les ministres se  
“ réjouissent, nous leur prédisons que leur joie sera  
“ courte : ils ont appelé la révolution ; la révolution  
“ prépare déjà leurs échafauds<sup>20</sup>.

Délivrée de la censure, depuis le mois de juin, par la loi de Serre, la presse quotidienne de droite s'associe dans une mesure d'ailleurs variable, aux véhémences de Chateaubriand contre « les petits hommes d'État qui nous gouvernent aujourd'hui ». *Le Drapeau blanc* est le plus déchaîné. C'est un « scandale monstrueux » que cette élection d'un des « meurtriers de Louis XVI » sur laquelle les journaux reviennent sans cesse. Martainville épuise toutes les épithètes, toutes les comparaisons pour mieux blesser Decazes. La politique « d'extravagances » et d'inventions « bouffonnes », « burlesques » par quoi celui-ci cherche à « retenir les restes expirants de son importance ministérielle » rappelle Alcibiade, faisant couper la queue de son chien, les « entrechats » d'un maître de danse ou encore un de ces « baladins cavalcadours » de chez Franconi. Au fait « un jeune présomptueux qui ignore les premiers éléments de l'art de gouverner ».

“ Il y a deux hommes en France, goguenarde Mar-  
“ tainville, sur lesquels je compte beaucoup pour  
“ sauver la monarchie, et ces deux hommes... sont  
“ MM. Grégoire et Decazes :

le bien n'a-t-il pas coutume de sortir « de l'excès du mal » — ici de cette « ardeur » que M. Decazes met « à restaurer la révolution » ?

“ On a passé dernièrement le contrat de mariage  
“ de la révolution et du ministère, écrit de son côté

“ *La Quotidienne*. Les deux nobles époux se sont traités  
“ magnifiquement l'un l'autre.

Toutes piquûres que le gouvernement supportait mal. Le 20 octobre, à l'heure où *Le Drapeau blanc* aiguisait provisoirement sa théologie sur le Concordat et la Petite Église, il se fit saisir pour un article où il attaquait les lois relatives aux ventes des biens du clergé.

Les élections de septembre 1819 n'avaient pu que réjouir *La Minerve*. Elle couvrit de fleurs Grégoire, « ce vénérable vieillard..., d'une piété douce, d'une charité ardente, d'une vaste instruction » que « les vandales de 1815 (avaient) dépouillé de tout, même de ses palmes académiques ». Quelques mois plus tard, l'expulsion du député de l'Isère sera considérée par Thiessé des *Lettres normandes* comme « un coup d'État » : « elle tuera l'assemblée qui l'a prononcée ; elle portera une atteinte irréparable au parti qui l'a obtenue. »

Impressionné par la récente poussée électorale, le gouvernement cherche à se ressaisir. Le ton de *La Minerve* devient plus vif. Est-ce encore d'un « déplorable système de balancement » entre la droite et la gauche qu'il convient de parler ? En réalité, « le pouvoir a rompu ses relations » avec la gauche. Cependant les ultras s'agitent et Chateaubriand « leur premier interprète », vient d'exposer leur programme. Un programme digne de la Chambre introuvable, estime Jay, qui a bien du mal à « contenir son indignation ». On est en pleine intrigue. Decazes manœuvre. Où va-t-il ? Il alla au remaniement ministériel du 19 novembre, qui lui donnait — officiellement cette fois — la présidence du Conseil et écartait du pouvoir Dessolle, Gouvion-Saint-Cyr et le baron Louis, tous trois hostiles à la politique de redressement sur la droite décidée par le « favori<sup>21</sup> ».

Ce remaniement ministériel et la nouvelle loi électorale que Decazes s'est lentement décidé à mettre sur pied avec le concours des doctrinaires, déchaînent les libéraux sans apaiser (il s'en faut de beaucoup) ceux des ultras qui souhaitaient mieux.

## Un régime qui se cherche

“ Voilà (M. Decazes) parvenu à son apogée, écrit  
“ Étienne, généralement moins rude... L'opinion,  
“ il est vrai, se soulève contre lui, mais il la brave...  
“ Au premier mot de changer la loi des élections, un  
“ cri général d'improbation s'est élevé... La confiance  
“ a disparu...

« Imprudent » dit *La Minerve*, parlant du premier ministre :

“ Est-il l'ami sincère de la dynastie régnante, l'homme  
“ qui porte une main sacrilège sur la Charte ? Les  
“ ennemis de cette dynastie ne l'ont jamais attaquée...  
“ qu'en alarmant tous les Français sur ... la sincérité  
“ de (son) attachement au régime constitutionnel  
“ qu'elle a juré.

La droite reste glacée. Dans *Le Conservateur*, la lettre sur Paris de Fiévée, datée du 24 novembre, procède de ce que nous appellerions un attentisme sans illusion touchant les petites habiletés du Janus politique et de son équipe :

“ On persécutait les royalistes, on obéissait aux jacobins, on perdait la monarchie, tel était le système  
“ On persécutera les royalistes, on se fera un langage monarchique, on flattera les jacobins en disant  
“ qu'on les brave, tel sera le système.

Semblable scepticisme à *La Quotidienne* :

“ Il faut qu'il y ait, même parmi les hommes qui  
“ perdent la monarchie, qui protègent les intérêts  
“ moraux de la révolution..., des nuances d'opinion  
“ que nous ne pouvons saisir, puisque les uns cessent  
“ d'être ministres et que les autres continuent à être  
“ ministres.

A ces lignes, quelque peu impertinentes, qui suivent le texte de l'ordonnance royale, *La Gazette* adjoint une image pittoresque sur l'éclatement du ministère : « Ces

UNITE...  
**DISCARDED**

Un régime qui se cherche

messieurs font comme les Tartares qui mettent leur cheval en lambeaux et le dévorent quand il ne peut plus les porter. »

Quant aux *Débats*, ils se réjouissent de l'éviction de ceux qui partent, puisqu'ils voulaient continuer à « faire la guerre aux royalistes ». Mais que valent ceux qui restent, avec qui ils la faisaient hier ?

Plus acides sont, dans la livraison suivante du *Conservateur*, les doléances du vicomte de Suleau :

“ Un homme s'est rencontré, qui a cru de son intérêt  
“ particulier de séparer la royauté des royalistes...  
“ [et cet homme, il faut le chercher], non dans les  
“ fastes de la Révolution..., mais au sein de tous les  
“ honneurs dont un roi peut combler son sujet...  
“ Homme d'État sans noviciat [et] qui a servi de  
“ levier au parti révolutionnaire, [Decazes personnifie  
“ un système qui a rendu la France] aussi misérable  
“ que la Révolution l'avait rendue malheureuse<sup>22</sup>.

Tandis qu'inquiets des progrès du libéralisme, les ambassadeurs de la Sainte-Alliance montrent les dents, *Le Conservateur* hausse le ton de sa polémique. Fiévée mène une charge à fond contre Decazes et la maladresse avec laquelle il a annoncé « d'une manière vague », dit-il, son projet de loi électorale et découvert le roi.

“ Le vent souffle de tous côtés. Qui sera le premier  
“ enlevé dans le tourbillon ? Sera-ce le ministère, sera-  
“ ce la monarchie ?...

“ Les attaques contre la légitimité sont devenues  
“ si violentes, si directes, on proclame si hautement  
“ la Révolution comme la seule puissance respectable,  
“ que la France étonnée se demande si tout le monde  
“ est d'accord et si la conspiration est tellement avancée  
“ qu'il y ait plus de bénéfice à l'avouer que d'intérêt  
“ à essayer de la nier<sup>23</sup>.

La même livraison contenait des articles très durs du marquis d'Herbouville et du vicomte de Castelbajac,

## Un régime qui se cherche

lequel, selon la *Biographie indiscrete* de 1826, « prenait la plume comme Turenne aurait pris son épée ».

Néanmoins jusque vers la mi-janvier 1820 (*La Minerve* et *Le Conservateur* en portent témoignage) des négociations se poursuivirent entre Decazes et une fraction des ultras. Selon *La Minerve* — en fait bien renseignée — il y avait désaccord entre « les ultras d'en-bas » (Villèle, Corbière) qui ont accordé ses douzièmes provisoires au président du Conseil, et les « ultras d'en-haut » (Chateaubriand, La Bourdonnaye, Castelbajac) qui eussent voulu l'abattre sans retard.

“ On ajoute, assurait le recueil libéral, que le grand  
“ comité directeur qui tient ses assises dans la rue de  
“ Rivoli est du parti d'en-bas et qu'il s'est prononcé  
“ en faveur de M. Decazes. En conséquence, il a été  
“ donné ordre à M. de Chateaubriand de cesser la  
“ publication de ses homélies politiques.

Ordre tout provisoire. En un article plein de vigueur — dont on s'étonne que Villèle (en ayant fait écarter un autre), ait pu le trouver « excellent » — Chateaubriand ne tarde pas à dénoncer les manœuvres de Decazes pour se maintenir au pouvoir avec l'appui de la gauche.

“ Ainsi l'on transforme la politique en une sorte  
“ d'escroquerie, au moyen de laquelle on espère tantôt  
“ dérober un homme, tantôt filouter une majorité..  
“ Lorsqu'il s'agit de créer de nouveau la monarchie,  
“ ... on en est au tour d'adresse des jongleurs et aux  
“ équilibres des funambules<sup>24</sup>.

La presse de gauche cependant ne sommeillait pas. Elle avait écrit qu' « au moment de la vacance d'un trône par l'extinction de la ligne directe (Louis XVIII n'avait pas d'enfant), les branches collatérales ne pouvaient (en) venir prendre possession que par le choix ou avec le consentement de la nation ». Déjà Léon Thiessé s'avisait lui aussi dans les *Lettres normandes* du parallèle, que la presse de 1829 mènera si activement,



entre la situation de la France et celle de l'Angleterre au temps des derniers Stuarts catholiques :

“ [Leur histoire] offre la plus haute leçon aux gouvernements qui, revenus après de longues agitations, se sentiraient portés vers les vengeances, l'arbitraire et la mauvaise foi. Les peuples n'éprouvent pas impunément des révolutions. Ils grandissent pendant ces troubles, ils s'instruisent, ils s'émancipent et l'on voudrait en vain leur rendre la tutelle dont ils sont affranchis.

Pour Thiessé le roi n'avait qu'un moyen d'échapper à tout renversement de son trône : c'était de « s'appuyer sur le régime constitutionnel » et de maintenir intégralement la responsabilité des seuls ministres (31 décembre 1819).

*Le Censeur européen*, devenu quotidien avec la suppression de la censure, évoquait sans hésiter la menace d'une insurrection populaire pour le cas où la loi électorale serait modifiée :

“ Il est bon que nos gouvernants sachent que si nos députés étaient assez lâches pour nous trahir et qu'il fallût en venir à un mouvement national, ils ne pourraient compter pour la défense de leur cause, que sur l'appui d'un petit nombre de séides armés qu'on aurait bientôt arrachés à leur aveuglement ; l'armée, composée d'hommes de la nation, est nécessairement nationale ; cinq ans de paix, ses relations habituelles avec le reste des citoyens, ont retrempé son esprit...<sup>25</sup>.

Jour après jour, *Le Constitutionnel* accumulait les doléances, volait au secours de la Charte, accusait le ministère de se mettre « sous la domination des ultras », de songer à « renverser les lois fondamentales de l'État ».

“ On dirait qu'il y a un plan arrêté pour dégouter la France du gouvernement représentatif... Une chose évidente pour les hommes de bonne foi, c'est

## Un régime qui se cherche

“ qu’il existe un système dont le but est de tromper  
“ le roi sur la situation du pays et sur l’état de l’opi-  
“ nion... L’opinion publique se prononce chaque jour  
“ avec plus d’énergie contre les projets novateurs du  
“ ministère...

Et au moment même où la loi électorale doit être déposée sur le bureau de la Chambre :

“ Demain le ministère déroule sa nouvelle Charte...  
“ C’est demain que la France connaîtra ce fameux  
“ projet qui, au lieu de le fermer, va peut-être rouvrir  
“ l’abîme des révolutions. Combien M. de Serre doit  
“ bénir la fièvre qui lui sauve les affronts (sic) que  
“ dévore M. Pasquier et que va braver M. Decazes !

Des pétitions étaient arrivées de partout, demandant la conservation intégrale de la Charte, « monument éternel de notre roi légitime » et le maintien de la loi des élections. P. F. T (issot), professeur de poésie latine au Collège royal de France et l’un des leaders de *La Minerve*, en prenait texte pour définir la part du roi dans le gouvernement du pays et l’origine de son autorité :

“ Tout homme qui donne à un roi le nom de souve-  
“ rain commet une grave erreur ; il n’y a de souverain  
“ dans un pays que la nation qui l’habite, le féconde  
“ et lui assigne une place dans l’histoire. Rois, princes,  
“ ministres, députés, tous les pouvoirs, toutes les  
“ autorités viennent de la nation et n’ont d’existence  
“ que par elle. L’assentiment d’une nation donne  
“ seul aux lois leur force<sup>26</sup>.

De fondation toute récente, *La Renommée* multipliait les coups directs.

Les atteintes à la « souveraineté royale » affichaient parfois un tour bien déplaisant. Dans leur numéro du 27 janvier 1820, les *Lettres normandes* ne craignaient pas de s’en prendre aux cérémonies expiatoires du 21 dont elles contestaient, en termes assez rudes, le bien-

fondé et surtout l'opportunité. C'était là, selon l'organe libéral, un prétexte pour les anciens émigrés, les contre-révolutionnaires et les « aboyeurs ultra-royalistes », à des manifestations qui nuisaient à l'apaisement des esprits. Comme il fallait s'y attendre, cet article souleva une émotion très vive dans les milieux attachés au souvenir de Louis XVI et à la monarchie. Thiessé et son gérant furent en conséquence condamnés à un mois de prison.

À l'action doctrinale de *La Minerve*, la *Bibliothèque historique* de Chevalier et Raynaud apportait un renfort précieux. Elle colligeait attentivement, en province comme à Paris, tout ce qu'on pouvait lui signaler de choquant ou d'inique dans les décisions, les arrêtés, les jugements, les mesures de toute sorte, attribuables aux autorités centrales, aux diverses juridictions, aux préfets et aux maires ultras, aux curés intransigeants. En deux années, elle en composa quatorze volumes d'une documentation parfois stupéfiante, mais qui, au dire d'Étienne, n'était peut-être pas toujours suffisamment contrôlée. Son hostilité vigilante à « toute la Restauration » se traduisait encore par la publication de nombreux textes — vrais ou faux — favorables à l'Empereur et à l'aspect libéral de son histoire ou plus souvent de sa légende<sup>27</sup>. Elle signalait à ses lecteurs bien des brochures et des ouvrages antigouvernementaux dont la presse quotidienne ne parlait pas.

Ayant été l'objet de représentations pour un des cahiers de leur deuxième volume, Chevalier et Raynaud s'étaient empressés d'en faire disparaître les passages litigieux. On ne leur tint pas compte de cet acte de soumission, « le seul fait d'avoir livré à l'impression un écrit séditieux étant réputé délit et le dépôt équivalant à la publication ».

Quand les directeurs eurent été condamnés à six mois de prison (juillet 1818) pour « la défaveur » que leur recueil tendait « presque toujours à jeter sur le gouvernement et sur les fonctionnaires publics », Étienne imagina ironiquement dans *La Minerve* la joie de ces fonctionnaires qui, « ayant sur la conscience quelques petites mesures illégales, tremblaient, à l'annonce de

## Un régime qui se cherche

chaque nouveau cahier, de voir leur nom figurer dans la terrible *Bibliothèque* ». Sa saisie devait leur rendre la sérénité de l'esprit, la paix de l'âme...



Assassinat de S. A. R. le duc de Berry.  
à la sortie de l'Opéra.

## Après l'assassinat du duc de Berry

Dans cette atmosphère de constantes controverses dont la monarchie faisait souvent les frais, c'est à l'extrême droite que les événements — au moins leurs apparences — allaient donner raison. Il ne manqua pas d'observateurs pour dire que les prédictions inquiètes des feuilles ultras s'étaient déjà réalisées quand, le 13 février 1820, le duc de Berry fut assassiné par Louvel<sup>28</sup>. Contre Decazes une avalanche d'imprécations déferla. *La Gazette*, *Le Drapeau blanc*, le *Journal des Débats* lui signifièrent en termes durs l'horreur qu'inspirait au pays « l'aboutissement fatal de sa politique de protection à l'égard des écrits révolutionnaires ». Salaberry, Castelbajac, Suleau, Fiévée, Chateaubriand emplirent *Le Conservateur* de pages éloquentes ou amères :

“ Ceux qui ont assassiné Mgr le duc de Berry, écrivit Chateaubriand, sont ceux qui, depuis quatre ans, établissent dans la monarchie des lois démocratiques, ceux qui ont banni la religion de ces lois, ceux qui ont cru devoir rappeler les meurtriers de Louis XVI..., ceux qui ont laissé prêcher dans les journaux la souveraineté du peuple, l'insurrection et le meurtre.

Et il terminait sur ces mots dont la déférence paraîtra douteuse envers un roi qui se flattait encore d'arracher son ministre aux exigences de tant d'adversaires :

“ Lorsque la Fortune continue ses débauches (ou) s'abandonne à ses caprices, elle emploie à l'élévation de son favori la chose même qui devrait le renverser : nous plaindriions toutefois M. le comte de Cazes s'il consentait à teindre sa pourpre dictatoriale dans le sang de Mgr le duc de Berry<sup>29</sup>.

« Buonaparte d'antichambre », raillent les *Débats*, qui « réclame la dictature » alors qu'il devrait se repentir et se cacher, tant sa politique et ses résultats « épouvantent les rois et les peuples ».

Pour apaiser les fureurs, le président du Conseil s'était hâté de déposer trois projets de loi : sa loi électorale si longtemps différée et durcie *in extremis*, une loi sur la presse, une loi restreignant la liberté individuelle.

“ On ne le sait que trop, écrivait *Le Censeur européen*,  
“ la France ne peut éprouver un malheur sans que  
“ l'oligarchie cherche à en tirer parti pour arriver  
“ à ses fins... L'expérience vous a prouvé que l'arbitraire ne produisait que la violence et c'est par  
“ l'usage de l'arbitraire que vous prétendez calmer  
“ les esprits.

Le même jour (17 février), *Le Constitutionnel* élevait une protestation analogue. Bientôt il parlera des « funestes projets » que le ministère léguera à son successeur.

Après avoir déploré « l'horrible attentat », *La Minerve*, par la plume de Benjamin Constant et d'Étienne, dénonçait en termes vigoureux ces textes qui allaient investir le gouvernement d'une « puissance discrétionnaire sur 25 millions d'hommes », qui imputaient aux journaux la responsabilité d'un crime où ils n'étaient pour rien, qui visaient astucieusement à donner au pays une représentation illusoire.

La volonté des ultras ayant contraint Decazes à démissionner et Richelieu recueillant la présidence du Conseil, *La Minerve* continua de se déchaîner contre les lois exceptionnelles qui se préparaient. Chateaubriand, Fiévée joignirent leurs protestations à celles des libéraux. A quoi bon censurer « les gazettes » ? « Comment le gouvernement se défendra-t-il contre les pamphlets » qui, eux, ne tomberont pas sous le coup de la loi ?

“ Ils pourront inonder les cabinets de lecture, les cafés,  
“ les tavernes... Puis viendront, tous les mois, tous les  
“ quinze jours, les grosses brochures. Elles seront  
“ lues d'autant plus avidement que les écrits périodiques  
“ seront enchaînés.

Mais les positions étaient prises et la loi de censure sur le point d'être votée (31 mars). Désormais étendue



à tous les périodiques politiques, qu'ils parussent « soit à jour fixe, soit irrégulièrement et par livraisons », elle entraînerait la disparition volontaire des grands auteurs que nous venons de voir à l'œuvre.

A la fin de mars, *La Minerve* publia sa 113<sup>e</sup> et dernière livraison. Article de Jay relatif aux lois d'exception, critique sévère du projet électoral par A. de Lameth, lettre parisienne d'Étienne — d'Étienne « jadis censeur impérial et satisfait (dira Castille), devenu depuis libéral et mécontent ».

Proposer des lois d'exception, écrivait Jay, c'est déclarer l'impuissance du gouvernement constitutionnel à maintenir l'ordre et la sécurité dans l'État... C'est mettre la force à la place de la justice et proclamer qu'un peuple est en révolution.

Mais attention !

Lorsque tout sera plongé dans les ténèbres, il y aura calme sans doute, mais un calme pareil à celui qui précède les tempêtes... Grands hommes d'État vraiment qui, pour arrêter des troubles qui n'existent pas, ... rassemblent autour d'eux tous les éléments du désordre...

« La censure prépare ses ciseaux, écrivait E (variste) D(umoulin), les geôliers ouvrent leurs cachots. » C'est sur cette note que s'achevait *La Minerve*. Mais elle ne voulait pas désespérer : on pouvait s'en remettre à son « zèle » du soin de découvrir tout moyen qui subsisterait de « faire entendre des vérités utiles ».

*Le Conservateur* avait fait savoir qu'il suspendrait sa publication dès que la Chambre aurait adopté la loi de censure. De fait il s'arrêta à sa 78<sup>e</sup> livraison.

Il nous restait encore beaucoup à faire, déclarait Chateaubriand. Une loi vient nous arrêter : ni nos principes, ni notre position ne nous permettent d'écrire sous la censure<sup>30</sup>. D'un autre côté il ne nous convient pas d'éluder la loi.

## Un régime qui se cherche

Cependant Fiévée annonçait qu'il allait immédiatement continuer sa tâche en publiant sous des titres différents les pages à venir de sa *Correspondance politique et administrative*.

## Une campagne de brochures

A des livraisons qui eussent dû désormais subir un examen préalable, la *Bibliothèque historique*, qui disparaît aussi, et *La Minerve* vont substituer des brochures sans périodicité, même irrégulière, et donc apparemment libres. Dans le courant d'avril et de mai, plusieurs de ces brochures, d'une soixantaine de pages, furent éditées par les soins de la *Bibliothèque : Documents historiques*, de Chevalier, *Aperçus historiques*, de Billotey, *Variétés historiques*, de Cauchois-Lemaire, *Fragments de l'histoire contemporaine*.

On y trouvait de nombreuses références à la pétition d'un magistrat nîmois, Madier de Montjau, sur les violences des ultras dans le Gard et l'existence d'un « gouvernement occulte » qui se superposait de plus en plus à celui du roi. On y trouvait aussi des articles de journaux que les censeurs avaient interdits (la publication de ces « rognures », comme on disait, fut à l'époque un genre très apprécié), des pages sur l'esprit public de telle ou telle région ou sur la situation générale du pays, des extraits de discours prononcés à la Chambre et hostiles au gouvernement, l'annonce de la souscription qui venait de s'ouvrir en faveur des suspects, détenus par application de la nouvelle loi sur la liberté individuelle<sup>31</sup> des lettres où l'ironie se mêlait à la critique. Quant à la censure, les rédacteurs la jugeaient d'un mot : « licence pleine et absolue pour les feuilles monarchiques, mutilations impitoyables pour les journaux libéraux. »

Dans les *Aperçus historiques* (19 avril), une suggestion se faisait jour, qui sera reprise par les adversaires de Polignac comme moyen de « résistance à l'oppression »

Pourquoi payons-nous des contributions à l'État ? C'est pour que le gouvernement nous fasse jouir en paix des droits qui nous sont garantis par la Charte.

Si l'exercice de nos droits était anéanti, le droit qu'a le gouvernement à nos tributs se trouverait évidemment suspendu par le même acte.

Certaines de ces brochures donnèrent lieu à poursuites et à condamnations et la *Bibliothèque historique* ne prolongea pas son effort. L'éditeur de *La Minerve*, Lacretelle aîné, publia de son côté quelques opuscules.

Paru sous son patronage, le *Portefeuille politique* mettait en cause l'influence prédominante du comte d'Artois qui, poussant la droite à dépasser le ministère, obligerait un jour Richelieu à prendre Villèle dans son cabinet, puis, sa politique extérieure mise en cause, à se retirer devant lui. L'article, intitulé : « Avons-nous deux gouvernements ? » rendait un son pareil à celui qu'on retrouve dans certaines accusations qui furent portées à la Chambre lors du débat sur la pétition de Madier de Montjau<sup>32</sup> :

Une influence, que le prince lui-même (Louis XVIII) regardait naguère comme funeste, entraîne, envahit tout. Elle affecte l'autorité du roi et gouverne les ministres... La nation veut le gouvernement du roi et de la Charte ; un gouvernement secret, séparé du gouvernement du roi, ne saurait exister désormais, quel que pût être le chef dont il reconnût les lois. Si, contre toute attente, le roi pouvait oublier les droits de son pouvoir constitutionnel, la nation... les lui rappellerait... et lui prêterait sa force pour ranger tout le monde sous la loi du devoir.

L'actualité fournissait beaucoup de matière aux auteurs. Les procès de presse, le projet de loi électorale, certains événements graves comme l'émeute qui, dans la première quinzaine de juin, se déroula autour du Palais-Bourbon puis à travers Paris lors de la longue et ardente discussion relative au double vote : c'étaient là des sujets qui passionnaient l'opinion publique.

## Un régime qui se cherche

Le travail le plus intéressant fut accompli par le libraire Corréard, installé au Palais-Royal. Pendant deux mois, presque chaque jour, il édita une suite de courts pamphlets dont les titres s'alignent en file impressionnante au catalogue de la Bibliothèque nationale<sup>33</sup> « Faciles à lire, à transporter et à répandre », leurs seize pages, vendues 30 centimes, tinrent vraiment quelque temps la place des journaux, « réduits à l'esclavage » et donc « nuls et insignifiants », comme le disait un *A bon entendeur salut*, daté du 5 avril. D'autant plus que ces publications, soutenues par la « Société des brochures » traitaient de façon plus immédiate et plus directe que les opuscules de *La Minerve* ou de la *Bibliothèque historique* des questions à l'ordre du jour : décisions administratives, débats parlementaires, destitutions, favoritisme, événements de la politique extérieure, etc. Elles polémiquaient avec les journaux de la droite, multipliaient doléances et avertissements, faisaient bon accueil aux bruits divers qui circulaient, pratiquaient, pour maintenir le lecteur en haleine, la *mosaïque* et le *pot-pourri*, disaient les choses comme elles sont et, usant d'une langue grave puis badine, parlaient du système ministériel et d'un peu de tout<sup>34</sup>.

Certains des textes publiés méritaient examen. Le *Réflexions d'un patriote* inséraient ces lignes empruntées à un journaliste de province :

“ Le peuple n'est pas disposé à l'insurrection... Mais si de trop lourds fardeaux lui étaient imposés, s'il était outragé dans ses affections les plus chères, il pourrait opposer en masse une forte résistance légale et naturelle. ”

“ Où en sommes-nous ? Où allons-nous ?, demandait *L'Ami de la Charte*... Nous allons au bouleversement total de nos institutions, à l'anéantissement de la Charte, à la dislocation des pouvoirs, à 1815 en un mot, mais 1815 enrichi de nouveaux motifs de haine et de vengeance. ”

Dans *Attention*, Bousquet-Deschamps prophétisait sans douceur :

Il nous restoit encore beaucoup à faire ; et, malgré les dégoûts attachés à ce genre d'ouvrage, nous étions résolus à continuer nos sacrifices. Une loi vient nous arrêter : ni nos principes, ni notre position, ne nous permettent d'écrire sous la censure. D'un autre côté, il ne nous convient pas d'éluder la loi. Les opinions révolutionnaires trouveront des moyens de se soustraire à la surveillance ministérielle ; mais les bons principes seroient moins bons par cela seul qu'ils se déroberoient à l'autorité : la vérité peut se montrer sous le voile de la fable ; elle ne prend jamais le masque de l'erreur.

Une chose m'afflige : je crains que le silence du *Conservateur* ne nuise à la cause monarchique. Ce recueil, devenu le dépôt général des saines doctrines, avoit établi une unité de principes et d'efforts entre tous les honnêtes gens de l'Europe : il disoit ce qu'il falloit craindre ; il apprenoit ce qu'il falloit espérer ; et son succès, en défendant des victimes, lui donnoit le moyen d'en secourir d'autres.

Cependant que les royalistes ne se découragent pas : le *Conservateur* les laisse dans une position beaucoup meilleure que celle où il les trouva. De plus je ne renonce pas à combattre leurs ennemis dans des écrits non soumis à la censure : on sait que mes intérêts particuliers me touchent peu, et que je ne crains personne.

Il faut se séparer : le temps presse. Le projet de loi de censure, adopté par la Chambre des Pairs, vient de l'être par la Chambre des Députés ; et le *Conservateur* va cesser de paroître. Puissent les royalistes, encore une fois volontairement désarmés, être mieux payés de ce dernier sacrifice que de tous ceux qu'ils ont déjà faits ! puissent-ils ne pas voir renaître les abus dont ils ont eu tant à se plaindre ! Pour moi, heureux d'avoir défendu les

## Un régime qui se cherche

“ En France, il y a aujourd’hui un million de jeunes  
“ gens, tous enfants de la Révolution, qui ont juré  
“ de défendre jusqu’au dernier soupir nos libertés  
“ constitutionnelles. Ils n’ont point tenu de conciliabule  
“ ils n’ont point de signe qui les distingue ; mais,  
“ pénétrés des mêmes sentiments, ils se reconnaîtraient  
“ aisément aux jours du danger.

Le même Bousquet-Deschamps soulignait — déjà — ces difficultés de la vie ouvrière qui contribueront à donner à la Révolution de 1830 son brusque mouvement d’accélération :

“ Comment se fait-il que lorsque, dans la première  
“ semaine de mai, il y a eu une baisse de dix francs  
“ par sac sur les farines au marché de Meaux, le pain  
“ se soit, successivement et avec une rapidité effrayante,  
“ élevé de douze à quinze sols, soit aujourd’hui taxé  
“ à seize et doive, si l’on en croit les bruits publics,  
“ s’élever encore<sup>35</sup>.

A la même époque, Cauchois-Lemaire opposait la misère du peuple aux excès des « bandes » enrégimentées sous le patronage du « gouvernement occulte » :

“ Les impôts sont énormes, le commerce végète,  
“ le prix du pain augmente, celui du travail diminue  
“ et des millions arrachés, sous la forme du budget,  
“ à la nation pressurée, enrichissent des chefs de  
“ bandes, soldent des sicaires, entretiennent sur toutes  
“ les routes des estafettes, messagères de vengeance  
“ et de brigandages<sup>36</sup>.

Les journaux cependant se débattaient comme ils pouvaient dans le cadre de la censure parisienne et départementale. Ils avaient d’abord protesté contre elle : *Quotidienne*, *Drapeau blanc*, *Constitutionnel*, *Renommée*, *Censeur européen*.

“ La Chambre des députés, écrivait cette dernière  
“ feuille, a voté la servitude... La liberté vit toujours :



elle vit au fond de nos âmes ; elle ne périra qu'avec nous.

C'est contre les journaux libéraux que la censure déploya sa plus grande sévérité. *Le Constitutionnel* et plus encore *La Renommée* dont les tendances agressives étaient notoires furent en butte à ses rigueurs. On calcula qu'à la fin d'avril, celle-ci comptait déjà 127 articles supprimés et que, de cette date à octobre, *Le Constitutionnel* s'était vu retrancher plus de quarante mille lignes. Avec plus ou moins de succès, les journaux tentèrent de faire échec aux exigences des censeurs. Ils remplaçaient par des lignes de points, par des blancs les textes interdits. Procédé bien tendancieux. Le sous-secrétaire d'État à la Justice s'en avisa : « Le but de la loi serait manqué, écrivait Portalis au Conseil de surveillance, si... par des points malicieusement intercalés, on laissait l'imagination des lecteurs suppléer, par des inductions fâcheuses, à des passages explicites qui l'auraient été moins. »

Ce régime de sévérité constante ne tarda pas à entraîner la disparition de *L'Aristarque* et de *L'Indépendant*. Des poursuites avaient d'ailleurs été engagées contre les divers journaux qui avaient publié le programme de la souscription nationale en faveur des victimes de la loi sur la liberté individuelle. *Le Constitutionnel*, *La Renommée* connurent plusieurs fois les honneurs — et les rigueurs — du tribunal. Suspendue pour un mois à la mi-juin, au lendemain des émeutes de la loi électorale (ses numéros de cette quinzaine sont encore tout parsemés de points), *La Renommée*, financièrement à bout, succomba à son tour. On assista ainsi à une concentration des organes libéraux, *L'Indépendant* se réunissant au *Censeur* et *Le Censeur* au *Courrier français*, qui avait pris la suite du bref *Courier* doctrinaire de Guizot et de Rémusat.

C'est peut-être en province que la loi du 31 mars 1820 exerça le plus de ravages. Journaux ultra-libéraux comme *L'Echo de l'Ouest* de Rennes et le *Journal libre de l'Isère* ou ultra-royalistes comme *La Ruche d'Aquitaine* furent souvent en difficultés à cause d'elle. Son application

eut pour effet, constate Albert Crémieux<sup>37</sup>, de paralyser dans une large mesure l'élan qui, depuis le milieu de 1819, avait provoqué la naissance ou le développement politique d'un certain nombre de journaux départementaux. On notera que les feuilles de Toulouse, de Grenoble, de Rennes s'étaient passionnées pour les mouvements révolutionnaires d'Espagne et d'Italie.

Le régime d'implacable censure ne pouvait toujours durer. Étendue aux périodiques non politiques par la loi du 26 juillet 1821, elle fut écartée — sauf, à titre exceptionnel, pendant les intersessions parlementaires — par la loi du 17 mars 1822. Malheureusement, cette loi instituait « le délit de tendance » et permettait de suspendre temporairement ou définitivement tout journal dont « l'esprit » serait jugé contraire à la paix publique, au respect dû à la religion, à l'autorité du roi, aux institutions constitutionnelles, etc.

Plusieurs journaux en furent victimes, notamment à l'occasion de l'intervention projetée en Espagne pour y restaurer le pouvoir de Ferdinand VII. Tandis que *La Quotidienne*, *Le Drapeau blanc* la prênaient, la presse libérale attaquait cette intervention, en la présentant comme une conséquence de « l'absolutisme aristocratique », soucieux d'écraser dans la nation voisine tout ce qui pouvait être danger de contagion. *Le Courrier français* et *Le Pilote* de Tissot furent poursuivis pour une suite d'articles relatifs à la révolution espagnole, au congrès de Vérone, à la guerre d'Espagne, à l'expulsion de Manuel, etc. Ils furent l'un et l'autre condamnés, à la fin d'avril 1823, à quinze jours de suspension qui les contraignirent au silence pendant toute la seconde partie de juin. On avait également reproché à Tissot un article où, en marge des conspirations militaires de 1822, il demandait grâce pour les quatre sergents de La Rochelle.

Traité par la plaisanterie, le thème espagnol associait dans *L'Album* de Magalon (un de ces journaux « littéraires » qui s'intéressaient fort à la politique) l'impopularité que le projet d'expédition rencontrait dans le pays à l'inquiétude de tous ceux, Villèle en tête, qui voyaient baisser, jour après jour, les cours de la rente. *L'Album*

s'était déjà illustré en imaginant un répertoire de l'*Almanach royal* pour 1830 où les tendances religieuses du gouvernement et l'ensemble de son administration étaient ridiculisés. Le 30 janvier 1823, il publia « une scène de Bourse » entre un haussier et un baissier : toute une suite de nouvelles fantaisistes relatives à la future expédition s'y traduisaient par une chute rapide et régulière des fonds publics<sup>38</sup>.

Si ces ironies plus ou moins acrimonieuses suffirent à entraîner pour Magalon une condamnation sévère et un traitement fort inhumain, l'expérience avait déjà prouvé que la prison ne ferme pas la bouche des pamphlétaires. Surtout d'un pamphlétaire de la taille de Courrier.

## Les pamphlets de Paul-Louis

Paul-Louis a défini le pamphlet « la plus excellente sorte de livre, la seule vraiment populaire par sa brièveté même ». La monarchie n'a guère connu, de 1815 à 1825, adversaire plus insidieux que ce « journaliste sans journal ». La *Pétition aux deux Chambres* sur « les malheureux qu'on enlève » de leur lit « sans leur dire de quoi ils sont accusés » (1816), la *Pétition pour les villageois qu'on empêche de danser* (1820), la *Gazette du village* sont une *Bibliothèque historique* en miniature où une verve à laquelle rien n'échappe tient lieu de longs développements. Les *Lettres au Censeur* (1819-1820) offrent — notamment — des pages fort sarcastiques sur l'« infernale » invention qui permet « de distribuer chaque matin à vingt ou trente mille abonnés une feuille où se lit tout ce que tout le monde dit et pense et les projets des gouvernants et les craintes des gouvernés ». Les deux mois de prison que le *Simple discours sur la souscription proposée pour l'acquisition de Chambord* (1820) valut à Paul-Louis, pouvaient-ils dédommager le régime de tant de traits sanglants lancés aux rois de la vieille monarchie ou aux mœurs de leur Cour ?

## Un régime qui se cherche

Le moindre de ces écrits renferme des allusions mordantes, des ironies glacées, des mots inquiétants. Telle cette proclamation adressée aux troupes françaises qui partent pour l'Espagne par l'ancien chef d'escadrons (bien fantaisiste) des armées impériales :

“ Les soldats espagnols ont fait en Espagne la révolution. Ils... ne voulaient ni pain noir, ni coups de bâton. Ils voulaient... de l'avancement, des grades : ils en ont maintenant et deviennent officiers à leur tour, selon la loi... On vous envoie exprès, de peur que la même chose ne s'établisse ici... Partez donc, battez-vous contre les Espagnols ; allez, faites-vous estropier... Au retour de l'expédition, vous recevrez tout l'arriéré des coups de bâton qui vous sont dus depuis 1789.

Les droits que les Français tiennent de la Charte ?

“ La Charte vint. On me dit : parlez, vous êtes libre, écrivez, imprimez... Moi, pauvre, qui ne connaissais pas le gouvernement provocateur,... j'ouvre la bouche et dis : Je voudrais, s'il vous plaisait, ne pas payer Chambord. Sur ce on me prend, on me met en prison.

L'Empereur lui-même est appelé à la rescousse. Lui, du moins,

“ ne trompait pas... Un peu Turc dans sa manière, il mettait au bagne ce bon peuple, mais sans l'abuser le moins du monde.

Aussi que de regrets il laisse par comparaison !

“ Il n'y a pas un paysan dans nos campagnes qui ne dise que Bonaparte vit et qu'il reviendra. Tous ne le croient pas, mais le disent. C'est entre eux une espèce d'argot, de mot convenu pour narguer le gouvernement. Le peuple hait les Bourbons parce qu'ils l'ont trompé, qu'ils mangent un milliard et

“ servent l'étranger, parce qu'ils sont toujours émigrés,  
“ parce qu'ils ne veulent pas être aimés.

Ce n'est pas tout. A plusieurs reprises, Courier manifeste une vive sympathie pour le duc d'Orléans. Celui-ci vient de mettre son fils aîné — Chartres — au collège :

“ Chose assez simple, direz-vous, s'il est en âge  
“ d'étudier : simple sans doute, mais nouvelle pour  
“ les personnes de ce rang.

Excellente occasion pour le jeune homme d'apprendre

“ ce qu'à notre grand dommage ignoraient ses aïeux, et  
“ ce n'est pas le latin que je veux dire, mais ces simples  
“ notions de vérités communes que la Cour tait aux  
“ princes et qui les garderaient de faillir à nos dépens.

Deux ans plus tard — 1823 — le *Livret de Paul-Louis pendant son séjour à Paris* conte une anecdote apologétique sur le duc d'Orléans que l'hostilité de la cour voudrait éloigner de France et qui refuse de se prêter sur ce point aux insinuations du roi. Mais c'est dans sa *Réponse aux anonymes* (1822) que le « vigneron de la Chavonnière, bûcheron de la forêt de Larçay, laboureur de la Filonnière, de la Houssière et autres lieux », tout en se défendant d'être ami du prince (comme beaucoup, paraît-il, l'assurent), trace de lui, sur trois pages pleines, un portrait des plus flatteurs. Un portrait-réplique, de tout évidence, et qui va jusqu'à louer l'esprit d'économie du chef de la maison d'Orléans, « qualité pour nous si précieuse ».

“ J'aime... le duc d'Orléans particulièrement parce  
“ que, étant né prince, il daigne être honnête homme...  
“ Il est de notre temps, de ce siècle-ci, non de l'autre,  
“ ayant peu vu, je crois, ce qu'on nomme ancien régime.  
“ Il a fait la guerre avec nous, d'où vient, dit-on,  
“ qu'il n'a pas peur des sous-officiers (charmante  
“ allusion aux complots de 1822 !) Et depuis, émigré  
“ malgré lui, jamais ne la fit contre nous, sachant  
“ ce qu'il devait à la terre natale et qu'on ne peut

## Un régime qui se cherche

“ avoir raison contre son pays... Il n'a point prié  
“ Pitt ni supplié Cobourg de ravager nos champs,  
“ de brûler nos villages, pour venger les châteaux...  
“ Je voudrais quant à moi que tous les princes lui  
“ ressemblassent<sup>39</sup>.



Lamennais en 1835.

*Lamennais*  
*J. de la Mennais*

Mais voici, de nouveau, la violence qui surgit d'ailleurs. A la monarchie, d'où il procède, Lamennais ne pardonne pas sa politique gallicane. L'ultramontanisme exigeant



dont il est plein finira par se détourner du régime et par l'attaquer farouchement.

Dès les dernières semaines de 1822, l'ancien collaborateur du *Conservateur* puis du *Défenseur*, où une partie de l'équipe de Chateaubriand a tenté de continuer la lutte, « s'empare » du *Drapeau blanc*, le journal de Martainville. Il va s'y déchaîner contre Villèle et son gouvernement, leur « conduite lâche et tortueuse ». Lamennais ne craindra pas d'écrire, à la manière de Rivarol, que « Louis XVI a péri parce qu'il voulut n'être qu'homme, lorsqu'il lui était commandé d'être roi ».

*Le Drapeau blanc* est, pendant presque tout 1823, à l'affût de tout ce qui peut mettre le gouvernement en posture fâcheuse. C'est ainsi que le 7 août, en marge d'une controverse relative aux opérations de Catalogne dirigées par le maréchal Moncey, sa rédaction exhume une lettre bien gênante pour le maréchal, mais aussi pour le ministre de la Guerre, le cabinet, le roi lui-même. En un style du plus pur jacobinisme, le Moncey de 1795 y avait voué « le tyran Capet à l'exécration de la postérité républicaine » et brandi « un fer vengeur » sur quiconque « oserait aspirer au gouvernement d'un seul ».

Mais ce sont les mœurs dissolues, l'indiscipline et l'irrégion qui, selon Lamennais, étaient « excusées, justifiées ou au moins tolérées comme inévitables » dans nombre de collèges plus ou moins directement soumis à l'Université, qui allaient provoquer l'indignation du fougueux polémiste. Préparée par de rudes escarmouches, sa *Lettre au Grand maître*, l'évêque Frayssinous, parut dans *Le Drapeau blanc* du 22 août 1823. Elle donna lieu à des polémiques très vives dans la presse libérale et ailleurs et à un procès qui, décourageant à dessein les finances du journal et assorti d'autres aventures, contraignit Lamennais à quitter la place.

Lutte intestine, une fois de plus, entre royalistes, mais particulièrement grave. « Les politiques religieux » situés hors du ministère s'en prenaient, comme on l'a noté, aux politiques qui le dirigeaient et ils portaient à la monarchie, jugée infidèle à sa mission morale, des coups qui fortifiaient en un point très sensible la lutte menée sur d'autres terrains par le parti libéral. Aussi

les journaux de ce parti annoncèrent-ils la « retraite » de Lamennais « avec une sorte de regret ».

La retraite de Lamennais ne serait pas de longue durée. Très vite, il devient « le véritable inspirateur » du *Mémorial catholique* de son disciple Gerbet et peut ainsi tenter une première ébauche de ce qui sera un jour *L'Avenir*. A la même époque (1825-1826), le pamphlet lui permet de donner une couleur très âpre à sa condamnation du gallicanisme et des conséquences qu'il entraîne dans l'ordre religieux. « La religion en France, écrit-il, est entièrement en dehors de la société politique et civile » et donc « l'État est athée. » Aussi les catholiques ne sauraient-ils placer aveuglément leur confiance dans un gouvernement qui a changé en asservissement la protection qu'il devait accorder à leur foi.

Était-ce là porter atteinte au droit et à la dignité du roi ? Le tribunal devant lequel Lamennais comparut le 20 avril 1826 estima que *La religion considérée dans ses rapports avec l'ordre politique et civil* ne méritait pas qu'on maintînt à son propos semblable accusation. Mais l'auteur fut condamné pour avoir prêché la désobéissance aux lois en se prononçant avec tant de vigueur contre l'édit des Quatre articles. On ne pouvait mieux souligner le divorce qui allait désunir la monarchie et une partie de ses troupes — celles qui, malgré de nombreux évêques, étaient sensibles aux invectives de Lamennais. Aussi bien sa conception d'un État théocratique, seul capable de sauver la société, devait-elle apparaître comme une manière d'hérésie politique à tout État, surtout à un État aux prises avec les attaques des libéraux et les exigences du temps.

Pamphlétaires ! Le pamphlétaire excite l'esprit, détruit respect et conventions, creuse et affine les haines. Le chansonnier, parmi les verres comme à la veillée paysanne, crée l'âme populaire et c'est ainsi qu'un des arts les plus humbles peut devenir, par tout ce qu'il dépose de clair ou de confus dans les cœurs, un ferment actif de révolution. Les chansons de Béranger surtout ont tenu ce rôle avant que leur auteur n'apparût lui-même sur la scène de 1830 et qu'on ne débitât ses couplets sur les barricades. En exaltant le culte de l'Empereur, en

brocardant la dynastie régnante, le chansonnier que la monarchie enferma à Sainte-Pélagie, puis à La Force, prolongeait jusqu'au fond des hameaux et des âmes l'action de la presse libérale.

## Chateaubriand dans la dissidence

Chateaubriand était devenu ministre des Affaires étrangères à la veille de la guerre d'Espagne. Depuis (février-mars 1824), des élections générales avaient eu lieu. Une majorité en était sortie qui, écrasant les libéraux, arrivait avec un programme chargé d'exigences — celles des « Chevaliers de la foi » et de leurs amis. Dès le 6 juin, Chateaubriand, qui n'a pas voulu favoriser, à la Chambre des pairs, la réduction de la rente proposée par le gouvernement en vue d'indemniser les émigrés, est « chassé » de son ministère. « Comme un laquais », a-t-il écrit, ou encore comme s'il eût « volé la montre du roi sur la cheminée ». Parce qu'il refusait de « faire pénitence de son innocence », on ne lui accorda aucune compensation honorable. Il entra aussitôt dans une opposition « systématique ». Les frères Bertin et les *Débats* l'y suivirent ardemment et *La Quotidienne* trouva dans l'aventure une occasion de renforcer son aversion pour le cabinet. Ainsi commença, pour le plus grand dommage de Villèle, mais aussi de la monarchie, une lutte opiniâtre, presque sans répit<sup>40</sup>.

“ Toutes les disgrâces ne sont pas des malheurs,  
“ s'empressa d'écrire le *Journal des Débats* (7-8 juin) ;  
“ l'opinion publique, juge suprême, nous apprendra ...  
“ à qui l'ordonnance de ce jour aura été le plus fatale,  
“ ou du vainqueur ou du vaincu.

Le lendemain, les *Débats* revenaient à la charge :

“ Plus on y réfléchit, plus on est étonné ou de l'incon-  
“ cevable orgueil de ceux qui ont fait rendre cette

## Un régime qui se cherche

.. ordonnance ou de leur profonde ignorance de l'opinion  
.. publique ... Comment le ministère ou le ministre  
.. n'a-t-il pas senti quelle force un pareil homme appor-  
.. tait au gouvernement ? [Quelle] incompréhensible  
.. puérité [d'avoir renversé cet homme] disgracié  
.. d'une manière si peu française et si sauvage, pour  
.. ne rien dire de plus.

Les jours qui suivent sont pleins, dans les *Débats*, d'articles et de polémiques relatifs au renvoi de Chateaubriand non moins qu'à l'affaire de *La Quotidienne* dont certains amis trop astucieux de Villèle ont voulu dépouiller Michaud. Les flèches se dirigent à propos de tout sur le président du Conseil. Mais le vieux roi lui-même ne se trouve-t-il pas atteint par ce trait :

.. Un ministre est disgracié, un autre le remplace :  
.. qu'importe ? C'est un homme qui prend la place  
.. d'un autre. — Oui, cela est ainsi, mais dans les États  
.. despotiques. Là, tout vient du despote, tout se fait  
.. par sa main ; il élève, il abaisse, il enrichit, il dépouille,  
.. il ôte par caprice ce que par caprice il avait donné.  
.. Les choses ne vont point ainsi dans une monarchie  
.. constitutionnelle.

Ou encore ceci, d'un autre ton :

.. L'opinion monarchique tout entière a été blessée...  
.. Lorsque les mots de gloire, de liberté, d'honneur, de  
.. patrie ne peuvent plus être prononcés sans alarmer  
.. l'antichambre et qu'en même temps des hommes  
.. honorables sont poursuivis comme s'ils étaient  
.. criminels, manque-t-on de justes motifs de plaintes ?

Alfred Nettement assure que, lorsque le directeur des *Débats* porta sa « déclaration de guerre » à Villèle, il le menaça sans phrases : « J'ai renversé le ministère Decazes, je vous renverserai. » A quoi le président du Conseil répondit : « Cela est possible..., mais en attaquant le ministère Decazes, vous avez combattu des principes funestes à la monarchie ; vous ne pouvez attaquer les

Bertin, le directeur du *Journal des Débats*



## Un régime qui se cherche

doctrines de mon ministère sans ruiner en même temps le principe monarchique en France. » Et Nettement de constater que les deux prédictions — celle de Bertin comme celle de son interlocuteur — ne tarderaient pas à se réaliser<sup>41</sup>.

Chateaubriand a laissé dans les *Mémoires d'Outre-Tombe* un spécimen de la polémique qu'il mena, sous forme de brochures ou dans le *Journal des Débats*, contre ce qu'il nomme « la domesticité ministérielle ». « On m'a reproché, écrira-t-il, d'avoir contribué à la chute de la monarchie légitime » et il s'efforcera, sans se convaincre lui-même, de répondre à ce reproche. Comment s'étonner que La Fayette, Étienne ou Benjamin Constant, qu'il met au premier rang de ses admirateurs, se soient réjouis de lire sous sa plume des lignes comme celles-ci :

“ Les hommes d'honneur répugnant au métier,  
“ on enrôle, pour soutenir un ministère royaliste, des  
“ libellistes qui ont poursuivi la famille royale de leurs  
“ calomnies... Comme chez nos voisins, lorsqu'on  
“ veut se procurer des matelots, on fait la presse dans  
“ les tavernes et les lieux suspects. Ces chiourmes  
“ d'écrivains libres sont embarquées dans cinq ou six  
“ journaux achetés<sup>42</sup> et ce qu'ils disent s'appelle l'opi-  
“ nion publique chez les ministres.

“ L'âge des fictions est passé en politique ; on ne  
“ peut plus avoir un gouvernement d'adoration, de  
“ culte et de mystère ... Ne nous figurons pas que nous  
“ puissions rétrograder : il n'y a de salut pour nous  
“ que dans la Charte.

Dans son florilège des *Mémoires*, Chateaubriand n'a pas retenu les passages les plus cinglants d'un long article qui lui fut attribué et que les *Débats* publièrent le 29 juin 1824 :

“ Chez une nation (brillante, valeureuse, pleine de  
“ franchise et d'indépendance) voulez-vous détruire la  
“ liberté ? Appelez la gloire à votre secours. Mais un  
“ despotisme obscur qui sort de l'antichambre d'un  
“ ministre et qui, pour prix de votre indépendance,



vient vous offrir, non la conquête du monde, mais celle d'un bureau de perception, de timbre ou de tabac, ce despotisme se fera siffler, dût-il prendre l'effronterie pour de la force en annonçant tout haut son système de corruption.

La France sait désormais comment les protégés, les amis des ministres entendent la Charte, comment les hôtels mêmes de ces ministres deviennent des espèces de bazars où les consciences sont mises à l'encan !

Suivait une attaque générale contre Villèle et son administration — « hommes d'affaires » fâcheusement transformés en hommes d'État, gens pour qui « la France n'est qu'un tableau de chiffres » et dont « la politique tient son Conseil à la Bourse ».

On n'est pas surpris que Villèle, après de telles diatribes, ait obtenu du roi l'ordonnance du 15 août qui, appliquant (sous un prétexte d'ailleurs d'une rare insignifiance) l'article 4 de la loi du 17 mars 1822, rétablissait la censure « jusqu'à la prochaine rentrée des Chambres ». Le jour même, *Le Constitutionnel* paraissait avec un blanc qui occupait les trois quarts de sa première page et devait être un commentaire de l'ordonnance. *Le Courrier français* se signala, au début surtout, par des blancs très spectaculaires. *La Quotidienne* y joignit toute une suite de pavés noirs, jusqu'au jour où Charles X, en don de joyeux avènement, rapporta l'ordonnance du 15 août<sup>43</sup>.

Le monde comme on le mène va à la République, répondra un peu plus tard Chateaubriand, à ceux qui traitaient de radotage une telle perspective et ce crime de lèse-monarchie est dû en grande partie au ministère actuel... On a dit sous un autre ministère et à propos de ce ministère... que chacun pourrait, un matin, se mettre à la fenêtre pour voir passer la monarchie. Nous disons aux ministres actuels : en continuant de marcher comme vous marchez et de favoriser le système républicain, toute la Révolution pourrait se réduire, dans un temps donné, à une nouvelle



SAÏRE ET COURONNEMENT DE S. M. CHARLES X.

Gravé par M. de la Motte, del.

“ édition de la Charte dans laquelle on se contenterait  
“ de changer seulement deux ou trois mots<sup>44</sup>.

L'assaut contre la royauté était mené à la même heure par le biais de la religion. Ici l'opération réussissait sur plusieurs plans :

1<sup>o</sup> en attaquant « la religion de l'État », c'est l'État qu'on atteignait — sa doctrine, un de ses principes les plus fermes. Et cela dans une mesure qui, comme au XVIII<sup>e</sup> siècle, dépassa plus d'une fois les intentions des libéraux.



2<sup>o</sup> plus soucieuse de certaines apparences religieuses que de sa propre sécurité, la monarchie de Charles X répondait aux attaques en poursuivant des articles, des caricatures, des pamphlets, des chansons où les missionnaires, les jésuites, la Congrégation, le « parti prêtre » étaient dénoncés sans lassitude. A voler, non sans maladresse souvent, au secours des uns et des autres, le régime se colorait fâcheusement : la légende du roi disant la messe (le roi des processions du Jubilé) y a fortifié son crédit. C'était de toute façon s'aliéner maints concours dans un pays où l'esprit « voltairien » était tenu en alerte par une avalanche de rééditions et de

## Un régime qui se cherche

productions antireligieuses, où ce qui subsistait aussi de l'esprit gallican, renforçant l'esprit libéral, allait réserver un accueil si favorable au fameux *Mémoire à consulter* de Montlosier sur lequel le public se jeta.

3<sup>o</sup> En ce domaine la monarchie était moins sûre qu'en d'autres de sa magistrature, partiellement attachée encore à la philosophie du siècle passé, ou d'une piété peu encline à trop mêler la justice humaine à la foi. Au mois de décembre 1825, la Cour de Paris refuse de suspendre *Le Constitutionnel* et *Le Courrier français*, auteurs de nombreux articles hostiles à la religion et contre qui le pouvoir a laborieusement monté un procès de tendance dans le cadre de la loi de 1822 : quel discrédit de tels arrêts, plus encore que les plaidoiries fort habiles d'un Dupin et d'un Mérilhou, d'ailleurs publiées dans les journaux, ne jettent-ils pas sur la monarchie elle-même<sup>45</sup> ! « Un soufflet pour le roi », écrit Thiers.

## « Anachronismes mémorables »

Aussi bien Charles X et Villèle, ce dernier par faiblesse, vont-ils multiplier les « lourdes fautes » dont parle un historien — celles qui acheminèrent rapidement la Restauration, déjà suspecte pour sa politique extérieure, vers sa chute. « Chaque année eut son anachronisme mémorable » — en 1825, la loi du sacrilège ; en 1826, le projet sur le droit d'aînesse ; en 1827 « la loi de justice et d'amour ». Bien des plateformes offertes au journalisme d'opposition !

« Loi empruntée à des époques de férocité, d'ignorance et d'opprobre », écrit *Le Courrier français* de la loi du sacrilège. *Le Journal du Commerce* y discerne « le fanatisme, la confusion des principes, la cruauté qui flétrirent la condamnation du chevalier de la Barre ».

Dans le même temps, la loi d'indemnité — ce qu'on appellera en chiffres arrondis « le milliard des émigrés » — soulève des protestations fort vives, par voie de brochures comme dans les journaux.



Villèle

“ Il s’agit, pour *Le Commerce*, de prouver à tous les  
“ Français victimes de la banqueroute, du papier  
“ monnaie et du maximum, que... le respect dû à la  
“ propriété (s’applique) dans toute sa force lorsqu’il  
“ s’agit des émigrés, mais qu’il est permis d’en faire  
“ abstraction à l’égard des autres classes de citoyens.

Le *Journal des Débats*, lui, n’est pas ennemi de la  
« mesure de réparation » décidée par le gouvernement.  
Mais, demande-t-il (on retrouve ici Chateaubriand),  
quelle nécessité d’accrocher à cette mesure une loi des  
rentes qui va frapper tant de citoyens ?

“ On ne peut lire les derniers projets de loi... sans une  
“ espèce de frayeur et d’étonnement, en voyant à quel  
“ point l’amour-propre blessé et une idée fixe peuvent  
“ égarer et dominer un homme.

Le rejet, après « d’immortels débats », du texte  
« féodal » sur le droit d’aînesse déchaîne le lyrisme du  
*Constitutionnel* :

## Un régime qui se cherche

“ Honneur à la Chambre des pairs !... L’opinion  
“ publique est enfin comptée pour quelque chose. La  
“ Charte est sauvée. Français de toutes les opinions,  
“ félicitez-vous, embrassez-vous... Voilà le plus beau  
“ triomphe que vous ayez remporté depuis la Restauration (9 avril 1826).

Avec le lyrisme, l’ironie : « C’est maintenant au ministère à faire son testament » — ce ministère « du privilège et du préjugé, de la routine et de la superstition » dont personne ne veut plus.

L’année suivante, « le déplorable attentat contre les restes inanimés du duc de La Rochefoucauld » (30 mars 1827) est une occasion nouvelle pour dénoncer « l’immense impopularité » du gouvernement :

“ Il semble qu’un pouvoir insensé ait décidément  
“ résolu de passer toutes les bornes de la violence et  
“ d’ajouter chaque jour à une indignation dont la  
“ mesure semblait comblée.

Guerre inexpiable. Le projet de Peyronnet sur la presse, si dur à la fois pour les journaux et pour l’imprimerie, provoqua à droite comme à gauche une violente opposition. Tandis que les orateurs de la Chambre donnent de la voix, *Le Courrier*, *Le Constitutionnel* se joignent aux *Débats*, à *La Quotidienne*, au *Mémorial catholique* dans une commune et vigoureuse hostilité. Très vite les protestations gagnent la province avec la connivence de la magistrature. Dès le début de janvier 1827, *Le Mémorial bordelais* et *L’Indicateur* s’expriment en termes fort aigres sur le projet.

“ Il n’y a pas si loin de cette police de la presse,  
“ assure *Le Mémorial*, à la police que le sultan Mahmoud  
“ a établie dans les rues de Constantinople.

Or les deux journaux sont acquittés par le tribunal de Bordeaux. « Les ministres, estime celui-ci, ne font pas partie du gouvernement du roi, mais sont seulement ses



agents et ses conseillers » et la loi de 1822 maintient expressément le droit de censurer leurs actes. Le tribunal de Lille acquitte de même *L'Echo du Nord* qui a écrit :

“ Cette loi est un attentat à la Charte. Le ministre  
“ qui veut porter atteinte à la Charte commet un acte  
“ de haute trahison<sup>46</sup>.

Quand l'hostilité visible de la Chambre des pairs eut contraint le gouvernement à retirer son projet (17 avril), des manifestations de joie se déroulèrent à Paris et dans certaines villes de province. « Illuminations générales », note *Le Constitutionnel* qui précise que, dans tous les quartiers de la capitale, les édifices publics et les habitations des fonctionnaires furent seuls à ne pas « éclairer ». Et de nouveau, avec une insistance croissante, le leitmotiv sur les ministres :

“ Ils sont encore dans leurs hôtels, mais ils sont  
“ hors du pouvoir. Tous leurs plans échouent, toutes  
“ leurs lois avortent.

Discrètes en plusieurs endroits (quatre illuminations à Amiens, quinze à Sedan, douze pétards à Metz), les manifestations prirent ici ou là un caractère de protestation très nette contre la tentative « d'asservissement ». Attroupement de 200 personnes à Vesoul devant un hôtel qui n'avait pas été autorisé à illuminer. Patrie de deux illustres défenseurs de la liberté de la presse, Saint-Malo vit passer dans ses rues, selon le rapport du commissaire, « un torrent » de citoyens excités que guidait une musique militaire. Deux banquets eurent lieu à Marseille : 500 convives participèrent à l'un, où la magistrature eut droit à un toast comme le roi, le dauphin, les pairs et la presse. Il y eut des feux de joie accompagnés de tumulte, mais la pluie éteignit les feux et dispersa la foule<sup>47</sup>.

Pendant que se discutait le projet sur la presse, *Le Précurseur* de Lyon prenait de singulières libertés. Plusieurs fois il avait exalté le droit à l'insurrection et fait entendre de graves menaces. Lorsqu'à la revue royale du 29 avril, une partie de la garde nationale

## Un régime qui se cherche

parisienne eut, au nom de la Charte, manifesté contre Villèle, Peyronnet et quelques autres, le journal lyonnais approuva chaleureusement :

“ Une loi et non une ordonnance — une loi du 15 mars  
“ 1815 — a confié le dépôt de la Charte constitution-



Un capitaine de la Garde nationale

“ nelle et de la liberté publique à la fidélité et au courage  
“ de l'armée, des gardes nationales et de tous les citoyens.  
“ Hier la garde nationale de Paris a prouvé qu'elle  
“ voulait garder ce dépôt sacré ; et la fidélité, le courage  
“ de l'armée et de tous les citoyens sauront imiter  
“ un si noble exemple<sup>48</sup>.

Villèle avait-il souhaité que les ministres fussent conspués lors de la revue, afin que la dignité royale se trouvât contrainte à ne pas se séparer d'eux ? Le bruit en courut et certaines pressions actives<sup>49</sup> avaient obtenu de la presse libérale qu'elle prêchât le calme. Pas d'autre cri que : Vive le roi ! (ces mots qui « renferment tout », disaient les *Débats*) — telle avait été la consigne du *Constitutionnel* lui-même. Comme il y en eut d'autres, Villèle, ici plus rancunier que politique, exigea le licenciement de la garde parisienne.

« Un avenir nouveau a commencé pour la monarchie », écrivit aussitôt le *Journal des Débats*. A un éloge du pays et de sa « loyauté » à l'égard de la Restauration, l'organe des Bertin associait une vive critique du ministère. Il

« marche comme un homme ivre..., ne sachant  
 « que détruire, n'osant que le mal, à la fois violent,  
 « stérile, incapable et subversif..., épouvantant les  
 « opinions religieuses par le sacrilège et les affections  
 « domestiques par le droit d'aînesse.

Le même journal disait aussi :

« C'est un spectacle triste et nouveau, qu'une royauté  
 « vouée par ses conseillers à la solitude.

Pour panser une blessure d'amour-propre, Villèle en arrivait à faire partager au roi l'impopularité de ses ministres, à réaliser — pour le malheur de la monarchie — cette solidarité entre le cabinet et la Couronne qu'il recherchait depuis si longtemps. Dès le mois de juillet 1825, *L'Étoile*, journal du gouvernement, avait déclaré :

« qu'un ministère dans une monarchie est l'action  
 « même du roi et que c'est saper la royauté par sa base  
 « que d'attaquer les ministres.

« Doctrines sacrilèges », avait rétorqué *L'Aristarque*, doctrines contraires à la Charte qui a proclamé le roi « inviolable et sacré », alors qu'ici on aboutit à le rendre

## Un régime qui se cherche

« responsable de tout le mal qui se fait », de tous les « funestes projets de loi proposés par l'administration » et à l'exposer à « l'indignation publique ».

Après le retrait du projet sur la presse et même après la dissolution de la garde parisienne, les journaux hostiles à Villèle s'attachaient encore à cette distinction : « La nouvelle France, écrivait *Le Constitutionnel*, sait que tout le mal qui se fait est fait légalement par (les ministres) et que c'est la royauté qui fait moralement tout le bien. Elle ne veut savoir de gré qu'à la royauté et ne maudire que ses agents responsables. » Mais les journées de 1830 écartèrent bientôt tous les parallèles plus ou moins artificieux entre « les bienfaits » du monarque et « les projets insensés » de ses conseillers, eux comme lui du reste artisans d'une même politique.

Les attaques persévérantes du *Constitutionnel*, du *Courrier*, du *Journal du commerce*, des *Débats*, de *La France chrétienne*, etc., contre le gouvernement allaient provoquer, le 24 juin, une remise en vigueur de la censure pour la période de l'intersession parlementaire. Comme en 1824, et avec bien de l'ironie, Chateaubriand se hâta d'assurer dans une brochure<sup>50</sup> qu'aucune « circonstance grave » ne justifiait l'ordonnance. Les dix-huit rapports hebdomadaires que le bureau parisien de censure adressa au Conseil de surveillance<sup>51</sup> jusqu'au moment où la liberté de la presse fut rétablie, montrent, par le grand nombre et — parfois — la véhémence des textes écartés, l'ampleur agressive que l'opposition des journaux avait fini par revêtir. Il y eut au début plusieurs incidents, *La France chrétienne* s'obstinant sans lassitude à présenter aux censeurs les articles qu'ils avaient déjà rejetés, le *Journal des Débats* arborant, malgré ses promesses, des blancs fastueux. En outre, comme précédemment, les articles interdits allèrent enrichir de nouvelles brochures.

C'est *Le Constitutionnel* qui eut à subir, presque chaque jour, les amputations les plus considérables. Tantôt il accusait le gouvernement de violer la liberté des consciences. Tantôt il écrivait :

“ On se tait parce qu'on a peur, mais la terre tremble

et le sol ébranlé ne menace pas moins les palais des gouvernants que les chaumières des opprimés.

Tantôt il louait l'ancien roi de Hollande, Louis Bonaparte, assimilait le parti libéral à la nation elle-même, célébrait « insolemment » les hommes et les principes de la Révolution, si bien que, le 10 octobre, il fallut lui supprimer cinq ou six colonnes.

*La Quotidienne*, souvent amputée elle aussi, accusait le gouvernement d'avoir « substitué à l'ancienne aristocratie une aristocratie électorale, vendue aux intérêts ministériels par suite du système de corruption » en vigueur. Elle parlait volontiers de la dissolution prochaine de la Chambre et là encore la censure coupait.

Pas de question de politique intérieure qui ne donnât lieu, un peu partout, à des retranchements. Mais à partir d'un certain moment ce sont surtout les événements révolutionnaires d'Espagne et de Portugal qui se heurtèrent à une surveillance tâtilonne. Informations puisées dans les journaux anglais ou ailleurs, commentaires plus ou moins insidieux, rumeurs alarmistes, etc. : la censure, bien qu'elle crût souvent à la vérité des textes, taillait avec vigueur.

Il y avait des personnages notoires, dont le nom ne souffrait pas d'épithète, des discours qu'il ne fallait pas reproduire, tel — naturellement — celui que Lafayette prononça aux obsèques de Manuel. Les questions littéraires, théâtrales, musicales et autres suscitaient elles aussi des suppressions dont la petite presse — *Figaro*, *Pandore*, *Corsaire* — prenait sa part.

Au total, l'esprit des feuilles ne s'améliorait pas : « Le bureau remarque, écrivait la censure parisienne à la fin de septembre, que, depuis quelques semaines, les journaux paraissent envoyer des articles plus violents que jamais... Ils ne se lassent pas plus d'envoyer de mauvais articles qu'on ne se lasse de les rayer. »

## L'essai manqué de Martignac

Conséquence trop certaine de la politique gouvernementale, la collusion des deux oppositions de gauche et de droite (*Le Constitutionnel* et les *Débats*) amena la défaite de Villèle aux élections de 1827. Dès les ordonnances du 5 novembre qui dissolvaient la Chambre des députés, convoquaient d'urgence les électeurs et nommaient quelque soixante-quinze pairs en vue de mater les opposants de la Chambre haute, les *Débats* préludent à une campagne d'une extrême violence, la censure se trouvant levée pour la période électorale :

.. Ainsi tout est immolé aux passions d'une coterie  
.. et aux intérêts d'un homme ! Cette coterie qui hait  
.. nos mœurs et nos lois, cet homme qui prétend rendre  
.. à la conscience publique mépris pour mépris, oppri-  
.. ment le monarque comme les sujets, ...jouent la  
.. Restauration pour essayer de n'avoir plus la Charte.

Au monarque d'ailleurs on rappelait que le caractère de son règne « n'avait pas été jusqu'à ce jour la prodigalité des institutions libres ». Charles X ne pouvait que prendre sa bonne part dans les reproches acides qui dénonçaient chacune des lois votées depuis trois ou quatre ans et jusque dans l'accusation, plus récente, de substituer l'illégalité, la précipitation, « les ruses » à l'exercice normal du droit d'élection.

.. Le ministère est ce qu'il y eut jamais au monde de  
.. plus corrupteur et de plus corrompu (9 novembre)...  
.. Ces lois saintes que la Restauration avait données  
.. comme sa profession de foi, comme son pacte et son  
.. code, ont été bouleversées, faussées... Électeurs,  
.. l'histoire de l'Angleterre est derrière vous et c'est  
.. vous qui dans quatorze jours aurez fait l'histoire de  
.. la France.

*Le Constitutionnel*, qui ne veut pas plus de révolutions



que les *Débats*, évoque lui aussi, le 7 novembre, non sans sous-entendus, l'histoire du peuple voisin :

« Sommes-nous déjà dignes de ce gouvernement (représentatif) qui substitue de simples changements de majorité à des révolutions ? Sommes-nous éclairés comme les Anglais sous George IV ou comme les Anglais sous Jacques II ? »

Désireux avant tout d'abattre Villèle, les deux journaux s'unissent pour appuyer dans la plupart des circonscriptions les mêmes candidats. « Pacte honteux », écrit *Le Moniteur*. *La Quotidienne*, elle, ne fit pas alliance avec les libéraux, encore que les pamphlets plus ou moins clandestins du gouvernement l'en accusassent. Mais comme elle détestait Villèle, elle demanda énergiquement aux électeurs de remplacer les candidats ministériels par « des royalistes indépendants ». Le péril libéral ne semblait pas l'inquiéter beaucoup. Ce parti étant, de loin, fort incapable d'atteindre à lui seul la majorité, les royalistes indépendants seraient toujours là pour le tenir en échec. « Ils sauraient aussi faire respecter le pouvoir royal et, maîtres de donner la victoire, ils paraîtraient comme arbitres suprêmes dans le grand débat parlementaire. »

Après la lourde défaite de Villèle (à laquelle Guizot et ses amis ont fort travaillé), *La Quotidienne* écrira :

« La majorité est acquise contre le ministère... (Elle) est acquise à la monarchie, à l'ordre public, à la conservation de tous les intérêts légitimes. »

Sans doute, à certains égards. Mais ce n'est tout de même pas pour aboutir à la démission forcée de son président du Conseil que le monarque avait accepté de dissoudre la Chambre ! Ni pour permettre à une petite feuille toute jeune — *Figaro* — de multiplier jeux de mots et insolences :

« MM. Vil (lèle), Corb (ière) et Peyr (onnet) ne tiennent plus qu'à un fil. C'est le sort de tous les »

## Un régime qui se cherche

“ pantins... Que les ministres se sauvent et la France  
“ est sauvée.

A plusieurs reprises dans le passé un vent de colère avait soufflé sur une partie de la population, à Paris comme à Lyon ou Grenoble, atteignant le ministère, voire le roi. Aussitôt connus, les résultats des élections des collèges d'arrondissement et surtout la grande victoire libérale de Paris (Laffitte, Constant, Périer, etc.) provoquèrent, les 19 et 20 novembre, de sanglantes manifestations dans le quartier de la rue Saint-Honoré et de la rue de Grenelle, mais plus encore rue Saint-Denis et rue Saint-Martin.

Journaux d'opposition et journaux ministériels s'efforcèrent d'en tirer parti pour influencer les électeurs des collèges départementaux qui devaient se prononcer quelques jours plus tard. Sans contester que l'esprit révolutionnaire fût loin d'être mort, *La Quotidienne* se refusait à dramatiser un événement avec lequel *La Gazette*, de Villèle, « cherchait à faire du ministérialisme ». Le *Journal des Débats* multipliait les insinuations précises :

“ Tartuffe s'était mortifié dimanche soir. Lundi et  
“ mardi, il se vengea. La canaille se mit à courir Paris  
“ en criant : vive l'Empereur — cri... exhumé des  
“ cartons de la police... Le peuple accourt pour voir,  
“ la bourgeoisie s'assemble pour s'indigner de pareilles  
“ provocations. Alors gendarmerie à cheval et à pied,  
“ troupes de ligne s'élancent sur le tout, sabrant,  
“ fusillant, renversant... (23 novembre 1827).

Les journaux de gauche accusaient nettement la police d'avoir suscité l'émeute, de l'avoir laissée se développer pour mieux l'écraser ensuite. *Le Constitutionnel* dépeignait ces hommes qu'on ne voit qu'aux temps de troubles, ces « jeunes bandits » dont beaucoup n'avaient pas plus de douze à quinze ans, ces « brigands à chandelles et à torches » qui, pendant deux soirs semèrent la panique parmi les barricades et les feux de file.

“ Le besoin de venger des disgrâces électtorales et de



## Un régime qui se cherche

“ distraire l'opinion publique, fortement préoccupée  
“ de la consolante perspective d'un ministère nouveau,  
“ le besoin plus pressant de supposer d'imminents  
“ périls et d'imposer de hautes frayeurs ont fait renou-  
“ veler hier les scènes ignobles et cruelles qui s'étaient  
“ déroulées le premier jour (22 novembre).

« La rue Saint-Denis va, dit-on, prendre le nom de rue des Boucheries », écrivit *Figaro*.

Cependant « le ministère nouveau » — fruit de maintes cogitations disparates — mettait fin, le 4 janvier 1828, à la longue administration de Villèle.

Si elle eût été soutenue et non secrètement combattue par le roi, la tentative de Martignac pouvait-elle être la suprême chance de la monarchie ? Ce qui est certain, c'est que le successeur de Villèle, qui s'est pourtant assuré le concours du *Journal des Débats*, s'épuise à chercher une majorité dans l'assemblée « ingouvernable » dont il hérite. Donne-t-il, sans la satisfaire pleinement, des gages à la gauche ? Il s'aliène plus encore l'extrême droite de La Bourdonnaye. Les ordonnances du 16 juin 1828 qui règlent strictement les écoles secondaires ecclésiastiques et chassent les jésuites de leurs établissements, suscitent de vives réactions chez les catholiques. Le *Mémorial* de Lamennais développe le crescendo de ses ironies amères :

“ Eh quoi ! Depuis bientôt quinze ans on met  
“ l'athéisme dans les lois et vous cherchez encore la  
“ justice dans les ordonnances... On matérialise la  
“ société et vous invoquez encore des droits spirituels...  
“ Les loges maçonniques, les clubs révolutionnaires, les  
“ congrégations libérales sont ouvertes à quiconque y  
“ veut entrer et vous êtes surpris qu'on ferme la porte  
“ des séminaires.

Mais la royauté, que peut-elle attendre d'une telle politique ? Écoutons *La Quotidienne* :

“ Deux ministres font faire à la monarchie légitime ce  
“ que la Révolution n'eût jamais songé à arracher à  
“ Buonaparte... Deux ministres viennent d'ouvrir devant

“ (le roi) un vaste abîme ; ... ils viennent d'ébranler  
“ le catholicisme parmi nous, ils viennent de commencer  
“ cette révolution formidable qui fut longtemps un  
“ rêve des factieux et qui devient aujourd'hui une  
“ affreuse réalité.

Il est vrai qu'à la même heure un rapport de police prêtait à des francs-maçons l'opinion suivante : « Si (le roi) eût soutenu plus longtemps les jésuites, il était perdu. »

Libérale à certains égards, plus sévère à d'autres, la loi sur la presse du 18 juillet 1828 ne pouvait, quant à elle, donner toute satisfaction à personne. Comme elle étendait le cautionnement aux journaux non politiques, elle provoqua la colère de petites feuilles telles que *La Pandore*, qui avait pris la succession du *Miroir*, en se couvrant à son exemple du patronage des lettres, des spectacles et de la mode. Deux mois avant de disparaître, *La Pandore* mettait dans la bouche de Martignac et de ses amis un langage d'hommes bien décidés à jeter le masque :

“ Aujourd'hui nous sommes sûrs de vaincre. Guerre  
“ donc aux faméliques écrivains... Les misérables !  
“ Oser dire la vérité, oser avoir une conscience, oser  
“ attaquer l'hypocrisie, la bassesse, la vénalité !... Allons,  
“ vite, 200.000 francs, nous n'en rabattrons pas un  
“ sou (8 juin).

*La Gazette de France* reprochait au contraire à la loi d'avoir aboli « le principe monarchique de l'autorisation royale » et dépouillé la royauté « du seul moyen qu'elle eût de se défendre contre le journalisme dans les moments de troubles ». Aussi bien le nouveau ministère, le journalisme et la majorité de la Chambre avaient-ils, aux yeux de *La Gazette*, terriblement avancé les affaires de la Révolution. Il restait peu à ajouter « pour consommer le rétablissement de la République et l'érection des autels à la déesse Raison (5 août) ».

Les projets gouvernementaux d'organisation communale et départementale allaient, dans la complexité

## Un régime qui se cherche

des manœuvres de toute sorte qu'ils provoquèrent enlever à Martignac la fragile majorité qu'il recherchait. A deux reprises il se fit battre — le 19 mars 1829 sur une question de priorité, le 8 avril sur la suppression des conseils d'arrondissement. La gauche qui reprochait au gouvernement de conserver les préfets de Villèle, voulait d'abord modifier, dans un sens plus libéral, le projet des conseils départementaux. Pour mieux atteindre Martignac, l'extrême droite, qui considérait toute cette législation comme « anti-monarchique », seconda, par vote positif ou abstention, l'effort de la gauche. On sait qu'après le dernier scrutin, le premier ministre quitta brusquement la Chambre des députés et revint avec une ordonnance (toute prête, assurera *Le Constitutionnel*) qui retirait les projets<sup>52</sup>.

Aussitôt *La Quotidienne* sonne l'hallali et, « dès ce moment », considère le ministère « comme mort ». La presse de gauche, elle, soupçonne Martignac de collusion tacite avec la droite :

“ On parle de gouvernement représentatif, gronde *Le*  
“ *Courrier français* : il n'existe pas dans un pays où  
“ des ministres peuvent signifier à une Chambre qu'il  
“ lui est interdit de rien changer aux lois qu'on présente..  
“ comme si une nation... n'était qu'un troupeau dont  
“ l'existence dépend de la volonté du maître qui la  
“ conduit... C'est (là) du régime absolu déguisé par  
“ quelques formes trompeuses, du régime absolu sans  
“ dignité, sans force et sans habileté (9 avril).

*Le Courrier* posait ensuite une question inquiétante

“ Le ministère, s'affranchissant de tous ménagements  
“ traite cette Chambre comme on se fût bien gardé de  
“ traiter la Chambre de 1824, lorsqu'elle marchait  
“ ouvertement au renversement de la Charte. Veut-on  
“ laisser croire à la France que c'est seulement avec  
“ des assemblées animées de l'esprit contre-révolu-  
“ tionnaire que le pouvoir peut sympathiser chez nous ?

« Le côté gauche » en tout cas n'avait rien à redouter





Caricature contre les Jésuites

sans cesse renforcé par les suffrages des électeurs, il pouvait « entendre sans effroi la menace d'un ministère Polignac ou d'une ordonnance de dissolution », voire d'un coup d'État quelconque.

Clairvoyant, le *Journal du Commerce* mettait en cause « les résistances de Cour » qui avaient poussé Martignac à retirer, sous « un maladroit prétexte », des projets de loi « si vivement désirés par le pays », encore que le gouvernement les eût présentés sous une forme si favorable aux privilégiés. Il craignait que, sans se livrer à un coup d'État par voie d'ordonnance, le prochain ministère ne restreignît par voie légale les droits des électeurs.

## Un régime qui se cherche

“ Tout ou rien, voilà leur dernier mot, écrivait *Le*  
“ *Constitutionnel*. La Chambre s'est sentie blessée ; elle  
“ a dû l'être ; elle a prouvé aujourd'hui qu'elle ne  
“ pouvait pas s'abdicuer elle-même, qu'on ne devait  
“ point prendre devant elle le ton du chancelier Maupeou  
“ avec les Parlements et qu'un lit de justice était  
“ incompatible avec une Chambre élective et le gou-  
“ vernement représentatif.

L'article s'achevait sur une note où, selon l'usage, la distinction entre le roi et ses ministres (« la prérogative de la Couronne ») était fidèlement respectée.

Dès lors Martignac, qui « n'osait plus regarder à droite ni à gauche », a perdu tout espoir d'un appui libéral.

Tandis que certains évoquent les beaux temps idéalisés de l'Empire<sup>53</sup>, on voit des libéraux s'orienter vers le duc d'Orléans à qui une brochure de Cauchois-Lemaire a, vers la fin de 1827, lancé un appel qui a fait scandale :

“ Allons, prince, un peu de courage, lui a-t-il dit dans  
“ une *Lettre sur la crise actuelle*... Il reste dans notre  
“ monarchie une belle place à prendre..., celle de  
“ premier citoyen de France. Votre principauté n'est  
“ qu'un chétif canonicat auprès de cette royauté  
“ morale.

Comment un homme tel que lui peut-il « se croiser les bras » alors que l'illustration de sa naissance, l'éminence de son rang, son immense fortune le désignent comme « tuteur du peuple français », qui aurait tant besoin de son concours ?

“ Votre Altesse n'a qu'à se baisser pour prendre le  
“ joyau qui est là par terre... Ce joyau c'est la gloire de  
“ donner à l'opposition un prince pour chef... Dans  
“ (l'extrémité présente) joignez enfin votre voix à la  
“ voix publique.

Qu'il présente au roi les doléances du pays, interroge les ministres, réclame le retour à la Charte. Ainsi « le

drame constitutionnel marcherait-il vite à son heureux dénouement. »

Mais le gouvernement n'a pas pris pour argent comptant les gentilleses de Cauchois-Lemaire. Pour lui, il s'agit là d'artifices de plume et le lecteur ne s'y trompera pas. Toute cette littérature signifie que le duc d'Orléans « doit usurper la Couronne et qu'il est en possession de le faire ». Ainsi parlait l'avocat du roi à l'audience du 12 janvier 1828 où le procès de Cauchois-Lemaire avait attiré une foule considérable. L'auteur ayant été accusé d'attaquer la politique royale, son avocat, Chaix d'Est-Ange, au cours d'une brillante plaidoirie, avait posé ces questions qui ravissaient toujours les libéraux : les ministres ne sont-ils pas seuls responsables des actes du roi et ne peut-on donc critiquer ces actes sans pour autant mettre en jeu l'autorité constitutionnelle du souverain ?

Quinze mois de prison apprirent à Cauchois-Lemaire que le recours à « la royauté morale » du duc d'Orléans n'était pas une solution compatible avec « l'ordre de successibilité au trône<sup>54</sup> ».



# LE MINISTÈRE POLIGNAC ET LA RÉVOLUTION DE 1830

## Polignac

Par la volonté de Charles X, la « journée des dupes » qui avait clos le débat sur l'organisation départementale sembla tout d'abord porter préjudice à la gauche. Non seulement celle-ci n'obtint pas des assemblées locales plus largement élues que ne l'offrait Martignac, mais elle allait bientôt se trouver devant le dernier ministère susceptible (apparemment) de combler ses vœux. Il est vrai qu'en réalisant enfin son désir de confier le gouvernement au prince de Polignac (8 août 1829), Charles X s'orientait lui-même vers la Révolution. Ce ministère, auquel plusieurs autres eussent pu être préférés, était assurément incapable de résoudre le triple conflit où s'affrontaient les principes politiques (le roi et la Charte), les partis (libéraux, royalistes modérés, absolutistes), les journaux de la droite et de la gauche.

La presse de droite veut voir dans le nouveau gouvernement « le résultat de ce cri que faisaient entendre tous les amis de l'ordre : plus de concessions ! » Elle ne tarde pas à mettre au-dessus de tout les droits souverains de la Couronne, son pouvoir constituant, supérieur à la volonté éventuelle des Chambres. « C'est ici un dernier jeu joué entre la Révolution et la monarchie... C'est (la monarchie) qui descend en personne dans une arène où l'on n'avait vu jusqu'ici que des partis. » Un journal religieux, *L'Apostolique*, a immédiatement jeté feu et flammes :

“ On ne peut se refuser à le reconnaître, la source  
“ du mal vient d'une Charte impie et athée et de  
“ plusieurs milliers de lois rédigées par des hommes  
“ sans foi et par des révolutionnaires. La religion,  
“ la justice et Dieu même commandent d'anéantir  
“ tous ces codes infâmes, prodiges d'impiété que l'enfer  
“ a vomis sur la France.

Le ministère n'accepta pas d'être, dès sa naissance, mis en un conflit aussi brutal avec la Charte, « principe et base du gouvernement du roi », et Mercier, directeur de *L'Apostolique*, fut condamné à un mois de prison<sup>55</sup>.

La presse d'opposition avait dénoncé, sans attendre, la contre-révolution menaçante, le coup d'État, dont Polignac se défendit longtemps, contre les libertés constitutionnelles. Le *Journal des Débats* fut très véhément. Ayant soutenu sans enthousiasme Martignac, il mènera contre son successeur une lutte implacable. Dès le premier jour, le fameux article : « Malheureuse France ! Malheureux roi ! », revu par Bertin l'aîné lui-même<sup>56</sup>, a, dans un langage fulgurant, fixé les positions :

“ Ainsi le voilà encore une fois brisé, ce lien d'amour  
“ et de confiance qui unissait le peuple au monarque !  
“ Voilà encore une fois la Cour avec ses vieilles ran-  
“ cunes, l'émigration avec ses préjugés, le sacerdoce  
“ avec sa haine de la liberté, qui viennent se jeter  
“ entre la France et son roi...



Que feront-ils (ceux qui gouvernent) ? Iront-ils chercher un appui dans la force des baïonnettes ? Les baïonnettes aujourd'hui... connaissent et respectent la loi... Vont-ils déchirer cette Charte qui fait... la puissance du successeur (de Louis XVIII) ? ... La Charte a maintenant une autorité contre laquelle viendraient se briser tous les efforts du despotisme (10 août).

Bientôt c'est une exécution en règle où Saint-Marc Girardin n'épargne aucune des têtes majeures du ministère : Polignac, l'homme de « Coblenz et de la première émigration », La Bourdonnaye, qui représente « la faction de 1815 avec ses amnisties meurtrières, ses lois de proscription, sa clientèle de massacreurs méridionaux », Bourmont, dont le nom évoque la chouannerie et Waterloo :

Coblenz, Waterloo, 1815 : voilà les trois principes, voilà les trois personnages du ministère. Tournez-le de quelque côté que vous voudrez : de tous les côtés il effraie, de tous les côtés il irrite... Pressez, tordez ce ministère : il ne dégoutte qu'humiliations, malheurs et dangers<sup>57</sup>.

En termes moins vifs, mais très nettement, Rémusat prenait position dans *Le Globe*, laissait entrevoir de terribles orages, prêchait par anticipation « la résistance ». *La Tribune des départements*, que les deux frères Fabre — Victorin et surtout Auguste — avaient fondée deux mois plus tôt pour donner aux républicains un organe combatif, développait des arguments qui ne manquent pas de pittoresque :

Le 3 %, fermé hier à 81 fr. 40 c., s'est ouvert aujourd'hui à 80 fr. 50 c. et il était tombé à trois heures à 79 fr. 65 c...

D'où vient la terreur de nos rentiers et de nos spéculateurs ? Elle vient d'ennemis plus dangereux cent fois que les Algériens et les Anglais, puisqu'ils habitent au cœur de notre pays... et veulent à toute

“ force le faire rentrer sous le joug du fanatisme ultra-  
“ montain et du pouvoir absolu. Ces ennemis... ce sont  
“ les congréganistes qui menacent de s'emparer encore  
“ une fois du pouvoir. On dit même leur victoire  
“ assurée... (9 août 1829).

Pour combattre le nouveau gouvernement, *Le Messager des Chambres*, l'organe de Martignac, change de propriétaires et abandonne « cette molle et innocente politique de fusion » entre modérés de droite et de gauche dont on avait vainement rêvé depuis six mois.

La petite presse, elle aussi, s'acharne. *Figaro* distribue « bigarrures » et « coups de lancette » :

“ Toutes les fois que les absolutistes croient pouvoir  
“ tuer la Charte, avait-il écrit, ils appellent M. de  
“ Polig (nac) pour l'administrer... C'est le petit bon-  
“ homme du baromètre politique : dehors quand il fait  
“ beau, dedans au moment de l'orage, à Londres (son  
“ ambassade) quand le pouvoir est tant soit peu consti-  
“ tutionnel, à Paris quand la France est menacée d'un  
“ envahissement jésuitique.

Le 9 août *Figaro* s'encadre de noir et déclare que si la censure est rétablie, il la bravera. Suivait toute une collection de « bigarrures » dont beaucoup ont perdu de leur intérêt, mais dont deux surtout valurent au directeur, Victor Bohain, six mois de prison.

“ Au lieu d'illuminations à une solennité prochaine  
“ [entendons : la fête du roi], toutes les maisons de la  
“ France doivent être tendues en noir.

“ ... M. Roux, chirurgien en chef de l'hôpital de la  
“ Charité, doit incessamment opérer de la cataracte  
“ un illustre personnage [entendons : le roi qui n'y voit  
“ plus clair]<sup>58</sup>.

On y lisait encore :

“ C'est à la sollicitation de lord Wellington que  
“ M. Bourmont a été nommé ministre de la Guerre...

“ c’est son bâton de maréchal de la bataille de Waterloo.  
“ Les héritiers de Law ont été reçus en audience  
“ particulière par [le ministre des Finances].

« Sous le manteau de M. de Polignac », ce sont les jésuites dont *Le Corsaire* dénonçait le retour : « Car, complice ou séduit, M. de Polignac est des leurs. M. de Polignac est jésuite. » Il est aussi l’homme de l’Angleterre : « Le voilà parvenu au ministère par l’ordre du généralissime anglais. »

« Tribune d’opposition littéraire », comme il disait lui-même, *L’Album* de Magalon, ressuscité à la fin de 1828 sous le titre d’*Ancien album*, comptait déjà une douzaine de procès, mais « les condamnations ne l’avaient point abattu ». Lui aussi, dans son numéro du 10 août, exécute à sa manière M. de Polignac — « au nom fatal » — et ses collaborateurs. Déjà la révolution de Juillet se déroule en filigrane dans sa déclaration liminaire :

“ Quelle attitude doivent garder les écrivains aux-  
quels est confié le dépôt des libertés publiques ?...  
“ Si la loi fondamentale du pays est menacée, si elle  
“ est violée, ils se lèveront pour dire au peuple que le  
“ contrat est rompu. Les premiers, ils opposeront une  
“ résistance, signal terrible d’un incendie qu’ils n’auront  
“ point allumé.

Les journaux de province<sup>59</sup> avaient dénoncé le ministère à l’opinion publique. Mais, à propos d’un article assez vif du *Mémorial de l’Yonne*, le garde des Sceaux prescrivait de s’en tenir éventuellement, dans les poursuites de ce genre, aux attaques contre la personne du roi. Comment en effet inquiéter ici « avec quelque espoir de succès » des feuilles qui ne faisaient que redire ce qui était impunément publié à Paris<sup>60</sup> ?

La presse de gauche ne néglige aucune occasion de harceler le gouvernement. *La Tribune*, qui tiendra jusqu’au début d’octobre de cette année 1829 avant de renaître à la fin d’avril 1830, multiplie les estocades. Qu’il s’agisse du « déserteur » Bourmont et de son attitude au procès de Ney, de la tournée triomphale de

La Fayette à Lyon et dans le Midi, des hésitations pudiques du ministère à attaquer ouvertement la Charte, les hommes de lettres qui dirigent le journal sont sur la brèche. Volontiers ils ironisent :

“ Au lieu de réclamer quelque demi-révolution dans  
“ le Conseil, faisons au contraire des vœux pour garder  
“ des ministres qui ne sauraient abuser personne sur  
“ leurs intentions ni obtenir aucune trêve des patriotes  
“ et des libéraux. La liberté triomphera plus facilement  
“ de ceux qui veulent l'étouffer que de ces hommes  
“ astucieux qui aspirent à la bâillonner et à l'enchaîner...  
“ Si nous avons l'heureuse chance de garder trois ou  
“ quatre mois encore MM. de Polignac, de Bourmont  
“ La Bourdonnaye, il n'est pas impossible que nous  
“ obtenions en définitive les ministres et les lois (que  
“ nous souhaitons) (2 octobre).

Ne sourions pas trop vite. Ces lois désirées qui visent à rendre les procès de presse au jury, à obtenir des administrations locales soumises à une véritable élection, à supprimer le double vote, à rétablir la loi de 1791 sur la garde nationale sont devenues un tremplin politique pour *La Tribune*. C'est à ces seules conditions que l'opposition pourra accorder « le milliard annuel » au gouvernement.

La lutte engagée dans la presse à propos de la Charte et des droits du roi se traduit désormais par une menace précise : l'éventuel refus du budget et de l'impôt. Dès le mois de septembre une association s'est formée en Bretagne en vue de soutenir les contribuables qui refuseraient tout impôt non voté par les Chambres. Les journaux qui avaient publié le prospectus de cette association furent poursuivis et condamnés<sup>61</sup>.

La surveillance se fait également active en de plus humbles domaines. Il n'est pas nécessaire d'être Béranger lui-même, de célébrer le « Vieux drapeau », de brocarder Charles le Simple pour connaître les rigueurs judiciaires. On poursuit ceux qui chantent, dans les rues, les couplets de Béranger ou de ses émules. Et l'on voit un modeste artiste de carrefour et son complice récolter plusieurs

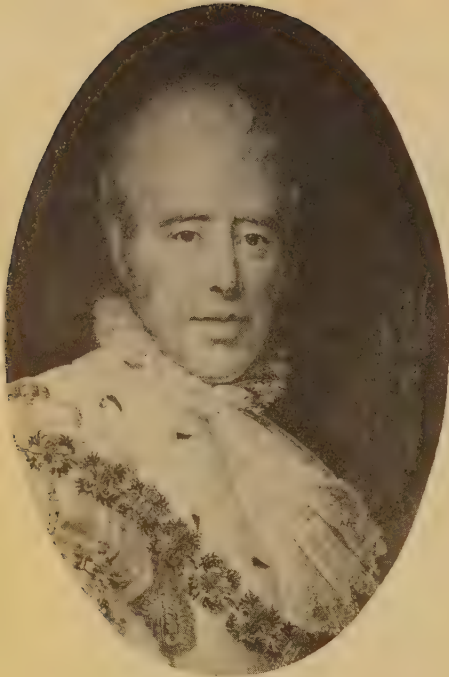


Pierre-Jean de Béranger

mois de prison pour avoir vendu à Rouen une chanson  
où ces mots revenaient au refrain :

Va, nous t'apprendrons  
A respecter le nom  
Du grand Napoléon.

La personne du roi n'était pas toujours épargnée dans les bagarres de presse. *La Silhouette* de Victor Ratier eut à son tour les honneurs du tribunal pour une vignette représentant sans flatterie la longue figure et les grandes dents de Charles X, agrémentées du rabat ecclésiastique et de cette précision que l'iconographie du temps rendait superflue : « un jésuite ». « Le pieu monarque » de Decamps empruntera une partie de son décor à la même inspiration. « Le roi des veaux » de Géniole, les estampes de l'éditeur Martinet et d'autres y feront également de sérieux emprunts à grand renfort d'éteignoirs, de chapelets et de prostrations.



Sa Majesté Charles X

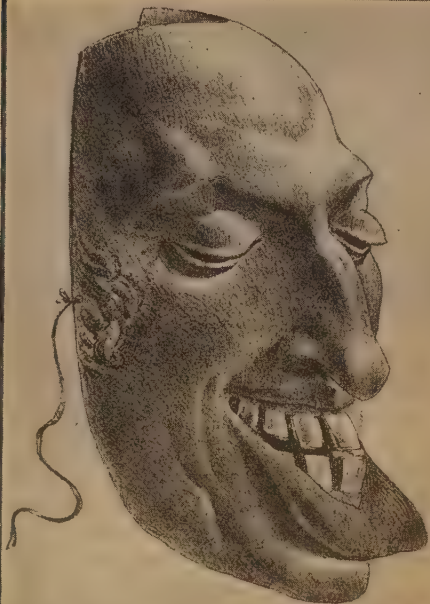
Déjà *L'Ancien album* du 20 juin 1829 avait consacré au roi un portrait de la plus vive impertinence :

“ Figurez-vous un joli mouton blanc, frisé, peigné,  
 “ lavé chaque matin, les yeux à fleur de tête, les oreilles  
 “ longues, la jambe en forme de fuseau, la ganache  
 “ [autrement dit la lèvre inférieure] lourde et pen-  
 “ dante... Il marche à la tête du troupeau : il en est  
 “ presque le monarque.

“ Notre mouton a nom Robin... Il montre les dents  
 “ en signe de joie. Quelquefois même il porte la com-  
 “ plaisance jusqu'à bêler...



... après la Révolution



'BILIPON. — Oh ! le vilain masque !!! (Portrait de Charles X.)

Malgré son air de douceur, il est méchant quand il s'y met... On m'a raconté qu'une brebis de ses parentes le mord chaque fois qu'elle le rencontre, parce qu'elle trouve qu'il ne gouverne pas assez despotiquement son troupeau ; et, je vous le confie sous le sceau du secret, le pauvre Robin-Mouton est enragé... [Sa rage] il cherche autant que possible à la dissimuler... [Il] sait quel sort on destine aux animaux qui sont atteints de sa maladie... Et puis il sent sa faiblesse ! Si encore il était né bœuf !...

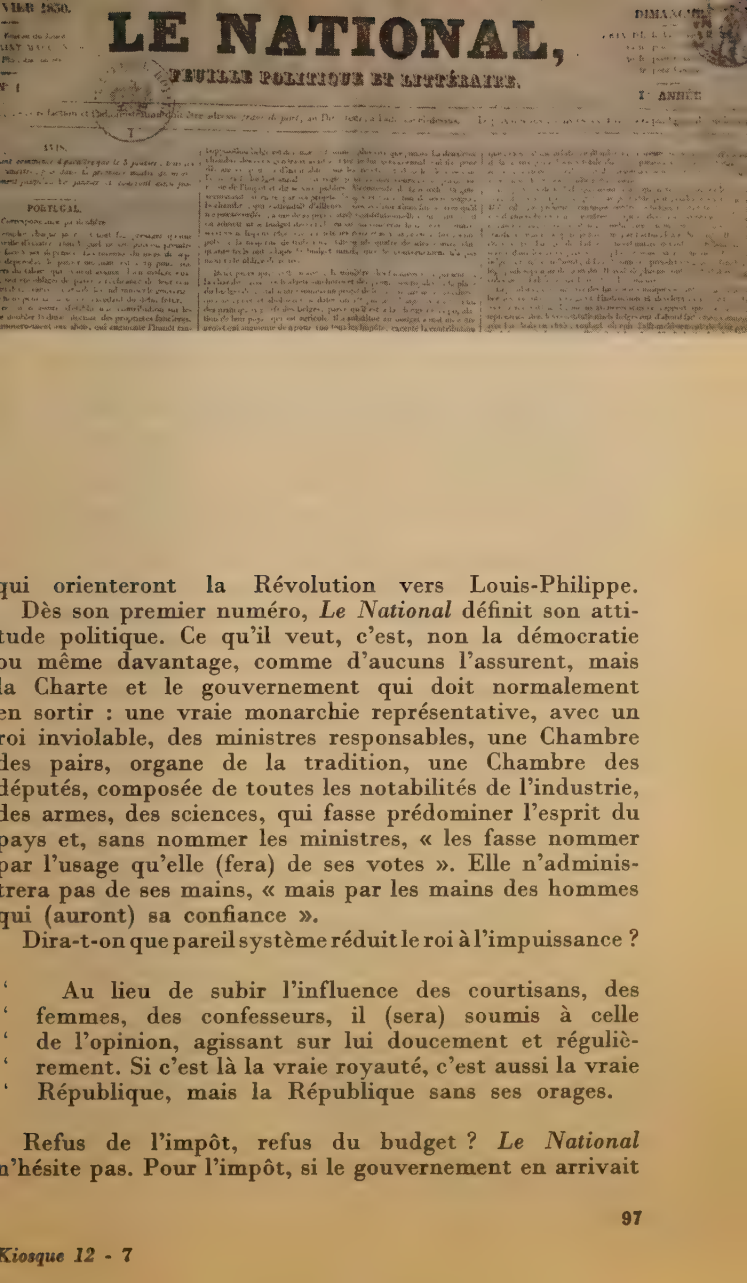
Console-toi, tu n'as pas à te plaindre... tu bois, tu manges et tu dors. Tes moutons exécutent docile-

“ lement tes ordres... Crois-moi, ne cherche pas à  
“ sortir de ta quiétude animale. Repousse ces vastes  
“ idées de gloire qui sont trop grandes pour ton étroit  
“ cerveau...<sup>62</sup>

## La crise approche

Tour à tour doctrinale et active, l'opposition contre le ministère Polignac n'a cessé de s'accroître. *Le Constitutionnel*, *Le Courrier français*, le *Journal du Commerce* intensifient leurs attaques. *Le Globe* qui, depuis quelque temps déjà, se révélait un maître en politique, passe de la littérature à une hostilité vigoureuse et quotidienne. Si le *Journal des Débats* s'efforce de distinguer entre le monarque et ses collaborateurs pour réserver le principe de la monarchie légitime, il n'est pas un argument contre le président du Conseil, les ministres, leurs actes qui ne vienne, chez ses lecteurs monarchistes, ébranler la soumission au pouvoir royal, la croyance traditionnelle à la sagesse du roi : ses campagnes pour le respect de la Charte (mais contre l'emploi éventuel de l'article 14 qui « permet » de légiférer par ordonnance), pour le refus du budget et de l'impôt, pour la résistance légale à toute tentative de coup d'État, achèveront d'une main sûre l'œuvre entreprise sous Villèle avec Chateaubriand.

Mais un journal vient de naître qui va se charger de mener durement la lutte contre le ministère et avec lui contre le chef de la branche aînée. Malgré le soutien d'Étienne et de Dumoulin, Thiers, rédacteur au *Constitutionnel* depuis la fin de 1821, n'est plus libre d'écrire tout ce qu'il voudrait dans une feuille trop riche pour exagérer l'esprit d'aventure. Mignet, son ami, manque lui aussi d'indépendance au *Courrier français*. Avec un Rouennais que ses activités libérales ont écarté de l'armée — Armand Carrel — les deux méridionaux fondent *Le National*, le 3 janvier 1830. Entreprise orléaniste ? On l'a dit, on l'a nié. Thiers en tout cas est en rapports suivis avec les quelques hommes de poids



# LE NATIONAL,

FEUILLE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

1. ANNÉE

## PORTUGAL.

Correspondance particulière.  
On a vu, dans le premier numéro de ce journal, que le roi de Portugal, après avoir été proclamé roi, s'était rendu à Lisbonne, où il a été reçu avec les honneurs du roi. Le roi a été proclamé roi le 25 mars, et a été couronné le 26 mars. Le roi a été proclamé roi le 25 mars, et a été couronné le 26 mars. Le roi a été proclamé roi le 25 mars, et a été couronné le 26 mars.

Le roi a été proclamé roi le 25 mars, et a été couronné le 26 mars. Le roi a été proclamé roi le 25 mars, et a été couronné le 26 mars. Le roi a été proclamé roi le 25 mars, et a été couronné le 26 mars. Le roi a été proclamé roi le 25 mars, et a été couronné le 26 mars. Le roi a été proclamé roi le 25 mars, et a été couronné le 26 mars.

Le roi a été proclamé roi le 25 mars, et a été couronné le 26 mars. Le roi a été proclamé roi le 25 mars, et a été couronné le 26 mars. Le roi a été proclamé roi le 25 mars, et a été couronné le 26 mars. Le roi a été proclamé roi le 25 mars, et a été couronné le 26 mars. Le roi a été proclamé roi le 25 mars, et a été couronné le 26 mars.

qui orienteront la Révolution vers Louis-Philippe.

Dès son premier numéro, *Le National* définit son attitude politique. Ce qu'il veut, c'est, non la démocratie ou même davantage, comme d'aucuns l'assurent, mais la Charte et le gouvernement qui doit normalement en sortir : une vraie monarchie représentative, avec un roi inviolable, des ministres responsables, une Chambre des pairs, organe de la tradition, une Chambre des députés, composée de toutes les notabilités de l'industrie, des armes, des sciences, qui fasse prédominer l'esprit du pays et, sans nommer les ministres, « les fasse nommer par l'usage qu'elle (fera) de ses votes ». Elle n'administrera pas de ses mains, « mais par les mains des hommes qui (auront) sa confiance ».

Dira-t-on que pareil système réduit le roi à l'impuissance ?

Au lieu de subir l'influence des courtisans, des femmes, des confesseurs, il (sera) soumis à celle de l'opinion, agissant sur lui doucement et régulièrement. Si c'est là la vraie royauté, c'est aussi la vraie République, mais la République sans ses orages.

Refus de l'impôt, refus du budget ? *Le National* n'hésite pas. Pour l'impôt, si le gouvernement en arrivait

à violer les lois fondamentales du pays, les citoyens auraient à prendre leurs décisions. Pour le budget, qu'en pensent *La Gazette*, *Le Moniteur*, ne pas le voter est « un fait légal qui découle de la Charte et ne renferme en lui ni bouleversement ni révolution ». Un tel geste interromprait les service publics ? Fallacieuse menace<sup>63</sup>

“ Il y a une personne plus intéressée qu'aucune autre  
“ à ce que les services publics ne demeurent pas sus-  
“ pendus, c'est la personne royale elle-même, et il  
“ suffit d'une ordonnance qui change le Conseil pour  
“ rendre le mouvement à la machine constitutionnelle

Excellente occasion pour résumer la nature du contrat à charges corrélatives qui unit la nation et le roi :

“ Dans la monarchie représentative, la majorité  
“ doit prévaloir contre un ministère... La royauté  
“ choisit les ministres... Mais la majorité des Chambres  
“ les renverse... Le roi rend la pareille au pays au moyen  
“ de la dissolution. La monarchie représentative n'est  
“ autre chose que la balance de ces *veto* réciproques  
“ que le roi oppose au pays et le pays au roi.

Et les articles se succèdent de jour en jour. Parfois ils entraînent des poursuites : *Le National* et *Le Globe* sont condamnés au début d'avril<sup>64</sup> pour attaques contre l'autorité du roi, excitation à la haine et au mépris du gouvernement. Sous leur aspect compact, ces articles du *National* témoignent d'une grande ardeur polémique d'une dextérité professionnelle à utiliser l'événement la logique, le droit. Il y aura des faux pas (à propos de l'Algérie notamment). Mais dans l'ensemble, quelle marche assurée — sur les fondements et les conditions de la prérogative royale, sur « le roi qui règne et ne gouverne pas », sur le pays « juge suprême entre l'administration et la Chambre », sur la Charte, « non octroyée mais conquise » et qui ne vient pas de la volonté royale, mais « d'un concours de volontés, de besoins, de lumières » Et c'est de nouveau le sort de l'Angleterre qu'on évoque — cette substitution (non révolutionnaire) de la plu

proche famille du trône à la famille régnante de 1688 qui n'avait pas compris ce que voulait son peuple. Or en France non plus « il n'y a plus de révolution à faire ».

“ (Il n'y a) plus rien qu'une Charte à exécuter avec  
“ franchise et des ministres à renverser en vertu de  
“ cette Charte. Ce n'est pas là sans doute une besogne  
“ bien facile, mais enfin elle n'a rien de sanglant, elle  
“ est toute légale. (*Le National* 14 février.)

L'histoire est fort en honneur à la rédaction du *National*. Ses rappels ne manquent jamais de frapper, qu'il s'agisse de la fin tragique de Charles 1<sup>er</sup> et de Louis XVI, intentionnellement unis dans un même souvenir, ou des dragonnades auxquelles s'entendait si bien « le vieil époux de M<sup>me</sup> de Maintenon ».

On imagine la lutte que *Le National* dirigea, à partir du jour (2 mars) où Charles X brandit sur la tête de l'opposition récalcitrante sa fameuse menace, pour le cas où « de coupables manœuvres<sup>65</sup> » susciteraient à son gouvernement « des obstacles » qu'il se refusait à prévoir. Écrit par les ministres — on ne le souligne que pour juger plus durement — l'ensemble du discours paraît détestable au *National*. Qu'y trouve-t-on ? Rien que « servilité » envers l'Angleterre, faux principes de gouvernement, politique inquiétante. Mais la phrase sur les coupables manœuvres dépasse tout :

“ C'est là en vérité, si nous ne nous trompons, l'ar-  
“ ticle 14 tout entier, entendu comme certains hommes  
“ nous ont habitués à le voir interprété... (Cette phrase)  
“ est, en quatre lignes, la répétition de tout ce que le  
“ ministère a fait dire depuis huit mois., le résumé  
“ de toutes ses menaces.

Comme perspective, la dissolution et, si celle-ci ne suffit pas, « le recours aux droits extraordinaires (de la) Couronne... Si l'audace des actions répond à l'audace des paroles, il faut s'attendre aux plus sinistres événements. »

La suite est bien connue : adresse-remontrance des 221<sup>66</sup> qui, sous l'ampleur traditionnelle des mots, invite le

roi, au nom de la Charte, à se séparer de ses ministres, prorogation et dissolution de la Chambre (16 mai 1830), élections de juin-juillet, succès électoral de l'opposition.

Les républicains de *La Tribune* s'étaient remis en ligne dès la fin d'avril. Ils continuent d'apporter dans la bataille un certain nombre d'éléments essentiels. Pour eux le problème politique ne se concentre pas uniquement autour des cent mille électeurs privilégiés du régime. Ils cherchent à se faire l'écho des doléances de la France entière. Grâce aux « voyageurs » qu'ils entretiennent à travers les départements, ils sont en mesure de mettre en lumière chaque jour ce qu'il y a de défectueux d'un bout à l'autre du pays. Par la création de groupes locaux, l'éveil d'aspirations diffuses, ils s'efforcent d'étendre les bases géographiques de la révolution future. Enfin ils n'ont pas tardé à animer parmi les étudiants de la capitale une société secrète qui se prépare aux soulèvements et pour qui Auguste Fabre a mis sur pied un plan de gouvernement provisoire.

D'autres feuilles naissent, de tendances également démocratiques, voire républicaines — *La jeune France*, *La Révolution*, d'Antony Thouret, *Le Patriote*. Par leurs affirmations et leurs prédictions, elles appuient et dépassent le combat que mène *Le National*, Carrel expliquant qu'une assemblée n'est pas, comme le voudraient « les politiques de l'école de M. de Polignac », une machine à voter des impôts, Thiers répétant que nul au *National* ne rêve de révolution et qu'il n'y a qu'à renverser les ministres au nom de la Charte.

Dès le 20 mai, l'entrée de Peyronnet au ministère a poussé *Figaro* à foncer en récapitulant :

“ Nous voici revenus à l'expectative des coups  
“ d'État dont nous menaçaient depuis si longtemps  
“ les journaux à gages de la camarilla. Eh bien ! tant  
“ mieux ! Ce nom va produire un effet merveilleux  
“ sur l'esprit des électeurs... Loi d'aînesse, loi de  
“ justice et d'amour, loi du sacrilège, dissolution de  
“ la garde nationale, fusillade de la rue Saint-Denis,  
“ tout ce système déplorable que les élections de 1827  
“ ont courageusement flétri, revient à la mémoire :



“ il y réveille l'indignation du passé et de salutaires  
“ terreurs.

*Le Constitutionnel* ne s'indigne pas moins. A ses yeux, Peyronnet personnifie « toutes les antipathies, tous les excès ». Sa désignation prend figure de « déclaration de guerre ».

M. de Polignac est une cible de choix pour *Figaro*. Voyant les élections approcher « et désirant s'assurer un poste en rapport avec ses goûts et ses capacités », on assure qu'il « a retenu la place de bedeau à Saint-Roch ». Quoi d'étonnant ? « M. de Polignac prétend servir les intérêts du pays ; il ne sait que servir la messe. » Son cabinet ? « M. Capelle joue les traîtres, M. Guernon de Ranville les pères dindons, M. de Peyronnet, les tyrans, M. de Bourmont... les déserteurs, M. de Polignac, les niais. »

“ M. de Polignac, écrit de son côté *La Silhouette*  
“ de Victor Ratier, vient de faire l'impossible et cepen-  
“ dant on ne le croit capable de rien. On a une bien  
“ autre opinion de M. de Peyronnet : on le croit capable  
“ de tout.

*Figaro* se donne même le luxe de composer une Charte à la manière des « hommes du 8 août et du 19 mai ». Les Français y étaient proclamés « inégaux devant la loi, parce qu'il serait absurde qu'un libéral ou un homme qui ne va pas à la messe fût l'égal d'un émigré ou d'un congréganiste. »

L'union des partis opposants (de Guizot aux républicains) et de leurs journaux, l'activité de la société *Aide-toi, le ciel t'aidera*, l'ensemble de la conjoncture politique devaient aisément triompher aux élections du 23 juin et du 3 juillet, des illusions du roi et de Polignac, comme des campagnes de *La Gazette*, du *Drapeau blanc*, de *L'Universel*.

Lorsque les derniers résultats furent connus — ceux des départements de gauche dont les élections avaient été retardées —, le ministère ne disposait que de 140 à 150 sièges contre 275 aux partis opposants. Mais il n'a

pas été nécessaire d'attendre jusqu'à la mi-juillet pour être fixé. « La majorité est acquise à l'opposition, a écrit le *Journal du commerce*, un fait si concluant n'est guère d'accord avec la maxime : le roi ne peut céder. »

*La Gazette* dont le villélisme batailleur passait, surtout depuis le remaniement ministériel de mai pour une manière de « défection » aux yeux de la presse gouvernementale, trouve le moment venu d'un examen de conscience, accompagné d'une offre de paix :

.. Déjà par le fait de ces élections, la Couronne est  
.. dépouillée d'une de ses plus importantes prérogatives,  
.. le droit de dissoudre la Chambre, car ce droit s'est  
.. épuisé dans une tentative infructueuse. Ainsi la  
.. Constitution est faussée, la royauté n'est plus dans  
.. la situation où la Charte l'avait placée... La préro-  
.. gative royale peut seule aujourd'hui sauver le gouver-  
.. nement représentatif et replacer les pouvoirs poli-  
.. tiques dans les conditions de la Charte.

Comment ? La chose restait assez utopique. Mais, « royalistes sans conditions », Genoude et ses amis de *La Gazette* ne se croient plus désormais qu'un devoir : se serrer autour du roi avec les autres monarchistes pour lui permettre de rendre, comme il l'entendra, toute son efficacité à l'article 50 de la Charte, c'est-à-dire à un droit de dissolution qui, la loi électorale régulièrement rectifiée, n'aura plus pour effet de renvoyer au chef de l'État la Chambre dissoute. *La Gazette* se borne à déconseiller vigoureusement les coups de force, tout recours à des méthodes qui ne seraient pas conformes aux exigences du système représentatif.

Que vont faire le ministère et le roi ? Des bruits circulent, menaçant la presse, annonçant une réforme électorale sévère. Certains parlent de plus en plus de coup d'État et *Le National* a défini ce qu'il faut entendre par là : « ne pas réunir la Chambre, casser les élections, fonder un nouveau système électoral par ordonnance ». D'autres pensent que le gouvernement et la majorité s'affronteront dans les Chambres. L'idée se fait jour aussi d'un possible ministère de concentration.

# PROCLAMATION DU ROI.

CHARLES, par la grâce de DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE,  
à tous ceux qui ces présentes verront, SALUT :

## FRANÇAIS,

La dernière Chambre des Députés a méconnu mes intentions. J'avais droit de compter sur les concours pour faire le bien que je méditais : elle me l'a refusé ! Comme père de mon peuple, mon cœur s'en est affligé ; comme Roi, j'en ai été offensé : j'ai prononcé la dissolution de cette Chambre.

Français, votre prospérité fait ma gloire, votre bonheur est le mien. Au moment où les collèges électoraux vont s'ouvrir sur tous les points de mon Royaume, vous écouterez la voix de votre Roi. J'entretiens la Charte constitutionnelle et les institutions qu'elle a fondées, a été et sera toujours le fruit de mes efforts.

Je fais pour atteindre ce but, je dois exercer librement et faire respecter les droits sacrés qui sont l'apanage de ma Couronne.

C'est en eux qu'est la garantie du repos public et de vos libertés. La nature du Gouvernement n'est altérée, si de coupables atteintes affaiblissaient mes prérogatives, et je trahirais mes sermens si je ne les souffrais.

Sous l'abri de ce Gouvernement, la France est devenue florissante et libre. Elle lui doit ses richesses, son crédit et son industrie. La France n'a rien à envier aux autres états, et ne peut compter qu'à la conservation des avantages dont elle jouit.

Assurez-vous donc sur vos droits. Je les confonds avec les miens, et les protégerai avec une égale sollicitude.

Ne vous laissez pas égarer par le langage insidieux des ennemis de votre repos. Repoussez les dignes soupçons et de fausses craintes, qui ébranleraient la confiance publique et pourraient donner lieu de graves désordres.

Les desseins de ceux qui propagent ces craintes, échoueront, quels qu'ils soient, devant mon inébranlable résolution. Votre sécurité, vos intérêts ne seront pas plus compromis que vos libertés : je veille sur les uns, comme sur les autres.

Electeurs ! hâtez-vous de vous rendre dans vos Collèges. Qu'une négligence reprochable ne vous prive pas de votre présence ! Qu'un même sentiment vous anime, qu'un même drapeau vous rallie ! C'est votre Roi qui vous le demande ; c'est un père qui vous appelle.

Remplissez vos devoirs ; je saurai remplir les miens.

Donné en notre château des Tuilleries le treizième jour du mois de juin de l'année de grâce mil huit cent trente, et de notre règne le cinquième.

CHARLES.

Par le Roi :

*Le Président du Conseil des Ministres, PRINCE DE POLIGNAC.*

A PARIS, chez L. DANEL, Imprimeur du ROI et de la Préfecture.

Plus railleur que bon prophète, *Le Temps*, peut-être parce qu'il a lui-même abusé du procédé<sup>67</sup>, plaisante les gens qui croient à un coup d'État :

“ La fin de la Charte, ironise-t-il le 25 juillet, était  
“ d'abord fixée au 22... Maintenant c'est pour le 26,  
“ pour demain lundi, entendez-vous, incrédules, A  
“ demain les coups d'État... On les remettra longtemps  
“ encore jusqu'à ce qu'on avoue qu'ils sont inutiles et  
“ impossibles à jamais.

Conclusion optimiste de ce journal sur la Charte qui est « l'inévitable loi » :

“ La France saura que Charles X a vraiment continué  
“ le règne de Louis XVIII comme il l'avait promis  
“ en montant sur le trône.

*Le Globe*, assez divisé, voulait encore croire que le roi finirait un jour par comprendre et renverrait Polignac :

“ L'inspiration à laquelle la France doit le 8 août ne  
“ s'est point affaiblie. Il semble au contraire que les  
“ difficultés et le temps fortifient une résolution dont  
“ il nous est permis de déplorer les effets. Mais enfin  
“ la volonté humaine n'est pas immuable et les rois  
“ eux-mêmes sont les sujets de la vérité. (24 juillet.)

Tout en estimant que « la guerre civile n'était pas encore à nos portes », *La Tribune* avait, non sans hauteur de vues, défini les termes essentiels de l'alternative. Pour elle, la royauté devait, « dans son intérêt », éloigner tous ses faux amis, « aristocrates et valets », « estimer les patriotes (c'est-à-dire les républicains) et s'appuyer sur les libéraux... Si la royauté pouvait se méprendre..., que devrait faire le peuple ?... Se presser autour des patriotes. »

De toute façon, que le combat se livrât dans la Chambre ou ailleurs, l'attente ne serait plus longue (« quelques jours »), constatait *La Quotidienne* et ce serait « un combat à outrance ».

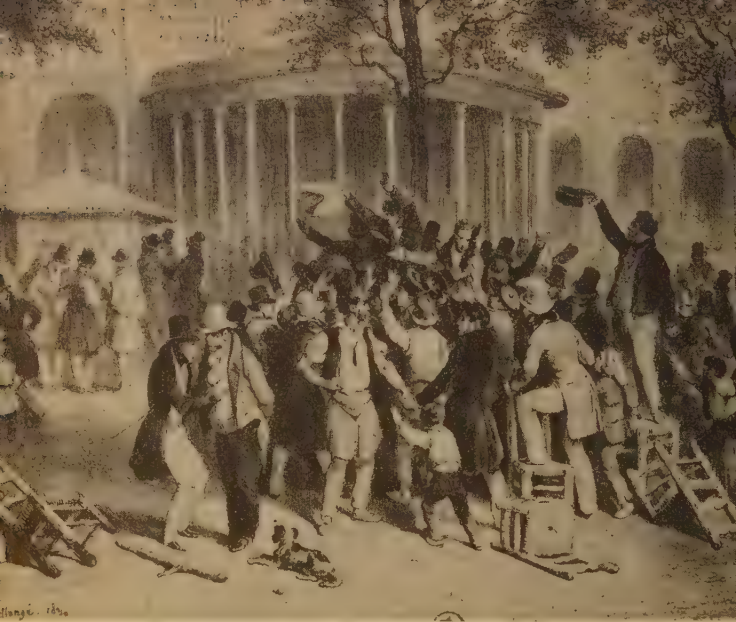
La Chambre ayant été, assez étrangement, convoquée

pour le 3 août, *La Tribune* opinait que la majorité refuserait le budget. *Le National* rappelait aux élus que leur devoir était de renverser le ministère. Quant au *Constitutionnel*, il réclamait de toute urgence une enquête sur la protection, voire les encouragements, que les provocateurs et les ennemis des institutions avaient trouvés depuis un an auprès du cabinet.

## Les Ordonnances

Or, à l'heure où les journaux imprimaient ces lignes, *Le Moniteur*, lui, se préparait à publier (26 juillet) les ordonnances de Charles X. Celles-ci suspendaient la liberté de la presse périodique, dissolvaient la nouvelle Chambre, réformaient le système électoral dans un sens favorable au gouvernement d'extrême droite, convoquaient les électeurs.

Le rapport au roi qui précédait les ordonnances portait sur la presse un jugement qui montre bien l'importance qu'elle avait prise. Elle n'avait toujours été — et il était « dans sa nature de n'être » — « qu'un instrument de désordre et de sédition, un dissolvant énergique ». Le garde des Sceaux Chantelauze la rendait « presque exclusivement » responsable de la pénétration de plus en plus inquiétante des passions politiques « dans les masses populaires ». Il dénonçait son application à « user les ressorts de l'autorité publique, à l'avilir dans l'opinion des peuples, à lui créer partout des résistances », sa prétention à dominer les Chambres, l'attitude de dénigrement systématique et de « trahison » que les journaux opposants avaient adoptée à l'égard de l'expédition d'Alger, l'influence artificieuse et « presque décisive »



Au Palais-Royal : lecture des Ordonnances dans *Le Moniteur*

que la presse départementale avait exercée dans les élections. Enfin les journaux avaient provoqué « une adresse attentatoire aux prérogatives du trône » et, malgré le roi, « érigé en principe la réélection des 221. »

Bref les lois en vigueur ne suffisant plus, le roi devait sans attendre recourir à des mesures exceptionnelles dans le cadre de cet article 14 de la Charte qui lui reconnaissait le droit de faire « les règlements et ordonnances nécessaires pour l'exécution des lois et la sûreté de l'État ».

A peine connu le texte des quatre ordonnances, Carrel lance une édition spéciale du *National* :

“ Le ministère du 8 août n'a pas cru devoir se pré-  
“ senter au jugement de la Chambre... Il a reconnu  
“ qu'il était impossible qu'il ne succombât pas devant  
“ les lois. Il vient de renverser toutes les lois que la



France avait appris à pratiquer, à respecter, à chérir depuis quinze ans.

[La France] retombe en révolution par le fait même du pouvoir. Jetée malgré elle hors des voies de la légalité, elle est menacée de n'y plus rentrer que par des tempêtes...

Ce qui reste à faire à la France, c'est de refuser l'impôt... L'avenir est remis à l'énergie individuelle des citoyens.

Les journalistes se trouvaient les premiers touchés par les décisions royales. Il leur était enjoint de solliciter l'autorisation de paraître. S'ils passaient outre, leurs feuilles « seraient immédiatement saisies » et « les presses et caractères qui auraient servi à leur impression seraient placés dans un dépôt public et sous scellés ou mis hors de service. » Les journaux de droite n'eurent évidemment aucune difficulté à « sortir ». *La Quotidienne* du 27 juillet, si elle voyait dans la publication des ordonnances « un de ces événements politiques qui changent toute la situation d'un empire », en rendait « la révolution » responsable, par ses tentatives de quinze ans pour « renverser le pouvoir du roi ». Ainsi parlait le même jour *L'Echo français*.

Pour les journaux de gauche, l'option est à tous égards lourde de conséquences. Résister ? Les avocats libéraux s'accordent à juger les ordonnances illégales. Mais, sur les modalités de résistance, les avis divergent. Tout de suite l'atmosphère de lutte qui, depuis tant de jours, emplit les salles de rédaction, tourne à l'orage. Déjà *Le National* est pour maintes raisons le grand lieu de rassemblement, le poste de combat où l'on siège en permanence<sup>68</sup> et c'est Thiers, assisté de Rémusat, qui, au nom de ses confrères, a rédigé, dans la journée du 26, la protestation des journalistes contre « le coup d'État » qui vient d'être « frappé ».

Le régime légal est interrompu : celui de la force est consommé... Dans la situation où nous sommes placés, l'obéissance cesse d'être un devoir... Les écrivains des journaux doivent donner les premiers

“ l'exemple de la résistance à l'autorité qui s'est dépouil-  
“ lée du caractère de la loi<sup>69</sup>.

Le texte montrait en effet qu'en matière de presse et d'organisation électorale, la Charte ne permettait pas au roi de prononcer seul par voie d'ordonnance :

“ Aujourd'hui donc le gouvernement (« des ministres  
“ criminels », imprimera *Le Temps*) a violé la légalité...  
“ Nous essaierons de publier nos feuilles sans demander  
“ l'autorisation qui nous est imposée... Nous résistons  
“ pour ce qui nous concerne. C'est à la France à juger  
“ jusqu'où doit s'étendre sa propre résistance.

Une quarantaine de noms s'étaient hardiment au bas de ce texte — gérants et rédacteurs de journaux : les hommes du *National* — en tête Mignet et Carrel avec Thiers —, Ch. de Rémusat du *Globe*, Cauchois-Lemaire, Dumoulin, du *Constitutionnel*, les représentants du *Temps*, du *Courrier français*, du *Courrier des électeurs*, de *La Tribune* (Fabre), du *Journal du commerce*, du *Journal de Paris*, de *La Révolution*, de *Figaro* (Bohain et Roqueplan), du *Sylphe*.

La protestation des journalistes put se lire, le 27 au matin, dans ceux des journaux qui bravèrent l'interdiction de paraître sans autorisation : *Le National*, *Le Globe*, *Le Temps*, le *Journal du Commerce*, ces deux derniers se dispensant de publier les noms des signataires<sup>70</sup>. *La Tribune* eût bien voulu se joindre à eux. Mais redoutant « la spoliation ministérielle », son imprimeur lui avait refusé ses presses. Plassan qui imprimait *La France nouvelle* (alias *Journal de Paris*), agit de même. « Intimidé par les menaces de la police », l'imprimeur du *Courrier français* refusa de tirer le numéro qui était déjà composé. Par correction monarchique, les *Débats* s'abstinrent : ils n'avaient pas signé la protestation des journalistes et avaient vainement tenté, sous conditions, de se soumettre. *Le Constitutionnel* resta également muet, mais il assura sur une petite feuille, le 28 juillet, que « seule la force matérielle avait pu l'empêcher de paraître ». Sa prudence aussi.



La saisie du *Temps*

“ Le crime est consommé, commentait Rémusat au  
“ *Globe*. Les ministres ont conseillé au roi des ordon-  
“ nances de tyrannie... Nous ne céderons qu’à la vio-  
“ lence... Nous appelons de toutes nos forces la haine  
“ publique sur la tête de MM. de Polignac, Peyronnet,  
“ Chantelauze, Capelle, Montbel, Guernon-Ranville,  
“ d’Haussez... Les ordonnances sont nulles... Nous  
“ confions sans crainte la défense de la liberté légale,  
“ par les moyens légaux, à la nation la plus brave de  
“ l’univers.

La saisie ou la mise hors service des presses réfractaires donnèrent lieu à des scènes héroï-comiques — au *Temps* notamment, où Baude lut au serrurier qu’on avait requis,

les articles du code sur la violation de domicile. Elles n'empêchèrent pas les journaux les plus opposants de continuer la lutte pendant la révolution qui commençait. De type et de format variés, imprimés au seul recto pour permettre l'affichage, les papillons et les feuilles de fortune qui se trouvent aujourd'hui encartés dans les collections de la Bibliothèque nationale s'en portent garants.

## **En pleine fièvre**

Dans la nuit du 27 au 28, *Le Globe* lance en pleine fièvre parisienne un appel angoissé :

“ D'affreux malheurs ont été le résultat de l'attentat ministériel ; le sang coule, le canon tonne... Nous voudrions faire entendre une dernière vérité et entraîner, s'il est possible encore, dans une commune action, à la fois énergique et modératrice, tous les hommes qui veulent conserver l'ordre constitutionnel...”

*Le Temps* distribuait à tous des consignes :

“ Que les soldats pensent bien qu'ils sont citoyens, fils et frères de citoyens, disait-il à l'armée qui défendait la monarchie. Que chaque colonel songe que la patrie reconnaissante a des couronnes de chêne plus belles que les couronnes du despotisme, qu'il y aura un bâton de maréchal réservé par la France à celui qui, le premier, refusera de tirer sur ses concitoyens.”

*Le Constitutionnel* adressera de même une proclamation aux troupes : « Soldats, est-il juste de faire feu sur des hommes qui demandent le maintien de la loi solennellement jurée ? » Et il leur donnera en exemple leurs camarades du 5<sup>e</sup> de ligne passés du côté de la Révolution<sup>71</sup>

Cependant *La Gazette de France* cherchait à rassurer les démocrates. Les « éléments d'une opposition démo

# FRANÇAIS,

Tous moyens de défense sont légitimes. Dépaver les rues, jeter les pavés çà et là à un pied environ de distance, afin de ralentir la marche de la cavalerie et de l'infanterie, monter au premier, deuxième et tous étages supérieurs autant de pavés que possible, au moins vingt à trente pavés par croisée, attendre tranquillement que les bataillons soient engagés au milieu des rues avant de faire aucune décharge.

Que tous les Français laissent leurs portes, couloirs et allées ouverts pour le refuge de nos tirailleurs, et porter aide; que les habitans soient de sang-froid et sans crainte. La troupe n'osera ja mais y pénétrer, trop assurée d'y trouver la mort.

Il serait bien qu'il restât un individu à chaque, pour protéger l'entrée et la sortie de nos tirailleurs.

Français, notre salut est dans nos mains; voudrions-nous l'abandonner? qui de nous ne préfère la mort à l'esclavage!

Juillet 1830 : appel à la résistance

cratique » ne manqueraient pas dans la Chambre qui sortirait des prochaines élections. Aussi bien, selon le journal, les mesures prises par le roi ne détruiraient pas l'équilibre entre les différents pouvoirs, la liberté de la presse n'était que suspendue et les ordonnances n'avaient rien d'irrégulier.

Tandis que se développe, née de raisons diverses, la révolution républicaine et ouvrière qui s'est provisoirement greffée sur le mouvement de résistance intellectuelle et bourgeoise à une mesure d'ordre constitutionnel, les feuilles se succèdent au rythme des poussées populaires. Elles rapportent les événements, décrivent les ateliers fermés, les rassemblements qui sont devenus barricades, publient des appels qui excitent à la lutte, enregistrent la désignation de La Fayette comme chef de la garde nationale, la nomination d'une commission municipale, etc. Sauf pendant les quelque vingt-quatre heures où Thiers et Mignet crurent sage de regarder d'un village de banlieue la suite de l'aventure, *Le National* jette chaque jour à la foule les sept à huit mille exemplaires à simple recto qu'il tire fébrilement. *Le Globe* rédige plusieurs éditions dans la journée du 29. *Le Temps*, *Le Constitutionnel*, *Le Courrier français*<sup>72</sup>, jumelé avec *Le Journal du Commerce*, multiplient les tirages.

“ Paris a délivré la France, nos ennemis sont en  
“ pleine retraite, écrit *Le Globe*, le 29 à 4 heures de  
“ l'après-midi... On capitule, on nous demande grâce...  
“ Parisiens, ne vous relâchez pas... Des citoyens dignes  
“ de votre confiance se sont chargés de mettre la règle  
“ où ne fut que l'enthousiasme. Ils vont veiller aux  
“ grandes pensées du salut public, tandis que vous  
“ combattrez ou préparerez votre ville pour de nouveaux  
“ assauts.

Les journaux ne se contentent pas d'écrire. Sans travail depuis les ordonnances, ou sur l'ordre de leurs patrons libéraux, les ouvriers imprimeurs étaient les premiers descendus dans la rue.

“ Le 29 juillet, dira *Le National* dans un numéro où  
“ il reprend l'ensemble de ses articles des jours précédents, la publication du journal fut interrompue.  
“ Nos imprimeurs, sans se dissimuler l'importance de  
“ leur tâche, ne purent s'empêcher de penser qu'ils  
“ en rempliraient une plus utile en défendant la France  
“ et la liberté à coups de fusil. Les rédacteurs eux-



mêmes furent entraînés pour la plupart à suivre l'élan de l'héroïque population parisienne qu'ils avaient appelée aux armes.

On les vit au Pont-Royal, au Louvre, à l'attaque des Tuileries, où Farcy fut tué, ailleurs. Les ateliers de *La Tribune* empêchée de paraître, comme ceux du *Courrier français* et du *Journal du Commerce* avaient également jeté leur personnel dans la bataille. Dès le 27 au soir, Auguste Fabre faisait dépaver les rues et briser les réverbères du faubourg Saint-Marceau.

Ce n'est pas ma faute si je ne suis pas mort, pourra bientôt écrire Henri de Latouche, de *Figaro*... Plume de libéral et fusil de bourgeois, j'ai tout pris dans les nuits et les jours du 26 au 30<sup>73</sup>.

Une note de Carrel dans *Le National* du 30 aide partiellement à saisir comment la résistance bourgeoise trouva si vite le concours ouvrier dont elle avait besoin pour vaincre :

Injustes que nous étions ! Nous croyions (le peuple de Paris) désintéressé dans les questions constitutionnelles... Mais ce peuple, exclu des collèges électoraux,... avait merveilleusement compris qu'une Chambre des députés n'est pas faite pour recevoir les lois de la royauté, mais au contraire pour soumettre cette royauté aux volontés nationales.

Nous voulons nos députés... Nous ne poserons nos armes que quand on nous rendra nos députés

voilà, selon Carrel, ce que répétaient les « hommes sans habit » qui, « les manches de chemise retroussées », fusil au poing, couraient aux barricades.

Il y avait sans doute là de quoi surprendre le directeur d'un journal qui, une semaine plus tôt, parlait d'un ton assez méprisant de « ces couches inférieures de la population, de cette populace où l'on ne rencontre plus d'opinion, où se trouve à peine quelque discernement politique »

Après un vif éloge du peuple de Paris dans la bataille, *Le National* concluait :

“ En un mot, c'est le peuple qui a tout fait depuis trois  
“ jours. On ne l'a ni harangué, ni excité, ni poussé ; il  
“ a obéi à ses sentiments et à ses instincts ; il a été  
“ puissant et sublime. C'est lui qui a vaincu ; c'est  
“ pour lui que devront être tous les résultats de la lutte.

Déjà, dans un numéro commun, *Le Courrier français* et le *Journal du Commerce* avaient écrit :

“ Admirons surtout la conduite de cette classe que  
“ l'orgueil aristocratique avait voulu condamner à  
“ l'ignorance et à la servitude. La classe ouvrière,  
“ avertie par la presse du crime de sept scélérats,  
“ comprend le danger de la patrie et trouve tout à  
“ coup les moyens de la sauver (29 juillet).

Alors la république ? C'est bien ainsi que durent l'entendre nombre de ceux qui veillaient encore aux barricades. De la monarchie de Charles X, de son tardif replâtrage ministériel, de son désarroi, de ce qu'il restait de son armée, pouvait-il encore être question, hors la nostalgie fidèle de quelques élus ? Même la prise d'Alger, revanche d'une politique extérieure souvent jugée trop passive, ne compensa pas dans l'esprit public les fautes de la politique intérieure. On avait tant discrédité l'expédition ! Certains journaux de province, comme *Le Mémorial de l'Yonne*, étaient allés jusqu'à écrire qu'elle avait été montée « tout exprès pour pouvoir donner avec quelque décence le bâton de maréchal de France au transfuge de Waterloo »<sup>74</sup>.

La révolution siégeait en permanence à l'Hôtel de Ville. Elle avait de jeunes chefs ardents (Godefroy Cavaignac, Bastide, Marrast, Étienne Arago, Trélat, etc.) « Plus de royauté ! », assurait-elle dans une proclamation qui s'opposait aux décisions (ou aux intentions) du gouvernement provisoire nommé par les députés. Il est vrai que, La Fayette hésitant, puis se dérochant, la république ne s'incarnait en aucun nom prestigieux. Carrel d'ail-

leurs, son article écrit, était parti pour Rouen : il laissait *Le National* aux mains de Thiers. Quant au *Constitutionnel*, prudemment, il mettait les choses au point :

“ Nous l’avons dit hier : le peuple a tout fait, et par  
“ ce mot... nous avons entendu la réunion de tous les  
“ citoyens. Depuis les plus riches jusqu’aux plus pauvres,  
“ depuis les plus connus jusqu’aux plus ignorés, toutes  
“ les mains se touchaient, tous les cœurs s’entendaient<sup>75</sup>.

Nuance...

Pourtant *La Tribune*, qui reparaît au matin du 30, réclame la liberté, l’égalité — non des mots et des balancements :

Sur le vaisseau-amiral en vue d’Alger



“ Le peuple français a adopté les doctrines de *La Tribune*. Il a prouvé qu’elles étaient dans son cœur.  
“ Si, après tant de sacrifices, il n’obtenait pas la jouissance assurée de tous ses droits, on verrait revenir,  
“ au bout d’un temps plus ou moins long, l’oppression  
“ qui a rendu tous ces sacrifices nécessaires.

Et le lendemain, sur un double recto de couleur saumon, le journal proclame de nouveau sa foi républicaine.

## L’appel au duc d’Orléans

Les heures se suivent, se mêlent. Déjà la bourgeoisie reprend en mains la révolution ; la grande opération orléaniste montée par Laffitte se déroule avec les encouragements réfléchis de Béranger, les bénédictions de Talleyrand et le concours efficace de Thiers. C’est ce dernier qui, le 30, va à Neuilly chercher l’autorisation dont on a besoin pour détourner brusquement la révolution de la route imprévue où elle s’est engagée. Il voit Madame Adélaïde, argumente, la décide. Elle-même aura vite fait de décider son frère. Il s’agit bien dès lors de réserver au peuple « tous les résultats de la lutte », sous la forme où ses chefs l’entendent ! En manière de litanie, des papillons rédigés, tirés au *National*, chantent sur les murs et dans les rues de Paris la gloire du duc d’Orléans :

“ Le duc d’Orléans est un prince dévoué à la cause de  
“ la révolution.

“ Le duc d’Orléans ne s’est jamais battu contre nous.

“ ... Le duc d’Orléans est un roi-citoyen.

“ Le duc d’Orléans a porté au feu les couleurs  
“ tricolores...

Et pour finir :

“ Le duc d'Orléans attend notre vœu... C'est du  
“ peuple français qu'il tiendra sa couronne.

*Le National* du lendemain — samedi 31 — va publier un texte qui mérite de prendre place dans l'anthologie des grands escamotages :

“ Après quinze ans d'un règne odieux et déshono-  
“ rant, la maison de Bourbon est pour la seconde fois  
“ exclue du trône. La Chambre des députés a prononcé  
“ aujourd'hui cette grande détermination en appelant  
“ à la lieutenance générale du royaume la maison  
“ d'Orléans.

“ ... La Chambre a senti qu'il fallait établir un  
“ gouvernement pour remplacer celui qui vient d'être  
“ détruit. Nous avons besoin d'une opération prompte,  
“ forte et active [telle était également l'opinion du  
“ *Courrier français*, ennemi de l'impossible]. Placés  
“ au milieu de l'Europe, entre une foule de puissances  
“ rivales, il nous faut un gouvernement stable et  
“ ferme<sup>76</sup>. La république, qui a tant d'attraits pour les  
“ esprits généreux, nous a mal réussi il y a 30 ans.  
“ Livrée aux rivalités des généraux, elle a succombé  
“ sous les coups du premier homme de génie qui s'est  
“ rencontré pour la soumettre.

“ Il nous faut cette république, déguisée sous la  
“ monarchie, au moyen du gouvernement représentatif...

Après quoi *Le National*, empruntant à Paul-Louis Courier une cinquantaine de lignes alléguées plus haut, laissait au défunt pamphlétaire le soin d'apporter au duc d'Orléans une caution des plus démocratiques.

“ La victoire de Paris, disait de son côté Rémusat  
“ dans *Le Globe*, a proclamé la vacance du trône...  
“ Aucune réconciliation n'est admissible (avec Saint-  
“ Cloud)... La république n'a qu'un défaut, c'est de  
“ n'être pas jugée possible en France. Peut-être un  
“ jour le deviendra-t-elle..... Mais son siècle n'est

## Le ministère Polignac et la révolution de 1830

“ pas venu... Le nom du duc d'Orléans se présente.  
“ Sa position est telle qu'elle peut servir à pacifier le  
“ pays et à nous épargner les hostilités de l'Europe  
“ entière. Il n'a encore pour lui ni la popularité ni la  
“ puissance. C'est un avantage, car il ne peut prétendre  
“ à nous faire ses conditions, il faut qu'il accepte les  
“ nôtres.

Pourtant on a pu écrire que si, au soir du 30 juillet, « la solution orléaniste avait de l'avance, toutes les autres étaient encore possibles<sup>77</sup> ».



Le Directeur du *National*

*Armand Carrel*



Mais déjà les républicains faiblissaient, couvraient leur retraite. Certes *La Tribune* du 31 s'élevait bien contre les conciliabules, manœuvres et intrigues de la quarantaine de députés qui cherchaient sans mandat

« à imposer un gouvernement, à octroyer une dynastie aux citoyens français :

« Cette mission appartiendra sans doute à de nouveaux  
« représentants qui seront élus dans ce but unique et  
« qui émettront d'autant mieux l'opinion nationale  
« que ce ne sera plus une très petite fraction de citoyens,  
« mais tous les hommes dignes de ce titre qui contri-  
« bueront à leur nomination.

*La Révolution*, « journal des intérêts populaires », insistait sur le fait que la lieutenance générale accordée au duc d'Orléans « ne pouvait être envisagée comme un précédent avantageux en faveur de ce prince pour occuper le trône de France. » Il y faudrait « l'assentiment du peuple ».

Ainsi pensaient nombre de groupements et d'associations dont *La Tribune* publiait les déclarations. Mais les lignes que le journal consacrait au duc d'Orléans constituaient une sérieuse reculade :

« Hier encore il pouvait avec avantage s'avouer  
« candidat à la royauté, peut-être aujourd'hui est-il  
« trop tard. Nous disons : peut-être, parce que, malgré  
« nos opinions patriotiques..., nous n'avons pas la  
« prétention d'imposer la république à la France et  
« que nous reconnaissons aux citoyens le droit de  
« demeurer libres ou de se laisser faire encore une  
« fois sujets.

En somme, « le programme de l'Hôtel de Ville », en avance sur l'époque, insuffisamment soutenu par des chefs dont le courage manquait d'autorité et de rayonnement, allait s'incliner devant l'audace, comme devant la rapidité, de ceux qui, étant les plus forts, disposant de la « légalité parlementaire », imposeraient pour un temps

une solution moyenne entre l'absolutisme vaincu et la république menaçante. Le langage du fait accompli dominait la voix des idéologies ; la révolution politique s'achèverait en un partage avec la contre-révolution sociale.

Pendant plusieurs jours, les anciennes feuilles de l'opposition, *Le Temps* notamment, participèrent, par leurs articles et leurs interventions auprès des membres de la Chambre, à l'édification du régime nouveau. Les dissertations juridiques se mêlent aux arguments empiriques, donnant un contenu, lui aussi nouveau, à la notion traditionnelle de monarchie.

Après avoir écarté le duc de Bordeaux à qui Charles X ne pouvait transmettre la couronne puisque, « la Charte violée, il l'avait perdue », *Le National* du 3 août écrivait sans plus de formes :

“ D'ailleurs nous avons la victoire pour nous... Elle  
“ nous a rendu la disposition de la couronne de France.  
“ Nous en disposerons comme il nous plaira et en faveur  
“ d'un prince qui reconnaîtra la tenir de nous.

*Le National* ne manquait pas de souligner, pour les uns comme pour les autres, la bonne fortune du pays :

“ Le prince qui a été appelé à la tête des affaires...  
“ trouve dans sa position un principe d'ordre et, dans  
“ la nature populaire de son élévation, un principe  
“ de durable liberté. Il est ainsi l'expression des deux  
“ grands besoins de la France (2 août).

La question de la nouvelle Charte soulevait des difficultés. *Le Temps* ne voulait pas qu'on dise : « La Charte sera désormais une vérité », comme on l'avait d'abord fait écrire au duc d'Orléans dans sa proclamation aux Parisiens. Il se réjouissait de la rectification — toute provisoire — du *Moniteur* qui imprimait : « une Charte ». Et il expliquait qu'il voulait « une Charte née de la libération du 28 juillet, et non la Charte née de l'invasion de 1814 ». Quelques jours plus tard le même journal insistera :



La Fayette, vu par Devéria

“ L’œuvre est accomplie. Une déclaration des droits  
“ est rédigée. LA Charte est devenue UNE Charte.  
“ Voilà une constitution et un monarque. Nos vœux  
“ sont exaucés. Le règne de la monarchie constitution-  
“ nelle commence (8 août).

Et encore :

“ Nos destins sont fixés. Un roi-citoyen vient de jurer  
“ son bonheur à un peuple-roi. Il y a non seulement  
“ entre Charles X et Philippe I<sup>er</sup> la distance du droit  
“ divin à l’élection. Il y a celle encore qui sépare un  
“ cœur perfide d’un cœur honnête et loyal (10 août).

« Un honnête homme, précisait *Le National*, plein de  
vertus, de dignité, de modestie. »

*Le Globe* publiait un écho apologétique, qui sera démenti  
sur Lafayette assimilant, d’un mouvement de bras,  
la République et le duc d’Orléans.

Ayant de longue date proclamé qu'il fallait « ne changer que la famille régnante, irrévocablement conjurée contre l'ordre constitutionnel », *Le National* s'était pour sa part opposé à ceux qui souhaitaient, avec « le parti de l'Hôtel de Ville », bâtir de fond en comble une nouvelle Charte. Où s'arrêterait-on à s'engager dans cette voie ?

“ Nous avons un roi, pouvait-il écrire bientôt... Il  
“ sait qu'il tient tout de nous, il l'a déclaré et signé  
“ (10 août).

Et les républicains ? Non sans amertume *La Tribune* constatait que « les prétendus défenseurs des droits du peuple » qui avaient attendu la victoire pour se manifester, avaient fait depuis « tout ce qui pouvait tendre à paralyser l'élan national... à nous replacer au point où nous étions avant d'avoir foudroyé les satellites de la tyrannie ».

“ C'est pour nous désarmer, continuait-elle, que (la  
“ Chambre des députés) improvise en quelques heures  
“ un nouveau trône, une nouvelle Charte constitution-  
“ nelle et une nouvelle dynastie.

Mais de quel droit ? Le journal se rabattait en attendant mieux sur un impossible référendum :

“ Espérons que Louis-Philippe... fera confirmer son  
“ élection par la nation elle-même, librement consultée...  
“ 200 députés, sans mission *ad hoc*, nommés par  
“ 80.000 électeurs sur 32 millions de citoyens, n'ont pu  
“ lui conférer qu'un pouvoir sans fondement ; le peuple  
“ seul peut lui donner de véritables droits.

Quant aux *Débats*, même s'ils ont regardé un instant<sup>78</sup> vers Henri V, leur hésitation n'a pas été longue. Avant que Louis-Philippe ne fût proclamé roi, ils ont signifié aux Bourbons et à leur descendance un solennel congé. Non sans quelque outrance peut-être, la *Physiologie de la presse* devait en quelques lignes résumer l'aventure : « Les citoyens se lèvent, le canon gronde, le pèlerinage

d'Holyrood s'accomplit et, le lendemain de la victoire, le *Journal des Débats*, qui a sonné le dernier glas funèbre, est le premier à entonner le *Te Deum* » en faveur de la monarchie nouvelle<sup>79</sup>.

Après quelques jours d'interruption, *La Gazette* et *La Quotidienne* reparurent — *La Gazette*, le 31 juillet, *La Quotidienne*, le 1<sup>er</sup> août. Bientôt ce dernier journal publiait une note très digne : sans renoncer à ses sentiments bien connus pour une monarchie dont il voulait espérer que le sort n'était pas définitivement réglé, il s'efforcerait, s'il le fallait, de « se résigner » aux conséquences des événements intervenus. Avec « franchise et modération » il signalerait le cas échéant au nouveau pouvoir les erreurs qu'il pourrait commettre (5 août).

Dès le 10 août, *La Gazette* faisait une déclaration de principes qui déjà sapait par la base le règne de Louis-Philippe. « Dans quelle situation, demandait-elle, se trouvera le prince qui vient de s'asseoir sur le trône de Charles X, de Louis XIX et d'Henri V ? » Il aurait contre lui « ceux qui adhèrent à la légitimité », puisqu'il a pris la place du roi légitime, et « ceux qui ont foi dans la souveraineté du peuple », car il n'est pas l'élu du peuple, mais d'un certain nombre de députés dont le geste, qu'aucun mandat n'autorisait, n'apporte rien à « la nullité radicale de tout ce qui a été fait ».

Il y a donc, poursuivait *La Gazette*, un titre caduc à la sommité des pouvoirs. Il y a, dans la société, désordre moral, dissidence, conflit, guerre intestine des consciences et des volontés.

Cela permettrait parfois des manœuvres communes, plus ou moins concertées.





# LA MONARCHIE DU ROI-CITOYEN

## Diversité et vigueur des oppositions

Peut-être *La Gazette de France* faisait-elle la partie belle au roi-citoyen en ne décelant contre lui, à l'origine, qu'une double opposition — cette opposition qui avait été fatale à la dynastie précédente. Il faut dire davantage. Plus qu'un parti bonapartiste, il y a une légende napoléonienne qui, sans se confondre pleinement avec elle, fortifiera la résistance libérale. La république d'autre part n'aura pas seulement à son service les « patriotes » qui estiment qu'on les a frustrés du régime politique qu'ils attendaient, comme de la revanche sur la Sainte-Alliance qu'ils espéraient. Juillet a donné une voix à la révolte populaire, soucieuse d'une transformation sociale que le conservatisme de la nouvelle monarchie trouvera à plusieurs reprises dressée contre lui. Dès septembre, une affiche de la « Société des Amis du peuple » attaque

l'égoïsme de la bourgeoisie. Dès septembre aussi, une presse ouvrière fait son apparition : le *Journal des ouvriers*, *L'Artisan*, *Le Peuple*. Ils ne dureront pas, mais on en verra naître d'autres. L'un d'eux, avant de mourir, a écrit dans son numéro du 30 octobre : « Les trois journées de Juillet n'ont eu d'autre résultat qu'un changement de dynastie... Elles promettaient davantage. » Condamnation décisive qu'une plume saint-simonienne avait déjà formulée le 15 août : « La révolte sainte qui vient de s'opérer ne mérite pas le nom de révolution. Rien de fondamental n'est changé dans l'organisation sociale actuelle. » C'est le moins qu'on puisse dire et la faim va faire des ravages. L'émeute lyonnaise de novembre 1831 le rappellera tout spécialement.

Notons en outre que, par-delà ses divergences, la presse a affirmé et affermi son pouvoir spécifique. « Qui t'a fait roi ? » pourrait-elle dire à Louis-Philippe. Elle agit comme si elle le disait. Et, selon le mot d'un historien, « l'insurrection, fréquente dans la rue, sera (les premiers temps) permanente dans la presse ». Ainsi complété, le verdict de *La Gazette* était exact. Même s'il faut attendre 1832 pour que l'opposition républicaine prenne vraiment conscience de sa force et s'organise méthodiquement, la Monarchie de Juillet doit cette malchance à ses origines qu'elle a tout à la fois pour adversaires ceux qui vont lui reprocher de les trahir et ceux dont elle a pris la place. L'insurrection de décembre 1830 à l'occasion du procès des ministres, le sac de Saint-Germain-l'Auxerrois et de l'archevêché, d'autres émeutes politiques ou socialo-économiques occupent le devant de la scène, provoquent des réactions diverses. En tout cas la double opposition des républicains et des légitimistes inclina très vite le nouveau gouvernement à assortir de rigueurs sensibles sa bienveillance initiale à l'égard des journaux<sup>80</sup>.

Voici d'ailleurs, non loin de là, un homme qui lutte sur un plan à certains égards différent, à son poste personnel. Lamennais croit maintenant à l'avènement inéluctable de la démocratie — une démocratie qui devra garantir à tous ces biens essentiels : liberté de religion, d'enseignement, de presse, d'association, droit

électoral sagement aménagé, amélioration du sort des masses, émancipation des peuples asservis. Déjà lorsqu'au début de 1829 il écrit *Des progrès de la révolution et de la guerre contre l'Eglise*, lorsqu'il parle de cette « impuissance (de) toute nation chrétienne (à) supporter un pouvoir purement humain qui... n'a de règle que sa volonté », il est bien près du libéralisme politique actif sous les attaques multiformes duquel la royauté devait sombrer. Mais l'idée de Lamennais, c'est qu'il appartient à l'Eglise de prendre la tête du vaste mouvement contemporain, générateur de tant d'aspirations ardentes : elle ne pourra le faire qu'après s'être dégagée de tout ce qui l'attache au pouvoir et au passé et donc l'éloigne du peuple et du présent. Que le nouveau gouvernement néglige pour sa part ou bouscule, à l'intérieur comme en politique étrangère, le programme d'intégrale liberté ainsi fixé et, à partir d'octobre 1830, dans l'*Avenir* qu'ils viennent de fonder, Lamennais et ses collaborateurs attaquent vigoureusement.

Ce n'est pas que, sur le fond, le régime actuel paraisse au chef de l'École très différent de cette république que d'aucuns, « dit-on, travaillent à établir ». Certes, « il existe encore un roi, c'est-à-dire un homme qu'on appelle sire, qu'on loge dans un palais et à qui on donne chaque année une grosse somme d'argent pour signer des ordonnances qu'il ne fait pas ». Mais, depuis seize ans, « la puissance dernière » réside dans la Chambre et donc dans ceux qui la nomment.

Or ces lignes, où quelque paradoxe se mêle à une déférence assez douteuse pour la fonction royale, n'empêchent pas *L'Avenir* de constater que la Charte est loin d'avoir donné tout ce qu'elle a promis, notamment un équitable système d'administration, fondé sur un juste système d'élection. D'où cette formule d'une obéissance, toute conditionnelle et contractuelle, au souverain, que Lamennais développe dans son journal, après avoir dénoncé (26 novembre) un certain nombre de mesures hostiles au catholicisme :

“ A quel titre le souverain que nous a fait la révolution de juillet règne-t-il ? En vertu du choix natio-

“ nal, sous la garantie des serments qu’il a prêtés...  
“ de maintenir la liberté religieuse et de donner la  
“ liberté d’enseignement... Que si (ces serments) n’ont  
“ pas cessé d’être obligatoires, d’où vient l’oppression  
“ qui pèse sur nous ? Ou le pouvoir ne peut pas ou  
“ il ne veut pas, en ce qui nous concerne, être fidèle  
“ à ce qu’il a promis. S’il ne le peut pas, qu’est-ce que  
“ cette moquerie de souveraineté, ce fantôme misé-  
“ rable de gouvernement et qu’y a-t-il entre lui et nous ?  
“ Il est à notre égard comme s’il n’était pas... S’il ne  
“ le veut pas, il rompt le contrat qui nous liait à lui,  
“ il déchire son titre ; car nous nous tenons obligés  
“ à lui être soumis, à le soutenir, mais à la condition  
“ expresse qu’il tiendra lui-même ses engagements  
“ envers nous : sinon, non...<sup>81</sup>.

### « Cinq cents procès en deux ans »

Journaux républicains et carlistes se dépensent sans compter. Tandis que le régime se cherche à son tour, puis s’efforce avec Périer de se stabiliser et de se durcir, dans un cadre d’événements, de périls et de contradictions multiples, ils sont en butte aux saisies, aux poursuites, aux procès que le pouvoir ne leur ménage pas, aux condamnations que, sans y réussir, il voudrait plus fréquentes et encore plus lourdes. Alors que la révolution victorieuse s’est faite pour libérer la presse, Anselme Petetin, du *Précurseur* de Lyon pourra parler des « cinq cents procès intentés en deux ans par la quasi-légitimité<sup>82</sup> ». Il n’est pas sans intérêt de demander aux archives quelques précisions sur ce point.

De 1830 à 1841, la Cour d’assises de Paris a prononcé, à l’encontre surtout des journaux et des brochures politiques, 244 condamnations pour délits commis « par la voie de publication ». Dans le même temps, le Tribunal correctionnel de la Seine en a distribué 340 pour des infractions en partie relatives au cautionnement et aux formalités de parution. Quant à la Chambre des appels,

elle a totalisé 142 sanctions pénales. Considérons les condamnations portées par la Cour d'assises. De beaucoup le plus grand nombre, 204, sont antérieures à 1836<sup>83</sup>. La seule année 1832 en compte 69, parmi lesquelles figure un « inconnu », du nom de Daumier, pour une lithographie intitulée « Gargantua ».

Offenses au roi, atteintes à son autorité constitutionnelle, excitations à la révolte, outrages aux ministres, comptes rendus des débats judiciaires, voilà les motifs les plus ordinaires de ces condamnations.

Au début, *La Révolution de 1830* de Fazy et Thouret et les *Cancans* (carlistes) de Bérard sont les plus souvent frappés. *La Tribune* d'Armand Marrast et Sarrut ne tarde pas à les rejoindre et à prendre la tête du « martyrologe ». C'est sur elle que tombent, de beaucoup, les plus fortes amendes : 22.000 francs en 1832 et jusqu'à 24.000 dans la seule audience du 12 octobre 1833. Encourent eux aussi les foudres du nouveau régime : à droite, *La Quotidienne*, l'éphémère *Courrier de l'Europe*, *La Gazette de France*, des organes satiriques : *Brid'Oison*, *La Mode*, *Le Revenant* ; à gauche, *Le National*, *Le Charivari*, *La Caricature*, *Mayeux* et, dès sa fondation à la fin de 1834, *Le Réformateur* de Raspail<sup>84</sup>.

La grande presse — feuilles du « mouvement » ou feuilles carlistes — ne laisse passer aucun événement de politique intérieure ou étrangère sans philosopher à son propos.

En un diptyque rigoureux, *La Quotidienne* pourchasse le contre-sens perpétuel dans un gouvernement qui, à la fois, « proclame le principe de la souveraineté populaire » et veut la monarchie — une souveraineté populaire qu'il viole du reste en d'innombrables occasions, une monarchie qui repose sur la méconnaissance du droit royal originel (8 janvier 1831).

Le journal légitimiste relève, dans la situation du pays, l'effet constant de tant d'illogisme :

“ A l'extérieur on immole sa dignité, à l'intérieur  
 “ on ne fait preuve que de faiblesse et d'indécision...  
 “ Aussi la défiance est partout. Cette incertitude...  
 “ pèse d'un poids énorme sur tous les intérêts... Ce

## La monarchie du roi-citoyen

“ n’était pas la peine de *sauver* la France pour l’abaisser  
“ et la ruiner (9 janvier).

Cette révolution, « qui n’a pas réussi à produire un homme, un acte, un système », accumule les contradictions. Elle en est « réduite à souhaiter de se défaire



Daumier : Ne vous y frottez pas

(en France) de l’esprit révolutionnaire », en l’envoyant « à l’étranger » où elle conspire ou cherche à conspirer. Mais avec quels tremblements sans gloire (10 janvier) !

“ C’est un déplorable spectacle que celui d’un gou-  
“ vernement se félicitant en secret de tous les embarras



“ qu’il suscite aux autres États, suppliant et agenouillé  
“ sur la frontière dès que l’Europe le regarde.

Bref tout se résume en « déceptions, bassesses, malheurs, catastrophes, inepties, infortunes, indignation et dégoût ». Ces « bassesses » du gouvernement, *La Tribune* les



Daumier : Gargantua

verra surtout dans la facilité humiliante avec laquelle celui-ci s’incline, jour après jour, devant les volontés de la Sainte-Alliance des rois et s’entend avec elle contre « la liberté, les lumières, les peuples ». Carrière pleine de périls et d’abîmes pour le monarque aveugle qui a suit :

## La monarchie du roi-citoyen

- .. Toute une famille de rois y a été précipitée... Est-il
- .. écrit dans les destinées de la France qu'il faut encore
- .. d'autres exemples, d'autres leçons (2 juillet 1832) ?

Le double jeu personnel de Louis-Philippe à l'égard des monarques étrangers comme des nations qui se soulèvent un peu partout, son ardent désir d'asseoir son trône en sauvegardant la paix, la déception des républicains, dont beaucoup avaient espéré la réunion de la Belgique à la France, tout bouillants d'impatience en tout cas pour la libération des peuples asservis, ce qu'il y avait d'équivoque dans la formule française de non-intervention et la manière dont Laffitte, puis Casimir Périer l'appliquèrent, permettent de comprendre la diversité des jugements que la presse de la droite et de la gauche porte alors sur la politique extérieure du gouvernement.

Les excitations enthousiastes et les encouragements aux nations opprimées n'y manquent pas. Aux « intrépides Belges », aux « vaillants Polonais » *Le Constitutionnel* fait entrevoir le peuple français poussant un jour, « de sa voix frémissante, le cri libérateur : aux armes ! aux armes ! » Adversaire de « la paix à tout prix », Carrel voudrait jeter dans la guerre contre la Sainte-Alliance les millions de citoyens-soldats qui, après avoir conquis leur propre liberté en 1830, souhaitent aider les peuples à conquérir la leur. Il vitupère « la lâcheté de notre diplomatie, ce gouvernement jacobin peureux ». « Il y avait plus de fierté sous le jupon de la Pompadour. » Ces violences, *L'Avenir* les prodigue lui aussi au fur et à mesure que le roi et les ministres abandonnent la Pologne à son malheureux destin.

« Un égoïsme sec et froid, dit-il, a pénétré dans toutes les sommités sociales. » Et le journal supplie la France de se « laver de la honte d'une trop longue inertie », le ministère, de sortir de cette « sorte de prostration devant l'étranger » qui ne mérite que le mépris.

Mais les intrigues de la politique intérieure donnent d'autres tracasseries au gouvernement.

## La monarchie du roi-citoyen

L'émeute qui, Périer mort, se déroule les 5 et 6 juin 1832 en marge des obsèques du général Lamarque, la tentative vendéenne de la duchesse de Berry sont des occasions spectaculaires pour remettre en cause le principe de la nouvelle monarchie. L'opposition républicaine parle de « provocations insultantes envers le peuple, de mitraillades », du sang qui couvre les mains du pouvoir, de cet « ordre public » pour lequel les fusils des gardes nationaux ont fait « merveille ». Déjà *La Tribune*, toujours sur la brèche, est en marche vers sa 60<sup>e</sup> saisie et *Le National*, où Carrel s'est enfin prononcé pour la république, connaît à son tour maintes tracasseries. Il est vrai que l'un et l'autre ne négligent aucune possibilité — même contestable — d'attaque.

Le 2 juillet, une circulaire de Barthe, ministre de la Justice, invite les procureurs généraux à sévir contre les feuilles qui contestent la légitimité du régime et songent à une restauration de la dynastie déchue ou à la république. C'est ce que Chateaubriand — déchaîné — et *Le National* ne manquent pas de faire en des formules

### DETAILS EXACTS ET OFFICIELS

L'attitude de Madame la duchesse de BERRY, déguisée sous un costume Vendéen, et sur l'arrivée à son appartement de M. GUERIN et de Mademoiselle de KERSANT, les deux personnes qui l'ont accompagnée, et la nouvelle occasion, et la réponse faite par la duchesse de Berry complétée à ce sujet.



## La monarchie du roi-citoyen

suffisamment explicites : « Nous sommes de ceux, dit *Le National* (pourtant il n'a pas poussé le peuple vers les barricades de juin), qui ne se rallient point et qui ne se rallieront jamais au principe du gouvernement. »

Dans une atmosphère d'assignations et de procès incessants où s'entrecroisent acquittements et condamnations, Carrel poursuit, pendant l'année 1833, une lutte sans répit. Certes, il est trop nuancé, à bien des égards, pour adopter une attitude « montagnarde » et approuver dans toutes ses initiatives et tous ses manifestes la *Société des Droits de l'homme*. Mais souvent sa passion, les événements, l'exemple des autres l'entraînent à des défis arrogants au roi, originairement « sans droits », défis dont sans doute sa raison désavoue l'arrogance. Il ne recule pas davantage devant des rappels à la simple pudeur, quand le gouvernement fait publier, par exemple, la déclaration de la prisonnière de Blaye sur sa grossesse :

“ Dans nos humbles familles plébéiennes, on ne sait  
“ pas livrer à la malignité publique les faiblesses de  
“ son sang pour en retirer un grossier profit. Cette  
“ protestation d'un genre tout particulier n'est faite  
“ que pour les royautés parvenues. Elle marque Louis-  
“ Philippe au front du signe de Caïn, elle l'attache  
“ au pilori et le met au niveau des habitants des bagnes.

Si la presse d'opposition est si souvent saisie et poursuivie, c'est que beaucoup de ses articles mettent en cause l'inviolabilité du roi, inscrite dans la Charte. Pour *La Tribune* d'ailleurs il s'agit là d'un « dogme menteur » : il impute injustement à des ministres, qui « signent » et disparaissent, la responsabilité que devrait normalement encourir « la main invisible mais toujours présente » du prince. Aussi bien l'histoire s'est-elle souvent prononcée contre cette fiction immorale, témoin l'attitude des peuples à l'égard de Louis XVI, de Louis XVIII en 1815, de Charles X, de Napoléon (27-29 juillet 1832).

A chaque anniversaire des journées de 1830, les polémiques reprenaient sur la légitimité de la monarchie nouvelle. Si les *Débats* s'obstinaient à l'établir, carlistes

et républicains ne se lassaient pas d'en dénoncer l'origine fallacieuse ou les suites infidèles. *La Tribune* notamment énumérait les trahisons du pouvoir, les déceptions du pays. Que Louis-Philippe se flatte d'avoir reçu, en passant la revue de la garde nationale, des témoignages « plus éclatants que jamais » de l'affection populaire :

“ Ah ! Sire, écrit ironiquement le journal, votre  
“ excellent cœur vous abuse et trompe vos souvenirs.

Et il oppose à l'enthousiasme plein d'espérance de la révolution, la froideur muette avec laquelle le roi est accueilli maintenant, au milieu de son cortège qui est devenu une véritable armée.

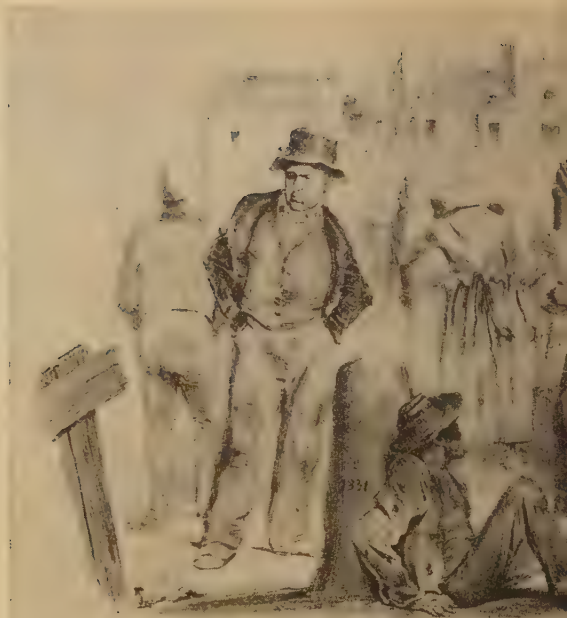
“ Quand tout est frayeur de votre part, indifférence  
“ ou dédain de la part du peuple de Paris, quand vous  
“ entendez à deux pas de vous la réprobation éner-  
“ gique de votre système, etc.

Un jour que, dans une harangue, le roi a évoqué « l'odieux régime » de la Terreur, *Le National* demande de quel droit un ancien « membre de la Société des Jacobins » viendrait rendre les actuels républicains responsables des « égarements » du passé.

“ Non, la liberté d'aujourd'hui n'entend pas répondre  
“ de toutes les horreurs qu'enfanta, il y a quarante  
“ ans, le machiavélisme orléaniste pour tuer la branche  
“ aînée par la révolution, la révolution par ses excès  
“ et régner sur les cadavres de l'une et de l'autre  
“ (16 septembre 1833).

Cependant la « petite presse » s'attachait surtout à ridiculiser ou à insulter la personne du roi. Très vite « la campagne d'irrespect » se mêle ici à la polémique doctrinale et la submerge. « L'irrespect » va jusqu'à représenter Louis-Philippe en Judas !

Les *Cancans* de huit pages dont Bérard publia quelque soixante-dix numéros dans les premières années du règne, changeaient d'épithète à chaque livraison : *politiques*,



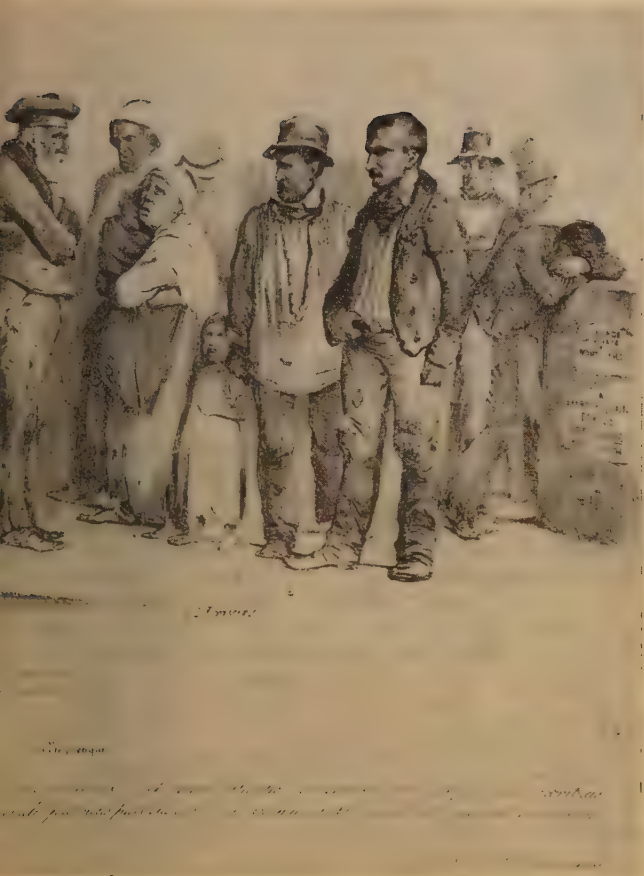
*Repos-toi, pauvre peuple, au lieu d'un milliard, impôts  
que le bon peuple ennuieux, pauvre, hélas, ne peut  
payer, car il est pauvre et misérable.*

*E. P. P.*

**Peuple repose-toi!**

*populaires, universels, inexorables, incorrigibles, flétris-  
sants, persiflants, furibonds, etc., y compris, comme  
il se doit, un Plus de cancans, après la saisie des pre-*





Caricature de Traviès

miers numéros, des *Cancans correctionnels*, des *Cancans* à Sainte-Pélagie et des *Cancans persécutés*, à l'occasion de leur quatrième procès. Ils obtinrent « un succès

## La monarchie du roi-citoyen

énorme », assurera dix ans plus tard *Le petit Rivarol*.

Que de sarcasmes envers le « Juste-milieu » et « le trône-parapluie », que d'insolences envers le roi, désigné sous les noms les plus vexants. Prose et poésie sont mises à contribution pour stigmatiser l'avidité de Louis-Philippe :

“ Le peuple en ce jour le couronne,  
“ Ce bon prince avide d'argent ;  
“ On a beau dire qu'il se donne,  
“ Moi, je crois plutôt qu'il se vend.

Il y a des cascades d'insinuations cruelles pour la branche orléaniste et son chef.

“ Eh bien ! condamnez-moi, écrit Bérard, accusé  
“ de lèse-majesté, car mon père n'était point un régicide...  
“ condamnez-moi, car je n'ai jamais passé à l'ennemi...,  
“ je n'ai jamais conspiré contre mon roi,  
“ ni contre mon bienfaiteur, ni contre celui qui m'avait  
“ rendu l'honneur et la fortune... Condamnez-moi,  
“ car je n'ai pas, par de viles considérations d'intérêt,  
“ accueilli chez moi la femme coupable que la société  
“ repousse de son sein ; je ne me suis pas enrichi de son  
“ forfait.

La « femme coupable » dont il s'agit, c'est la baronne de Feuchère à qui la rumeur impute l'étrange pendaison du dernier des Condé, dont le somptueux héritage vient d'échoir au duc d'Aumale. Les *Cancans* s'épuisent à évoquer de mille manières cet accident aussi mystérieux que bénéfique :

“ Une femme, une furie obsédait ce malheureux  
“ vieillard... Le sultan Mahmoud a envoyé complimenter M<sup>me</sup> de F...

De 1832 à 1834, deux quotidiens carlistes, *Le Revenant*, qui deviendra *L'Avant-garde*, et *Brid'Oison*, qui deviendra *La France*, s'appliquent au maniement de la satire. Au début de 1833, le premier n'a pas craint d'imprimer

— un peu trop vite — des soupçons infânants pour le roi et son gouvernement sur la santé de la duchesse de Berry :

“ Vienne une fatale nouvelle et ... nous jurons qu'on  
“ ne demandera pas où sont les royalistes. Une vie  
“ ne peut être payée que par une autre vie... Rendez-lui  
“ donc la liberté si vous ne voulez pas qu'on vous  
“ soupçonne...

Plaisanteries acides sur les petitesesses du règne, formules indignées contre « le régime de sang, le despotisme » qui le caractérisent, on trouve tout cela dans *Brid'Oison* comme dans *Le Revenant*. Avec des insolences à l'égard du roi, « la Pensée Immuable, qui n'est pas bête, qui est bien à la fois ce qu'il y a de plus plat, de plus faux, de plus hypocrite et de plus adroit » et qui s'arrange pour glisser, dans la promotion des généraux, les noms du duc d'Orléans et du duc de Nemours. « Attachés au râtelier de l'État (ils mangeront) leurs bottes de foin payées par le budget » (*Brid'Oison*, 2 juillet 1834).

## Philipon et ses créations

Mais voici, pour la monarchie, un adversaire redoutable : le lyonnais Charles Philipon (1800-1862). Il a un talent d'organisation hors pair, excelle à grouper des équipes de dessinateurs somptueux, invente à profusion les sujets de satire, assortit de « légendes cinglantes » les lithographies des autres. Avec la maison Aubert, qu'il a mise sur pied au passage Véro-Dodat, il possède une place de guerre imprenable<sup>85</sup>.

Déjà, en 1829, il a collaboré à *La Silhouette*, l'ennemie de Polignac. Le 4 novembre 1830, il fonde un hebdomadaire, naturellement illustré, *La Caricature*, « morale, religieuse, littéraire et scénique » et, comme le nouveau roi semble oublier les promesses du duc d'Orléans, Philipon ne tarde pas à les lui rappeler. Dès le 27 janvier

1831, il raconte, sur le mode ironique, le jugement d'une certaine... Françoise Liberté, née à Paris en 1790, que la Cour prévôtale vient de condamner sévèrement pour ... avoir participé à la révolution de juillet. Une lithographie de Decamps traduit en bref les fantaisies du pamphlétaire. Peu après, Aubert publie à part une autre lithographie — de Philipon celle-là — « les bulles de savon » qui, sous une forme des plus parlantes, met en cause les engagements non tenus du régime. Philipon en tire prétexte pour rédiger toute une suite de « considérants » astucieux à l'appui de la saisie qui vient d'être ordonnée contre l'image subversive.

Très vite des planches hautes en couleur ou froidement amères, comme celles de Grandville, ont stigmatisé la mort des libertés pour lesquelles on avait combattu. L'audace croît sans cesse, d'autant plus inquiétante qu'elle ne craint pas plus la monotonie que les charges outrageantes et maintes fois se contente de peu.

Certaines légendes ont, brièveté en plus, la valeur d'un « premier Paris ». Celle-ci par exemple, sous un dessin de Traviès qui représente des hommes du peuple, un an après la révolution, et les invite, d'un crayon sarcastique, à se reposer sur les résultats de leur victoire :

“ 18.000.000 de liste civile, budget d'un milliard,  
“ impôts augmentés, lois de privilège, visites illégales,  
“ arrestations sans motif, prisons encombrées, coups  
“ de Bourse, marchés onéreux, paix honteuse, commerce  
“ anéanti, couleurs nationales proscrites, patriotes  
“ assassinés, assommeurs publics payés, trésor gaspillé,  
“ sinécuristes, traîtres de lèse-nation et peuple misérable.

*La Caricature* avait été déjà poursuivie un nombre respectable de fois (elle comptera une vingtaine de saisies au début de 1832) lorsque, le 14 novembre 1831, Philipon se vit condamner à six mois de prison pour outrages à la personne du roi. Le journal avait publié deux lithographies, dont l'une campait un Louis-Philippe, travesti en maçon, qui s'employait à effacer les inscriptions de Juillet. C'est au cours de cette audience que le lyonnais, se défendant d'une double insolence par une troisième



plus pimentée encore, allégua qu'il ne convenait pas d'évoquer la personne du monarque parce qu'un dessinateur crayonnait sa tête pour symboliser le pouvoir. S'il fallait se fier aux ressemblances, où irait-on ? Et le caricaturiste exhiba au tribunal la fameuse série qui, partant de la physionomie royale, aboutissait, en quatre étapes, à une simple poire.

La poire va dès lors devenir, chez Philipon, le symbole de la monarchie-citoyenne. Traviès l'utilise couramment dans *La Caricature*. Daumier aussi et d'autres, lorsque les favoris du roi, particulièrement chers à Grandville, son toupet, son ventre ne leur paraissent pas suffire pour le silhouetter de biais, de dos ou de face, dans les postures les plus humiliantes, en des incarnations qui obsèdent. La poire surgit de partout, en toutes occasions, dans l'imprévu des pochades comme sous le couteau ou dans la dextre de Mayeux. Plus que jamais, avec le renfort des publications Aubert, le ridicule est jeté de manière quasi permanente sur ce roi contre lequel on ne se lasse pas, en outre, de soulever l'indignation en dénonçant ses escamotages. Le double souci apparaît notamment dans ce numéro du 7 juin 1832 de *La Caricature* où Philipon présente, avec un commentaire *ad hoc*, un « projet de monument expiatoire » (sic) à élever place de la Révolution. Il s'agit d'une poire colossale qu'on dresserait « sur un piédestal bien simple, bien bourgeois. » Le piédestal porterait gravée « en lettres de sang », l'addition suivante : « 27, 28, 29 ; résultat : zéro. »

Tout le numéro est fort virulent. L'héritier — « Poulot » — et Léopold de Saxe-Cobourg, le futur mari de la princesse Louise, n'y sont pas épargnés. L'« autopsie » éventuelle de Louis-Philippe lui-même y donne lieu à des plaisanteries dont le bon goût n'est assurément pas la vertu majeure. Mais aussi à des sarcasmes sur « ce grand roi qui eut tant de génie et qui n'avait, dans sa boîte osseuse, qu'une si petite cervelle, ce guerrier si vaillant, ce héros de Jemmapes, ce prince si chatouilleux pour l'honneur de la France... » Le roi qui exaltait si volontiers sa présence à Jemmapes et à Valmy n'osa plus en parler.

Pendant des mois, *La Caricature* peut ainsi mettre et retourner sur la claie le monarque, sa famille, les ministres,



les pairs, les députés, les magistrats (Persil, Dupin aîné, tant d'autres), bientôt les juges des accusés d'avril. Les planches de Daumier, en si grand progrès depuis son rude « Gargantua » de la fin de 1831, comme celles qu'il donne au *Charivari* ou à l'*Association mensuelle lithographique* (Ne vous y frottez pas, Le ventre législatif, Enfoncé Lafayette, Rue Transnonain) clouent féroce-ment au pilori le régime et son chef.

Philipon a fondé *Le Charivari* au mois de décembre 1832. Il lui fallait maintenant un organe d'attaque quotidienne. Cette guerre implacable emplit les quatre pages du journal, déborde des articles qui exploitent l'actualité, du dessin qui la résume cruellement, des échos et surtout des « carillons » qui unissent l'esprit de satire à l'esprit de pure invention. C'est une gageure dont un Lamennais s'émerveille dans une lettre à la comtesse de Senfft : « Quant au *Charivari*, dans sa gaîté spirituelle et originale, il est avec *La Caricature*, le seul des petits journaux qu'on puisse lire. »



Louis-Philippe, son parapluie, ses écus, son passé, ses discours, ses voyages, ses défauts réels ou supposés alimentent chaque jour la campagne d'impertinence, pour la plus grande joie, pendant un temps, des carlistes eux-mêmes. Souvent, pour ne pas écrire le nom du roi, on l'appelle : Quelqu'un, Chose, Cassette, Harpagon. Et chez lui on incrimine tout — y compris l'intelligence, ce qui est abusif.

On lui conseille de se garder des comparaisons :

“ Un journal donnait hier comme historique le mot  
“ suivant, attribué à Louis-Philippe : « Les trois  
“ partis qui divisent la France ne comptent chacun  
“ qu'un homme de talent. Les légitimistes ont Cha-  
“ teaubriand, la République, Armand Carrel, et MOA  
“ pour le Juste milieu. » « Pauvre Juste milieu »

*Le Charivari* se pose parfois des questions graves : vaudrait-il mieux, par exemple, « que Louis-Philippe abdiquât et que le titre de roi-mitoyen (sic) passât du père au fils avec le sceptre et le riflard de la dynastie » ? Un autre jour on nous montre le monarque donnant à « son présomptif » toute une suite de conseils fallacieux. Que celui-ci prenne en tout le contre-pied de la politique présente. Le peuple se dira : « Le vieux n'en a pas pour longtemps. Il faut attendre. Ah ! quand l'héritier du roi sera roi ! » Et *Le Charivari* de conclure :

“ C'est cette excellente confiance du peuple dans les  
“ intentions du successeur qui sauve le roi régnant  
“ et perpétue les dynasties.

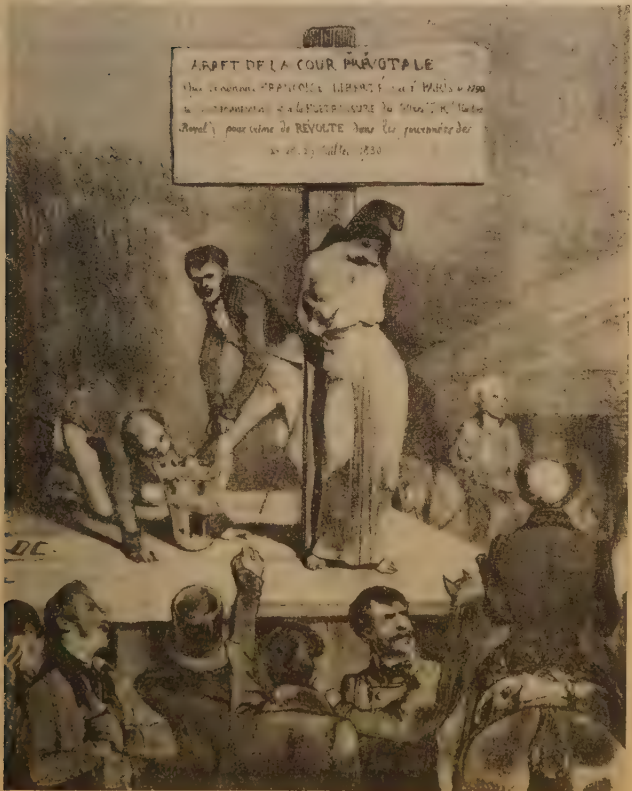
La Cour d'assises de la Seine ne vit d'ailleurs là qu'une de ces plaisanteries permises aux petits journaux et acquitta le délinquant à l'unanimité (14 janvier 1835).

Il va sans dire que « l'avarice » de Louis-Philippe faisait sonner d'innombrables « carillons ».

“ En apprenant que le roi Guillaume a refusé les  
“ offres d'argent qui lui sont faites par les banquiers  
“ d'Amsterdam : « Il est fou ! », s'est écrié M. Cassette.

On l'accuse de chanter lui-même ses louanges dans les journaux du gouvernement et de se faire payer de plusieurs façons ces dithyrambes :

Condamnation de Françoise Liberté, par Decamps



## La monarchie du roi-citoyen

“ Une feuille ministérielle annonce que M. Cassette  
“ se propose d'honorer plus souvent les théâtres de  
“ sa personne. Il aura sans doute obtenu des entrées gra-  
“ tuites en qualité de rédacteur du *Journal de Paris*.

Grosse littérature sceptique à propos des attentats contre le roi :

“ Les balles glissent sur lui : il n'est sensible qu'aux  
“ lingots... Le pistolet du Pont-Royal était, à ce qu'il  
“ paraît, un de ceux qui servent aux épreuves dans  
“ les loges maçonniques... Il paraît que le pistolet fait  
“ en ce moment son tour de France. Ce n'est pas le  
“ premier tour qu'on lui fait faire.

A la manière de *Figaro*, *Le Charivari* imagine le texte d'une « Charte déceptionnelle » où l'on peut lire :

“ Article 6. Tous les Français sans distinction,  
“ pourvu qu'ils aient 2.400 francs de rentes, ont droit  
“ de publier et de faire imprimer leurs opinions en se  
“ conformant aux lois qui... pourront être faites pour  
“ les en empêcher.

Le dessin quotidien — Daumier infatigable en tête — prête souvent sa roserie parlante aux inspirations cruelles des rédacteurs, creuse les morsures d'Altaroche, de Huard, de Clerc. « Adam nous a perdus par la pomme et Lafayette par la poire », s'écrie le Mayeux de Traviès. D'autres se montraient plus durs encore.

Lamennais était loin de sous-estimer l'importance de tant d'attaques malicieuses ou brutales : « Ainsi, écrivait-il, l'esprit même et le talent sont du côté de la République : cela fait penser... Ce débordement d'amères plaisanteries qui ne respecte rien, donne la mesure du mépris dans lequel est tombé le Juste milieu ; il en a sur la tête haut comme le Mont-Blanc. Je ne crois pas qu'homme ait été jamais plus impitoyablement tourné et retourné dans le ruisseau. De la boue à droite, de la boue à gauche, dessus, dessous, devant, derrière, de tous les côtés : c'est comme une marinade de fange<sup>86</sup> ».

## La presse de province

Et en province ? Une réelle activité s'y manifestait aussi bien chez les républicains que chez les carlistes. Les uns et les autres avaient cherché à prolonger dans les départements l'influence de leurs journaux parisiens. Non contents d'y envoyer d'innombrables pamphlets et opuscules, édités par les *Amis du peuple*, *Aide-toi, le ciel t'aidera*, les *Droits de l'homme*, les associations de presse<sup>87</sup>, *Le Populaire*, etc., comme par la *Société* (légitimiste) *pour la publication des brochures*, ils s'employaient à y créer des organes favorables à leurs opinions, à en soutenir, à en orienter d'autres.

Gabriel Perreux a dressé la carte des journaux républicains<sup>88</sup> au début de 1834, à la suite des efforts accomplis par divers groupements et surtout par l'*Association de la liberté de la presse* qu'animaient Carrel, Marrast, Cormenin, d'autres. Sur 250 journaux ou périodiques de province environ, une soixantaine de feuilles, rénovées ou de fondation récente : tel était l'effectif, au reste assez imparfaitement réparti. Peu d'entre elles paraissaient chaque jour ou avaient un tirage important. Rares semblent avoir été celles dont l'influence était profonde — quelques journaux de l'Est et du Centre, *Le Propagateur du Pas-de-Calais*, *Le Précurseur* et *La Glaneuse* à Lyon, *Le Sémaphore* et *Le peuple souverain* à Marseille, *La Sentinelle des Pyrénées*, à Bayonne, *Le Patriote du Puy-de-Dôme* que rédigeait Trélat.

Dans le même temps, un certain nombre de *Gazettes* carlistes ou de feuilles de même tendance qui s'abritaient sous un autre vocable, naissaient ou se développaient en Bretagne, dans les départements du Centre, la région bordelaise, en Languedoc, à Lyon, etc.

La prudence habile dont beaucoup de ces journaux faisaient preuve, le fait qu'ils se bornaient souvent à reproduire leurs confrères parisiens, la lassitude des parquets, inquiets de voir les jurys et les juges correctionnels multiplier les acquittements<sup>89</sup> et les procès tourner à la gloire bruyante des accusés, expliquent que bien des Cours de province se soient montrées discrètes dans les

## La monarchie du roi-citoyen

poursuites et plus encore les appels. La correspondance des procureurs généraux, qui vont jusqu'à conseiller le huis clos pour éviter la propagande<sup>90</sup>, est, à divers égards, très significative.

Pourtant des condamnations frappent les plus agressifs de ces journaux.

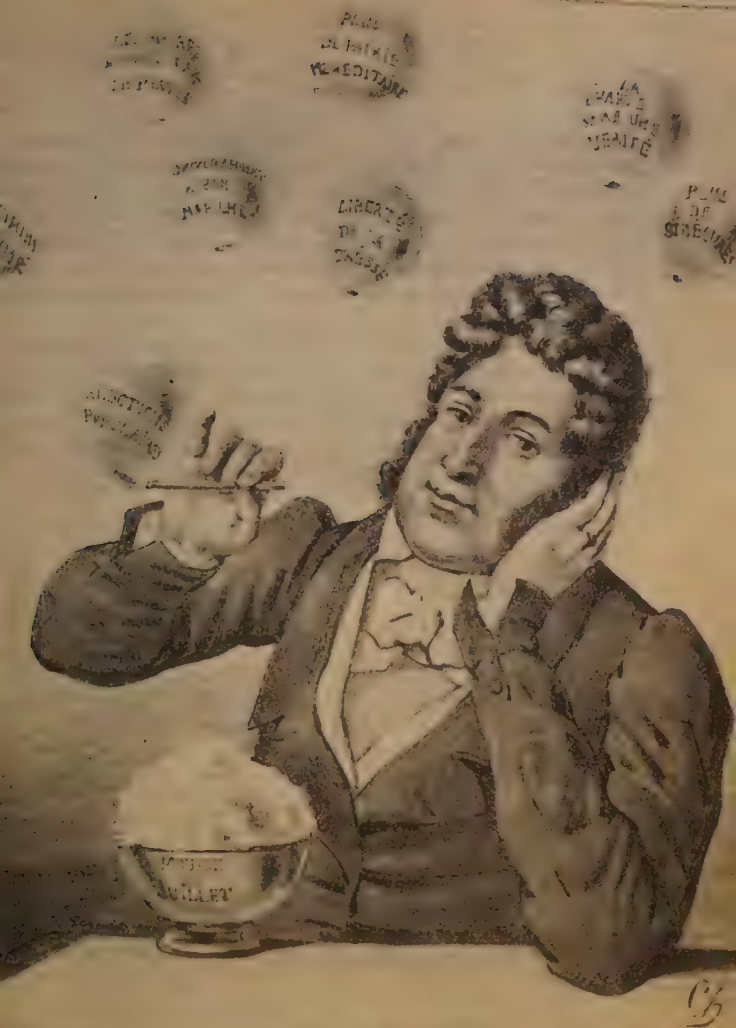
A Lyon, les deux feuilles républicaines, *Le Précurseur* et *La Glaneuse*, la première convertie de la veille et d'un libéralisme relativement modéré, la seconde très violente, sont plusieurs fois atteintes. Elles figurent, sur les listes de la Cour d'assises, à côté de *La Gazette du Lyonnais* et du *Réparateur*. *Le Précurseur* n'en avait pas moins bénéficié d'une cascade d'acquittements, encore qu'il eût dénoncé la main de la police dans l'organisation des émeutes de juin 1832, et déclaré, à propos de la vie menacée de Carrel, que « telle tête de citoyen valait vingt têtes de rois » en précisant qu'on pourrait en « faire payer la perte bien cher ». Il avait marqué nettement les deux lignes divergentes sur lesquelles cheminaient dès lors la « résistance » royale et le « mouvement » populaire — le peuple « marchant vers les institutions républicaines, et le pouvoir vers les institutions aristocratiques ».

“ Certes, disait-il encore, c'est un misérable gouver-  
“ nement que celui qui ne songe qu'à végéter paisible-  
“ ment... sans s'inquiéter des intérêts nationaux, qui ne  
“ sait répondre à la misère que par des coups de fusil...,  
“ qui se récusé quand il s'agit de la guerre, qui se déclare  
“ inhabile à nous procurer les avantages de la paix,  
“ c'est-à-dire la prospérité commerciale.

Un peu partout les *Gazettes* se heurtent à une mauvaise humeur qui semble plus détester le souvenir du roi légitime que l'aspiration à la république : *Gazette de Bretagne*, *Gazette du Bas-Languedoc* de Nîmes, *Gazette du Périgord*, *Gazette de Franche-Comté*, *Gazette de Normandie*, du vicomte Walsh, *Gazette du Maine*, *Boussole de Lille*.

Sur 29 condamnations que la Cour d'assises des Bouches-du-Rhône distribue pour délits de presse de 1831 à la fin de 1835, 24 vont à la *Gazette du Midi* : à partir de 1832,





Les Bulles de savon de Philipon

## La monarchie du roi-citoyen

ces condamnations (onze en 1833) visent généralement l'excitation à la haine et au mépris du gouvernement, parfois l'offense au roi. Dans le même temps, *Le Séma-phore*, que les magistrats de Polignac jugeaient déjà « anti-royaliste et révolutionnaire », et la *Feuille de commerce* n'encourent qu'une condamnation. Trois sont réservées au *Peuple souverain*, une des meilleures créations républicaines.

*Le Mémorial* de Toulouse et plus encore la *Gazette du Languedoc*, bientôt unis, sont souvent condamnés dans les premières années du règne. A trois reprises, *Le Mémorial* est frappé. Avec ses neuf condamnations, la *Gazette* détient de loin le record des pénalités distribuées pour délits de presse par la justice toulousaine<sup>91</sup>.

## Les années 34-35

Ouvrons *La Tribune* dans les premiers mois de 1834. Voici, le 9 février, toute une suite de comparaisons médiocrement flatteuses à propos du « plus honnête homme du royaume », comme certains, avec des intentions variées, appelaient le roi.

.. (Ce plus honnête homme), ce n'est pas Talleyrand,  
.. tout chargé des ignominies de neuf gouvernements...,  
.. qui a consumé sa vie à trafiquer de morale, à vendre  
.. les consciences d'autrui quand on ne pouvait plus  
.. acheter la sienne...

.. Ce n'est pas Soult, l'illustre conquérant de l'Espa-  
.. gne,... dont les troupes mouraient de faim,... tandis  
.. que leur général en chef augmentait sa fortune par  
.. toutes les exactions licites et illicites.

.. ... Ce n'est pas Thiers dont toute la conscience se  
.. réduit à cette phrase : *Ayez beaucoup d'argent et ne*  
.. *soyez pas pendu, c'est toute la vie humaine.*

.. Ce n'est pas Persil, qui cite à faux des pièces authen-  
.. tiques, qui suppose des faits, qui altère des textes et

“ qui reçoit unanimement... l'épithète de faussaire.  
“ ... Ce ne sont pas les rédacteurs des *Débats*, ce ne  
“ sont pas tous les prostitués que l'or des caisses  
“ publiques tient enchaînés.  
“ *Le plus honnête homme du royaume*, c'est mieux que  
“ tout cela : c'est lui !... C'est... enfin le plus honnête  
“ homme du royaume.

Un peu plus tard, le livre d'un royaliste sur *Le fils du régicide* fournit à *La Tribune* l'occasion de mettre en relief les mots par lesquels Philippe-Égalité avait motivé son suffrage contre Louis XVI : « Uniquement occupé de mon devoir, convaincu que tous ceux qui attentent ou attenteront par la suite à la souveraineté du peuple, méritent la mort, je vote pour la mort. » En marge de ce « par la suite » inquiétant, le journal précisait, non sans une équivoque finale :

“ Cette épigraphe n'est autre chose qu'une citation  
“ historique de Philippe-Égalité, dont le fils applaudis-  
“ sait du haut des tribunes publiques<sup>92</sup>.

La loi sur les associations par laquelle le gouvernement veut mater l'exubérance politique et sociale des républicains et notamment la *Société des Droits de l'homme*, va faire monter la polémique de plusieurs tons. Dès que la Chambre la discute, une vive agitation se manifeste dans la presse de gauche. S'il hésite à la veille d'une action qu'il a pourtant préparée par la parole comme par la plume, s'il déconseille toute « prise d'armes », Carrel, surmontant ses doutes incessants, avait écrit des mots chargés de menaces. *La Tribune* ne tarde pas à préconiser (20 mars 1834) des moyens radicaux. Pour elle, la loi est « totalement dénuée (du moindre) principe de moralité » et « les hommes les plus modérés (à plus forte raison les républicains) sont obligés de déclarer que c'est un devoir » d'y désobéir. Sous quelle forme ? Les pacifiques peuvent organiser une « vaste association » contre la loi. Mais les voies « insurrectionnelles » sont d'autant plus légitimes ici, que « la guerre civile » a pour promoteur le pouvoir lui-même et que, d'autre part, « l'honneur national »

## La monarchie du roi-citoyen

impose à « la force populaire » de rejeter une législation ordonnée par l'étranger.

“ Qui empêchera... que le peuple ne se lève par  
“ masses ? Envahir la place publique est la sauvegarde  
“ la plus précieuse du droit d'association. Quand le  
“ droit est violé dans la légalité, c'est dans les faits  
“ qu'il faut en puiser de nouveau la source.

Jusqu'au 10 avril où Louis-Philippe promulgue la loi, *La Tribune* déborde d'âpres articles comme aussi de protestations par lesquelles maintes sociétés s'engagent à résister de toute manière au despotisme et à la force que celui-ci ne manquera pas de mettre à son service. Le langage du journal sent généralement la poudre et l'émeute :

“ Jamais il n'y eut pour un parti ni pour un citoyen  
“ une occasion plus éclatante de sacrifier sa vie pour une  
“ opinion généreuse. (26 mars 1834.)

Pour refaire aussi, apparemment et sous réserve de certaines reculades, la révolution de 1830 contre l'homme qui restaurait Charles X.

Le 4 avril, un remaniement ministériel donne le portefeuille de la Justice à Persil. Haro de *La Tribune* contre « le maniaque... dont les jurés ont, 80 fois sur 92, flétri la conduite envers la presse ».

Lorsqu'éclate l'insurrection de Lyon, *La Tribune* l'exalte, jour après jour. Les nouvelles qu'elle donne dans ses numéros du 12 et du 13 avril sont des bulletins de révolution générale. A Lyon, où 30.000 citoyens ont proclamé la république, la troupe, d'abord excitée, est maintenant « très molle », refuse de prendre l'offensive et le peuple, qui attend l'arrivée des renforts ouvriers de Saint-Étienne, « est resté maître du terrain ». A Dijon, à Châlon, à Beaune, on a pris les armes et comme Lyon, où « la victoire se confirme », chacune de ces villes est sous contrôle populaire. A Belfort, le 52<sup>e</sup> régiment s'est insurgé et a, lui aussi, proclamé la république. On croit que le roi Charles-Albert, inquiet de tous ces mouvements, a envahi la



### L'Élévation de la Poire

Suisse. Ainsi le gouvernement impose-t-il à la fois au pays la guerre civile et la menace sur les frontières.

Au terme de ces « informations » plus qu'alarmistes, une centaine de gardes municipaux, dix sergents de ville et deux commissaires de police firent irruption nuitamment dans les bureaux de *La Tribune*, en quête d'Armand Marrast et des autres rédacteurs. Après tant de saisies (97 à l'époque), une cure de silence de quatre mois allait

être ordonnée à l'ardent organe des républicains. Il ne reparut que le 11 août.

Si, au mois de mai 1834, *La Gazette de France* peut attacher au nom du procureur général Persil la cinquantaine de procès qu'elle a dû subir, en attendant les autres, il faut reconnaître qu'elle aussi s'en prend avec vigueur à la monarchie de juillet. A ce moment même, elle consacre deux longs articles — deux pleines pages de trois colonnes chacune — à définir la double responsabilité encourue par « Louis-Philippe » l'une, morale, à l'égard de l'opinion publique, l'autre, constitutionnelle, devant « le pouvoir qui l'a fait roi et qui a le droit de le révoquer (car il n'est pas roi par naissance), s'il viole les conditions de son élection ».

Responsabilité morale ?

“ Depuis trois ans et neuf mois, la France est dans  
“ une continuelle fermentation... Partout des troubles  
“ sans cesse réprimés et sans cesse renaissants... Une  
“ seule cause : le renversement de la loi fondamentale  
“ de l'État. Qui l'a renversée ?... Un seul homme...

Selon *La Gazette*, qui multiplie les rappels et les précisions, il eût suffi que le duc d'Orléans restât fidèle à son roi<sup>93</sup> pour que fussent évitées la révolution et toutes les conséquences « effrayantes » qui en ont découlé pour la sécurité et la prospérité publiques.

Responsabilité constitutionnelle ? Un jour, « pour le salut de la France », une Chambre peut être élue, « consciencieuse, indépendante, française, improstituée », qui demandera compte à Louis-Philippe « de tout ce qu'il fait ou laisse faire contre les lois, après tant de serments et de promesses de ne gouverner que par les lois et selon les lois ».

Le bilan est lourd : « anéantissement total de la liberté individuelle, système de visites domiciliaires et d'arrestations arbitraires, tyrannie » qui, appuyée sur une armée de 400.000 hommes, 30.000 gendarmes, 50.000 espions, invente de faux motifs d'accusation, confond innocents et coupables, multiplie le nombre des prisons et des suspects à l'image de 93 et de 94. Quel tableau de la



nouvelle monarchie que celui auquel s'attarde le journal de la monarchie légitime ! Régime « de terreur » où « le canon, le fusil et la baïonnette » ont pris la place des lois, où des « sbires » viennent enfoncer la porte des citoyens les plus paisibles, où l'on « embrigade » des « assommeurs » pour Paris, où se déroule cette « scène de cannibales » de la rue Transnonain, avec ses quatorze innocents de tout âge, de tout sexe qu'on massacre et mutilé à plaisir. Sans oublier l'attitude cruelle du gouvernement à l'égard des départements de l'Ouest en 1832, sans oublier le siège de Lyon, etc.

Si Louis-Philippe ne revient pas rapidement au régime légal et constitutionnel, son système de gouvernement tombera d'une manière ou d'une autre. Il peut tomber

“ sans violence, sans révolution nouvelle, par voie  
“ parlementaire. Ne dites pas que ses partisans pren-  
“ draient les armes pour lui. Ils sont si peu nombreux  
“ par rapport à la nation...

Cependant (*La Tribune* provisoirement en sommeil), *Le National* combattait pour plusieurs. Depuis quelque temps, il pensait que « le principe de toute opposition est républicain ». Il l'avait laissé entendre dès 1832, écrit dès 1833. Le 15 juin 1834, il s'efforça de montrer que l'attitude des légitimistes à l'égard du nouveau régime manquait de sincérité. Que parlaient-ils de droits du peuple et d'atteintes contre la liberté ? Ils ne sauraient trouver nulle part un tel protecteur :

“ Louis-Philippe a fait mieux que personne la besogne  
“ des deux partis monarchiques..., des deux aristocraties  
“ féodale et bourgeoise. C'est le meilleur et le seul roi  
“ que pût avoir, en 1830, la France officielle ; après lui  
“ plus de roi-citoyen possible et, à bien plus forte  
“ raison, plus de roi gentilhomme, plus de roi légitime.

Bref, il n'y avait de « guerre sérieuse et formidable » qu'entre « l'immense majorité nationale, non représentée, et les forces matérielles » dont disposait une royauté,

organe de tous les intérêts, de toutes les passions, de toutes les arrière-pensées « de la nation officielle ».

“ Nous ne savons pas, poursuivait *Le National*, si  
“ c’est s’appeler républicain que de renoncer à toutes  
“ les intrigues de la France officielle, pour s’attacher  
“ exclusivement aux justes... prétentions de l’immense  
“ majorité non officielle, non représentée... et contre  
“ laquelle on gouverne. Mais cette position est la nôtre  
“ et certainement l’avenir est là : avenir prochain ou  
“ éloigné, peu nous importe... Quelque nom que soit  
“ appelé à porter le régime qu’apportera cet avenir,  
“ nous garantissons qu’il n’admettra aucune magistra-  
“ ture héréditaire — ni élue, ni reçue d’en haut...  
“ [Ce sera] un gouvernement sans rois et sans nobles.

Les insolences continuent. Au cours d’une manifestation en l’honneur de l’industrie française, Louis-Philippe prend la parole : « Il faut nous préserver, dit-il, de ne savoir pas reconnaître et honorer la supériorité du talent, de la propriété, de la richesse et enfin celle de toutes les illustrations. » Commentaire singulièrement expressif du *National de 1834*, comme il s’appelle maintenant, pour tenter, en vain d’ailleurs, d’échapper aux représailles incessantes du pouvoir :

“ Si la supériorité de la richesse et de la propriété,  
“ comme s’exprime le discours royal, devait être honorée  
“ par-dessus toutes choses, si l’élévation des sentiments  
“ était en raison de la grandeur du coffre-fort, nous  
“ savons quelle serait la plus grande âme, nous savons  
“ quel serait l’homme le plus honorable de France et  
“ nous savons aussi qui le serait le moins, si l’on s’avisait  
“ toujours, avant d’honorer la richesse et la propriété,  
“ d’en rechercher les sources et d’en interroger l’emploi.  
“ Mais tout cela est trop hideux à scruter. (16 juillet  
“ 1834.)

Il suffit de tourner les pages pour collectionner les coups directs :

“ La royauté se cramponne vainement à ses baïonnettes

“ et à ses budgets ; victorieuse par les faits, elle est  
“ chaque jour attaquée et minée par les idées.

Bref, « décrépitude de la monarchie représentative ». Pourtant le roi paie de sa personne ? C'est précisément ce qu'on lui reproche :

“ C'est un fait certain, incontestable et incontesté  
“ même par les familiers de Louis-Philippe, écrit *Le*  
“ *Messenger*, que le roi gouverne par lui-même..., qu'il  
“ excède les limites posées à son action par l'esprit  
“ de la Constitution.

Donc, puisqu'il est « le chef effectif » du cabinet et en quelque sorte « la pensée immuable » du régime, rien d'étonnant si les attaques lui viennent à tout propos.

Le 31 juillet Louis-Philippe ouvre la session parlementaire. *Le National* rend compte de la cérémonie. On ne donnera pas le premier prix de subtilité courtoise à son portrait physique du roi :

“ Excessif embonpoint, effort pénible avec lequel S.M.  
“ s'élève de degré en degré jusqu'au trône sur lequel  
“ elle tombe pesamment.

La conclusion est digne de l'exorde :

“ S.M. croit-elle sérieusement au coup de pistolet  
“ du Pont-Royal ou bien serait-elle à ce point appesantie  
“ et courbée par l'âge et les chagrins ? Les députés  
“ nouveaux..., tout pleins de l'idée que S.M. est par-  
“ faitement en état de renouveler en personne, quand il  
“ le faudra, les merveilles de Jemmapes et de Valmy  
“ (toujours !), se regardent avec inquiétude.

Et le discours du roi ? Politique intérieure :

“ Lieux communs contre les factions..., trivialités sues  
“ par cœur, articulées avec un sentiment de haine.

Politique extérieure : « Platitudes », débitées d'une

## La monarchie du roi-citoyen

« voix servile et basse », pour mieux flatter les puissances.

Carrel, poursuivi pour cet article, est acquitté par la Cour d'assises de la Seine. Aussitôt *Le Messenger* commente :

“ L'acquittement du *National* est une grande victoire  
“ pour la presse, une haute consécration de ses droits ;  
“ c'est aussi une sévère leçon donnée au pouvoir,  
“ tranchons le mot : à la royauté.

La royauté nouvelle devrait en effet comprendre qu'elle relève du « principe de la souveraineté du peuple ». Pourquoi s'obstine-t-elle à menacer les journaux des « pénalités sévères, destinées à protéger le roi par droit divin ? » C'est encore *Le Messenger* qui écrit :

“ La Restauration qui a fait, pendant quinze ans  
“ une rude guerre à la presse, n'a pas cependant donné  
“ l'exemple d'un impitoyable acharnement de poursuites  
“ pareil à celui dont *La Tribune* et *Le National* ont été  
“ victimes sous le gouvernement *libéral* et *modéré* du  
“ 7 août. [Libéral et modéré sont imprimés en italique  
“ comme reprenant, avec une intention railleuse, une  
“ formule du roi lui-même].

Du 11 août au 14 septembre, le parquet, qui a eu fort à faire avec *Le National*, ses amendes, ses mois de prison<sup>94</sup> a laissé *La Tribune* tranquille. Celle-ci s'enhardit à reprendre ses impertinences. Qui la croirait, quand elle assure que le feuilleton de Capo de Feuillide sur « la force irrésistible d'attraction » qui pousse les gens les plus distingués à aller applaudir Frédéric Lemaître au théâtre des Folies dramatiques, ne vise nullement le roi ? Alors, c'est pour rien qu'on associe au type même de Robert Macaire, incarné par l'acteur et à la puissante « parodie sociale » dont il est le centre, ces repères qui ne trompent pas : « le plus beau toupet » des royautés, « la Charte-vérité, Jemmapes, Valmy et la plus belle poignée de main » ?

En son nom propre ou par mode de citations puisées partout, dans les journaux étrangers, dans des fables,



*Chlorodipus, Linné? — Valerij — Chlorodipus? — Linnéapoc!  
 — Valerij! Linnéapoc! — Valerij!  
 Linnéapoc! — Valerij! — Linnéapoc! — Valerij! — Linnéapoc!*

des chansons, *La Tribune* ne cesse d'accrocher le roi, le régime, ses collaborateurs. Tantôt on dénonce, avec le *Sun*, l'agiotage d'un monarque « plus désireux de remplir sa bourse que de conserver et d'étendre la liberté de son peuple ». Tantôt on lui interdit — car il est trop tard — de « faire parade de clémence » et d'amnistier. Quant à la pensée politique du journal, elle s'exprime en des articles où la force de l'argumentation et des mots prend une couleur bien menaçante. Le 3 novembre, à l'occasion de la dislocation ministérielle qui va mettre le pouvoir gouvernemental à rude épreuve, on peut lire dans *La Tribune* :

“ On dirait que la monarchie est arrivée au dernier  
“ terme de sa vitalité. :

“ ... La voilà qui tombe déjà dans le délaissement...  
“ Elle n'a plus qu'un moyen honorable d'en finir : se  
“ retirer... Mais cela ne saurait être : il faudra la sup-  
“ porter encore quelque temps, nulle et méprisée, sans  
“ appui et sans vigueur personnelle, se tourmentant de  
“ son impuissance, fatigante et effacée, mourant à la  
“ peine, s'éteignant d'elle-même ou bien tenace jusqu'à  
“ se faire chasser.

“ Quand cela viendra, on n'en pourra imputer la  
“ faute à personne. Louis-Philippe aura, comme le  
“ dit M. Persil, fait son métier de roi et la nation aura  
“ rempli son devoir aussi.

Sous le coup des saisies, des événements, du procès d'avril où le gouvernement implique les accusés des insurrections de Lyon, de Paris et des autres villes de France, *La Tribune* se fait de plus en plus violente :

“ Nous avons dû rappeler l'anniversaire du 21 janvier,  
“ écrit-elle, pour enseigner aux princes ce que c'est  
“ que le droit *légitime* des peuples.

Non content de dénoncer, en de longues notices, généralement sévères, les palinodies de ceux qui vont juger les accusés d'avril, le journal examine sous leurs divers aspects les émeutes de l'année précédente :



“ Vous parlez de huit jours de tyrannie de la classe  
“ salariée, lance Desjardins, et la vôtre, celle des  
“ salariants..., est de tout le siècle.

Le mot va loin. Il résume un des thèmes majeurs de la série d'articles sur la misère des populations — du « prolétariat » — par lesquels *La Tribune* préface « le procès monstre » dans ses numéros d'avril et du début de mai 1835. Ces articles, qui abordent maintes questions relatives à l'hygiène publique, aux déficiences alimentaires, aux droits de douane qui écrasent le pauvre, etc. peignent les travailleurs victimes d'une économie libérale, égoïste et féroce de concurrence individuelle, comme de la politique gouvernementale qui la soutient et l'encourage. Voilà « la cause permanente de nos calamités sociales », la cause aussi des révoltes qui ne font que traduire l'aspiration du prolétariat à une « république du devoir social » et de l'égalité. Une république qui lui permettrait de manger à sa faim, comme les autres, de mieux se porter, d'échapper à sa vie effroyable, surtout dans les milieux industriels, aux répressions tragiques où l'armée se laisse parfois entraîner dans cette « société du mal ».

*La Tribune* venait à peine de dénoncer « l'arbitraire » et les « illégalités flagrantes » qui entachaient les premières audiences du procès, aux yeux des républicains, quand elle se vit financièrement contrainte de renoncer à sa tâche. A cette époque les amendes comme la prison pleuvaient de toute part. *La Tribune* pouvait, en ce qui la concerne, se livrer à des additions quasi journalières. A tel point que *Le Charivari* s'émut sur ses confrères particulièrement touchés :

“ Chaud, chaud ! qu'on souscrive ! vous, blancs, pour  
“ *La Quotidienne*, nous, tricolores, pour *La Tribune*,  
“ tous pour la liberté de la presse.

Les souscriptions arrivent bien à *La Tribune*, renforcées par les dons d'une association vigilante, mais elles ne suffisent pas. Le journal a reçu 86.000 francs. Comme ses amendes s'élèvent à plus de 150.000 (près de la moitié

de toutes celles qui seront acquittées à la Cour d'assises de Paris entre 1830 et 1841) et qu'à la cent-douzième saisie, opposition est faite à son cautionnement, elle cesse de paraître le 11 mai 1835.

Elle ne le fit pas sans publier dans son dernier numéro la lettre collective aux prisonniers d'avril, celle où se lit la fameuse phrase sur « l'infamie du juge (qui) fait la gloire de l'accusé<sup>95</sup> ».

*Le National* était fixé quant au « complot » de 1834 — à « l'absurde complot », comme il écrivait — où le gouvernement s'était obstiné à introduire une unité factice.

“ De complot, écrivait-il le 25 juillet, il est prouvé  
“ jusqu'à l'évidence... qu'il n'y en a jamais eu. Il a  
“ existé et, apparemment, il existe encore des mécon-  
“ tentements formidables, des espérances qui fermentent  
“ et grandissent dans la masse, des principes d'égalité  
“ qui se font jour dans les intelligences ; le pouvoir  
“ n'a pas eu de peine à échauffer ces éléments de trouble ;  
“ croit-il les avoir étouffés dans le sang de quelques  
“ centaines d'ouvriers ? Le procès aura donc rendu à  
“ la monarchie le dangereux service de la mettre en  
“ présence des ressentiments de la classe ouvrière et  
“ des doctrines de l'égalité, de remuer la question des  
“ salaires et celle du droit à l'insurrection...

Le parti républicain — lui — devait tirer de tout cela une leçon précieuse : celle de substituer à des bagarres meurtrières le progrès, plus lent mais plus sûr, par la presse et la formation des esprits :

“ Le procès d'avril l'a montré moralement plus fort  
“ qu'il ne l'a jamais été ; il ne compromettra plus cette  
“ position dans les embuscades de la police.

*Le Réformateur* de Raspail et Kersausie s'associait avec une rare violence à la polémique suscitée par le procès (Raspail en avait de longue date l'habitude) :

« Je vous méprise et vous maudis » jette-t-il le 21 mai aux hommes « du Château », à la Chambre des pairs, à

la justice politique. Dans un article plein de menaces il dénonce « l'arbitraire, le servilisme, l'inhumanité » qui président aux audiences, « le génie du mal qui plane sur les Tuileries comme sur le Luxembourg ». On se croit « transporté à Charenton,... dans une véritable forêt de Bondy ».

Deux jours plus tard, *Le Réformateur* accuse les députés du Centre d'assommer les journalistes. Saisies, comparution devant les juridictions les plus diverses, amendes : « Les misérables, écrit Raspail, sont dans un paroxysme de rage, ils violent toutes les lois. »

Le 17 juillet, le journal publie une lettre de la Conciergerie où les accusés d'avril font un tableau impressionnant de leur situation. « Assassins des prévenus dans leurs prisons », titre *Le Réformateur*. Et il commente :

“ Si le simple récit du martyre de nos amis ne triomphe  
 “ pas de l’indifférence publique, il faut désespérer d’une  
 “ société qui se laisse gouverner par un pareil pouvoir,  
 “ et, en disant ces mots, nous ne faisons un appel qu’à

**ANNÉE DE L'ÉPIQUE, 1844**

Paris, le 15 Mars 1844.

**ABONNEMENTS.**

Paris	12	12	12
France	10	10	10
Étranger	15	15	15

**ANNONCES.**

Par ligne de 10 lettres, par jour, 1 fr. 50 c.

**SEPTIÈME ANNÉE. N° 211**

Par la poste, par la voie de la poste, par la voie de la poste.

**VERIFICATION DES ÉCRITS.**

Par la poste, par la voie de la poste, par la voie de la poste.

# LE CHARIVARI.

## PROCES DES PROCES

[illegible]

Sei  $\alpha$  un automorfismo di  $M$  che si muove  
in  $M$  in modo che  $\alpha(M) = M$ . Allora  
il gruppo  $\Gamma$  di automorfismi di  $M$  è  
isomorfo a  $M$ . In particolare, se  $M$  è  
un gruppo, allora  $\Gamma$  è isomorfo a  $M$ .

[illegible]

## La monarchie du roi-citoyen

“ la sympathie : au ciel appartient l'heure du plus saint  
“ des devoirs.

La dernière phrase fut naturellement comprise dans le sens insurrectionnel qu'elle évoquait.

## L'attentat de Fieschi

C'est dans ce climat politique passionné, au milieu de tant de luttes rendues chaque jour plus ardentes, qu'un événement intervient, un drame de sang : « la machine infernale » que Fieschi fait éclater le 28 juillet 1835 pendant la revue que le roi passe sur les boulevards et qui couche à terre de nombreux blessés, de nombreux morts. Il faut avouer que Philippon et ses collaborateurs n'avaient pas eu la main heureuse. Leurs numéros du 16 et du 23 juillet, à *La Caricature*, débordaient de railleries sur un « nouvel attentat horrible » que « des scélérats », d'ailleurs impossibles à identifier, auraient eu l'intention de commettre sur la personne du roi. Fort heureusement, nous disait-on, « l'odieuse tentative » avait été décelée à temps et l'on avait arrêté les gens par milliers. Pour bien montrer que, dans l'entourage de « l'assassiné imaginaire », toutes ces histoires d'attentats tournaient au système politique, *La Caricature* plagiait les dix commandements :

“ Une fois par an tu t'assassineras,  
“ Afin de vivre longuement.

Philippon s'apprêtait à « sortir » pour le surlendemain un nouveau numéro plein de sarcasmes : l'événement du 28 juillet l'arrêta net. Il fallut refaire d'urgence textes et lithographies, se mettre — avec un peu de retard — dans l'atmosphère du « crime épouvantable » et de l'émotion publique. Mais déjà le journal dénonçait les lois de répression qui allaient venir et les mandats d'amener lancés contre ses rédacteurs — Philippon, Desnoyers, Altaroche —, contre Carrel, Raspail, bien d'autres.

*Le Charivari*, pour sa part, avait, le 27 juillet, publié à l'encre rouge un numéro d'une rare audace. Sous le titre : « Catacombes monarchiques », ce numéro comportait, « en témoignage des bienfaits qui sont résultés de l'ordre de Chose (sic) » fondé en 1830, une « petite table mortuaire des *sujets* de S.M. » qui avaient péri par la faute du régime. Longue, terriblement circonstanciée, la liste s'attardait aux soulèvements de Lyon et de Paris, faisait une place de choix aux victimes de la rue Transnonain. Naturellement le numéro fut saisi.

« Nous ne savions pas, ironisa le journal, que, d'après la Charte bâclée, l'encre noire participât de l'inviolabilité royale et qu'elle fût la seule légale, la seule constitutionnelle.

La grande presse avait, elle aussi, affiché, avant l'attentat, beaucoup de scepticisme à l'égard « des complots, qui dit-on, auraient menacé les jours du roi depuis un mois ».

En France, confessait *Le National*, nous ne savons pas s'il y a eu réellement un complot... On s'est généralement arrêté à cette opinion que la monarchie voulait une maison militaire... et qu'il fallait absolument des complots pour motiver l'établissement de quelques escadrons de gardes du corps, de gardes du pourpoint et de l'intérieur du pourpoint royal, comme disait Paul-Louis Courier... Que la royauté du 7 août ait des gardes du corps et qu'on ne nous parle plus de coups de pistolets, d'attentats horribles, de complots monstres. Nous y gagnerons plus qu'elle...

Plusieurs journaux, de droite et de gauche, s'étaient livrés à des insinuations analogues. Carrel, arrêté sous un prétexte assez fallacieux, se vit reprocher la violence avec laquelle son *National* attaquait depuis deux ans la politique du ministère et en faisait retomber sur le roi la responsabilité. Or, ces thèses avaient « trouvé des fanatiques » pour les réaliser par des « crimes ». Le journal ne manqua pas de déclarer qu'une telle interprétation





“ Peut-être est-ce la fête des vivants (celle du 28)  
“ à qui, par compensation, il est réservé de nous offrir  
“ le spectacle d'un enterrement. Nous verrons bien  
“ cela demain ou après-demain.

Jeu de mots tragique. Mais *La France* fut loin de se montrer surprise. L'attentat du boulevard lui semblait,

“ sur une petite échelle, absolument identique à celui  
“ dont on célébrait aujourd'hui même le néfaste anni-  
“ versaire... Juillet enfante juillet et il ne peut d'un  
“ crime sortir qu'un crime.

Quant à *La Quotidienne*, elle s'inquiétait de voir les amis du pouvoir assurer que la mort du roi eût entraîné les pires catastrophes. S'il est vrai que Louis-Philippe « aurait eu pour héritier immédiat l'anarchie », qu'était donc « ce gouvernement qu'on nous disait si ferme » et que la maladie, l'âge, « les haines fanatiques » pouvaient briser ?

Les lois de septembre furent la réponse du pouvoir à l'attentat de Fieschi comme aux divers « complots » dont la presse s'était tant entretenue. Loi sur les Cours d'assises, loi sur le jury, loi sur la presse. Les deux premières visent, en matière de publication comme ailleurs, à activer les poursuites, à simplifier la procédure, à protéger les jurés, à éviter les acquittements. La loi sur la presse accumule les rigueurs. Elle qualifie attentats à la sûreté de l'État : la provocation, suivie ou non d'effet, aux crimes contre la personne du roi ou les membres de sa famille, à toute tentative pour changer le gouvernement ou l'ordre de successibilité au trône, pour exciter les citoyens à s'armer contre l'autorité royale. C'est également se rendre coupable d'un attentat à la sûreté de l'État que d'offenser gravement le roi ou d'attaquer intentionnellement « le principe ou la forme du gouvernement établi par la Charte ». Nul ne peut faire remonter au roi la responsabilité des actes ministériels. Nul ne peut non plus adhérer publiquement, même sous forme de vœu ou par simple qualification, à la monarchie déchue ou à la république. La loi interdit de rendre compte de

certaines procès, de publier — sauf une fois — les noms des jurés, d'ouvrir ou d'annoncer des souscriptions pour le paiement des amendes. Il y aura désormais censure préalable pour les dessins, les gravures, les lithographies. Il faudra verser en numéraire les cautionnements qui sont d'ailleurs doublés. Deux condamnations rapprochées pourront entraîner la suspension du journal.

« Nous ne sommes nullement disposés à tolérer la presse républicaine ou carliste, déclara le ministre de la justice pendant la discussion du texte gouvernemental. Notre loi manquerait son effet si toute autre presse que la presse monarchique constitutionnelle, opposante ou non, pouvait se déployer librement après sa promulgation. » Il était impossible d'être plus clair.

L'institution d'une censure préalable pour les dessins devait provoquer la disparition de *La Caricature*. Philippon n'attendit pas que la loi fût promulguée. Pendant quelques numéros, après l'attentat de Fieschi, le journal se débattit comme il put, disséquant les textes en préparation, réclamant ironiquement la libération des ministres de Charles X, qui après tout « n'en avaient pas plus fait que le gouvernement actuel », rappelant à Broglie, à Guizot, à Thiers leurs anciennes déclarations libérales. Peine perdue ! Le 27 août *La Caricature*, se retirait de la lutte.

On voit également disparaître à cette époque<sup>96</sup> plusieurs organes républicains qui avaient milité activement pour un régime dont l'aspect généreux les intéressait autant et parfois plus que l'aspect politique. *La Revue républicaine* de Dupont de Bussac et Marchais mettait l'accent sur la transformation sociale nécessaire. « La question sociale est en première ligne » avait-elle écrit dès le début et elle avait développé sa conception d'une république hostile au libéralisme économique et détentrice d'un pouvoir fort, qui, grâce à des mesures hardies dans l'ordre du travail, du salaire, etc., assurerait « l'égalité et la liberté de tous par la fraternité ».

Dans son *Populaire* qu'il renforçait par la publication de diverses brochures, Cabet s'efforçait d'éduquer politiquement les forces jeunes de la démocratie. Après avoir appartenu à la Charbonnerie, participé aux événements

de 1830 et s'être provisoirement rallié à la monarchie de Louis-Philippe, il s'était fait républicain. Il ne songeait pas encore à devenir « communiste » et c'est seulement six ou sept ans plus tard qu'il devait publier son fameux *Voyage en Icarie*. De tendances égalitaires, mais ennemi des violences dangereuses, son journal connut très vite un grand succès parmi les ouvriers. La modération de sa stratégie politique ne l'empêchait pas d'attaquer le ministère, avec « hardiesse et verdeur » comme dira en 1851 un des historiens de Louis Blanc, d'écrire par exemple que le gouvernement restait tout prêt à « fusiller et mitrailler, s'il se trouvait encore dans la nécessité de le faire pour se sauver ».

Condamné au mois de mars 1834, Cabet s'exila en Belgique, puis à Londres, d'où il envoyait des articles à Garnier-Pagès qui avait pris sa succession. *Le Populaire* s'arrêta au mois d'octobre 1835. Il avait lutté deux ans.

C'est également au mois d'octobre que *Le Réformateur* de Raspail cessa sa publication. Il avait exposé les idées politiques, sociales, économiques, pacifiques de l'illustre chimiste — « mélange, a-t-on dit, d'utopie et de science, mais toujours avec la marque d'un esprit puissant et d'une âme élevée<sup>97</sup> ». Du 19 au 25 décembre 1834, il avait présenté en cinq articles sa théorie du suffrage universel — un suffrage universel lié, selon les matières en cause, à la compétence des citoyens. Le système devait s'appliquer « à toutes les places, à toutes les magistratures, depuis la dernière jusqu'à la première ». On entend bien que « la première » se trouvait ici particulièrement visée. L'auteur en effet se livrait à une attaque vigoureuse contre l'hérédité monarchique, si chargée d'inconvénients, de misères et de crimes tout au long de l'histoire, et prononçait un plaidoyer soutenu en faveur du régime électif.

## Sous le régime des lois de septembre

Si les lois de septembre firent disparaître certains journaux et invitèrent les autres à la prudence, la monarchie ne fut pas garantie pour autant contre les audaces de tous les journalistes. Aussi procès et condamnations recommencèrent-ils bientôt — mais à un rythme plus lent — à se manifester. En 1836, *La Mode* est touchée pour la neuvième fois. En 1838, c'est pour la onzième fois qu'on la poursuit. Elle est notamment condamnée à 20.000 francs d'amende — chiffre qui parut « énorme » — et son gérant à un an de prison pour avoir reproduit le tableau de Coypel, « Le couronnement de Joas », qu'elle agrémentait d'un commentaire où le ministère public décela une allusion au roi-usurpateur, assimilé selon lui à Athalie. D'où « adhésion à une autre forme de gouvernement et attentat contre la sûreté de l'État ». *La Mode* se vengea et se libéra de son amende en vendant à ses amis des exemplaires de luxe de la gravure litigieuse. Et elle ne cessa pas les piquûres de ses « épingles »<sup>98</sup>.

Aussi bien pamphlets et brochures continuaient-ils d'accrocher le gouvernement et le roi sur des questions où la presse quotidienne avait souvent brodé. Par toute une suite de raisonnements comparatifs, un écrivain de classe, Cormenin, dit Timon, se chargea de montrer que décidément le monarque bourgeois coûtait trop cher à la bourgeoisie.

Cormenin avait commencé dès 1832 à propos des 18 millions réclamés pour la liste civile et il s'était égayé de l'état bien suggestif « des besoins de la royauté » qu'on avait produit à cette intention.

Or Louis-Philippe, arguant de « l'insuffisance du domaine privé et de la liste civile », multipliait les demandes. En 1837, Molé sollicite un million pour la reine des Belges et le domaine (agrandi) de Rambouillet comme dotation pour le duc de Nemours. Cormenin reprend la plume, puis, ironique et cruel, exécute la double requête :

“ Mais savez-vous bien, courtisans, que du train  
“ dont vous y allez, si le Ciel répandait un jour ses

“ bénédiction profliques fur les couches du duc de  
“ Nemours et de messeigneurs ses frères, leurs lignées,  
“ aussi nombreuses que la race d’Israël, feraient main-  
“ basse sur tous les domaines de l’État.

Et le pamphlétaire de récapituler les diverses étapes de cette « fatalité de bonheur pécuniaire qui s’attachait opiniâtrement » aux pas de la famille d’Orléans, dès avant Philippe-Égalité, comme depuis les munificences de Louis XVIII, la loi sur l’indemnité des émigrés (« qui semble avoir été faite exprès pour votre heureuse famille ») et les larges profits du pouvoir. Tout bien compté, Louis-Philippe disposait de 25 millions par an, sur lesquels il n’était pas sûr qu’il en dépensât 10.

Finalement, le projet d’apanage pour Nemours fut abandonné. Peu après, la famille royale obtint quelques avantages substantiels. Mais lorsque, trois ans plus tard, le mariage du même Nemours provoqua une nouvelle demande du monarque (500.000 francs), la Chambre la rejeta. Une fois de plus une campagne fort humiliante pour la dignité de la Couronne s’était déchaînée ; Cormenin y avait efficacement pris sa bonne part.

Deux pamphlets, en quelques jours de février 1840, clouèrent au pilori un projet dont « salons, boutiques et chaumières » s’entretenaient avec scandale et qui était « la risée de l’Europe ». Dans le premier<sup>99</sup>, Cormenin, toujours bon comptable, écrivait ces lignes que cent journaux reproduisirent :

“ Cinq cent mille francs ! Mais c’est, pour un seul  
“ général, le traitement de 12 maréchaux et de 3 amiraux  
“ de France !

“ Pour un seul membre de la Légion d’honneur, le  
“ traitement de 2.000 légionnaires !

“ Pour un seul officier, à couvert dans la batterie de  
“ siège, la pension de 250 veuves de colonels, héroïque-  
“ ment tués sur la brèche !

“ Pour un seul homme, la nourriture annuelle de  
“ 2.000 hommes !

“ Pour un seul chrétien, le traitement de 50 évêques !

## La monarchie du roi-citoyen

- .. Pour un seul jeune homme à marier, la dot de
- .. 500 rosières !
- .. C'est le traitement du Conseil d'État tout entier, etc.

Balzac a bien vu la gravité du refus opposé par la Chambre à cette requête de la monarchie.

- .. La blessure, écrivait la *Revue parisienne* du 25 juillet, était directe, adressée *ad personam*... Chacun
- .. croyait fermement que la Couronne avait l'appui du
- .. bourgeois..., qu'en tout ce qui touchait les personnes,
- .. il existait une affection sérieuse ; ce vote a fait revenir
- .. d'une cruelle erreur.

D'autant plus que les journaux et surtout les pamphlets, fort répandus, faisaient juges du débat les gens les plus modestes. « On a lu son Cormenin », disait un ouvrier à Balzac. Et il lui récitait les calculs fameux sur « la centaine de millions mis quelque part à couvert » par la liste civile.

- .. Vous comprenez, commentait la *Revue*, que le
- .. pays où, pour dix sous, un ouvrier peut lire dans un
- .. pamphlet le compte exact des revenus de la liste
- .. civile et compter avec elle, est bien près de lui demander d'autres comptes.

La *Quotidienne* portait une accusation plus grave, à propos « d'un supplément de crédits pour les dépenses secrètes », destinées à la sûreté personnelle du roi :

- .. Un surcroît de dépenses secrètes, écrivait-elle,
- .. c'est tout simplement un surcroît de corruption. Le
- .. système de juillet a pour principe unique et fondamen-
- .. tal la décomposition des partis, l'avilissement des
- .. consciences et la dégradation du peuple. Il marche
- .. à son but par l'argent. Les fonds secrets qu'on croit
- .. appliqués à une surveillance de police sont absorbés
- .. par l'achat des hommes. La politique de juillet a fait
- .. un grand bazar où elle espère étaler en vente les
- .. opinions, les écrits, la presse entière. (6 mars 1837.)



Il y avait aussi Lamennais. Sorti de l'Église par la publication des *Affaires de Rome*, il reprit contact avec le journalisme en s'assurant la direction politique du *Monde*, un journal sans beaucoup de lecteurs et qui manquait d'argent. L'expérience ne dura que quatre mois (1837). Elle suffit au penseur polémiste pour asséner des coups très rudes à l'esprit de conservation sociale. L'antithèse qu'il y amorce — luxe des uns, « agonie » des autres — sera développée bientôt dans son *Livre du peuple* où il atteint le socialisme, terme de sa course.

“ O peuple, tu dis : j'ai faim et on te répond : mange  
“ les miettes balayées de nos salles de festin.  
“ Tu dis : j'ai soif et l'on te répond : bois tes larmes.  
“ ... Tu te plains de ne pouvoir cultiver ton esprit...  
“ et tes dominateurs disent : c'est bien, il faut que le  
“ peuple soit abruti pour être gouverné.

La misère des masses que « la folle émeute » du mois de mai 1839 ne rendra que plus tragique, la « coalition » de Thiers, Guizot, Barrot contre la soumission de Molé au roi et sa « diplomatie peureuse d'abaissement en Europe (1838) », la dissolution de la Chambre, les deux mois « d'anarchie ministérielle » qui suivent l'échec de Molé, l'intense propagande des réformistes et la première campagne des banquets poussent le « journaliste sans journal » à parler de plus en plus par pamphlets. *L'Esclavage moderne*, c'est le prolétariat, aussi bien dans l'ordre politique que dans l'ordre économique-social. Et Lamennais jetait son cri de révolte démocratique, non sans d'ailleurs multiplier plus loin les conseils de prudence :

“ ... Esclaves, levez-vous... Ne souffrez pas que l'on  
“ dégrade plus longtemps en vous le nom d'hommes !

« S'affranchir politiquement » par la conquête du droit de vote : telle est la première consigne que Lamennais donne à ses nombreux lecteurs et qui peut s'exécuter pacifiquement. Que si le pouvoir s'y oppose, il faut répliquer par le refus de l'impôt — « droit et devoir » de l'opprimé. Et si le pouvoir use de la force ? « Les

exemples ne manquent pas qui nous apprennent ce que c'est que la force du pouvoir contre la force du peuple ».

L'année suivante, un nouvel écrit d'une centaine de pages, *Le pays et le gouvernement*, vint cingler la politique de faiblesse pratiquée à l'extérieur par la monarchie et l'esprit de corruption comme de dureté sociale qui animait sa politique intérieure. Après un réquisitoire d'une extrême sévérité, Lamennais fut condamné, en décembre 1840, à un an de prison et 3.000 francs d'amende. Plus encore que les poursuites, l'arrêt souleva une vive émotion :

“ Que peut-il y avoir de commun, avait dit *Le*  
“ *National*, entre la Cour d'assises et un homme qui  
“ est une des gloires de la France, de l'Europe, et  
“ dans la personne duquel ses adversaires eux-mêmes  
“ révèrent la double puissance du génie et de la vertu ?

Lorsqu'il sortira de Sainte-Pélagie, le Breton mêlera dans un total mépris les hommes qui tenaient provisoirement en mains les destinées contraires de la monarchie-citoyenne — des hommes « aussi fourbes que Louis-Philippe, aussi corrompus, aussi bas, aussi bavards que M. Thiers, aussi lâchement atroces que M. Guizot<sup>100</sup> ».

A l'heure où Lamennais publiait *Le pays et le gouvernement*, Quinet s'était élevé dans 1815 et 1840 contre les traités qui avaient privé la France de sa frontière rhénane. Par la complexité des développements diplomatiques et militaires qu'elle entraînait, la crise orientale (Méhémet Ali et la Porte) n'offrait-elle pas l'occasion de réparer un tel désastre ?

La convention que la Quatuple Alliance a, en dehors de la France, signée à Londres le 15 juillet 1840, l'attaque et la prise de Beyrouth par les Anglo-Turcs, excitent au plus haut point l'amour propre national et les désirs de revanche de nombreux Français. Les milieux légitimistes et plus encore les républicains reparlent, avec une intensité accrue, des frontières naturelles dont, sous des formes diverses, *La Quotidienne* et *La Gazette*, *Le National* et la *Revue du Progrès* proclamaient la nécessité — les premières préconisant la voie des négociations, les autres songeant à la guerre :



Thiers

“ La guerre est au fond des choses, avait écrit Louis  
“ Blanc dès le mois d'août 1839 ; attendrons-nous que  
“ toutes les chances soient contre nous ?

“ Faut-il que le nouveau roi de Hollande s'empare  
“ de la Belgique pour que nous bougions, demande  
“ *Le National*, le 4 octobre 1840... Faut-il que la Prusse  
“ fasse un pas vers nos frontières pour que nous mar-  
“ chions sur le Rhin ?

L'ardeur, guerrière ou autre, qui s'était emparée d'une  
partie de la presse comme du pays, fut, on le sait, freinée,  
sinon toujours en paroles, du moins en fait, par Louis-  
Philippe, et Thiers se vit contraint de s'effacer devant

Guizot. Ceux qui étaient plus « sensibles au moindre souffle d'aventure » qui leur rappelât l'Empire, qu'aux « bienfaits matériels de la paix » trouvèrent là une raison nouvelle — en injuriant Guizot — d'attaquer une monarchie qu'ils jugeaient trop pacifique<sup>101</sup>.

### « Les infâmes lettres »

Mais un péril à peine disparu, d'autres surgissaient.

Le 11 janvier 1841, *La Gazette* publia trois lettres dont elle disait avoir vu les originaux. Le futur Louis-Philippe les avait écrites alors qu'il vivait en exil. La plus ancienne, datée de Twickenham, en Angleterre (5 novembre 1806), conseillait « vigueur et célérité », afin que l'empereur Alexandre pût « venger Austerlitz, réparer Auerstaedt » et infliger à « Buonaparte » son Poltawa.

Les deux autres lettres — de Palerme, 17 avril 1808, et de Cagliari, 20 mai 1809 — faisaient des vœux ardents et proposaient des suggestions pour « le renversement de Buonaparte ».

Le duc d'Orléans s'y définissait lui-même de la façon suivante :

“ Je suis prince français et cependant je suis anglais,  
“ d'abord par le besoin, parce que nul ne sait mieux que  
“ moi que l'Angleterre est la seule puissance qui veuille  
“ et qui puisse me protéger ; je le suis par principes, par  
“ opinions, et par toutes mes habitudes.

Dans la lettre de Cagliari on lisait ces lignes :

“ Il paraît que Soult se trouve dans une situation  
“ fâcheuse... J'espère qu'ils vont être écrasés en  
“ Espagne... Il y a en Espagne, à Naples, en Dalmatie  
“ des armées françaises qui vont se trouver, je l'espère,  
“ au moins dans des positions désastreuses... Le mécon-  
“ tentement est si grand en France, l'horreur de la  
“ conscription est portée à si haut degré que je ne

“ désespère pas que la campagne malheureuse à laquelle  
“ Buonaparte semble enfin destiné, ne renverse son  
“ impérialisme. Encore une fois il me semble grand  
“ temps d'en préparer les moyens et de se tenir prêt à  
“ profiter des événements.

Il va sans dire qu'une telle publication provoqua de vifs remous dans l'opinion. On s'étonna surtout de voir qu'elle ne donna pas lieu à poursuites. Cette carence, si contraire aux habitudes du parquet, passa pour un aveu.

Quelques jours plus tard, le 24 janvier, un autre journal légitimiste, *La France*<sup>102</sup>, publiait une seconde série de lettres qu'elle attribuait, non plus au duc d'Orléans, mais au roi Louis-Philippe. C'étaient, en réponse à d'éternelles critiques, des plaidoyers destinés à l'Autriche, à la Russie et à la Prusse et qu'on donnait comme écrits dans les premières années du règne. Journaux de droite et journaux de gauche s'empressèrent de les reproduire : *Gazette*, *Quotidienne*, *Echo français*, *Commerce*, *National*, et le mouvement gagna la province. Pareille hâte n'avait rien d'étonnant : ces textes fournissaient de singuliers arguments à l'opposition.

Politique extérieure ? Le roi se disait prêt à évacuer l'Algérie : il demandait seulement qu'on lui laissât le choix du temps et des moyens. Il soulignait le bénéfice que les puissances étrangères avaient retiré de la non-intervention française :

“ La Pologne n'est plus et c'est nous, bien plus que le  
“ vainqueur de Varsovie, que le cabinet de Saint-  
“ Pétersbourg doit remercier d'avoir écrasé ce foyer  
“ d'incessante rébellion.

*Le National* intitula ce passage : « Le cabinet français réclame l'honneur d'avoir tué la Pologne. »

Mais leurs plus déplaisantes astuces, les documents publiés les révélaient à propos des fortifications de Paris, de son « embastillement », comme on disait. C'était une question qui, en 1833, avait donné lieu à de vigoureuses protestations dans *La Tribune*, *Le National*, etc. Or Louis-

Philippe déclarait ici ne pas renoncer au fameux projet de construire des forts détachés pour mater éventuellement « la population turbulente » de la capitale et « ses aimables faubourgs ». Mais on s'y était mal pris. Il eût fallu « endormir le civisme en émoi ». Bref, c'était une œuvre d'application lente, comme celle qui consistait à « maîtriser la presse, notre plus dangereuse ennemie... les excitations journalières de ces plumes guerroyantes ».

“ Tout le système politique suivi depuis dix ans,  
“ commenta *Le National*, est dans les paroles qui précèdent. Vienne, Pétersbourg et Berlin ne l'oublieront  
“ pas (comme le roi le leur demande). Mais la France  
“ entière s'en souviendra aussi, Paris surtout avec sa  
“ population turbulente et ses aimables faubourgs.

Pendant des mois, l'intense émotion suscitée par cette nouvelle publication — « les infâmes lettres », disait *Le Journal du peuple* — s'est inscrite en termes indignés dans la presse. *La France* et les journaux qui avaient reproduit des extraits des lettres furent saisis et l'affaire elle-même fut évoquée le 24 avril devant la Cour d'assises de la Seine.

*Le Temps* a dit en quelques mots la gravité de la conjoncture. La légitimité, écrivait-il, « a poussé l'audace jusqu'à dénoncer à la France, comme un traître, le prince que la révolution de juillet a mis sur le trône relevé par la Charte ». Or, des imputations aussi choquantes pour la personne et les sentiments du monarque aboutissaient à une double défaite de la monarchie.

En effet, bien que les lettres attribuées au roi eussent été déclarées fausses, *La France* obtint un acquittement au bénéfice de la bonne foi. *Le Temps* fit observer que cette décision du jury, « si sévère jusqu'ici pour la presse légitimiste », constituait un véritable « triomphe des henriquinistes ».

Quant aux lettres de *La Gazette*, dont Berryer produisit à l'audience les originaux, l'avocat général refusa de s'en occuper. Il n'avait pas, dit-il, à défendre le duc d'Orléans, mais seulement « le roi de la révolution de



juillet ». Tant de désintéressement surprit. D'autant plus que, peu après, *La Gazette*, qu'on avait négligé de poursuivre pour sa propre publication, se vit déférer au tribunal pour avoir donné un compte rendu inexact du procès de *La France*.

## Violences persévérantes

Les violences si fréquentes dont elle était victime de la part du pouvoir irritaient profondément la presse. Au mois d'août 1841, à Paris, huit journaux avaient été saisis en un seul jour pour une fausse nouvelle. Après l'attentat de Quénisset contre le duc d'Aumale (13 septembre), la Chambre des pairs, à raison surtout d'un article paru la veille de l'attentat, condamna Dupoty, rédacteur en chef du *Journal du peuple*, à cinq ans de détention pour « complicité morale » dans un « complot » anti-gouvernemental et anti-royal qu'on associait assez étrangement au geste de Quénisset. L'arrestation de Dupoty souleva un très gros émoi en province comme à Paris. Sa condamnation décida la presse opposante (légitimistes, républicains, dynastiques) à protester vigoureusement contre « la persécution acharnée » qu'elle subissait sous les formes les plus diverses, plus qu'à « aucune (autre) époque ». Que la thèse de la « complicité morale », alléguée sans le moindre indice de provocation directe, pût faire jurisprudence et les journaux se trouveraient dans une situation plus grave que celle même qui découlait des lois de 1835. C'étaient les procès de tendance, « la loi des suspects » qu'on rétablissait contre eux. Et cela, malgré la Charte et tant de textes qui proscrivaient de telles méthodes de répression.

La protestation parut à la fin de décembre 1841, occupant toute la première page des journaux. Seize signatures l'accompagnaient — *La Quotidienne*, *La France*, *La Gazette*, *La Mode*, *L'Echo français*, *Le National*, *Le Courrier*, *Le Commerce*, *Le Charivari*, *Le Corsaire*, *Le Siècle*, *Le Temps*, *La Patrie*, *Le Journal du peuple*, la

*Revue indépendante*, la *Revue du progrès*. Les délégués de la presse « indépendante » des départements avaient joint leur adhésion à celle de leurs confrères parisiens.

Certains journaux n'hésitaient d'ailleurs pas à mettre en doute la sincérité des « criaileries » que les hommes au pouvoir multipliaient contre les auteurs d'attentats. Contre aussi les promoteurs des rassemblements plus ou moins séditieux dont Paris était alors le théâtre, ou des troubles graves que « le recensement fiscal » du ministre des Finances Humann provoquait en bien des régions de France : Toulouse, Clermont-Ferrand, etc. Dans un article de ton très violent *Le Journal de l'Eure* écrivait le 16 septembre, au lendemain de l'attentat de Quénisset :

“ Mais ils vous sont nécessaires, ces conspirateurs  
“ en plein vent (avec) leurs complots avortés, leurs  
“ stupides tentatives d'assassinat, leurs grotesques  
“ émeutes... La bienheureuse Providence arrange  
“ si bien les choses dans votre intérêt que vous n'avez  
“ eu besoin d'organiser vous-mêmes ni l'attentat,  
“ ni l'émeute quotidienne. L'assassin ainsi que les  
“ émeutiers se sont trouvés là pour vous à point  
“ nommé.

Au même moment, comme si elle voulait ne pas laisser refroidir son hostilité virulente, *La Gazette de France* brossait un tableau sévère de la situation générale du pays. A l'entendre, celle-ci conjugait toutes les misères de nos années les plus rudes : le déficit de 1788, la tyrannie de 1792, l'arbitraire, la corruption, l'anarchie politique et financière de 1796, le despotisme militaire de 1806, l'épuisement de 1813 : « Il y a crise, assurait le journal, et elle doit avoir son dénouement. Nous y marchons<sup>103</sup>. »

Les rappels historiques continuaient d'ailleurs de pleuvoir sur la tête du monarque comme du gouvernement :

“ Il peut y avoir désaccord, écrivait *Le Progrès*  
“ d'Arras, entre le pouvoir exécutif et le pouvoir légis-  
“ latif. Dans ce cas, du côté où le peuple se range,  
“ se fixe la souveraineté.

Exemples « mémorables » : la lutte entre Charles 1<sup>er</sup> et le Long Parlement, Louis XVI et la législative, Charles X et les 221. Dans chacun de ces cas, « le peuple se prononça en faveur du pouvoir législatif contre le pouvoir exécutif et la souveraineté s'exerça par la déchéance de trois dynasties de rois<sup>104</sup> ».

Ce que le gouvernement s'obstinait surtout à reprocher aux journaux de l'opposition, c'était de mettre — toujours — si volontiers en cause la personne du roi à propos d'une politique que *Le National*, pour sa part, qualifiait de honteuse, d'avilissante et de ruineuse. Le journal de Marrast se demandait au surplus pourquoi MM. Guizot et Thiers s'attaquaient aussi vivement l'un l'autre :

“ Nous disions à M. Thiers, à M. Guizot et à tous ceux  
“ qui ont tenu les rênes de l'État : vous êtes tous des  
“ complices. Le principal coupable, nous savons où  
“ il est, quel il est, la France le sait bien aussi et la  
“ postérité le dira.

A plusieurs reprises, il faut le noter, de telles paroles et d'autres semblables trouvaient le jury plein d'indulgence. L'intervention du roi dans les affaires politiques n'était-elle pas, depuis la chute de Broglie (février 1836), chose aussi « regrettable » que constante ? Il pouvait donc y avoir quelque utilité à rappeler à Louis-Philippe les conséquences que la politique personnelle et anti-constitutionnelle de son prédécesseur avait entraînées pour lui.

Néanmoins, dans le courant de 1841, *Le National* put se plaindre d'être, pour la raison qu'on vient de dire et sans doute pour plusieurs autres, l'objet de saisies, de « persécutions incessantes qui constituaient une véritable confiscation ».

Il n'était pas le seul frappé. L'historien de *La Mode* signale que, dans le seul mois de janvier 1842 — malgré la protestation de décembre précédent ou peut-être à cause d'elle — ce journal, ainsi que *La Gazette*, *Le Siècle* et *Le Charivari* associèrent au même palmarès l'extrême droite légitimiste et la gauche. Ce ne furent pas condamnations légères : jusqu'à un an, deux ans de prison,

plus les fortes amendes qui accompagnèrent le tribut personnel que gérants, journalistes et imprimeurs « payaient aux préaux de Sainte-Pélagie ». Selon un relevé publié en 1843, le total des amendes montait alors à la somme, jugée « fabuleuse », de 1.520.000 francs. « De quoi, nous assure-t-on, bâtir une ville<sup>105</sup>. »

Il est vrai qu'ancien hebdomadaire des élégances et de la frivolité, le journal du vicomte Édouard Walsh, passé de Girardin aux légitimistes, méritait de figurer, comme l'en accusait le procureur général, « à l'avant-garde » des manieurs « d'outrages ». Sa cascade de « peut-on dire ? » du 23 janvier 1842 cumula toutes les avanies et tous les reproches dont on accablait le roi : Philippe-Égalité, la révolution de 1830 trahie, les lettres du duc d'Orléans, « l'horrible mystère de Saint-Leu », l'héritage du prince de Condé, les millions dont regorgeait la liste civile, etc. L'invective oscillait perpétuellement de l'analyse à la synthèse.

Certains événements fournissaient aux journaux légitimistes l'occasion d'affronter avec une insistance que rien ne lassait les éternelles questions relatives à la révolution de 1830 et à ses conséquences constitutionnelles. Lorsque Charles X était décédé à Goritz (6 novembre 1836), *La France* avait pu paraître plusieurs jours de suite — toute une semaine — encadrée de deuil sur ses quatre pages. Lui en voulut-on en haut lieu de manifester avec tant d'obstination sa fidélité à la branche déchue ? Comme elle donnait les noms de roi et de reine au duc et à la duchesse d'Angoulême, on s'empressa de la saisir. La mauvaise humeur dynastique n'était pas près de s'apaiser. *La France*, *La Gazette* et *La Quotidienne* s'en aperçurent dans la première quinzaine de décembre. Et l'un de ces journaux put dénoncer à ce propos l'arbitraire avec lequel le gouvernement appliquait les lois de Septembre.

Une même sévérité se déploya, à la fin de 1843, à l'occasion du voyage du duc de Bordeaux en Angleterre et de la visite qu'un certain nombre de Français lui rendirent alors. La lettre du prince à Chateaubriand et les commentaires dont la presse légitimiste l'accompagna donnèrent lieu à de nouvelles saisies et poursuites.

“ Ainsi, écrivait *La France*, la ligne de conduite pour  
“ les royalistes est toujours la même ; ils se maintien-  
“ dront avec plus de confiance et de fermeté dans la  
“ voie que le prince avait tracée, ils défendront les  
“ principes monarchiques et les libertés nationales.

Louis-Philippe et son gouvernement savaient ce qu'ils faisaient eux-mêmes de ces libertés et ils n'ignoraient pas ce que les pèlerins de Belgrave Square — « les royalistes » — entendaient par « les principes monarchiques ». *La Quotidienne* avait pour sa part qualifié la révolution du 9 août de

“ grande mystification dont l'effet le plus sensible a  
“ été de conserver les formes de la monarchie et de  
“ nous en faire perdre tous les avantages.

C'était là se rendre coupable du délit d'offense au roi et d'adhésion publique à une autre forme de gouvernement. La Cour d'assises de la Seine y mit bon ordre<sup>106</sup>.

Il arrivait que les inquiétudes de la monarchie d'Orléans vinssent d'ailleurs. Certes le bonapartisme ne possédait pas de presse comme le parti de la légitimité et *La Révolution* de 1830, où Thouret l'avait jadis laissé prendre pied, s'était vue bientôt hors de course. La mort du duc de Reichstadt en 1832 lui avait porté un coup sévère. Mais la légende napoléonienne continuait de vivre dans les chansons de Béranger, dans maints articles de la presse libérale, dans des brochures, dans les récits des vieux soldats, sur les assiettes et sur les tabatières, au faite de la Colonne où Louis-Philippe l'avait replacée et plus encore dans le cœur de nombreux Français de toute condition, mécontents du nouveau régime, amoureux de gloire. Les expéditions manquées du prince Louis-Napoléon à Strasbourg (1836) et à Boulogne (1840) avaient pu faire douter de la stratégie, voire de l'intelligence, de l'impérial neveu ; elles ne l'avaient pas privé d'un patronage que la nostalgie des âmes entretenait sans doute plus que la logique cartésienne.

Aussi bien la captivité du fort de Ham, séminaire (si l'on peut dire) du futur Empereur, a-t-elle donné une

## La monarchie du roi-citoyen

sorte de descendance morale au héros dont les cendres viennent d'être ramenées parmi des transports d'enthousiasme. Louis-Philippe n'a pas profité de son geste. Si, lors de l'apothéose des Invalides, la garde nationale a crié : « A bas les traîtres de 1815 », des journaux ont noté qu'aucun cri de : « vive le roi » ne s'est fait entendre.

Quant au prétendant, c'est par la plume et par des contacts avec la presse, avec les républicains, avec des socialistes comme Cabet et Louis Blanc, qu'il cherche à se faire une clientèle. Déjà, avant l'équipée de Boulogne, il avait par écrit exposé « les idées napoléoniennes » et supputé leur « avenir ». Son *Extinction du paupérisme* qui déclare la guerre à la misère ouvrière, est de l'époque de Ham où il fait alterner les travaux militaires et techniques, les études d'ordre social et d'ordre historique avec les articles qu'il donne au *Progrès du Pas-de-Calais*, au *Guetteur de Saint-Quentin*. En 1839, mais pour peu de temps, *Le Commerce* et *Le Capitole* lui ont apporté un concours fort actif. Lorsqu'il s'évada de sa prison (1846), les événements et les fautes du régime incarné par Guizot, toujours dirigé par Louis-Philippe, travaillaient pour lui.

## Poussée socialiste et Réforme

Depuis 1840 surtout, deux questions dominaient le destin de la monarchie : la poussée des idées socialistes, la réforme électorale et parlementaire. La réforme parlementaire avait son importance : il s'agissait de réduire le plus possible le nombre des députés fonctionnaires, artisans quasi forcés de la majorité ministérielle. Mais il est bien certain que le pays s'intéressait surtout à la réforme électorale. Écartée par Thiers, celle-ci prenait de plus en plus d'ampleur dans les esprits, se développait par voie de pétitions, s'exprimait dans des banquets comme dans les colonnes du *National*, agitait la garde citoyenne et beaucoup de Français<sup>107</sup>.





### Le Retour des Cendres de Napoléon

Quant aux idées socialistes, leur mouvement se révèle non seulement dans l'extension des grèves ou dans l'activité, plus ou moins connue, des sociétés secrètes, mais dans les publications où les diverses écoles socialisantes manifestent leurs tendances propres, développent leurs programmes. Saint-simoniens et fouriéristes s'efforcent de rationaliser les systèmes dont ils ont recueilli la succession. D'autres apparaissent qui apportent des formules tantôt violentes, tantôt humanitaires, des formules aussi où l'esprit religieux rejoint celui de la Révolution. Les noms de Louis Blanc, de Pierre Leroux, de Cabet, de Victor Considerant, de Buchez, de Proudhon, etc., prennent place aux premiers rangs du combat politique.

De 1839 à 1842, Louis Blanc, ancien rédacteur en chef du *Bon Sens*, expose à loisir dans la *Revue du progrès* qu'il dirige, ses thèses sur la libre concurrence, principe de lutte entre les hommes et de misère pour le peuple, et sur les ateliers sociaux qui, dans sa pensée, doivent absorber progressivement l'industrie privée. C'est au mois de décembre 1839 que Vinçard, « fabricant de mesures linéaires » et chansonnier, lance *La Ruche populaire*, en 1840 que Buchez fait paraître *L'Atelier*, en 1841 que naît la *Revue indépendante* de Pierre Leroux. La même année, Cabet reprend la publication de son *Populaire*, interrompue en 1835. Le 1<sup>er</sup> août 1843, Victor Considerant « sort » *La Démocratie pacifique* qui continuera le fouriérisme, après l'avoir débarrassé de ce qu'il pouvait avoir d'abusif. Peu après, voici *La Fraternité de 1845*

Encore qu'il se fût nettement prononcé contre le communisme et que d'autre part il réprouvât ces attentats contre la vie de Louis-Philippe qui furent si souvent la manifestation anarchique des doctrines révolutionnaires, *L'Atelier*, où dominaient les buchéziens, « inquiétait » le gouvernement de Guizot. Il l'inquiétait par les exigences de son réformisme social, sa propagande en faveur du suffrage universel, ses critiques à l'égard du régime, voire du roi lui-même, l'activité de certains de ses militants. Au mois d'octobre 1844, on le poursuivit pour avoir, notamment, fait entendre une menace qui fut d'abord retenue comme excitant les citoyens « à s'armer contre l'autorité royale et comme provoquant à la haine » entre les diverses classes de la société. *L'Atelier* y définissait l'attitude nouvelle de « l'ouvrier révolutionnaire » qui, à la formule décevante des émeutes mal préparées et des sociétés clandestines, a substitué la prédication au grand jour, l'appel à l'opinion publique insuffisamment informée.

“ Mais que les puissants, ne s'obstinent pas à fermer  
“ l'oreille à ses revendications ! Car alors, après avoir  
“ bien établi aux yeux de l'opinion la justice de sa  
“ cause, sûr cette fois de l'appui des masses, l'ouvrier  
“ révolutionnaire ne verrait plus d'autre ressource

“ que d’aller, une dernière fois peut-être, chercher en  
“ son secret réduit le fusil qu’il y a déposé<sup>108</sup>.

Acquitté, l’organe des buchéziens eut à plusieurs reprises à se défendre contre la mauvaise volonté d’un gouvernement dont il ne se privait pas de dénoncer « l’immobilisme » et les procédés corrupteurs.

“ Comment tout cela finira-t-il ? demandait un jour  
“ *L’Atelier*. La solution de la question sera-t-elle paci-  
“ fique ou sera-t-elle précédée d’une violente commo-  
“ tion sociale ? Ce que (nous pouvons dire), c’est qu’il  
“ ne faut pas trop se bercer de l’espoir d’une solution  
“ pacifique.

Dès 1840, Lamennais avait nettement posé l’alternative :

“ Si vous ne voulez pas de réforme pacifique, vous aurez  
“ une réforme violente : choisissez.

George Sand s’est jetée dans la mêlée. Dix ans plus tôt (1831), elle avait fait des débuts assez pénibles et mouvementés au *Figaro* d’Henri de Latouche — cette pépinière. Elle est maintenant assez riche d’idées, d’expériences diverses, d’aspirations, de relations significatives pour que le « socialisme fraternel » qui sera le grand rêve de sa vie et le cadre de plusieurs de ses romans, s’exprime en formules hardies, forgées pour la propagande et l’action. Collaboratrice généreuse et copieuse de Pierre Leroux à la *Revue indépendante*, protectrice convaincue des poètes populaires, soucieuse d’éduquer le peuple et de le préparer par la presse à la libération politique et sociale qui s’annonce, elle participe au mouvement qui va doter la province de quelques journaux influents. Déjà Lamartine a créé *Le Bien public* à Mâcon et Sand, en janvier 1844, lance sa circulaire pour la fondation de *L’Eclaireur de l’Indre*. Elle y soutiendra la cause des ouvriers, des paysans. Ce fut l’une des grandes faiblesses de la monarchie de n’avoir pas fait descendre l’« enrichissez-vous » de Guizot jusqu’à eux : elle a ainsi laissé mourir l’espoir qui eût pu la sauver. Écoutons

cet homme de la Vallée Noire auquel Sand prête sa plume :

“ Je ne sais pas comment ça s’est emmanché, mais  
“ avec l’Empire, avec la Restauration et encore plus  
“ avec la nouvelle Révolution de l’an 30, voilà que la  
“ féodalité, la dixme, le servage et jusqu’à la corvée  
“ — oui, la corvée — tout ça nous est retombé sur le  
“ corps. Il n’y a que les noms de changés. Le régime  
“ féodal, c’est le pouvoir absolu de celui qui possède  
“ sur celui qui ne possède pas. La dixme, c’est l’impôt  
“ qui jamais ne profite qu’aux riches... Le servage,  
“ c’est notre état de misère qui nous livre à la merci  
“ de l’usurier bourgeois, du fermier bourgeois, du  
“ propriétaire bourgeois ou non bourgeois ; et la corvée,  
“ c’est la prestation en nature pour les travaux prétendus  
“ d’utilité publique.

Et voici qu’apparaît au milieu de cette plainte, l’idée de la grande réforme politique qui chemine dans les esprits :

“ A qui va... l’argent, ainsi que le travail qu’on nous  
“ impose ? On dit que ça sert à ce que nous soyons  
“ bien gouvernés ! Quelle part avons-nous, nous qui  
“ ne votons sur rien, aux bienfaits d’un beau  
“ gouvernement ?

*La Réforme*, tel est précisément le titre que prend, au mois de juillet 1843, l’organe que les efforts communs d’Étienne et de François Arago, de Ledru-Rollin, de Flocon, de Félix Pyat, de Godefroy Cavaignac, de Louis Blanc ont réussi à donner comme successeur — un successeur aussi social, mais plus solide — au défaillant *Journal du peuple*.

Il est pittoresque de voir *La Réforme* prendre position par rapport à Lamartine. Répondant à *La Presse* de Girardin, celui-ci publie dans sa feuille un grand article où il explique que le programme de l’opposition serait réalisé si l’on pouvait faire entrer au gouvernement la Révolution française avec ses hautes idées démocra-

tiques et sociales auxquelles le régime tourne le dos. Il suffirait de « développer » l'œuvre de la Constituante. Or, *La Réforme* approuve bien cette assemblée pour ce qu'elle a détruit, non pour ce qu'elle a fondé. Et elle donne sa voix à la Convention, révolution qui « partait du droit social » et démocratique, tandis que la révolution libérale de la Constituante a réalisé le droit individuel absolu, qu'il s'agit maintenant de détruire à son tour. Le journal se définissait en outre à l'égard du régime et d'une bonne partie des socialistes en écrivant : *La Démocratie pacifique*

“ croit encore aujourd'hui à la possibilité de réformer  
“ sans secousse l'état social, tandis que nous sommes  
“ convaincus du contraire<sup>109</sup>.

Sans doute serait-ce sortir de notre sujet que de suivre dans le détail les réactions des grands journaux républicains, *Réforme* et *National*, en face des questions majeures de la politique française dans les dernières années de la monarchie de Juillet (douanes, chemins de fer, impôts, enseignement, rapports avec l'étranger). D'étudier aussi les heurts assez fréquents qui se produisirent entre deux feuilles si passionnées de politique.

Notons seulement que même les problèmes de diplomatie, où la presse française se montre si volontiers anglophobe, fournissaient aux républicains l'occasion de joindre à leur aversion pour le gouvernement de Guizot les attaques traditionnelles contre le roi.

“ Tous ces mouvements de canons, de soldats, de vais-  
“ seaux entraînent des frais considérables : qui les  
“ paiera ?

demandait *Le National* du 4 septembre 1843, alors que la reine Victoria était en visite au château d'Eu. Et il continuait :

“ Il va sans dire que la liste civile devra se charger des  
“ quarante cuisiniers, de leurs marmitons, du porter  
“ et des fromages. Mais si la reine... ne reste pas à Eu

“ et qu'elle vienne à Paris et à Versailles, ne nous dira-t-on pas que, sa visite s'adressant à la France, c'est la France qui doit payer les frais de réception ? N'est-il pas à craindre que nous ne voyions figurer au prochain budget un chapitre intitulé : Voyage de la reine d'Angleterre ?

Quelles paroles sévères, d'autre part, *Le National* ne fera-t-il pas entendre lorsque l'affaire des mariages espagnols aura sonné le glas de « la première Entente cordiale »<sup>110</sup> ? Il y a là toute une suite d'articles enflammés.

Georges Weill a montré que, plus modéré de pensée et de ton, moins hardi en matière sociale que *La Réforme* où collaboraient des socialistes, n'éprouvant pas pour les forts détachés de la ceinture parisienne l'aversion des autres républicains, *Le National* ne différerait pas foncièrement, sur les questions importantes, du journal de Ledru-Rollin. Tous deux estimaient, contre certains socialistes, qu'il n'y aurait aucune modification sociale sérieuse sans un préalable changement du système électoral<sup>111</sup>.

C'est d'ailleurs la campagne qui s'organise autour de cette réforme électorale — articles de journaux, brochures, banquets et discours — qui va fédérer, sans les unir complètement, tous ceux qui, de la gauche dynastique aux radicaux et aux républicains, luttent contre la politique « immobile » de Guizot ou se scandalisent de son « alliance » dernière avec Metternich. Pourtant, au mois d'octobre 1846, on avait vu *Le Siècle* et *Le National*, joints au *Constitutionnel*, refuser leur adhésion à la pétition parisienne sur le changement du système électoral. Adhésion que *La Réforme*, *Le Commerce*, *La Démocratie pacifique*, *L'Esprit public*, *Le Courrier français* avaient tout de suite donnée.

Mais, de la part du *National* comme du *Siècle*, c'étaient là divergences occasionnelles. En 1847, tous les groupes de l'opposition s'unissent, à l'exception des légitimistes, pour reprendre, sur un plan plus vaste et durable, la campagne des banquets que les radicaux avaient menée en 1840 et qui, cette fois, va se dérouler jour après jour dans toutes les villes de France.



Certes, les « radicaux exclusifs » de *La Réforme* n'étaient pas partisans, comme les radicaux modérés du *National*, d'un rapprochement actif avec la gauche dynastique. Ils y étaient même hostiles et ils le disaient :

“ Nous irons aux banquets réformistes, toutes les fois  
“ qu'il nous sera possible d'y prêcher les principes de  
“ la Révolution et d'y réclamer les droits du peuple  
“ (7 novembre 1847).

C'est précisément ce qu'ils firent au banquet de Lille où l'abstention boudeuse d'Odilon Barrot permit à Ledru-Rollin d'accaparer pour lui et ses amis républicains le bénéfice de l'hymne, d'une singulière précision, qu'il chanta à l'avenir de la démocratie. *La Réforme* donna un long et chaleureux compte rendu de ce banquet et pendant deux jours attendit, non sans malice, les réactions du *National*. Celui-ci se refusa à dramatiser l'incident : le malentendu de Lille n'aurait pas de suites graves pour le développement du courant réformiste. De fait, la série des banquets, ici de tendance dynastique ou modérée, là de tendance montagnarde, se poursuivit à un rythme rapide.

### « Vol, concussion, chantage »

Mais si le conflit politique qui oppose, en la personne de Guizot et de ses adversaires, la monarchie orléaniste et les forces de l'avenir, devient de façon si efficace le centre de rassemblement des hostilités actives, c'est que la presse, plus que l'opinion publique ne pourrait le faire, additionne et peut-être gonfle les mécontentements, tient un compte minutieux des scandales, groupe en un tableau général les causes particulières de ruine.



Guizot, en 1842

A peine le procès Teste-Cubières a-t-il jeté sa lumière crue sur les pratiques de l'administration que le crime du duc de Choiseul-Praslin et les circonstances dont il s'entoure fournissent aux ennemis du régime des arguments d'exploitation facile. Déjà les contemporains opèrent la synthèse d'horreur que l'histoire tiendra pour essentielle, dont elle fera le cadre des événements tout proches. On cite toujours Tocqueville. Mais deux journaux aussi différents que *La Gazette* et *La Réforme* se livrent avant lui à cette opération :

“ Que se passe-t-il donc dans les hautes sphères  
“ du gouvernement ? demande *La Gazette*. Comment  
“ se fait-il que, dans cette année 1847, l'opinion publique  
“ ne soit occupée que de procès intentés à des hommes

“ du système, depuis de simples munitionnaires jus-  
“ qu’à des ministres, depuis des souteneurs journalistes  
“ jusqu’à des grands seigneurs ralliés ? (27 août.)

« Vol, concussion, chantage », écrit de son côté *La Réforme* avant d’évoquer l’assassinat de la duchesse. Et elle déroule une kyrielle d’affaires attristantes. Comme tout cela justifie peu le « grand air sorbonnien » de M. Guizot, célébrant l’honnêteté du régime ! A l’enquête sur la corruption administrative dont le gouvernement n’a pas voulu, les scandales révélés apportent leurs documents irréfutables. Le journal en accentue l’effet en lui opposant une autre enquête, également écartée par le gouvernement — celle dont la crise de 1846-1847 met aussi sous les yeux de tous les résultats : « ces conditions atroces de travail, les terribles misères de cet hiver », ces salariés de tous les états qui, « après quinze heures de labeur », ne peuvent suffire à payer leur pain trop cher et qui « se traînent à la porte des bureaux de charité » pour « recourir à la distribution publique, à la providence des bons » (20 août 1847).

“ Croit-on qu’un pareil amas de hontes et d’horreurs  
“ se soit accumulé par un pur effet du hasard ?

Guizot vu par Daumier



demande *La Réforme*. Et *La Gazette de France* :

“ N'est-on pas forcé de rechercher si cette éclosion  
“ de délits et de forfaits, dans une sphère qui devrait  
“ s'en trouver exempte, ne tient pas à des causes  
“ morales qu'il importe de découvrir et d'atteindre,  
“ pour qu'elle ne détruise pas la société.

Peut-être — sous réserve de la misère sociale — y avait-il là une vue délibérément pessimiste, oublieuse en tout cas de tant d'autres scandales qui ont déshonoré et déshonoreront toujours bien des régimes. Est-ce cette considération d'expérience qui permettait au roi, sorti indemne « de dix attentats » et nanti d'une forte dose de scepticisme, de conserver, malgré sa famille inquiète, une si grande sérénité ? Pourtant les difficultés de tout ordre ne manquaient pas. Certaines — notamment l'agitation libérale qui emportait l'Europe — donnaient des soucis à plusieurs trônes. La France, elle, trouvait encore le temps de se passionner, non sans violences dans la presse et ailleurs, pour de hautes questions comme celle de l'Université et de la liberté d'enseignement, vieux débat toujours en chantier. Mais le plus grave était que Guizot, moins apte à faire l'histoire qu'à l'écrire, Guizot soutenu par le roi, restait invariablement hostile à la réforme électorale et parlementaire.

Faible à la Chambre, mais parfois renforcée, l'opposition était partout. Dans de nombreux pamphlets, vendus ou distribués de façon plus ou moins clandestine, le gouvernement du roi était mis en cause, l'état social âprement critiqué (*La voix de la famine, A mitraille sur les agioteurs*, etc.). Des almanachs, comme celui de *la France démocratique*, éveillaient la clientèle modeste. Des chansons affrontaient la rue — celle par exemple qui se terminait par ces mots :

“ Louis-Philippe, file, file vite, car tu files un mauvais  
“ coton<sup>112</sup>.

Les lettres donnaient à plein. Michelet, Lamartine, Louis Blanc exaltaient coup sur coup les grands modèles de 89.

Le roman-feuilleton, que la presse à bon marché avait mis à la mode, flattait bien des aspirations, entretenait des passions douteuses. En publiant *Les Mystères de Paris* d'Eugène Sue, les *Débats*, journal des Tuileries et de la bourgeoisie philipparde, portaient inconsciemment leur pierre à la révolution. Les drames de Félix Pyat, avec plus de conscience sans doute, tendaient aux mêmes fins. De l'*Histoire des Girondins* aux pages les plus fugitives de la littérature médiocre, tout appelait un bouleversement, dont Tocqueville aura bientôt raison de dire à la Chambre qu'il était inscrit par avance dans les opinions et les sentiments du peuple.

Ces sentiments, ces opinions, la presse de province (comme celle de Paris) s'efforçait de les aviver. Elle avait beaucoup souffert des lois de 1835 qui la contraignirent à la prudence, en bien des cas à la mort. De maintes façons le gouvernement lui rendait l'existence difficile. Il privait les journaux opposants du bénéfice des annonces judiciaires, comme il advint à *L'Emancipation* de Toulouse, à *La Gazette du Languedoc*, à l'*Union libérale* de Nevers, au *Journal de la Meurthe* de Nancy, au *Libéral du Nord* de Douai, à *L'Avenir national* de Limoges, etc., dépossédés par les Cours royales de cette ressource, au profit, d'ordinaire, de journaux moins importants mais ministériels. On pouvait aussi mettre les feuilles récalcitrantes dans l'impossibilité de trouver ou de garder des presses. *Le Journal de l'Eure* succomba en 1843, « victime, dit *Le National*, de deux monopoles : les annonces judiciaires et les brevets d'imprimeurs. »

Si beaucoup des feuilles subsistantes n'étaient ni quotidiennes, ni politiques, ni influentes, il faut noter que Valenciennes, Arras, Nantes, Poitiers, Lyon, Toulouse, Perpignan, d'autres villes encore conservaient des journaux qui s'acharnaient à mener la lutte républicaine. A ses confrères de province *La Réforme* avait reproché de copier sans grande originalité les journaux de Paris. Pourtant l'organe des démocrates dut reconnaître que les questions sociales trouvaient dans les feuilles départementales un refuge particulièrement accueillant. Aussi bien a-t-on vu que les plus grands esprits acceptaient d'y collaborer et même les soutenaient de tout leur pouvoir.





## LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER

### Le banquet décommandé

L'ensemble de crises qui précèdent la Révolution de 1848 comme tant d'autres — crise alimentaire, financière, économique de 46-47, crise sociale, crise morale, crise politique, etc. — va se concentrer autour du conflit qui oppose, ainsi qu'en 1830, les partis de tendances libérales au gouvernement. Ce conflit s'enflammera brusquement et en quelques jours renversera la dynastie avec, cette fois, la royauté.

Dans son discours du trône (28 décembre 1847), Louis-Philippe, répétant Charles X, a parlé « des passions ennemies ou aveugles » qui fomentent l'agitation — l'agitation des banquets. Puissance des mots qui traduisent trop clairement un état de choses réel : ceux que le roi vient de prononcer dominent les longs débats que l'Adresse provoque dans les deux Chambres ; ils figent dans leurs

positions hostiles le monarque et son gouvernement d'une part, la minorité réformiste de l'autre.

Après le vote du dernier paragraphe de l'Adresse, qui a repris les termes flétrissants employés par le roi, certains des députés opposants songent à démissionner. Il est seulement décidé qu'on participera au banquet qui doit se tenir dans le 12<sup>e</sup> arrondissement : on lui donnera le sens d'une protestation contre le refus de toute réforme électorale, contre la prétention aussi que le gouvernement s'arroge de contester le droit de réunion. En fait l'opération est tournée contre Guizot qu'on voudrait chasser du pouvoir pour prendre sa place, et, dans l'esprit de certains, contre Louis-Philippe, s'il obstine à le garder.

Le directeur de *La Presse*, Girardin, estime insupportable l'attitude du gouvernement et fort médiocre celle de l'opposition. Député de la Creuse, sorti des rangs de la majorité depuis un an, il va rompre en visière avec la minorité et il donne, lui, sa démission (14 février).

“ Entre la majorité intolérante et la minorité inconsé-  
“ quente, écrit-il dans son journal, il n'y a pas de place  
“ pour qui ne comprend pas le pouvoir sans l'initiative  
“ et le progrès, l'opposition sans la vigueur et la logique.

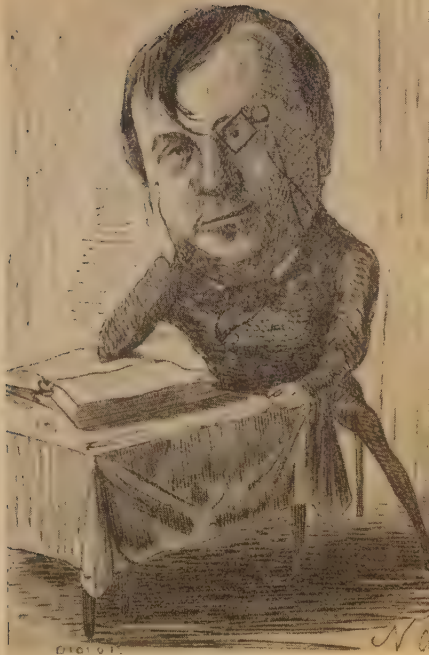
Girardin est contre le banquet. Il y voit « une lutte imprudemment, malhabilement engagée ».

“ Qu'en sortira-t-il ? Qu'en peut-il sortir ?  
“ ... Il en sortira ou bien une manifestation impuis-  
“ sante, ou bien une résistance violente, deux alterna-  
“ tives également déplorables<sup>113</sup>.

Les journaux de gauche du 21 février annoncèrent (*Le National* en pleine page) la participation des députés de l'opposition — une centaine — au banquet du 12<sup>e</sup> :

“ Le droit de réunion politique sans autorisation  
“ préalable ayant été nié par le ministère dans la discus-  
“ sion de l'Adresse, nous voyons dans ce banquet le  
“ moyen de maintenir un droit constitutionnel contre

Émile de Girardin



“ les prétentions de l'arbitraire et de le faire consacrer  
“ définitivement.

Suivait un communiqué de la commission organisatrice. Elle y réglait la marche du cortège dont les colonnes — députés, pairs de France, officiers et troupes de la garde nationale, jeunes gens des écoles, etc. — se dérouleraient, le lendemain, depuis l'église de la Madeleine, lieu du rassemblement, jusqu'au lieu du banquet, lequel avait été fixé en un coin peu fréquenté des Champs Élysées. C'était accoler au banquet proprement dit ce que Tocqueville appelle dans ses *Souvenirs*, une « manifestation politique immense ». Le programme, assure-t-il, en fut arrêté, à l'insu des chefs de l'opposition dynastique (formule qu'il ne faut pas prendre trop à la lettre), au

cours d'une réunion nocturne de journalistes et de radi-  
caux. Marrast avait tenu la plume<sup>114</sup>.

Le ministère s'émut de cette « proclamation » qui donnait des consignes à la garde nationale et, « dressant un gouvernement à côté du véritable gouvernement du pays », appelait à une « manifestation publique, dangereuse pour le repos de la cité ». En conséquence, il interdit ce déploiement de forces hostiles, encore que, dans la soirée, une note parue dans *La Patrie* se fût efforcée d'apaiser la mauvaise humeur officielle.

*La Réforme* avait été exclue de la commission organisatrice du banquet. Tout en dégageant sa responsabilité, elle n'en publia pas moins, dans son numéro du 21, le communiqué qui fixait le lieu de la réunion et le déroulement du cortège. Ce n'est pas disait-elle au moment où, « l'opposition se décide à faire quelque chose » même si c'est « peu de chose », que des démocrates peuvent s'abstenir. « La démocratie tout entière doit prendre part » au mouvement national qui se déclenche :

- “ La Révolution et la contre-révolution sont en
- “ présence.
- “ D'un côté, le droit, de l'autre, l'arbitraire.
- “ Notre choix ne saurait être douteux.
- “ Nous entrons dans la manifestation et nous y
- “ appelons tous nos amis.

La manifestation une fois interdite, les députés de l'opposition s'inclinent aussitôt et la commission d'organisation fait de même. Mais celle-ci use de termes qui soulignent bien la réelle divergence qui existe entre les intentions moins spectaculaires, moins agressives des dynastiques comme Barrot, partisans du banquet plus que du défilé, et celles des membres plus à gauche de l'opposition.

- “ Considérant que le ministre de l'Intérieur a déclaré
- “ à la tribune qu'il tolérerait le banquet, pourvu qu'on
- “ s'y rendît individuellement ; qu'on donnerait ainsi
- “ aux ministres l'occasion de constater une contraven-
- “ tion et de faire juger par un tribunal de simple police

“ un droit politique qui est du ressort des Chambres  
“ et du pays tout entier ; considérant de plus que la  
“ manifestation générale à laquelle la population de  
“ Paris devait concourir donnait le véritable caractère  
“ au banquet projeté, etc...

Quoi qu'il en soit, les journaux publient dans leur numéro du 22 février les deux communiqués. On renonce — provisoirement — à la « protestation légale et pacifique » prévue. Et « tous les bons citoyens » sont invités à ne pas s'exposer à une collision redoutable avec la force publique.

“ La patience et le calme sont aujourd'hui pour tous les  
“ bons citoyens le plus impérieux des devoirs :

cette formule du *Constitutionnel* s'épanche en variations concordantes qu'il sied de dénombrer.

“ Le ministère, écrit *Le Siècle*, tenait en réserve une  
“ batterie qu'il vient de démasquer. Il voulait faire  
“ tomber dans un piège la population parisienne et les  
“ députés de l'opposition ; mais cette indigne manœuvre  
“ a été déjouée par une résolution pleine de sagesse.

“ Déjouez une tactique odieuse, conseille *Le Com-*  
“ *merce*... Nous dirons (à la population) d'accepter ou  
“ plutôt de subir aujourd'hui le fait ; demain le droit  
“ triomphera.

“ Notre premier sentiment et notre premier devoir,  
“ assure *Le National*, nous commande de joindre notre  
“ voix à celle des hommes qui détournent la population  
“ de Paris de toute lutte inégale, violente, sanglante.

*La Réforme* ne tient pas un autre langage :

“ Hommes du peuple, gardez-vous demain de tout  
“ téméraire entraînement. Ne fournissez pas au pouvoir  
“ l'occasion cherchée d'un succès sanglant.

“ Il faut maintenir l'agitation sur le terrain légal,  
“ prescrit de son côté *La Démocratie pacifique*, et refuser  
“ au pouvoir la satisfaction d'une guerre civile.

## La révolution de février

Mais, cette renonciation générale, ce recul s'accompagne souvent de récriminations pleines d'exigences.

*La Réforme* exhale sa fureur. Elle qualifie de « monument honteux d'incapacité et de faiblesse » la déclaration des députés que d'ailleurs les étudiants républicains et les milieux « avancés » jugent très sévèrement. Elle reproche à l'opposition d'avoir vainement agité le pays, d'avoir choisi comme lieu d'une réunion, qu'elle disait légale, « celui qu'un chef militaire indiquerait pour y faire mitrailler et sabrer le peuple par ses soldats », d'avoir averti le gouvernement pour qu'il pût arrêter « toutes mesures de force et de violence », puis, cela fait, de disparaître.

.. Patience, quand il plaira au parti démocratique de  
.. prendre une initiative semblable, on saura s'il recule,  
.. lui, quand il s'est avancé.

La décision des députés de mettre immédiatement le ministère en accusation ne suffit pas à la presse de gauche. La majorité de la Chambre, en effet, repoussera la mise en accusation. S'il en va ainsi, l'opposition devra démissionner en masse : « Voilà, pour *Le National*, ce que tout le monde demande, espère, attend ». Le pays pourra de la sorte se prononcer sur le droit de réunion, bafoué par le gouvernement. Quant aux journaux, négligeant les débats auxquels s'attardera une « Chambre mutilée », ils seconderont dans leur campagne électorale les adversaires du pouvoir.

Pour *La Démocratie pacifique*, il faudra que l'opposition donne bientôt à Paris le banquet réformiste qu'elle lui avait promis :

.. Ajourner en ce moment le banquet, ce peut être  
.. humanité, prudence. Y renoncer absolument, ce  
.. serait pour la gauche une abdication, ce serait la  
.. plus profonde des déchéances morales.

Au matin du 23, personne ne s'attend, sauf, apparemment la police, à une révolution. Les *Débats* se livrent à une exégèse minutieuse du texte par lequel la commis-



sion du banquet a décommandé la manifestation. Ils y relèvent la « contradiction flagrante » qu'on a signalée avec les buts pacifiques d'Odilon Barrot : « En lisant cette pièce, on se convaincra de plus en plus que le mouvement était sorti des mains de l'opposition pour tomber sous l'influence d'un comité révolutionnaire et qu'il était temps que l'autorité légale revendiquât ses droits. »

*Le Siècle* regarde au loin :

.. Le ministère se montre aussi vain que rassuré à  
.. l'aspect de la force matérielle qui se déploie dans la  
.. capitale. Il peut en effet en abuser pour un jour,  
.. comme il a abusé de la force du nombre dans les  
.. Chambres.

.. Mais quel a été le résultat de ses violences parle-  
.. mentaires ? Un péril plus grand pour la Couronne,  
.. un trouble plus grand dans le pays. *Qu'il poursuive*  
.. *et la ruine est au bout...* Le danger... se montre  
.. d'assez près pour que nous nous tenions sur nos  
.. gardes. Si le gouvernement actuel vient s'y briser  
.. comme le gouvernement de Charles X, ce ne sera  
.. point la faute de l'opposition, ce sera le crime des  
.. ministres.

## Chute de la monarchie

Le ministère avait tort de se montrer « rassuré ». Les mêmes journaux du 23 rapportent les événements qui se sont produits la veille : le rassemblement de la place de la Madeleine, qui malgré l'interdiction, a groupé une foule nombreuse, venue des quartiers populaires et des faubourgs, les charges de cavalerie, les premiers blessés, les premiers morts, les premières barricades. Au passage, dans *Le National*, une double explication, très vraisemblable, du peu d'influence que le contre-ordre de la presse a exercée sur la population. Celle-ci attendait les députés à l'endroit fixé pour la réunion :



*Le National* décrit cette fusillade « sans aucune sommation, sans la moindre formalité légale », l'angoisse de la foule, l'émotion qui s'empare de Paris. Le char funèbre portant une quinzaine de morts (on annonce déjà 52 personnes tuées ou blessées) s'arrête devant le journal, Garnier-Pagès promet de faire l'impossible pour que le peuple obtienne satisfaction d'un crime aussi « atroce », et l'effrayant cortège s'éloigne, semant à travers la capitale surexcitée l'appel aux barricades — « à l'exécution publique » comme a dit Flocon, de *La Réforme*, quand le char a fait une station sous ses fenêtres.

“ On pouvait à la fin du jour, affirme *Le National*, se  
 “ contenter du changement complet du système poli-  
 “ tique, de la dissolution de la Chambre et des réformes  
 “ demandées.

“ La nuit a rendu ces satisfactions insuffisantes. Un  
 “ crime a été commis : il faut que justice soit faite.

“ ... Il importe que le ministère soit mis en accu-  
 “ sation... Un grand exemple est nécessaire : que le  
 “ vœu de la garde nationale se fasse entendre.

“ Et... nous l'adjurons de considérer que dans les  
 “ temps de crise, les événements changent la situation  
 “ d'une heure à l'autre.

“ Nous sommes convaincus qu'elle pense comme nous  
 “ que ce qui pouvait suffire naguère ne suffit plus.

*Le Commerce* donne, heure par heure, une vision des événements : la fusillade, puis les barricades qui s'élèvent du côté de la rue Montmartre, rue Grange Batelière, ailleurs, les cris qui éclatent, l'appel aux armes :

“ Il est minuit... le tocsin sonne.

“ Paris, placé entre une inconcevable réaction de  
 “ terreur et le désarroi de tous les partis, n'a  
 “ plus d'espoir que dans l'énergie intelligente de sa  
 “ population.

“ La garde nationale est l'intelligence, l'énergie,  
 “ l'ordre armés de notre population.

“ Paris compte avec confiance sur sa garde nationale.

C'est en elle également que *Le Siècle* met tout l'espoir qu'il veut encore conserver malgré la fusillade (« Était-ce un malentendu, un malheur ? Était-ce un crime ? »).

“ Que la garde nationale soit demain tout entière  
“ sous les armes. Qu'elle reste unie, qu'elle se montre  
“ ferme autant qu'elle a été modérée... Grâce à son  
“ heureux accord avec la population, les malheurs vers  
“ lesquels nous a précipités le plus aveugle endurcis-  
“ sement pourront encore être prévenus.

*La Gazette de France* n'attend pas davantage pour saluer le triomphe certain de ce droit de suffrage pour tous que Genoude réclame depuis si longtemps, au grand scandale de tant de monarchistes :

“ Le succès de la réforme telle que nous la demandons,  
“ de la participation de tous les Français aux droits  
“ politiques est maintenant assuré.  
“ La garde nationale et le peuple qui ont crié :  
“ Vive la réforme ! depuis deux jours, ne peuvent être  
“ exclus de cette réforme.

On ne saurait dire que la presse, cette fois, dirige les opérations comme elle a fait en 1830. Certains de ses membres s'y mêlent plus ou moins. Parmi les « groupes affairés et inquiets » qu'il rencontre, le 23, dans la salle des Pas-Perdus de la Chambre, Victor Hugo aperçoit Merruau, du *Constitutionnel*, Girardin, Armand Marrast. Dans la rue il croise Antony Thouret, « crotté jusqu'à l'échine, la cravate pendante, le chapeau bossué » : « il marchait depuis le matin, allant de quartier en quartier, pérorant de groupe en groupe<sup>116</sup> ». D'autres combattaient avec les insurgés, étaient sur place pour rendre compte des événements, préparaient des placards, les affichaient, les distribuaient.

“ On vous parle de M. Thiers, de M. Molé, de M. Odilon  
“ Barrot pour gouverner le pays, écrivait *Le Courrier*  
“ *français*. N'acceptez point ces hommes qui n'ont  
“ point su combattre la réaction...

# Habitans de Paris,

Le **ROI** a fait appeler Monsieur **THIERS** et l'a chargé de la composition *d'un nouveau Cabinet*. Monsieur **THIERS** a demandé au **ROI** la permission de s'adjoindre Monsieur **ODILON-BARROT**. Le **ROI** a donné son consentement à cette proposition.

---

BOLCOTTE Imprimeur, rue de la Santé-Chapelle, 1 — Paris 13<sup>e</sup>

“ D’autres hommes se présenteront qui, tout en  
“ maintenant l’autorité des lois, feront triompher  
“ enfin tous les droits politiques. Souvenez-vous de 89  
“ et 1830 !

“ Le peuple est maître de Paris...

“ Citoyens, ne désarmons point jusqu'à ce que nous

“ ayons satisfaction !

Girardin cependant tentait d'être, dans des circonstances et avec des intentions différentes, le Thiers de la révolution nouvelle. Dans la matinée du 24, il a fait composer et afficher la proclamation qui annonce le nouveau gouvernement et la suspension du feu. Cette proclamation n'ayant obtenu aucun succès, il se précipite aux Tuileries, décrit l'exaspération des masses, presse le roi d'abdiquer et de confier la régence à la duchesse d'Orléans. Louis-Philippe cède alors aux objurgations d'une partie de ceux qui l'entourent et Girardin, dépassant l'autorisation arrachée, multiplie les papillons qui annoncent non seulement l'abdication royale, mais la régence de la duchesse<sup>117</sup>. Il ira à la Chambre avec la mère du jeune comte de Paris et ne s'éloignera d'elle qu'après avoir « concouru à assurer sa retraite ». Mais il avait — évidemment — espéré davantage.

Sur une simple feuille — aux *Débats*, un simple recto — les journaux du 25 février publient l'abdication du roi et la constitution du gouvernement provisoire dont ils donnent les premières proclamations. Au *National* comme à *La Réforme* l'événement s'étale en placard sur toute la largeur de la page. Un peu inquiets, assez somnolents pendant la lutte, mais désireux de l'acheminer *in extremis* vers une solution à la fois acceptable et profitable, les deux journaux ont la veille ajusté leurs listes gouvernementales.

Ses deux pages suffisent à *La Démocratie pacifique* pour abriter un raccourci de l'événement aussi imprévu que grandiose qui vient de se produire : si « la volonté immuable » du roi et de ses ministres a dû céder, c'est qu'elle a trouvé en face d'elle, d'une part la résistance active de la garde nationale dressée contre le pouvoir, et d'autre part la passivité d'une armée qui, « frémissant sous ses chaînes », n'a pas secondé les mauvais desseins de l'État.

Réflexion pertinente sur les néfastes lenteurs de la monarchie aux prises avec l'émeute :



“ Hier on accordait M. Molé, cette nuit on appelait  
“ le secours de MM. Thiers et Barrot ; aujourd’hui,  
“ c’est le roi lui-même qui disparaît, léguant à la France  
“ son petit-fils sous la régence de la duchesse d’Orléans.  
“ Cette concession était, comme les autres, trop tardive.  
“ C’est le sort des Bourbons de ne savoir pas choisir  
“ l’heure de plier.

Le même numéro contenait le texte d’un placard que *La Démocratie* avait fait distribuer et afficher dans la matinée du 24, donc quelques heures avant la constitution du gouvernement provisoire. Toute une série de vœux et de réformes y figuraient : amnistie générale, mise en accusation des ministres, dissolution immédiate de la Chambre, abolition des lois de septembre, droit de réunion, liberté de parole, de presse, de pétition, d’association, de culte, réforme électorale, réforme parlementaire, réforme de la pairie, respect de la propriété, droit au travail garanti, paix et Sainte-Alliance entre les peuples. Le placard se terminait par quelques mots suggestifs :



« Il est un homme en France qui accepte ces principes, ... qui les a déjà proclamés : M. de Lamartine. »

Deux jours plus tard, *La Démocratie pacifique* se réjouira de voir « tous les éléments de la population » représentés au sein du gouvernement provisoire, « où l'ouvrier mécanicien (Albert) siège à côté de Lamartine, le grand homme d'État qui avait si bien prévu, si justement baptisé la Révolution du mépris ».

Depuis la veille et pendant plusieurs numéros, l'organe des phalanstériens, qui voudrait être le centre de ralliement de tous les socialistes, arbore, en une manchette spectaculaire, cette suite de propositions : « La République de 1789 a détruit l'ordre ancien ; la République de 1848 doit constituer un ordre nouveau. La réforme sociale est le but : la République est le moyen. Tous les socialistes sont républicains, tous les républicains sont socialistes. »

On se rallie d'ailleurs beaucoup, comme le demandent les feuilles libérales, autour de la République naissante et de son gouvernement. S'il ne va pas jusqu'à oublier la ferveur de ses sentiments orléanistes, le *Journal des Débats* estime que « tous les bons citoyens » (le mot continuait de faire fureur) doivent apporter leur concours « à tout gouvernement qui donnera à la France l'ordre et la paix (26 février) ». Les *Débats* apportent le leur.

« Journée néfaste » a écrit, le 23, *L'Union monarchique* en laquelle se sont fondus, l'année précédente, *La France*, *La Quotidienne* et *L'Echo français*. Pour elle, ce qu'il faut, c'est « sauvegarder la liberté sans désordres, obtenir le progrès sans secousses, les réformes libérales sans commotions sanglantes ». La révolution à peine victorieuse, *L'Union* semble ne pas apercevoir la chute de la monarchie, pour ne songer qu'au châtimement de l'usurpateur, à « l'acte de haute et prompte justice qui vient d'expulser en trois jours la dynastie d'Orléans ». « La justice de Dieu a achevé son œuvre », écrit-elle dans son numéro du 26. Et elle célèbre « l'héroïsme du peuple » pendant le combat et sa « modération » ensuite.

“ Après dix-sept ans d'expérience, ajoute l'organe  
“ monarchiste, nous sommes convaincus que les partis  
“ doivent s'effacer devant la volonté de la France

Lamartine



“ loyalement consultée : nos sympathies sont acquises  
“ d’avance à tout établissement politique qui sauvera  
“ le pays par le pays lui-même.

*Le Populaire*, que Cabet avait ressuscité en 1841, a provisoirement abandonné sa parution hebdomadaire et il jette dans le public un certain nombre d’affiches qui, tous les deux jours, couvrent la fin du mois et le début de mars. La feuille à simple recto du 25 février contient un appel « aux communistes icariens » dont *La Démocratie pacifique* s’empare pour assurer que « toutes les écoles socialistes marchent d’accord ». Si en effet ce texte, parmi bien d’autres revendications, demande la suppression de la misère, il écarte « l’application immé-

## La révolution de février

diate des doctrines communistes », s'en remet aux seuls moyens « que peut accepter la justice » et proscriit l'atteinte à la propriété. Fidèle à lui-même, Cabet écarte en outre la vengeance, le désordre, les violences. Il s'extasie sur l'événement qui vient de s'accomplir :

“ Quelle révolution ! c'est bien autre chose que 1830 !...  
“ C'est prodigieux, merveilleux, miraculeux...

Après l'hommage rituel et justifié à la garde nationale et « aux braves ouvriers » qui ont permis à la révolution de vaincre, les journaux libéraux se préoccupent de l'œuvre à entreprendre.

On ne peut, estime *Le National*, « s'exposer une seconde fois » à une déception pareille à celle qui a suivi 1830.

“ La dynastie d'Orléans est la dernière ; elle emporte  
“ avec elle toute possibilité de monarchie et c'est le  
“ seul service qu'elle ait rendu à la France.

Mais la République — qui est le gouvernement qui s'impose — devra « s'occuper sérieusement des intérêts des classes laborieuses, organiser la société sur des bases toutes nouvelles ».

Même note dans *Le Siècle*.

“ Un gouvernement national comprendra que, pour  
“ s'affermir, il doit travailler sans relâche à améliorer  
“ le sort du peuple. [Du peuple qu'il ne faut pas]  
“ délaisser encore une fois dans sa misère.

*La Réforme* demandait que la nation fût rapidement convoquée, afin qu'un gouvernement pût s'établir qui reposerait sur la confiance publique. Elle demandait aussi que tous les citoyens qui se présenteraient avec « un titre valable » fussent incorporés dans les légions de la garde et armés. « En ce moment, toute notre politique est là : le fusil et le vote (27 février). »

Et Girardin ? Il n'est pas homme à s'attarder vainement.

Dès le 25, il publie le fameux article « Confiance ! confiance ! » qui prêche la reprise immédiate de l'acti-

vité nationale et contribue à rallier tant de « bons citoyens » au gouvernement provisoire — un article dont Saint-Beuve a pu dire que chaque mot « faisait programme ». Et chacun des jours qui suivent apporte son texte où Girardin, brusquement « devenu l'un des maîtres de l'heure par la vertu de cent-cinquante lignes imprimées »<sup>118</sup>, distribue à tous des consignes.

Peu de temps lui a suffi pour qu'il condamnât lui-même la solution qu'il avait préconisée et que, caduque, il abandonne :

Vendredi 25 février 1848.

# LA REFORME

## PROCLAMATION DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE.

Au Peuple Français!

Le Gouvernement provisoire au Peuple Français de Paris.

Le Gouvernement provisoire au Peuple Français de Paris.

Le Gouvernement provisoire au Peuple Français de Paris.

Le Gouvernement provisoire au Peuple Français de Paris.

Le Gouvernement provisoire au Peuple Français de Paris.

Le Gouvernement provisoire au Peuple Français de Paris.

Le journal radical

Pas de régence ! écrit-il le 28.

C'est à nous les premiers à faire entendre ce cri, nous qui, les premiers, aux Tuileries, n'avons pas craint de dire : abdication du roi, régence de M<sup>me</sup> la duchesse d'Orléans.

Le jeudi 24 février à midi, il était déjà trop tard. Aujourd'hui, la régence serait un anachronisme.

## La révolution de février

- “ Elle attirerait sur nous deux fléaux :
- “ La guerre civile.
- “ La guerre extérieure...

Telle est également l'opinion de Lamennais qui, le 27 février, sur une simple feuille imprimée au recto, lance son *Peuple constituant*. Dès le deuxième numéro, il explique qu'il n'y a pas d'autre solution possible que la République. « Confié aux mains d'une femme et d'un enfant presque au maillot », un gouvernement issu de la monarchie orléaniste n'apporterait qu'intrigues, cupidité, désespoir du peuple, guerre civile, anarchie. On ne peut songer davantage à une nouvelle restauration de la branche aînée : elle ne serait qu'un retour à tout ce que « le magnifique effort de juillet » avait renversé. La République seule « est capable de nous sauver, de « sauver tous les peuples nos frères, qui nous regardent avec espérance ».

Il appartenait à *L'Univers* d'interpréter, dans la perspective de Bossuet (en partie du moins !) et de *L'Histoire universelle*, la révolution qui venait de s'accomplir. Il a, comme ses confrères, annoncé le 25 la chute de la dynastie.

- “ Le combat était terminé avant la fin du troisième
- “ jour. La révolution est consommée et c'est l'une des
- “ plus étonnantes de l'histoire.

Si le lendemain, les presses de son imprimeur ayant été brisées, *L'Univers* n'a pu faire paraître qu'une demi-feuille, il se dédommage le 27 en publiant un long article. Un article qui philosophe sur l'événement du jour, ses causes et ses suites et, près d'un demi-siècle avant Léon XIII, esquisse un premier ralliement :

- “ Dieu parle par la voix des événements. La Révolu-
- “ tion de 1848 est une notification de la Providence...
- “ Les temps étaient venus... Qui songe aujourd'hui
- “ en France à défendre la monarchie ? La France



“ croyait encore être monarchique et elle était déjà  
“ républicaine.

“ ... La monarchie succombe sous le poids de ses  
“ fautes. Immorale avec Louis XIV, scandaleuse  
“ avec Louis XV, despotique avec Napoléon, inintelli-  
“ gente jusqu'à 1830, astucieuse, pour ne rien dire  
“ de plus, jusqu'en 1848, elle a vu successivement  
“ décroître le nombre et l'énergie de ceux qui la croyaient  
“ encore nécessaire.

“ ... Nous ne croyons pas au droit inamissible des  
“ couronnes... L'Église ne demande aux gouvernements  
“ humains qu'une seule chose : la liberté... Que la  
“ République française mette enfin l'Église en posses-  
“ sion de cette liberté que partout les couronnes lui  
“ refusent ou cherchent à lui ravir, il n'y aura pas de  
“ meilleurs et de plus sincères républicains que les  
“ catholiques français.

Symbole d'alliance ou, en tout cas, d'entente possible :  
déjà les journaux signalaient qu'un crucifix, pris aux  
Tuileries, avait été salué par la foule et religieusement  
porté à Saint-Roch. Et, le 28, ils se firent l'écho des  
applaudissements que Lacordaire, évoquant cette scène,  
recueillait sous les voûtes de Notre-Dame...

## Le temps des déceptions

Le temps des déceptions succéda vite au temps des  
espoirs. *Le Populaire* s'aperçut sans tarder du péril  
majeur que la coalition des craintes et des intérêts  
allait dresser devant les ambitions socialistes. Tout de  
suite il rappela « l'escamotage de 1830 ». S'il s'est rallié  
au gouvernement provisoire, il éprouve le besoin de le  
mettre en garde, dès le 29 février, contre certaines ter-  
giversations, certains actes aussi qui ne correspondent  
pas à l'attente ouvrière et de lui recommander en revanche  
les gestes qui, selon lui, s'imposent. Le 7 mars, Cabet  
invite le gouvernement à « s'expliquer nettement ». A

## La révolution de février

l'heure où il écrit, les soixante-neuf premiers pionniers qui, un mois plus tôt, en tunique de velours noir et sous chapeau de feutre gris, ont quitté le Havre pour le Texas afin d'y fonder la colonie des Icariens, voguent en pleine mer. Et leur chef, resté à Paris, de poser cette question grave :

“ Il faut que nous sachions si nous devons, plus encore  
“ que sous Louis-Philippe, désirer l'émigration pour  
“ trouver la justice, l'égalité, la liberté et la protection  
“ des lois<sup>119</sup>.

Mais c'est de tous les côtés que les désillusions vont venir. Rêvée dès 1830 par des gens qui étaient loin de la concevoir de même façon, la République improvisée de 1848 aura bien du mal à se défendre — et se défendra mal — contre ses adversaires du jour et du lendemain : impatience révolutionnaire des uns, inquiétudes des autres, activité indolente et précise de Louis-Napoléon Bonaparte, etc. Les clubs, les journaux républicains ont envahi la scène politique. Mais ils ne sont pas seuls à travailler.

La presse pour sa part prolifère d'étonnante manière. Au milieu du rajeunissement universel, des feuilles de toute sorte ont surgi de partout. L'abolition des lois de septembre, la suppression du droit de timbre et du cautionnement facilitent leur éclosion. On en dénombrera près de 300 à la fin d'août, dont beaucoup d'ailleurs n'auront guère vécu. Sur cet ensemble une brochure du temps, sans donner sa liste pour complète, relève la présence de 122 « journaux rouges ».

“ Journaux rouges, journaux blancs, journaux gris,  
“ journaux de toutes les couleurs ; ... journaux géants,  
“ journaux nains ; journaux sages ; journaux fous ; jour-  
“ naux au camphre, journaux au vinaigre ; ... jour-  
“ naux en frac, journaux en blouse ; journaux bien  
“ peignés, journaux mal peignés ; ... journaux mâles,  
“ journaux femelles ; ... journaux gros et gras, journaux  
“ poitrinaires...

cette litanie que nous empruntons à la même brochure donne une idée de l'avalanche<sup>120</sup>. Pas de militant politique, de personnage connu qui n'ait son journal : George Sand, entre autres manifestations de même nature, va rédiger des articles au *Bulletin de la République*, Pierre Leroux, Proudhon, Raspail, Lamennais, Lamartine, Ledru-Rollin, Lacordaire et Ozanam dirigent ou patronnent des journaux, certains collaborent à plusieurs feuilles.

Dans la première de ses *Lettres au peuple* (7 mars 1848), George Sand laissait déborder un lyrisme plein de certitude, qui emplit également sa correspondance de l'époque :

« Bon et grand peuple,... tu vas régner... Règne fraternellement avec tes égaux de toutes les classes...  
 « Tu es la grande âme de la patrie et de l'humanité...  
 « La République est conquise, elle est assurée, nous y périrons tous plutôt que de la lâcher... Une vie nouvelle commence... »

Il va sans dire que Victor Hugo, alors peu républicain, se montrait moins enthousiaste. Il avait été surpris, pendant la révolution, de voir un régiment de dragons « s'enfuir comme un essaim devant un homme aux bras nus agitant un coupe-choux ». Il avait un instant mis son espoir en la duchesse d'Orléans. Maintenant les chefs du nouveau régime étaient à pied-d'œuvre. Hugo nota dans ses carnets : « J'aime mieux 93 que 48. J'aime mieux voir patauger les titans dans le chaos que les jocrisses dans le gâchis. »

Girardin, cependant, était devenu, en moins de trois semaines, l'adversaire de ce qu'il nommera « le règne du *National* ».

Or quatre mois plus tard (11 juillet), au lendemain de journées terribles, un homme dont George Sand avait subi l'influence, encadrait de noir son dernier article du *Peuple constituant* :

« *Le Peuple constituant*, écrivait Lamennais, a  
 « commencé avec la République ; il finit avec la République. Car ce que nous voyons, ce n'est pas certes la

## La révolution de février

“ République, ce n'est même rien qui ait un nom...  
“ Quant à nous, soldats de la presse, ... on nous traite  
“ comme le peuple, on nous désarme... On voulait à  
“ tout prix nous réduire au silence. On y a réussi par le  
“ cautionnement. Il faut aujourd'hui de l'or, beaucoup  
“ d'or pour jouir du droit de parler. Nous ne sommes  
“ pas assez riches (?) Silence au pauvre !

Bientôt ce silence s'épaissirait encore et une autre  
« monarchie » — impériale celle-là — s'installerait sur  
les ruines de la monarchie traditionnelle, comme sur  
celles d'une République défaillante qui attendrait  
vingt ans pour prendre sa revanche...

Marrast le député  
contemple avec nostalgie  
Marrast le journaliste



## **ANNEXES**



Le pieu monarque



## REPÈRES CHRONOLOGIQUES

1815. 8 juillet Louis XVIII à Paris.  
 9 juillet Ministère Talleyrand.  
 Août La Chambre introuvable.  
 26 sept. Ministère Richelieu. La Sainte-Alliance.  
 20 nov. 2<sup>e</sup> traité de Paris.
1816. 5 sept. Dissolution de la Chambre introuvable.
1817. 5 févr. Loi électorale.
1818. Oct. Congrès d'Aix-la-Chapelle.  
 Nov. Libération du territoire.  
 29 déc. Ministère Dessolles.
- 1819.
- 19 nov. Ministère Decazes.
1820. 13 févr. Assassinat du duc de Berry.  
 20 févr. Second ministère Richelieu.  
 Juin Loi du double vote.
1821. 5 mai Mort de Napoléon 1<sup>er</sup>.  
 14 déc. Ministère Villèle.
1822. Complots militaires.  
 Nov. Congrès de Vérone.
1823. Avril Guerre d'Espagne.
- 1<sup>er</sup> mai *L'Indépendant* (futur Constitutionnel).
- 8 août Ordonnance sur la presse (censure).
- 9 nov. Loi sur les cris séditieux.
- Févr. *Le Censeur européen*.
- Févr. *La Minerve française*.
- Oct. *Le Conservateur*.
- Janv. *Le Drapeau blanc*.
- Mai-Juin Lois sur la presse (de Serre).
- 21 juin *Le Courier*.
- 31 mars Loi sur la presse (censure).
- Avr.-Mai Campagne de brochures.
- 6 févr. *Le Corsaire*.
- Mars Lois sur la presse (délit de tendance).

## Repères chronologiques

1824. Mars. La Chambre « retrouvée ».

6 juin Disgrâce de Chateaubriand.

16 sept. Mort de L. XVIII. Charles X roi.

1825. 10 avr. Loi du sacrilège.

27 avr. Loi d'indemnité aux émigrés.

Début de la crise économique de 1827-1828.

1826. 8 avr. Rejet du « droit d'aînesse ».

1827. 29 avr. Revue de la garde nationale parisienne.

Nov. Élections contre Villèle.

1828. 4 janv. Ministère Martignac.

16 juin Ordonnances ecclésiastiques.

Sept. Expédition de Morée.

1829. Avr. Échec des projets administratifs.

8 août Ministère Polignac.

1830. 2 mars Discours de Ch. X.

16 mars Adresse des 221.

16 mai Dissolution de la Chambre.

6 juillet Prise d'Alger.

Juin-Juil. Élections opposantes.

25 juillet Les Ordonnances.

2 août Abdication de Ch. X.

7 juin *Le Journal des Débats* dans l'opposition.

15 sept. *Le Globe*.

15 janv. Le premier *Figaro*.

Avril Retrait de la loi « de justice et d'amour ».

18 juillet Loi sur la presse.

8 juin *La Tribune des départements*.

Août *Revue des deux mondes*.

15 oct. *Le Temps* (de J. Coste).

3 janv. *Le National*.

26 juillet Protestation des journalistes.

*La Révolution de 1830* (Fazy, Thouret).

### Monarchie de Juillet

1830. 9 août La Charte révisée. Louis-Philippe roi.

Sept. Révolution belge.

2 nov. Ministère Laffitte.

29 nov. Insurrection de Pologne.

Déc. Procès des ministres de Charles X.

17 oct. *L'Avenir*.

4 nov. *La Caricature*.

1831. 14 févr. Sac de Saint-Germain-l'Auxerrois.

**13 mars** Ministère Casimir-Périer.

**3 sept.** Capitulation de Varsovie.

**Nov.** Insurrection de Lyon.

*Les Cancans* (Bérard).

**1832. Fin janv.** Complot de la rue des Prouvaires.

**22 févr.** Occupation d'Ancone.

**28 avr.** La duchesse de Berry en Provence.

**16 mai** Mort de C. Périer.

**5 et 6 juin** Insurrection aux obsèques du général Lamarque.

**22 juil.** Mort de l'Aiglon.

**11 oct.** Ministère Soult.

**15 juil.** *Le Bon Sens*.

**1<sup>er</sup> déc.** *Le Charivari*.

**1833.**

**1<sup>er</sup> sept.** *Le Populaire* (de Cabet).

**5 oct.** *L'Univers* (Migne).

**1834. Avril** Loi sur les associations. Émeutes de Lyon, Paris, etc.

**18 juil.** Ministère Gérard.

**18 nov.** Ministère Mortier.

**9 oct.** *Le Réformateur* (de Raspail).

**Déc.** *La France*.

**1835. 12 mars** Ministère de Broglie.

**Mai** Début du procès d'avril.

**28 juillet** Attentat de Fieschi.

**9 sept.** Lois de Septembre.

**1836. 22 févr.** Ministère Thiers.

**6 sept.** Ministère Molé.

**Oct.** Louis-Napoléon à Strasbourg.

**6 nov.** Mort de Charles X.

**Janv.** *La Chronique de Paris* (Balzac).

**1<sup>er</sup> juil.** *La Presse, Le Siècle*.

**22-24 juil.** Duel Carrel-Girardin. Mort d'Armand Carrel.

**1837. 15 avr.** Second ministère Molé.

**1838.** La coalition (Barrot, Thiers, Guizot).

*Revue du progrès* (L. Blanc).

**1839. Mars** Démission de Molé. Interrègne ministériel.

**12 mai** Insurrection des Saisons 2<sup>e</sup> ministère Soult.

**Nov.** *Les Guêpes* (Karr).

**1840. 1<sup>er</sup> mars** Second ministère Thiers.

**La crise d'Orient.**

## Repères chronologiques

- 6 août Louis-Nap. à Boulogne.  
29 oct. 3<sup>e</sup> ministère Soult (Guizot).  
Déc. Napoléon 1<sup>er</sup> aux Invalides.
1841. 1<sup>er</sup> nov. *Revue indépendante* (P. Leroux, G. Sand).
1842. 13 juil. Mort du duc d'Orléans.
1843. 15 janv. *Le Correspondant*.  
Mars *L'Illustration*.  
29 juil. *La Réforme*.
- Sept. La reine Victoria à Eu.
1844. Affaire Pritchard.
1846. 11 oct. Les mariages espagnols.  
25 mai Évasion de Louis-Napoléon.
- Nouvelle crise économique (1846-1847).
1847. Développement de la campagne des banquets, pour la réforme électorale.  
19 sept. Ministère Guizot.  
23 déc. Rédition d'Abd-el-Kader.  
28 déc. Discours de Louis-Philippe.
1848. 22 févr. Banquet du XII<sup>e</sup> arrondissement.  
24 févr. Abdication de Louis-Philippe.
- Févr. *L'Union monarchique* (France, Quotidienne, Echo français).

## NOTES

1. — H. CASTILLE, *Les hommes et les mœurs en France sous le règne de Louis-Philippe*, p. 122.
2. — Outre les journaux de l'époque, bornons-nous à quelques références (de tendances diverses) : *Actes du Congrès historique du centenaire de la Révolution de 1848* ; *Aspects de la crise et de la dépression de l'économie française au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle* (Société d'histoire de la Révolution de 1848) ; Recension de ce dernier ouvrage par Ch. H. POUTHAS dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1957 ; B. GILLE, *La banque et le crédit en France de 1815 à 1848* ; L. CHEVALIER, *Classes laborieuses et classes dangereuses*.  
On a fait allusion plus haut aux causes que Tocqueville attribue à la révolution de Février. Il va sans dire que nous en retranchons ce qu'il appelle « l'ardeur des jouissances matérielles (dans la multitude) et le malaise démocratique de l'envie » (*Souvenirs*, p. 72).
3. — Cf. B. GILLE, *op. cit.*, p. 282 ; Dr M.-E. BINET, *Le docteur Véron* ; H.-Th. Deschamps, *La Belgique devant la France de juillet*, p. 262-263. Pour *Le Populaire*, cf. Ch. LOUANDRE, *Du mouvement catholique dans Revue des deux mondes*, 1<sup>er</sup> février 1844. Pour BALZAC, sa *Revue parisienne*, p. 117-118, 132-133.  
En 1824, J.-F. Cotta était devenu actionnaire du *Constitutionnel*. Sur cette curieuse histoire, cf. MARQUANT, *Thiers et le baron Cotta*, p. 35-53. On se disputait alors les actions de ce journal.
4. — A.N. BB 17 A 9, doss. 35. Le texte de d'HAUSSEZ est à *Mémoires*, II, p. 79-80.
5. — A.N. F 18 261, 262 B.  
Pourquoi ce succès du *Constitutionnel* ? Les services officiels disent : parce qu'il attaquait l'autorité. On verra de même *Le Siècle* de DUTACQ connaître plus de vogue que *La Presse* de GIRARDIN, parce qu'il aura pris position contre le gouvernement.
6. — J.-P. SEGUIN, *Nouvelles à sensation, Canards du XIX<sup>e</sup> siècle*. Plusieurs articles de M. Seguin ont commencé l'étude méthodique des *canards*.
7. — Cf. notamment B.N. Lb<sup>48</sup> 2113 et 3389.
8. — *Le Conservateur*, I, p. 535, V, p. 227.

9. — La défection de la garde nationale, la passivité des troupes sont alléguées par *La Démocratie pacifique*, au lendemain de la révolution de 1848, pour en expliquer le succès.  
Raoul Girardet note « le manque certain d'enthousiasme (des troupes) pour la cause qu'elles défendaient » dans les journées de juillet 1830 (*La société militaire dans la France contemporaine*, p. 128-129).  
Rémusat nous montre, le 28 juillet, les émeutiers abattant des arbres et élevant des barricades « à vingt pas des troupes qui regardaient faire, ... l'arme aux pieds » (*Mémoires*, II, p. 329). Cf. *ibid.*, p. 333 et 342 sur « la démoralisation des troupes » et sur Marmont, d'après les *Mémoires* de celui-ci.
10. — PROUDHON, *Correspondance*, II, p. 279, 282.
11. — Obligé d'interrompre la publication de son satirique *Nain Jaune* dès la seconde Restauration, CAUCHOIS-LEMAIRE (1789-1861) publia pendant quelques semaines à partir du 10 septembre 1815 un *Journal des arts et de la politique*. Mais un article où il protestait de son attachement au roi et où il condamnait les Cent Jours ne parvint pas à lui concilier les bonnes grâces du nouveau régime (3 octobre). Sa feuille ayant été supprimée, il se retira à Bruxelles où il fit paraître *Le Nain Jaune réfugié*, puis *Le Vrai libéral*. Il a conté ces mésaventures, et leur suite, dans ses *Opuscules*. Rentré en France (1819), il collabora à la *Bibliothèque historique* et au *Constitutionnel* puis, sous la Monarchie de Juillet, fut rédacteur en chef du *Bon Sens*. Dans la presse périodique comme par le moyen de brochures, il eut une grande activité libérale.
12. — G. DE BERTIER DE SAUVIGNY, *Le Comte Ferdinand de Bertier*.
13. — *Mémoires d'Outre-Tombe*, éd. Levaillant, III, p. 16.
14. — Cf. *Le Censeur européen*, III, p. 9-192 et *La Minerve française*, I, p. 626, II, p. 305.
15. — *L'Homme gris*, II, 5<sup>e</sup> livr., p. 272-275.
16. — FIÉVÉE, *Correspondance politique et administrative*, III, 14<sup>e</sup> part. A la grande surprise de *La Minerve*, Fiévée avait été condamné le 2 mai 1818 à trois mois de prison pour un article de la 11<sup>e</sup> partie de sa *Correspondance*. On l'accusait d'y avoir « répandu des bruits alarmants » sur la solidité et la durée du gouvernement royal et manqué de respect au roi... en parlant des souverains qui « se croient aimés quand on leur dit qu'ils le sont et (qui) quelquefois même le répètent avec une bonhomie qui inspire de la pitié ». Cf. sur le procès lui-même *Correspondance*, part. 12 et 13. Cf. aussi *La Minerve*, I, p. 330 et 546-555 et *Le Conservateur*, I, p. 214-220.
17. — Cf. *La Minerve*, IV, p. 426, V, p. 173, 344 et *Le Conservateur*, II, p. 369, 529, 537, III, p. 44.
18. — *Mémoires d'Outre-Tombe*, III, p. 28.
19. — *Le Conservateur*, IV, p. 119.
20. — *Le Conservateur*, IV, p. 371, 612 et suiv.
21. — Les hésitations de Decazes, ballotté entre deux politiques, mais que les élections opposantes de septembre 1819 obligeaient à incliner sur sa droite, furent particulièrement notées, d'une



- livraison à l'autre, par les *Lettres normandes* (19 septembre, 8 octobre 5 décembre). Les *Lettres* disent le 5 décembre : « Voyez jusqu'où va l'aveuglement de M. Decazes. Il se brouille avec les libéraux et s'aliène en même temps les ultras. »
22. — Cf. *Le Conservateur*, V, p. 454 et suiv.
  23. — Cf. *Le Conservateur*, V, p. 572-573.
  24. — Sur tout cela, cf. *La Minerve*, VIII, p. 525, 529, 574 et *Le Conservateur*, VI, p. 136, 139, 286.
  25. — Cité dans *Le Conservateur*, V, p. 548 (mi-décembre 1819).
  26. — Cf. *La Minerve*, VIII, p. 488.
  27. — Ph. GONNARD, *La Légende napoléonienne et la presse libérale*, dans *Revue des études napoléoniennes*, mars 1912.
  28. — Étant admis que « le couteau qui avait tué le duc de Berry » était « une idée libérale », on alla jusqu'à inculper, pour complicité morale, Saint-Simon qui, dans la première livraison de son *Organisateur* (novembre 1819) avait publié la fameuse « Parabole » où il considérait la perte éventuelle de Monsieur, des princes royaux, etc., comme bien moins dangereuse pour l'État que celle des meilleurs ouvriers, négociants, savants, etc., de France. Saint-Simon fut acquitté.
  29. — Cf. *Le Conservateur*, VI, p. 382.
  30. — On trouvera dans DE BERTIER DE SAUVIGNY, *op. cit.*, une explication différente du geste de Chateaubriand.
  31. — Cf. *Procès de la souscription nationale*, Paris 1820.
  32. — L'importance que l'opposition libérale attachait à la pétition de Madier de Montjau comme moyen de combattre la réaction absolutiste, amorcée dans les dernières semaines du ministère Decazes et accentuée par le meurtre du duc de Berry, est notamment attestée par :
    - 1° la hâte avec laquelle *Le Censeur* et *La Renommée* utilisèrent leur dernier jour de parution libre (2 avril 1820) pour donner des extraits de la pétition,
    - 2° les longs comptes rendus que la presse libérale consacra à la « mémorable » séance de la Chambre (25 avril) où la pétition fut discutée (4 pages dans *La Renommée*, 5 dans *Le Constitutionnel*, 6 dans *Le Censeur*),
    - 3° le nombre de brochures publiées sur cette pétition ou qui en parlèrent.
  33. — B.N. *Catalogue de l'histoire de France*, III, Lb 48 1560 et la suite jusqu'au début de juin 1820 (une quarantaine de brochures).
  34. — Les mots *en italiques* reproduisent les titres de plusieurs des brochures publiées chez Corréard.
  35. — Ces prix s'entendent pour le pain courant de quatre livres. « Le prix de 12 ou 13 sols les quatre livres (était) une véritable limite physiologique. Au-dessus, à peine au-dessus (c'était) la faim. » (L. CHEVALIER, *Classes laborieuses et classes dangereuses*, p. 316.)
  36. — Cf. CAUCHOIS-LEMAIRE, *Du gouvernement occulte*, dans *Opuscules*.

## Notes

37. — Sur l'activité des commissions de censure, la résistance des journaux, les campagnes de brochures d'avril-mai 1820, l'attitude des pouvoirs publics à l'égard des feuilles dites « littéraires », etc., il faut renvoyer à l'ouvrage classique d'Albert CRÉMIEUX, *La Censure en 1820 et 1821* dont nous avons résumé les indications essentielles. L'analyse des brochures est de nous.
38. — Cf. *L'Album* du 10 décembre 1822 et du 30 janvier 1823.
39. — Les citations de Paul-Louis Courier peuvent être retrouvées notamment dans l'édition de ses œuvres, précédée de sa vie par Armand Carrel, aux pages 191, 192, 193 (sur le duc d'Orléans), 228, 230, 231.
40. — Voir à l'appendice les conséquences du renvoi de Chateaubriand pour la répartition de la presse gouvernementale et de la presse d'opposition.
41. — Cf. A. NETTEMENT, *Histoire... du Journal des Débats*, II, p. 57-58 et 78.
42. — Des journaux de gauche ou ultras achetés avec l'appui du roi et de Monsieur, la Caisse d'amortissement de S. de La Rochefoucauld (cf. ses *Mémoires*, t. VIII) avait supprimé *La Foudre*, *L'Oriflamme*, les *Tablettes*. Elle gardait alors *La Gazette*, *Le Drapeau blanc*, *Le Pilote*, le *Journal de Paris*, le *Journal des campagnes*.
43. — Cf. la brochure de CHATEAUBRIAND, *De la censure que l'on vient d'établir*, etc., où il montre notamment que « les circonstances graves » exigées par l'article 4 de la loi du 17 mars 1822 pour permettre au roi d'établir la censure pendant l'intersession parlementaire, n'existent pas actuellement.
44. — Cf. CHATEAUBRIAND, *Œuvres complètes*, XXVI, p. 474-493 (24 octobre 1825).
45. — Sur les procès du *Constitutionnel* et du *Courrier*, cf. A.N. F7 6742, *Le Constitutionnel* entre le 20 novembre et le 4 décembre 1825, *Le Courrier français* jusqu'au 6 décembre, et *Procès du Constitutionnel et du Courrier*, etc.  
*Le Courrier* avait déjà bénéficié, le 10 juillet 1824, d'un arrêt négatif, fondé sur « le partage » des voix de la Cour royale, dans un procès qui mettait en cause de nombreux articles dont la « tendance » avait été poursuivie comme contraire à l'ordre public, à l'autorité, à la religion, etc.
46. — Persuadés qu'ils « succomberaient en appel » les procureurs généraux de Douai et de Bordeaux décidèrent de s'en tenir aux jugements lénitifs de la police correctionnelle. « Il semble, écrivait le magistrat bordelais, que, d'un bout de la France à l'autre, les tribunaux se sont donné le mot pour ne considérer ces diatribes contre les premiers fonctionnaires de l'État, quelque amertume, quelque virulence qu'elles laissent transpirer, que comme l'exercice du droit consacré par la loi de discuter et de censurer les opérations du ministère. » (A.N. BB 18 1145).
47. — A.N. BB 18 1148 et 1149. *Le Constitutionnel* signale d'autres illuminations au Havre, à Elbeuf, Troyes, Saint-Quentin, Bordeaux, Guebwiller, etc.

48. — A.N. BB 18 1149.
49. — G. DE BERTIER DE SAUVIGNY, *op. cit.*, p. 416.
50. — CHATEAUBRIAND, *Du rétablissement de la censure par l'ordonnance du 24 juin 1827*.
51. — A.N. BB 30 269.
52. — G. de Bertier de Sauvigny a montré le rôle que le fondateur des « Chevaliers de la foi », Ferdinand de Bertier, joua auprès du roi dont il était devenu alors le conseiller secret, pour provoquer le retrait des lois municipale et départementale et faciliter ainsi l'accession au pouvoir du prince de Polignac.
53. — « Nous croyons et nous disons que la France était heureuse sous le Consulat et pendant le règne impérial, que les ouvriers étaient occupés, que toutes les classes s'enrichissaient : nous répétons qu'aujourd'hui le pays est dans la détresse, que la France est mécontente, que l'industrie est ruinée, que les ouvriers n'ont pas de pain. » (*Le Peuple*, 29 janvier 1829, A.N. F7 6742).
54. — Cf. *Procès fait à la lettre adressée au duc d'Orléans par Cauchois-Lemaire*, Paris, 1828.
55. — A.N. BB 18 1296, doss. 9400.
56. — L'intervention de Bertin l'ainé dans l'article : « Malheureuse France, malheureux roi » est attestée par le jugement du tribunal de première instance (26 août 1829) : « Attendu ... que si Béquet s'est d'abord reconnu l'auteur dudit article..., il résulte des explications données à l'audience par Bertin et Béquet, qu'avant l'insertion dudit article... Bertin y a fait des changements, que Bertin se l'est approprié... » (A.N. BB 18 1296, doss. 9400).  
On sait que Bertin, condamné en première instance, fut acquitté en appel par la Cour royale (24 décembre 1829).  
Cf. *Le Livre du centenaire du Journal des Débats*, p. 44.
57. — *Journal des Débats*, 14 août 1829. Saint-Marc GIRARDIN a repris cet article dans *Souvenirs et Réflexions politiques d'un journaliste*. Mais, comme pour l'article du 23 novembre 1827, un certain nombre d'expressions particulièrement vives ne figurent pas dans le texte des *Souvenirs*.
58. — Le tribunal de première instance de la Seine incrimina les deux « bigarrures » visant la fête du roi et son manque de clairovoyance et, « parmi une série d'anecdotes et d'annonces faites dans le dessein manifeste d'exciter à la haine et au mépris du gouvernement », l'intention prêtée au roi « d'appeler à diriger les affaires ecclésiastiques et l'instruction des deux sexes des individus signalés à la réprobation publique par des poursuites et des condamnations judiciaires » (A.N. BB 18 1296, doss. 9400).
59. — A côté des feuilles d'annonces et de ventes, certaines régions assistent déjà à un développement notable de la presse locale. Le premier avocat général de Toulouse écrit, le 29 juin 1829, que trois journaux prospèrent dans sa ville où, quelques années plus tôt, un seul avait à peine assez d'abonnés pour vivre.  
En général ces feuilles reproduisent pour l'essentiel les journaux de Paris. C'est le cas de celles qui se publient à Angers comme à

## Notes

- Bordeaux et, dans une certaine mesure, à Rouen comme à Toulouse. Paris est d'ailleurs bien le centre de l'inspiration politique. Le nouveau rédacteur en chef du *Journal de Rouen*, qui vient de la capitale, a introduit dans cette feuille, naguère fort sage, les doctrines et les méthodes du *Courrier*. Les brochures politiques sont également importées de Paris. Or, dans le ressort d'Amiens par exemple, « ce ne sont pas les journaux légalement établis qui pervertissent l'esprit public », mais, dit le procureur général, « les pamphlets dont les auteurs et imprimeurs restent inconnus ». (A.N. BB 18 1302, doss. 900).
60. — A.N. F 7 6742.
  61. — Voir par exemple, pour *Le Constitutionnel*, A.N. BB 18 1296, doss. 9400.
  62. — FONTAN, de l'*Ancien Album*, fut condamné à cinq ans de prison et 10.000 francs d'amende pour l'article du mouton enragé (24 juillet, 18 août 1829). A.N. BB 18 1296, doss. 9400.
  63. — C'est ce que le *Journal du Commerce* avait déjà montré dans son article du 12 septembre 1829, dont le ton, comme celui d'un autre article (du 4), était fort vif.
  64. — Le gérant du *National*, Sautelet, à trois mois de prison et 1.000 francs d'amende pour un article de Carrel, du 18 février, et un de Thiers, du 19 ; Dubois, du *Globe*, à quatre mois de prison et 2.000 francs d'amende pour deux articles, des 15 et 19 février, dont il était l'auteur.
  65. — Manœuvres trop réelles, dit la presse de droite : « Les journaux constitutionnels » ne se contentent pas, écrit *L'Echo français*, de manœuvrer contre le gouvernement ; « ils attaquent les droits du roi et la dignité de sa couronne ».
  66. — Analyse du scrutin des 221 dans *L'Echo français* du 18 mars 1830 : toute la gauche, le centre gauche, plus trente voix conquises par le libéralisme (« le parti de la défection »). « Si ces trente députés, envoyés comme royalistes par les collègues royalistes, fussent restés royalistes, hier la majorité était à la prérogative royale. » Notons d'ailleurs l'opinion de CHATEAUBRIAND (*Mémoires d'Outre-Tombe*, III, p. 581) : « Si les 221 avaient pu prévoir le résultat de leur vote, l'adresse eût été rejetée à une immense majorité. »
  67. — Comme le dit *La Quotidienne*, 26 juillet 1830.
  68. — Pendant toute la révolution, les bureaux du *National* resteront « un centre de direction d'où partaient à chaque instant des avis, des proclamations, des ordres », émanés surtout du comité *Aide-toi, le ciel t'aidera* (numéro collectif du *National*). Lire sur la prééminence politique du *National* à l'époque les pages très vivantes de RÉMUSAT dans ses *Mémoires* (II, p. 313 et suiv., notamment p. 320).
  69. — C'était là la mise en œuvre d'idées que la presse hostile à Polignac avait développées. Exemple : le *Journal de Paris* du 24 juillet : « Disons-le une bonne et dernière fois, le jour où un coup d'État sera tenté..., il n'y aura plus de gouvernement en France. Tous les serments d'obéissance et de fidélité sont subordonnés à la

Charte ; la Charte violée, les serments sont anéantis, la France ne doit plus rien à personne, nous sommes en pleine révolution, tout est remis en question. »

70. — *Le Messager des Chambres*, journal du soir aux destins changeants, mais hostile au gouvernement Polignac, publia dans son numéro daté du 28 juillet un rapide résumé de la protestation des journalistes. Il se déclarait décidé à poursuivre sa publication, non pour se livrer à la polémique, mais pour informer ses lecteurs.
71. — *Le Constitutionnel* du 29 juillet 1830.  
Un papillon, classé dans la collection du *Courrier français* à la B.N., donnait les indications suivantes : « Français, tous moyens de défense sont légitimes. Dépaver les rues, jeter les pavés çà et là à un pied environ de distance, afin de ralentir la marche de la cavalerie et de l'infanterie, monter au premier, deuxième et tous étages supérieurs autant de pavés que possible, au moins vingt à trente pavés par croisée, attendre tranquillement que les bataillons soient engagés au milieu des rues avant de faire aucune décharge... »
72. — *Le Courrier français* obtint, le 28 juillet, du tribunal de commerce de la Seine, un arrêté ordonnant à son imprimeur de l'imprimer. Pareille décision fut prise en faveur de *La France nouvelle* (ancien *Journal de Paris*). Mais l'imprimeur s'obstina dans son refus et le journal parut en blanc avec une courte note explicative.
73. — Cité dans F. SÉGU, *Le Premier Figaro*, p. 40.
74. — Même note dans *L'Impartial* de Besançon.  
En cette année 1830, la presse départementale de gauche reprend de plus en plus les accusations parisiennes contre le gouvernement, même celle de favoriser dans un but électoral les incendies inquiétants qui se déclarent ici ou là (A.N. BB 18 1186).
75. — *Le Constitutionnel*, 31 juillet 1830.
76. — La proclamation placardée à Paris disait : « La république nous exposerait à d'affreuses divisions : elle nous brouillerait avec l'Europe. »
77. — S. CHARLÉTY, *Histoire de la Restauration*, p. 380.  
Image piquante de la « surexcitation » dans laquelle les journaux ont vécu pendant ces jours dans RÉMUSAT, *Mémoires*, II, p. 352-353.
78. — A. NETTEMENT, *op. cit.*, II, p. 197-198.
79. — *Physiologie de la presse*, Paris, 1841, p. 5-6.
80. — Ordonnances des 2 et 26 août 1830 abolissant les condamnations d'ordre politique et autres, prononcées contre la presse ; loi du 8 octobre 1830 renvoyant aux Cours d'assises, sauf les distinctions d'usage, les délits de presse.  
Voir la suite des lois au tableau sur la législation de la presse.
81. — Dans *L'Avenir* du 25 novembre 1830, Lacordaire avait de son côté refusé au gouvernement le droit moral de nommer des évêques, en s'appuyant sur le fait que la nouvelle Charte ne proclamait plus la religion catholique, religion de la patrie.



Poursuivis pour ces deux articles, Lamennais et Lacordaire furent acquittés par la Cour d'assises de la Seine le 2 février 1831.

On sait qu'en butte aux hostilités du pouvoir comme à l'opposition d'une grande partie de l'épiscopat qui lui reprochait notamment ses thèses sur les libertés intégrales et sur la séparation des Églises et de l'État, *L'Avenir* devait suspendre sa publication en novembre 1831. Désavoué par Rome, il ne la reprit pas.

82. — *Procès du Précurseur*, Lyon, 1832, p. 54-55.

83. — Les lois de septembre 1835 auront ce double effet, apparemment contradictoire, d'inviter les journaux à la prudence et donc de diminuer considérablement le nombre des condamnations pour motif politique, et, en revanche, de multiplier les condamnations pour emploi de ces petits moyens par lesquels maintes feuilles cherchèrent à échapper aux prescriptions administratives et financières de la loi (cautionnement, formalités de publication). Les condamnations pour ces derniers chefs et aussi pour diffamation, etc., qui n'avaient été que de 85 de la fin de 1830 au mois d'avril 1835, s'élevèrent à plus de 250 entre cette date et 1841. (A.N. BB 18 1388, doss. 1214).

84. — Cour d'assises de la Seine. Dans les années 1831, 1832 et 1833, nous relevons dix condamnations pour les *Cancans*, neuf pour *La Révolution* et *La Tribune*, cinq pour *Mayeux*, quatre pour *La Caricature*, *La Gazette*, *La Quotidienne*, *Brid'Oison*, trois pour *Le Courrier de l'Europe*, deux pour *Le National*, *Le Revenant* et *Le Corsaire*. (A.N. BB 18 1388.)

Pendant le seul mois de décembre 1831, 34 poursuites sont enregistrées au parquet du Tribunal correctionnel de la Seine pour des affaires concernant la politique ou des délits de presse (souvent pour offense au roi). Elles mettent plusieurs fois en cause *La Tribune*, *La Caricature*, *La Quotidienne*, *Mayeux*, les *Cancans*, ainsi que *Le Courrier de l'Europe*, *Le Mouvement*, *L'Opinion*. Quelques lithographies de la maison Aubert ont également retenu l'attention du parquet. Dix de ces poursuites ont été suivies de non-lieu. (A.N. BB 18 1296.)

En 1834, *Le National* enlève à lui seul, de février à septembre, dix condamnations. Trois vont à *La Tribune*, deux à *La Quotidienne* et à *La Gazette*, une au *Populaire*, etc. (A.N. BB 18 1388.)

En 1835, sept condamnations pour *Le Réformateur*, cinq pour *La Tribune*, deux pour *Le Charivari* et *Brid'Oison*.

85. — Antoinette HUON, *Charles Philipon et la maison Aubert dans Etudes de presse*, IX, n° 17, p. 67-76.

86. — Lettre de Lamennais à la comtesse de Senfft, 6 octobre 1833, dans F.-D. FORGUES, *Correspondance* (de Lamennais), II, p. 321.

87. — Sur ces associations, cf. G. PERREUX, *Au temps des sociétés secrètes*, p. 58 et suiv.

88. — G. PERREUX, *op. cit.*, p. 188 et suiv. Cf. aussi G. WEILL, *Histoire du parti républicain en France*, 2<sup>e</sup> éd., p. 76-85.

89. — 65 % d'acquittements en 1831, 62 % en 1832, 74 % en 1833, précise, en 1835, le rapport sur la loi de septembre relative au jury.



*La Tribune* avait noté « la sympathie avouée » qui existait entre la presse et le jury.

Plaidant pour *L'Echo du peuple* qu'il fit acquitter par la Cour d'assises de la Vienne (14 décembre 1833), l'avocat de ce journal faisait remarquer qu'en quelques semaines, *Le Patriote de la Meurthe* (Nancy), *Le Vigilant de Seine-et-Oise* (Versailles), *L'Aviso de la Méditerranée* (Montpellier), *Le Peuple souverain* (Marseille), *Le Patriote du Puy-de-Dôme* (Clermont-Ferrand), *Le Patriote de l'Allier* (Moulins), *Le Patriote de Saône-et-Loire* (Châlon) avaient été acquittés. (Cf. *La Tribune*, 31 décembre 1833).

90. — A.N. BB 18 1186.

91. — A.N. F 18 264.

92. — 4 mars 1834. Les paroles de Philippe-Égalité citées ici sont bien celles qui figurent dans la *Réimpression du Moniteur. Le National* (16 septembre 1833) avait déjà fait allusion, non aux applaudissements, mais aux exclamations (« qu'on frémit de rapporter ») « d'un des fils » de Philippe-Égalité pendant le procès de Louis XVI.

Notons qu'en tout état de cause, il ne saurait s'agir du futur Louis-Philippe, alors aux armées, et qui, d'ailleurs, espéra jusqu'au bout que son père n'irait pas à la Convention voter la mort du roi.

93. — Le duc d'Orléans n'avait-il pas, « selon la loi salique » prêté serment à Charles X de se conduire envers lui comme « un bon et loyal sujet » et ne l'avait-il pas fait chasser de Rambouillet par les troupes de Lafayette ? (*La Quotidienne*, 22 mai 1834).

94. — *Le National* n'en avait pas fini pour autant. Signalons notamment l'insolent article du 10 décembre 1834 où Carrel, alors à Sainte-Pélagie, contestait la compétence de la Chambre des pairs (« tout cet ensemble de servilités, d'origines si diverses ») à l'égard des accusés d'avril. L'évocation par lui de la condamnation du maréchal Ney donna lieu, au cours de la séance du 16 décembre, à un incident des plus vifs.

95. — Des poursuites ayant été décidées contre tous les signataires de la lettre, Michel de Bourges et Trélat s'en déclarèrent seuls responsables, le premier pour l'avoir rédigée, le second pour l'avoir publiée. Les signatures, écrivirent-ils au président de la Chambre des pairs, avaient été fictivement supposées par eux comme moralement certaines, en vue d'apporter un plus grand réconfort aux prisonniers. (A.N. BB 17 A 89, doss. 12.)

96. — *La Revue républicaine* disparut au mois de juin 1835. *Le Populaire* s'interrompit au mois d'octobre, *Le Réformateur* cessa de paraître également en octobre.

97. — G. WEILL, *op. cit.*, p. 114.

98. — E. DE GRENVILLE, *Histoire du journal La Mode* (1861), *passim*, notamment p. 488 et suiv. A la même époque (1836-1837), plusieurs condamnations de *La France*, de *La Gazette* et de *La Quotidienne* pour des articles généralement très vifs. Défense souvent assurée par Berryer. (Cf. P. JACOMET, *Berryer au prétoire*, Paris, Plon 1938, p. 87-96.) Il faut noter sur un autre plan qu'un clandestin

- comme *Le Moniteur républicain*, qui se flattait de répandre 10.000 exemplaires, poussait, en termes d'une extrême violence, au meurtre du « tyran » Louis-Philippe. Un de ses numéros avait mis en exergue cette déclaration d'Alibaud, l'auteur d'un des attentats contre le roi : « Le régicide est le droit de l'homme qui ne peut obtenir justice que par ses mains. »
- La réserve de la Bibliothèque nationale (Lc<sup>2</sup> 1443) possède plusieurs numéros du *Moniteur républicain* qui vont de frimaire an 46 (novembre 1837) à thermidor de la même année (juillet 1838).
99. — « Questions scandaleuses d'un jacobin » dans *Dix-huitième édition des deux derniers pamphlets de Timon sur la dotation*, Paris, 1844.
100. — Lettre au baron de Vitrolles, 18 novembre 1841.  
Voir notamment un portrait de Thiers dans *Le Pays et le gouvernement* (« un homme décrié parmi les plus décriés », etc.) et un autre de Guizot dans *Amschaspands et Darvands*, 1843, XXXVI (« une affectation de profondeur », etc.).  
« C'est lui qui doit conduire la monarchie de Louis-Philippe à son dernier gîte, il est né fossoyeur », écrira Lamennais de Guizot, le 3 novembre 1844, au baron de Vitrolles (Ch. BOUTARD, *Lamennais*, III, p. 401).
101. — H.-T. DESCHAMPS, *La Belgique devant la France de juillet*, p. 52 et suiv. Voir, parmi d'autres, des articles également fort agressifs dans *Le Charivari* du début d'octobre 1840 contre la pacifisme du « Château », qui « ne songera sérieusement à tirer l'épée du fourreau que lorsque les Alliés seront dans la plaine de Saint-Denis ».
102. — Un contemporain a bien précisé la nuance propre de chacun des journaux légitimistes « Absolutiste et ultramontaine », *La France* ne voulait pas entendre parler de la Charte de 1814 : elle « ne reconnaissait que Louis XIX » (le duc d'Angoulême). *La Quotidienne* voulait « Henri V et la Charte de 1814 ». *La Gazette de France* voulait « Henri V et la démocratie ». (Ch. LOUANDRE, *Du mouvement catholique dans Revue des deux Mondes*, 1<sup>er</sup> février 1844).
103. — *La Gazette de France*, 20 septembre 1841. Le gérant de *La Gazette* fut condamné à un an de prison et 4.000 francs d'amende.
104. — Cité par *Le Journal du peuple*, 3 janvier 1841.
105. — E. DE GRENVILLE, *op. cit.*, p. 557.
106. — Voir notamment à A.N. BB 30 276 les condamnations prononcées par la Cour d'assises de la Seine contre *La France*, *La Nation*, *La Quotidienne* pour des articles qui s'étagent sur tout le mois de décembre 1843.
107. — Déjà *Le National* avait écrit le 28 avril 1837 :  
« Le gouvernement représentatif est faussé, arbitraire et ruineux en raison surtout de l'organisation actuelle de la Chambre élective.  
« Il faut donc réformer cette Chambre...  
« Toutes les oppositions réelles doivent se concentrer sur le terrain que la loi leur permet d'aborder et combattre pour la souveraineté du peuple sous le drapeau de la réforme électorale... »

108. — A. CUVILLIER, *Un journal d'ouvriers, L'Atelier*, p. 16-17.
109. — *La Réforme*, 30 octobre et 8 novembre 1843, 24 mars 1844.
110. — Cf. J. DUHAMEL, *Louis-Philippe et la première Entente cordiale*, p. 269. *Le National* écrivait le 30 septembre 1846 après l'affaire des mariages espagnols : « Où en êtes-vous aujourd'hui ? Vous avouez que l'Angleterre est refroidie, vous avez provoqué ses rancunes ? Et pour le misérable amour propre d'un chef de maison, pour le profit plus net d'une dot opulente, vous compromettez aujourd'hui cette alliance qui était à ses yeux le seul garant de la paix. Vous mentiez donc quand vous affirmiez que vous deviez sacrifier les nobles instincts du pays, son influence, sa grandeur aux odieuses exigences de l'Angleterre ? Ou bien vous êtes forcés de reconnaître que vous n'hésitez pas à tout risquer quand il s'agit de votre dynastie. »  
Le 1<sup>er</sup> octobre, le journal, récapitulant ses attaques antérieures, reprochait au gouvernement d'avoir « tout sacrifié à l'Entente cordiale, de s'être montré humble jusqu'à la bassesse dans l'affaire de Tahiti, d'avoir répondu par l'indemnité Pritchard aux mots insolents de Robert Peel en plein Parlement... » « Cette alliance fausse, perfide, écrivait-il, nous l'avons combattue... comme fatale à nos plus chers intérêts. »
111. — G. WEILL, *op. cit.*, p. 138 et suiv.
112. — A.N. BB 30 276.
113. — TOCQUEVILLE raconte dans ses *Souvenirs* que, le 22 février 1848, il dînait avec son collègue Sallandrouze. « Il nous raconta que, la veille, M. Émile Girardin lui avait dit : « Dans deux jours la monarchie de Juillet n'existera plus. » Cela nous parut à tous hyperbole de journaliste et l'était peut-être en effet ; mais l'événement en fit un oracle. » (*Souvenirs d'Alexis de Tocqueville*, éd. Galimard, p. 45).
114. — A. CRÉMIEUX, *La Révolution de Février*, p. 61.
115. — L'argument ne vaut pas pour les étudiants de gauche qui, dans la nuit du 21 au 22, dès qu'ils apprirent la décision des députés, résolurent de se substituer à eux et de maintenir la manifestation. Ainsi de certains socialistes ou membres des sociétés secrètes (*Société dissidente*, etc.) Mais beaucoup des manifestants du 22 ignoraient que l'opposition eût renoncé à son projet.
116. — VICTOR HUGO, *Choses vues*, XI, 1848, *Les Journées de Février*, journée du 23.
117. — Chancelier PASQUIER, *La Révolution de 1848*, p. 237-241.
118. — M. RECLUS, *Emile de Girardin*, p. 161.
119. — Cf. outre *Le Populaire*, J. PRUDHOMMEAUX, *Etienne Cabet et les origines du communisme icarien*. Du même, *Histoire de la communauté icarienne*.
120. — *Les Journaux rouges... par un Girondin*, Paris, 1848 et *Phy-sionomie de la presse... ou Catalogue complet des nouveaux journaux qui ont paru depuis le 24 février*, par un Chiffonnier, Paris, 1848.

# LÉGISLATION DE LA PRESSE

ACTES	AUTORISATION PRÉALABLE	CAUTIONNEMENT
Loi du 21 octobre 1814.	Pour les journaux et écrits périodiques.	
Décret du 24 mars 1815. Acte additionnel (22 avril).	(Régime de l'autorisation suspendu).	
Ordonnance du 8 août 1815.	Pour tous les journaux.	
Loi du 9 novembre 1815.		
Loi du 28 février 1817.	Pour les journaux et écrits périodiques.	
Loi du 30 décembre 1817.	Pour les journaux et écrits périodiques politiques.	
Lois des 17 et 26 mai et 9 juin 1819.	<i>Déclaration</i> préalable pour les journaux et écrits périodiques, politiques (même partiellement), non mensuels, paraissant à date fixe ou irrégulière et par livraisons.	Pour les journaux et écrits périodiques politiques (même partiellement), paraissant plus d'une fois par mois.

CENSURE	DIVERS	JURIDICTION
Pour les écrits de 20 feuilles ou moins (sauf exceptions).	Brevet nécessaire pour l'imprimeur et le libraire.	
Supprimée.		Cour d'assises.
Pour tous les écrits périodiques.	Définition des actes séditions (cris, discours, écrits, dessins) en vue d'une justice « plus rapide »	Cour d'assises ou tribunal correctionnel.
Supprimée.	Définition précise des crimes et délits de presse et pénalités (offense au roi, aux Chambres, etc.	Cour d'assises (sauf pour diffamation ou injure envers les particuliers).

ACTES	AUTORISATION PRÉALABLE	CAUTIONNEMENT
<p>Loi du 31 mars 1820.</p>	<p>Autorisation pour les journaux et écrits périodiques, politiques (même partiellement), paraissant à date fixe ou irrégulière et par livraisons.</p>	
<p>Loi du 26 juillet 1821.</p>	<p>Autor. pour tous les journaux et écrits périodiques, de tout titre et de tout objet.</p>	
<p>Lois des 17 et 25 mars 1822.</p>	<p>Autor. pour les journaux et écrits périodiques, politiques (même partiellement), de date fixe ou irrégulière et par livraisons.</p>	
<p>Loi du 18 juillet 1828.</p>	<p>Déclaration préalable pour tous les journaux.</p>	<p>Pour les journaux et écrits périodiques (sauf des exceptions) Le gérant responsable doit en posséder le quart.</p>
<p>Ordonnance du 25 juillet 1830 (rapportée le 29 juillet).</p>	<p>Autorisation préalable pour tous les journaux et écrits périodiques (saisie immédiate en cas de contravention).</p>	
<p>Charte du 9 août 1830.</p>	<p>Liberté de la presse « en se conformant aux lois ».</p>	
<p>Loi du 8 octobre 1830.</p>		



CENSURE	DIVERS	JURIDICTION
<p>Pour les périodiques politiques (même partielle-ment), de date fixe ou non, et pour les dessins.</p> <p>Pour tous les journaux et périodiques, de tout titre et de tout objet.</p> <p>Supprimée, mais peut être rétablie par ordonnance pour circonstance grave pendant les inter-sessions parlemen-taires. (Rétablie du 15 août au 29 sep-tembre 1824 et du 24 juin au 5 novem-bre 1827.)</p> <p>Supprimée.</p> <p>Rétablie.</p> <p>Supprimée.</p>	<p>Création du délit de tendance.</p> <p>Multiplication « comme à l'infini » des délits de presse.</p> <p>Suppression du délit de tendance.</p>	<p>Tribunal correc-tionnel ou, en cer-tains cas, les Cham-bres.</p> <p>Tribunal correc-tionnel maintenu.</p> <p>Cour d'assises (sauf pour diffama-tion privée), éven-tuellement les Cham-bres.</p>

# Législation de la presse

ACTES	AUTORISATION PRÉALABLE	CAUTIONNEMENT
Loi du 29 novembre 1830.		
Loi du 10 décembre 1830.		
Loi du 14 décembre 1830.		Pour les journaux et écrits périodiques (sauf des exceptions). Réduit, mais doit être intégralement possédé par le gérant responsable.
Loi du 8 avril 1831.		
Loi du 16 février 1834.		
Loi du 9 septembre 1835.		Doublé. Versé en numéraire.

CENSURE	DIVERS	JURIDICTION
	Répression des attaques contre la dignité royale, les droits du roi et des Chambres.	
	Déclaration préalable pour les crieurs, colporteurs, afficheurs, etc., d'écrits et dessins imprimés.	
	Non réduction du droit de timbre (l'augmentation des formats le rend plus lourd).	
	Autorisation préalable pour les crieurs, colporteurs, etc.	Procédure éventuellement plus rapide en Cour d'assises (citation directe).
Pour les dessins, gravures, etc.	Multiplication des crimes et délits de presse. Interdict. d'adhérer publiquement à une autre forme de gouvernement.	Accélération des poursuites et de la procédure. Acquittements moins faciles.

## TIRAGE DES JOURNAUX

### I. - TIRAGE DES JOURNAUX AU 15 DÉCEMBRE 1824 (1)

Ministériels		Opposition	
<i>Journal de Paris</i> .....	4.175	<i>Le Constitutionnel</i> .....	16.250
<i>L'Etoile</i> .....	2.794	<i>Journal des Débats</i> .....	13.000
<i>Le Drapeau blanc</i> .....	1.900	<i>La Quotidienne</i> .....	5.800
<i>Le Moniteur</i> .....	2.250	<i>Le Courrier français</i> .....	2.975
<i>La Gazette de France</i> .....	2.300	<i>Journal du Commerce</i> ...	2.380
<i>Le Pilote</i> .....	925	<i>L'Aristarque</i> .....	925
<hr/>		<hr/>	
Total .....	14.344	Total .....	41.330

1. — Donc après « le renvoi » de Chateaubriand qui provoqua le renversement du rapport entre le tirage des journaux ministériels et celui des journaux de l'opposition (droite et gauche). Cf. A.N. F 10 261. Rapport général sur la presse, 12 février 1825.

En 1826, *L'Echo du soir* donnait le classement suivant :

Opposition nationale et constitutionnelle : *Le Constitutionnel*, 21.000 ; *Journal des Débats*, 14.000 ; *Le Courrier français*, 4.000 ; *Journal du Commerce*, 3.000 ; Total : 42.000.

Opposition aristocratique et ultramontaine : *La Quotidienne*, 5.000 ; *L'Aristarque*, 900 ; Total : 5.900.

Presse ministérielle : *Le Moniteur*, 4.000 ; *Journal de Paris*, 1.500 ; *Le Drapeau blanc*, 1.200 ; *La Gazette de France*, 800 ; *Le Pilote*, 1.200 ; *L'Etoile*, 2.500 ; plus deux périodiques tri-hebdomadaires : *Journal des maires*, 2.000 ; *Journal des villes et des campagnes*, 2.000. Total : 15.200. (Hatin, *Bibliographie de la presse périodique française* p. 355.)

Voir en outre lettre de Thiers, 27 janvier 1826 dans R. MARQUANT, *Thiers et le baron Cotta*, p. 293-298.

II. PROGRESSION DES « PRINCIPAUX ÉCRITS PÉRIODIQUES  
PARAISSANT A PARIS »  
AU LENDEMAIN DE LA RÉVOLUTION DE 1830 (1)

Journaux	Moyenne de 1830	janvier 1831	février	mars
<i>Le Constitutionnel</i> . . . . .	18.622	23.333	23.333	23.333
<i>Journal des Débats</i> . . . . .	11.715	15.000	12.766	14.700
<i>La Gazette de France</i> . . . . .	9.801	11.200	11.200	12.400
<i>Le Courrier français</i> . . . . .	5.491	5.000	6.850	8.750
<i>Le Temps</i> . . . . .	5.151	8.733	10.000	8.500
<i>La Quotidienne</i> . . . . .	5.036	5.833	5.833	6.633
<i>Le National</i> . . . . .	2.321	3.433	3.066	3.283
<i>Figaro</i> . . . . .	2.263	1.666	1.666	2.333
<i>La Tribune des départements</i> .	528	733	666	866
<i>La Révolution de 1830</i> . . . . .	170	590	591	695

1. — A.N. 262 B. Lettre du préfet de police au ministre de l'Intérieur,  
8 avril 1831.

### III. — TIRAGES DES JOURNAUX PARISIENS SOUS LA MONARCHIE DE JUILLET (1)

Titres des journaux	1836	1840	1845
<i>Le Siècle</i> .....	(env. 11.000)	33.666	34.966
<i>La Presse</i> .....	(env. 10.000)	10.106	22.409
<i>Journal des Débats</i> .....	10.008	10.583	9.844
<i>Le Constitutionnel</i> .....	9.064	5.944	23.170
<i>La Gazette de France</i> .....	5.666	5.165	3.330
<i>Le National</i> .....	3.958	4.502	4.062
<i>Journal du Commerce</i> .....	1.828	4.642	3.632
<i>Le Courrier français</i> .....	6.397	4.069	1.431
<i>La Quotidienne</i> .....	4.025	3.143	3.153
<i>Le Charivari</i> .....	918	2.792	2.818
<i>Le Temps</i> .....	5.191	2.049	
<i>L'Echo français</i> .....	1.325	1.977	2.475
<i>L'Univers</i> .....	995	1.584	4.713
<i>La France</i> .....	957	1.193	1.486
<i>Le Moniteur universel</i> .....	2.417	2.367	2.138
<i>Le Bon Sens</i> .....	1.647		
<i>Journal de Paris</i> .....	1.732		
<i>Journal général de France</i> ..	3.600		
<i>Le Monde</i> .....	2.233		
<i>L'Estafette</i> .....	3.505	5.046	2.796
<i>Le Moniteur parisien</i> .....		3.763	1.918
<i>Gazette des tribunaux</i> .....		2.956	2.551
<i>Le Messager des Chambres</i> ...		1.301	719
<i>Le Corsaire</i> .....	811	557	835
<i>L'Epoque</i> .....			8.840
<i>L'Esprit public</i> .....			4.636
<i>La Patrie</i> .....			3.735
<i>La Démocratie pacifique</i> .....			2.247
<i>La Réforme</i> .....			1.698
<i>La Nation</i> .....			1.593

1. — D'après les quantités de papier soumises au timbre. A.N. BB 17 A 99, BB 18 1396, BB 17 A 145.



IV. — « NOMBRE PRÉSUMÉ » DES ABONNÉS DE PROVINCE  
DES PRINCIPAUX JOURNAUX PARISIENS  
EN AVRIL 1841 (1)

Titres des journaux	Tirage global	Expédiés hors Paris
<i>Le Siècle</i> .....	40.800	22.100
<i>La Presse</i> .....	12.400	8.500
<i>Journal des Débats</i> .....	11.166	5.900
<i>Le Constitutionnel</i> .....	5.803	3.350
<i>Journal du Commerce</i> .....	5.733	3.000
<i>Le National</i> .....	5.367	3.595
<i>La Gazette de France</i> .....	5.167	4.220
<i>L'Estafette</i> .....	3.900	3.015
<i>La Quotidienne</i> .....	3.333	1.890
<i>Le Courrier français</i> .....	3.333	1.975
<i>Le Charivari</i> .....	3.125	1.570
<i>Le Moniteur universel</i> .....	2.083	755
<i>Le Moniteur parisien</i> .....	2.000	210
<i>L'Echo français</i> .....	1.930	1.730
<i>L'Univers</i> .....	1.800	1.630
<i>Le Temps</i> .....	1.566	995
<i>La France</i> .....	env. 1.300	1.090
<i>Le Messenger des Chambres</i> .	1.033	242

Les positions politiques des journaux mentionnés aux tableaux III et IV dont certaines ont trop évolué pour être résumées d'un mot) sont indiquées dans le texte ou les notes ou à la table des journaux.

Signalons l'analyse suivie et commentée des tirages sous la Monarchie de Juillet que M. J. P. AGUET vient de faire paraître dans la *Revue suisse d'histoire* t. X, fasc. 2, 1960.

1. — A.N. BB 18 1396 et BB 17 A 118.

Il y a lieu de remarquer qu'une partie, généralement assez faible, des « expédiés hors Paris » étaient envoyés à l'étranger, ce qui explique la formule de l'administration : « nombre *présumé* » des abonnés de province.

## QUELQUES RÉDACTIONS

JOURNAUX	DIRECTION ET RÉDACTION EN CHEF	DOCTRINE ET POLITIQUE	SOCIOLOGIE ÉCONOMIE POLITIQUE
<i>Journal des Débats</i>	A. Bertin	St-M. Girardin Silv. de Sacy X. Raymond Jo. Lemoigne J. Maurel	M. Chevalier
<i>La Presse</i>	E. de Girardin	Pérodeau Linguet J.-B. Labiche Claveau	
<i>Le Constitutionnel</i>	Ch. Reybaud Véron	Boilay Étienne fils Malitourne	
<i>Le Siècle</i>	Chambolle L. Desnoyers	(O. Barrot)	A. Petetin
<i>Le National</i>	Ch. Thomas A. Marrast J. Bastide	Marrast Bastide	E. Robinet

1. — Ce tableau a été surtout dressé à l'aide des notices qui figurent dans la *Physiologie de la presse* (1841) et dans la *Biographie des journalistes* d'Edmond TEXIER (1851).

## PARISIENNES EN 1841 (I)

CRITIQUE LITTÉRAIRE THÉÂTRE FEUILLETONS	VARIÉTÉS	DIVERS
J. Janin F. Soulié E. Sue Ch. de Bernard	Phil. Chasles St-M. Girardin Th. Bénazet A. de La Tour Cuvillier-Fleury	A.-D. Guérout de Lécluze (art) Tinski (informations)
Th. Gautier H. Berthoud Eug. Pelletan	M <sup>me</sup> de Girardin	
Jay M <sup>me</sup> Ch. Reybaud Darthenay L. Reybaud		
L. Desnoyers H. Lucas de Fiennes		Martinet (« fait le journal ») F. Barrot (jurisprud.)
E. Forgues Rolle L. Reybaud		Dornès (jurisprud.)

1. — Certaines des affectations indiquées ici n'ont pas une valeur limitative, plus d'un rédacteur ayant écrit à la fois des articles ou des entre-filets politiques et littéraires. En outre bien des écrivains non cités ici collaboraient à *La Presse* et au *Siècle*.

## Quelques rédactions parisiennes

JOURNAUX	DIRECTION ET RÉDACTION EN CHEF	DOCTRINE ET POLITIQUE	SOCIOLOGIE ÉCONOMIE POLITIQUE
<i>Le Charivari</i>	Altaroche Taxile Delord Dutacq	L. Huart Lombardy Laurent Jean	L. Couailhac
<i>La Gazette de France</i>	de Genoude	de Lourdoueix Bossange Beauregard	
<i>La Quotidienne</i>	Laurentie	Th. Muret Poujoulat de Lostanges	
<i>Le Courrier français</i>	L. Faucher V. de Lape- louse		Ad. Blanqui

## AUTRES JOURNALISTES

Panckoucke ( <i>Le Moniteur uni- versel</i> )	Félix Pyat ( <i>Le Journal du peuple</i> )
Lubis ( <i>La France</i> )	V. Considerant ( <i>La Phalange</i> )
A. Granier de Cassagnac ( <i>Le Globe</i> )	Léo Lespès ( <i>L'Audience</i> )
Alph. Peyra ( <i>Le Globe</i> )	H. de Villemessant ( <i>La Sylphide</i> )
Louis Veuillot ( <i>L'Univers</i> )	Vte Walsh ( <i>La Mode</i> )
Virmaitre ( <i>Le Corsaire</i> )	Alph. Karr ( <i>Les Guêpes</i> )
Ledru-Rollin ( <i>Le Droit</i> )	Buloz ( <i>Revue des deux mondes</i> )
Dupoty ( <i>Le Journal du peuple</i> )	P. Leroux ( <i>Revue indépendante</i> )
	George Sand (idem)
	Louis Blanc ( <i>Revue du Progrès</i> )

# Quelques rédactions parisiennes

CRITIQUE LITTÉRAIRE THÉÂTRE FEUILLETONS	VARIÉTÉS	DIVERS
E. Forgues		Achard
A Nettement Brisset Turquétu		
Poujoulat Merle		de Vaugrigneuse
E. Guinot		





## TABLE DES JOURNAUX CITÉS

### PÉRIODIQUES ET SEMI-PÉRIODIQUES PARISIENS

- L'Album*, journal « littéraire », par Grille et Magalon ; 19 juill. 1821-25 mars 1823, in-8°. B.N. Z 29713 et suiv.
- L'Ancien Album*, suite du précédent. Parmi ses rédacteurs, Fontan ; 25 nov. 1828-15 août 1829, in-8°. Z 29720-29722.
- L'Apostolique*, journal religieux ; 17 juill. 1829-23 juill. 1830. Lc<sup>3</sup> 71.
- L'Aristarque français*, feuille d'origine littéraire, qui connut des difficultés et interruptions. A la suite des lois de juin 1819 sur la presse, *L'Aristarque* est un organe politique de gauche que la censure de 1820 fait disparaître. En 1824, il a changé de couleur, est devenu, à l'extrême droite, l'organe des « pointus » contre Villèle. 1<sup>er</sup> mai 1815-janv. 1827. Lc<sup>2</sup> 1016 bis.
- L'Artisan*, journal ouvrier, 26 sept.-17 oct. 1830, in-4°. Lc<sup>2</sup> 1256.
- L'Atelier*, rédigé par des ouvriers, organe des buchéziens, presque toujours mensuel ; sept. 1840-31 juill. 1850, in-4°. Lc<sup>2</sup> 1474.
- L'Avant-Garde*, suite du *Revenant*, légitimiste ; 11 juin 1833-13 sept. 1833. Lc<sup>2</sup> 2837.
- L'Avant-Garde*, journal des écoles, avec changement de titre, mensuel, puis hebdomadaire ; janv. 1848-mars 1850. Lc<sup>2</sup> 1672-1676.
- L'Avenir*, devise : « Dieu et la liberté », fondé par Lamennais ; parmi les rédacteurs, Gerbet, Lacordaire, de Coux, Montalembert, etc. 17 oct. 1830-15 nov. 1831. Lc<sup>2</sup> 1259.
- Bibliothèque historique*, libérale, tendances bonapartistes, semi-périodique, par Chevalier, Raynaud, Cauchois-Lemaire ; mars 1818-avr. 1820. Son quatorzième et dernier volume contient plusieurs brochures citées à : *Écrits contemporains*, in-8° Lc<sup>2</sup> 1110.
- Le Bon Sens*, journal démocratique et populaire ; hebdom. puis quotidien. Directeur : Rodde ; rédacteur en chef : Cauchois-Lemaire, puis Louis Blanc ; 15 juill. 1832-3 mars 1839. Lc<sup>2</sup> 1321.
- Brid'Oison*, légitimiste, généralement quotidien ; 17 janv. 1832-1<sup>er</sup> déc. 1834 avec interruption et substitutions. Deviendra *La France* ; in-4°. Lc<sup>2</sup> 1299-1301.
- Cancans*, légitimiste, par Bérard ; 1831-1834, 68 nos. in-8°. Lc<sup>2</sup> 1284.
- Le Capitole*, démocrate, bonapartiste ; 15 juin 1839-3 déc. 1840. Lc<sup>2</sup> 2851.
- La Caricature*, satirique politique fondé et dirigé par Ch. Philippon, hebdomadaire ; 4 nov. 1830-27 août 1835. Rés. Lc<sup>2</sup> 2828.
- Le Censeur*, organe « indépendant » par Comte et Dunoyer ; 12 juin 1814-6 sept. 1815. in-8°. Lc<sup>2</sup> 1036.

## Table des journaux cités

Devient *Le Censeur européen* par les mêmes, semi-périodique comme le précédent ; févr. 1817-17 avr. 1819. in-8°. Lc<sup>2</sup> 1037.

Reparaît, avec la liberté de la presse, sous le même titre, et dure du 15 juin 1819 au 22 juin 1820, quotidien ; in fol. Se réunit au *Courrier français*. Lc<sup>2</sup> 1038.

*Le Charivari*, satirique illustré « radical », fondé par Ch. Philippon, 1<sup>er</sup> déc. 1832. Quotidien. Lc<sup>2</sup> 1328.

*Le Conservateur*, ultra royaliste, semi-périodique, par Chateaubriand, Lamennais, Bonald, Fiévée, Castelbajac, Berryer, etc. oct. 1818-mars 1820, in-8°. Bien que Rémusat (*Mémoires*, I p. 425) lui attribue surtout comme admirateurs « quelques gardes du corps dans leurs casernes ou quelques hobereaux dans leurs manoirs », il eut beaucoup d'influence et semble avoir atteint un tirage de 7 à 8.000 exemplaires. Lc<sup>2</sup> 1132.

*Le Constitutionnel*, Avant de s'en tenir à son titre définitif, le grand organe libéral a été contraint, pour échapper surtout à l'hostilité du gouvernement monarchique, de se présenter sous diverses dénominations :

*L'Indépendant* (1<sup>er</sup> mai-7 août 1815) Lc<sup>2</sup> 1051 ;

*Echo du soir* (8-25 août 1815) Lc<sup>2</sup> 1052 (fusion de l'*Indépendant* avec ce journal) ;

*Courrier général* (26 août-23 oct. 1815) Lc<sup>2</sup> 1053 ;

*Le Constitutionnel* (29 oct. 1815-juill. 1817). Lc<sup>2</sup> 1054 ;

*Journal du Commerce* (juill. 1817-1<sup>er</sup> mai 1819). Lc<sup>2</sup> 1055 ;

*Le Constitutionnel* (mai 1819). Lc<sup>2</sup> 1056.

Tous ces organes in-fol.

Sous la Monarchie de juillet, que sa politique avait préparée par son opposition persévérante à la Restauration de droite, il fut, dans l'ensemble l'organe de Thiers. Tombé à 3.500 exemplaires, il se redressa en 1844 avec le Dr Véron, par la publication surtout du *Juif errant* d'Eugène Sue.

*Correspondance politique et administrative* par J. Fiévée, en 15 parties, in-8° Lb<sup>45</sup> 4.

*Le Corsaire*, journal « littéraire », satirique, 1822-1852. Compta parmi ses collaborateurs de nombreux écrivains connus. Absorba le *Satan* en 1844 et de 1844 à 1847 porta le titre de *Corsaire-Satan*. "Radical". Lc<sup>2</sup> 1180.

*Le Courier*. A partir de sa fondation (21 juin 1819) jusqu'au mois de févr. 1820, fut l'organe des doctrinaires (Royer-Collard, Guizot, Ch. de Rémusat, qui en assura surtout la rédaction).

A partir du mois de févr. 1820, sous le titre *Le Courier français* il fut un organe du parti libéral et anticlérical comme *Le Constitutionnel* dont il était loin d'avoir le tirage. En 1842, dirigé par Léon Faucher, partisan de « la Charte tout entière ». Après cette date, *Le Courier* perdit beaucoup de son prestige ; in-fol. Lc<sup>2</sup> 1162.

*Le Courier de l'Europe*, légitimiste, fondé le 1<sup>er</sup> févr. 1831, par M. Laurentie, en désaccord avec *La Quotidienne*, quotidien ; fusionna le 1<sup>er</sup> mai 1833 avec *Le Rénovateur*. Lc<sup>2</sup> 1277.

## Table des journaux cités

- Le Courrier des électeurs*, libéral, fondé par Sarrans jeune, janv. 1829-avr. 1830. Lc<sup>2</sup> 1212.
- Parut en août 1830 sous le titre *Les Communes* (Lc<sup>2</sup> 1213 et Lc<sup>2</sup> 1214). Tenta de devenir *Journal du Programme* (de l'Hôtel de Ville, Lc<sup>2</sup> 1215). Se réunit en décembre 1831 à *La Révolution de 1830*.
- Le Défenseur*, religieux, politique et littéraire, suite du *Conservateur* avec Lamennais, Bonald, Genoude, etc., 1<sup>er</sup> mars 1820-27 oct. 1821 ; in-8°. Lc<sup>2</sup> 1133.
- La Démocratie pacifique*, suite du *Phalanstère* et de *La Phalange*, organe fouriériste, quotidien, directeur : Victor Considerant ; 1<sup>er</sup> août 1843-30 nov. 1851. Lc<sup>2</sup> 1557.
- Le Diable boiteux*, journal « littéraire », 14 juill. 1823-31 juill. 1825. *Le Frondeur*, (août 1825-juillet 1826) Z 8861-8862.
- Le Drapeau blanc*, monarchiste batailleur aux destins variés. Eut surtout pour directeur Martainville et, pendant un an (ou presque, en 1823), Lamennais. Janv. 1819-févr. 1827. Quotidien (après les lois de 1819), il avait été acquis par le gouvernement Villèle qui le supprima en 1827 comme trop déficitaire. Lc<sup>2</sup> 1150-1151.
- Reparut le 15 juill. 1829 jusqu'à la Révolution de 1830 sous la direction de Martainville. Lc<sup>2</sup> 1153.
- L'Echo français*, monarchiste, quotidien, janv. 1829-6 févr. 1847, où il fusionne avec *La Quotidienne* et *La France*. Lc<sup>2</sup> 1216.
- L'Esprit public*, politique, économique, littéraire, rédact. en chef Charles Lesseps, quotidien, 1845-1847. Se réunit à *La Patrie*, Lc<sup>2</sup> 1606.
- L'Estafette*, journal des journaux, 1833-1858 quotidien. Lc<sup>2</sup> 1342.
- L'Etoile*, monarchiste, quotidien du soir très ardent, passait pour être l'organe attitré de Villèle ; dirigé par Genoude. 1<sup>er</sup> nov. 1820-1<sup>er</sup> juill. 1827. Lc<sup>2</sup> 1172.
- Figaro*, à l'origine le plus célèbre des « petits journaux » dits non politiques, mais faisant beaucoup de politique. Sur cet organe, qui exigerait une notice très longue, on se reportera à F. Ségu *Le premier Figaro* (1826-1833) ; voir E. Gaboriau, *l'Ancien Figaro*. Lc<sup>2</sup> 1191 (janv. 1826-févr. 1839) et Lc<sup>2</sup> 1192 (mars 1839-mai 1842).
- La France*, légitimiste, suite de *Brid'Oison*, déc. 1834-févr. 1847, où elle devient l'*Union monarchique* avec *La Quotidienne* et l'*Echo français*. Lc<sup>2</sup> 1302. Cf. note 102.
- La France chrétienne*, journal religieux, politique et littéraire ; janv. 1821-févr. 1828. Lc<sup>2</sup> 1174. Le 1<sup>er</sup> mars 1828 devient *La France constitutionnelle* jusqu'au 7 mai 1828. Lc<sup>2</sup> 1175.
- La Fraternité* de 1845, organe du peuple, puis « du communisme », 1845-1848, in-4°. Lc<sup>2</sup> 1595.
- Gazette de France* (à partir du 5 décembre 1827, *La Gazette de France*). Menacée d'achat par les royalistes « exagérés », la Caisse d'amortissement y acquit la majorité des actions en 1824. Villèle, en juin 1827, la donna à Genoude qui la réunit à *L'Etoile* (d'où l'augmentation de son tirage). Légitimiste sous la Monarchie de juillet, *La Gazette* développa, au détriment de son tirage, les thèses de Genoude qui voulait

## Table des journaux cités

- « réconcilier 1789 et 1815 » et prônait l'extension à tous du droit de suffrage, tandis que *La Quotidienne*, au début du moins, croyait bien plus, pour ramener la France à la monarchie, à un recours à la force qu'à une conquête par les idées (A. Nettement, *La Presse parisienne*, 1846). Lc<sup>2</sup> 1.
- Le Globe*, journal philosophique et littéraire fondé par Pierre Leroux et Th. Dubois le 15 sept. 1824. Son sous-titre a varié. Sur son importance littéraire, voir Ch. M. Des Granges *La presse littéraire sous la Restauration*, Paris, 1907. Devient politique vers le mois d'octobre 1828 et quotidien en février 1830. Cf. Rémusat, *Mémoires de ma vie*. t. II. En janvier 1831, et jusqu'au mois d'avril 1832, il sera le « journal de la doctrine de Saint-Simon ». Lc<sup>2</sup> 1183.
- L'Homme gris*, semi-périodique, par Amédée Féret, puis Creton, publié par livraisons en 1817-1818, in-8°. Lc<sup>2</sup> 1093.
- Le nouvel Homme gris*, par Cugnet de Montarlot, 1818-1819. Lc<sup>2</sup> 1094.
- L'Indépendant*, libéral, suite du *Journal général de France* (Lc<sup>2</sup> 1044) qui avait paru du 1<sup>er</sup> sept. 1814 au mois de mai 1819.
- L'Indépendant*, ira du 8 mai 1819 au 13 avr. 1820 avec des tendances bonapartistes assez marquées. Lc<sup>2</sup> 1045.
- L'Indépendant*, voir *Le Constitutionnel*.
- Journal des Arts*, voir note 11.
- Journal des Débats*. Se rattache au *Journal des Débats et décrets* fondé en 1789 par Gaultier de Biauzat. Entre les mains de la famille Bertin depuis 1799. Jusqu'en 1841, le directeur est Bertin l'aîné, ensuite Armand Bertin. Attitudes diverses sous la Restauration à cause de l'amitié des Bertin et de Chateaubriand. Sous la Monarchie de Juillet, organe gouvernemental du « Juste milieu » Quotidien. Lc<sup>2</sup> 151.
- Journal des ouvriers*, paraissant deux fois la semaine, 19 sept.-12 déc. 1830, in-4°. Lc<sup>2</sup> 1255.
- Journal de Paris*. Descendant du premier quotidien français (1777), il est un organe terne, de tendances modérées qui soutient Decazes. « Amorti » sous Villèle, il fut réuni en 1827 à la *Gazette* et à *L'Etoile*. Mais le libéral Léon Pillet s'empresse alors de reprendre cet organe sous le titre de *Nouveau Journal de Paris et des départements*, puis (juin 1829) sous celui de *La France nouvelle*. C'est ce journal qui s'associa à la protestation des journalistes contre les Ordonnances. Il défendit la Monarchie de Juillet. Fonfrède, fils du célèbre Girondin et l'un des plus brillants journalistes de province, lui apporta sa collaboration. Lc<sup>2</sup> 81, 1198.
- Journal du Commerce*, d'abord politique et littéraire, puis journal du commerce et de l'industrie avec plusieurs changements de sous-titres ; 20 déc. 1819-9 mai 1837. Lc<sup>2</sup> 1165.
- Le Commerce*, suite du précédent, 10 mai 1837-21 mars 1848, fut un des organes de la gauche dynastique, eut pour rédacteur en chef Charles Lesseps connu des destins. variés Lc<sup>2</sup> 1166.
- Journal du peuple*, fut tour à tour mensuel, hebdomadaire, tri-hebdomadaire (1841) et quotidien (1842). Eut surtout pour rédacteur en chef Dupoty, assisté de quelques personnalités notables des partis de gauche : Godefroy Cavaignac, Louis Blanc, Puyraveau, etc. ; juin 1834-mai 1842. Lc<sup>2</sup> 1383.

## Table des journaux cités

- La Lanterne du quartier latin*, mensuel, rédigé par Antonio Watrison 1847-1848. Lc<sup>2</sup> 1645.
- Lettres normandes*, semi-périodique, libéral par Thiessé; sept. 1817-sept. 1820. Lc<sup>2</sup> 1088, 1089, 1091.
- La Lorgnette*, journal « littéraire » (janvier 1824-mars 1826). Devient *Le Mentor* (mars 1826-août 1828). Yf 1171.
- Mayeux*, satirique hebdomadaire, fut doublé par *Le Véritable Mayeux*, concurrence du premier. Juill. 1831-mai 1832. Lc<sup>2</sup> 1285, 1286.
- Le Messager des Chambres*, journal des villes et des campagnes, avait été fondé pour soutenir la politique de Martignac; passa à l'opposition sous Polignac. Il eut une attitude variable sous la Monarchie de Juillet et, en 1840, soutint le gouvernement de Thiers, resta ministériel avec Soult. Lc<sup>2</sup> 1200.
- Le Mémorial catholique* par Gerbet, de Salinis, Lamennais, etc; 15 janv. 1824-1830. Z 30020-30030.
- Le Mercure de France*. juin 1790. - Déc. 1816-1817. - Janv. 1818 (8° Lc<sup>2</sup> 41). Devient *Mercure de France et chronique de Paris*, juil. 1819 - fév. 1820. Devient *Mercure du XIX<sup>e</sup> siècle*, 1823-1827 (8° Lc<sup>2</sup> 42). Devient *Mercure de France au XIX<sup>e</sup> siècle*, 1827-1832.
- Le Mercure royal de France*, semi-périodique, « formant la première section des *Mémoires de l'Académie des ignorants* ». 1<sup>er</sup> sept. 1819-30 mars 1820. Lc<sup>2</sup> 1125.
- La Minerve française*, semi-périodique libéral fondé après la suspension du *Mercure de France*. Son tirage et son succès dépassèrent ceux des autres semi-périodiques de la même époque, par Aignan, Benjamin Constant, Dumoulin, Étienne (l'ancien censeur de l'Empire, auteur des fameuses *Lettres sur Paris*), A. Jay, Jouy (le créateur de la série des *Hermites*), Lacretelle aîné. Févr. 1818-mars 1820, in-8°. Lc<sup>2</sup> 1105.
- Le Miroir des spectacles, etc.* par Jouy, Dupaty, Cauchois-Lemaire, etc., le type même des feuilles « littéraires » dont la politique malicieuse agaçait le gouvernement de la Restauration; eut à ce titre plusieurs procès. 15 févr. 1821-juin 1823. Z 5276-5280  
Fut continué par *La Pandore*, 16 juill. 1823-août 1828, in-4°, comme *Le Miroir*. Z 5281-5291.
- La Mode*, fondée comme *Revue des modes* en oct. 1829 par Émile de Girardin. Vendue aux légitimistes, elle fut, sous la direction surtout du V<sup>te</sup> Edouard Walsh, violemment agressive contre la Monarchie de Juillet (Au mois de septembre 1854, elle deviendra *La Revue universelle*), in-4°. Lc<sup>14</sup> 15.
- Le Monde*, journal apparemment fondé sans grande préoccupation politique, mais où Lamennais fut assez vite introduit. Ce fut un insuccès, Lamennais ayant consacré son abondante collaboration à ce journal à rédiger des articles de haute portée philosophique plus que les allusions véhémentes auxquelles le public s'attendait; quotidien, nov. 1836-nov. 1837. Lc<sup>2</sup> 1421.
- Le Moniteur parisien*, officieux de la Monarchie de Juillet. Lc<sup>2</sup> 1276.
- Le Moniteur universel*, organe officiel du gouvernement. Lc<sup>2</sup> 114.



## Table des journaux cités

- Le Mouvement*, « journal politique des besoins nouveaux », républicain, fondé au mois d'octobre 1831 ; poursuivi peu après il bénéficia d'un non-lieu. Lc<sup>2</sup> 1289.
- Le Nain jaune* ou journal des sciences et de la littérature, satirique, animé par Cauchois-Lemaire ; 15 déc. 1814-15 juill. 1815. Lc<sup>2</sup> 1048.  
Il eut pour suite *Fantaisies politiques, morales, critiques et littéraires*, août 1815 (Lc<sup>2</sup> 1049 B.) puis le *Journal des arts et de la politique*, 10 sept.-3 oct. 1815. Lc<sup>2</sup> 1049 bis.  
Retiré en Belgique, Cauchois-Lemaire y publia *Le Nain jaune réfugié* « par une société d'anti-éteignoirs ». Lc<sup>2</sup> 1049-1050.
- La Nation*, fondée par Genoude pour donner à sa *Gazette de France* un pendant de forme plus populaire ; 15 févr. 1843-1<sup>er</sup> juin 1845. Lc<sup>2</sup> 1543.
- Le National*, du 3 janv. 1830, date de son 1<sup>er</sup> numéro, à la Révolution de juillet, il eut pour directeurs Thiers, Mignet et Carrel. Carrel continua de le diriger après la révolution jusqu'à sa mort (24 juill. 1836). Après Carrel, son plus brillant rédacteur en chef fut Armand Marrast. 3 janv. 1830-2 déc. 1851, quotidien. Lc<sup>2</sup> 1239.
- L'Organisateur*, une des publications de l'école saint-simonienne ; 1829-1831. Rés. Lc<sup>3</sup> 133.  
Il y avait eu un autre *Organisateur*, publié par Saint-Simon en 1819 et dont la première livraison contenait la fameuse parabole sur l'importance respective des princes, des savants, des artisans, etc. Rés. Lc<sup>3</sup> 133.
- L'Oriflamme*, organe de l'opposition de droite depuis le 1<sup>er</sup> juin 1823, fut acheté 250.000 fr. au début de 1824 par la Caisse d'amortissement qui le supprima presque aussitôt. Lc<sup>2</sup> 1168 bis. Dentu tenta de lui donner une suite. Lc<sup>2</sup> 1182.
- La Pandore*, voir *Le Miroir*.
- La Patrie*, politique, commercial et littéraire, fut un des journaux de l'opposition dynastique ; 1<sup>er</sup> nov. 1841, quotidien. Lc<sup>2</sup> 1503.
- Le Patriote*, journal du peuple, paraît de la Révolution de 1830 au 4 nov. de la même année. Lc<sup>2</sup> 1252.
- Le Peuple*, journal de littérature et des arts, 1829.
- Le Peuple*, journal des ouvriers rédigé par eux-mêmes 30 sept.-10 nov. 1830, bi-hebdomadaire. Lc<sup>2</sup> 1257.
- Le Peuple Constituant*, journal de Lamennais, fondé par lui le 27 févr. 1848 ; dura jusqu'au 11 juill. de la même année. Lc<sup>2</sup> 1695.
- Le Pilote*, originairement feuille commerciale, parut d'abord de sept. 1818 à déc. 1819. Il devint ensuite *l'Impartial* jusqu'au mois de mars 1820. Puis, redevenu *Le Pilote*, il fut, sous la direction de P.-F. Tissot, un organe libéral très agressif. La Caisse d'amortissement l'acquitt au début de 1824 et le supprima comme trop coûteux en 1827. Lc<sup>2</sup> 2807.
- Le Populaire* de Cabet, journal socialiste, parut une première fois du 3 juill. 1833 au 8 oct. 1835 et une seconde fois du mois de mars 1841 jusqu'en 1851. Lc<sup>2</sup> 1359, 1360. *Le Populaire* fut tour à tour hebdomadaire, mensuel, de nouveau hebdomadaire, etc.



## Table des journaux cités

- Le Populaire royaliste*, hebdomadaire, janv. 1837-avr. 1839, Lc<sup>2</sup> 1426.
- La Presse*, fondée par Émile de Girardin le 1<sup>er</sup> juill. 1836. Dynastique tout en reflétant, avec ses variantes, la pensée personnelle de son directeur, ce journal dont le prix d'abonnement avait été baissé de moitié (40 francs) par rapport à celui des autres journaux, contribua à développer le goût des idées politiques. Voir ci-dessus dans le chapitre « La Révolution de Février » le rôle de Girardin à la veille de février 1848. *La Presse* soutint Molé, combattit Thiers, soutint, puis combattit Guizot. Lc<sup>2</sup> 1416.
- La Quotidienne*. Il y eut une première *Quotidienne* au mois de sept. 1792. Celle qui nous intéresse dura de 1815 à févr. 1847 où elle réalisa la fusion de *L'Union monarchique*. Dissidente pendant une partie de la Restauration, légitimiste sous la Monarchie de Juillet. Lc<sup>2</sup> 728.
- Le Réformateur*, journal de Raspail et de Kersausie, quotidien ; 9 oct. 1834-27 oct. 1835. Lc<sup>2</sup> 1388.
- La Réforme*, le grand organe radical de Ledru-Rollin, Flocon, qui en fut le rédacteur en chef, Louis Blanc, etc., de tendances démocratiques plus accentuées que *Le National* de Marrast ; 29 juill. 1843-janv. 1850. Lc<sup>2</sup> 1553.
- La Renommée*, organe libéral, de Benjamin Constant et de ses amis, eut de grosses difficultés avec la censure qui provoqua sa disparition ; quotidien ; 15 juin 1819-13 juin 1820, où elle se réunit au *Courrier français*, Lc<sup>2</sup> 1161.
- Le Revenant*, légitimiste ; 1<sup>er</sup> janv. 1832-10 juin 1833. Se continue dans *l'Avant-Garde*. Lc<sup>2</sup> 2836.
- La Révolution de 1830*, journal des intérêts populaires, de Fazy et Antony Thouret ; 1830-1832. Lc<sup>2</sup> 2822.
- La Revue de l'Empire*, janv. 1842-févr. 1848, in-8°. Lc<sup>2</sup> 1540.
- Revue du Progrès*, par Louis Blanc, 1839-1842, in-8°. Lc<sup>2</sup> 2852.
- Revue indépendante*, démocratique, par Pierre Leroux et George Sand ; 1<sup>er</sup> nov. 1841-24 févr. 1848, in-8°, Z 58987.
- Revue républicaine*, démocratique, par A. Marchais et Dupont de Bussac ; avr. 1834-juin 1835, in-8°. Lc<sup>2</sup> 1380.
- La Ruche populaire*, recueil rédigé par des ouvriers, sous la direction d'abord de Vinçard ; déc. 1839-déc. 1849, in-8°. Lc<sup>2</sup> 1463.
- Le Siècle*, fondé le 1<sup>er</sup> juillet 1836 par Dutacq ; fut l'organe très répandu de la gauche dynastique. Lc<sup>2</sup> 1418.
- La Silhouette*, « album lithographique » de caricatures, imprimé par Victor Ratier. Collaboration de Balzac, Philipon, Charlet, Henri Monnier, etc. Politiquement hostile au dernier gouvernement de la Restauration ; 1829-1830. Z 2284.
- Le Sylphe*, journal des salons ; 1829. Lc<sup>2</sup> 2816.
- Tablettes universelles*, à l'origine répertoire d'événements, dont Jacques Coste prit la direction en janv. 1823 et qu'il transforma en un organe libéral des plus vivants. L'amortissement des *Tablettes* au mois de janv. 1824, suivi de leur disparition, provoqua une surprise dont Coste eut quelque peine à se relever (cf. RÉMUSAT,

## Table des journaux cités

- Mémoires de ma vie*, t. II, p. 100-104). Oct. 1820-mars 1824, in-8°. Lc<sup>2</sup> 1169.
- Le Temps*, libéral, fondé par Jacques Coste ; quotidien, très actif contre le gouvernement Polignac, organe du centre sous Louis-Philippe Oct. 1829-juin 1842. Lc<sup>2</sup> 1237.
- La Tribune des départemens* (avec changement de titre par la suite) fondée par les frères Fabre ; compta très vite Armand Marrast parmi ses dirigeants. Sa véhémence républicaine en fit un adversaire persévérant et persévéramment poursuivi de la Monarchie de Juillet. 8 juin 1829-11 mai 1835, quotidien. Lc<sup>2</sup> 1224-1226.
- L'Union monarchique*, groupa du 7 févr. 1847 au 26 févr. 1848 *La France*, *La Quotidienne*, *L'Echo français*. Dirigée par Laurentie et Lubis, continua après 1848 en supprimant son épithète. Quotidien. Lc<sup>2</sup> 1647.
- L'Univers*, religieux, philosophique, politique, scientifique et littéraire, fondé en oct. 1833 par l'abbé Migne, l'imprimeur du Petit-Montrouge, père des *Patrologies*. Louis Veuillot en prit la direction, sinon nominale, du moins réelle, dans la seconde moitié de 1842. Quotidien. Lc<sup>2</sup> 1368.
- L'Universel*, ardent soutien du gouvernement Polignac, et des Ordonnances de Charles X ; 1<sup>er</sup> janv. 1829-27 juill. 1830. Lc<sup>2</sup> 2818.

## JOURNAUX DE PROVINCE MENTIONNÉS

- L'Avenir national* (Limoges).  
*L'Aviso de la Méditerranée* (Montpellier).  
*Le Bien public* (Mâcon).  
*La Boussole* (Lille).  
*L'Echo de l'Ouest* (Rennes).  
*L'Echo du Nord* (Lille).  
*L'Echo du peuple* (Poitiers).  
*L'Eclaireur de l'Indre et du Cher*.  
*L'Emancipation* (Toulouse).  
*La Feuille de commerce* (Marseille).  
*Gazette de Bretagne* (Rennes).  
*Gazette de Franche-Comté* (Besançon).  
*Gazette de Normandie* (Rouen).  
*Gazette du Bas-Languedoc* (Nîmes).  
*Gazette du Languedoc* (Toulouse).  
*Gazette du Lyonnais*.  
*Gazette du Maine* (Angers).  
*Gazette du Midi* (Marseille).  
*Gazette du Périgord*.  
*La Glaneuse* (Lyon).  
*Le Guetteur de Saint-Quentin*.  
*L'Impartial* (Besançon).  
*L'Indicateur bordelais*.  
*Journal de l'Eure* (Évreux).  
*Journal de Rouen*.  
*Journal de la Meurthe* (Nancy).

## Table des journaux cités

*Journal libre de l'Isère* (Grenoble).  
*Le Libéral du Nord* (Douai).  
*Le Mémorial bordelais*.  
*Le Mémorial de Toulouse*.  
*Le Mémorial de l'Yonne*.  
*Le Patriote de l'Allier* (Moulins).  
*Le Patriote de la Meurthe* (Nancy).  
*Le Patriote de Saône-et-Loire* (Châlon).  
*Le Patriote du Puy-de-Dôme* (Clermont-Ferrand).  
*Le Peuple souverain* (Marseille).  
*Le Précurseur* (Lyon).  
*Le Progrès du Pas-de-Calais* (Arras).  
*Le Propagateur du Pas-de-Calais* (Arras).  
*Le Réparateur* (Lyon).  
*La Ruche d'Aquitaine* (Bordeaux).  
*Le Sémaphore* (Marseille).  
*La Sentinelle des Pyrénées* (Bayonne).  
*L'Union libérale* (Nevers).  
*Le Vigilant de Seine-et-Oise* (Versailles).



## SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

### ARCHIVES NATIONALES

Particulièrement :

- BB 17 A 9, 86, 90, 92, 99, 118, 140.  
BB 18 1145, 1148, 1149, 1186, 1201, 1207, 1296, 1302, 1314, 1388, 1396.  
BB 30 268, 269, 276.  
F 7 4338, 6742.  
F 18 261, 262, 264.

### CATALOGUES ET RÉPERTOIRES

- BIBLIOTHÈQUE NATIONALE, *Catalogue de l'histoire de France*, III, IV, XI.  
— *Catalogue de l'Exposition La Révolution de 1848*.  
BOURGIN (Georges), *Essai sur la presse française*, Paris, P.U.F., 1934.  
RANCEUR (René), *Bibliographie des travaux publiés sur le centenaire de 1848 en France*, Fol. Q pièce 154.  
*Catalogue des écrits, gravures et dessins condamnés depuis 1814 jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1850*, Paris, Pillet, 1850.  
HATIN (Eugène), *Bibliographie historique et critique de la presse périodique française*, Paris, Firmin Didot, 1866.  
IZAMBARD (Henry), *La presse parisienne... depuis le 22 février 1848 jusqu'à l'Empire*, Paris, Krabbe, 1853.

### ÉCRITS CONTEMPORAINS (1)

- Bornons-nous, parmi beaucoup d'autres, à quelques références :  
*L'Ami de la Charte*, Paris, Corréard, 1<sup>er</sup> juin 1820, B.N. Lb<sup>48</sup> 1648.  
*Aperçus historiques*, Paris, 1820, dans *Bibliothèque historique*, 14<sup>e</sup> vol., B.N. Lc<sup>2</sup> 1112.  
*Attention* (par Bousquet-Deschamps), Paris, Corréard, 17 mai 1820, B.N. Lb<sup>48</sup> 1625.  
BALZAC (Honoré de), *Revue parisienne*, Paris, Garnier, 1840, B.N. Z 23034 ; Bruxelles B.N. Lc<sup>2</sup> 2853.

---

1. — Voir ci-dessus la liste des journaux cités. Il y a en outre beaucoup à prendre dans les grands romanciers du temps (Balzac, Stendhal, Hugo, George Sand, Flaubert) et chez d'autres moins grands, dans *Les Guêpes* d'Alphonse Karr, les *Personnalités* d'Alphonse Peyrat, les séries des *Contemporains* d'Eugène de Mircourt. De même dans nombre de *Mémoires* et *Correspondances*, non cités ici.

## Sources et bibliographie sommaire

- BLANC (Louis), *Histoire de dix ans* (1830-1840), Paris, 1841 et suiv.
- CAUCHOIS-LEMAIRE (L.-A.F.), *Opuscules*, Paris, Brissot-Thivars, mai 1821, B.N. Lb<sup>48</sup> 2728.
- *Sur la crise actuelle. Lettre à S.A.R. le duc d'Orléans*, Paris, Ponthieu, 1827, B.N. Lb<sup>49</sup> 806.
- CHATEAUBRIAND, *De la monarchie selon la Charte*, Paris, Lenormant, 1816, B.N. Lb<sup>48</sup> 636.
- *Du système politique suivi par le ministère*, Paris, Lenormant, 1817, B.N. Lb<sup>48</sup> 967.
- *De la censure que l'on vient d'établir en vertu de l'article 4 de la loi du 17 mars 1822*, Paris, Le Normant, 1824, B.N. Lb<sup>48</sup> 2658.
- *Du rétablissement de la censure par l'ordonnance du 24 juin 1827*, Paris, Ladvocat, 1827, B.N. Lb<sup>49</sup> 610.
- *De la Restauration et de la monarchie élective*, Paris, Le Normant, 1833.
- *Mémoires d'Outre-Tombe*, éd. Levailant, Paris, Flammarion, 1948 (4 vol.)
- CLAUSEL DE COUSSERGUES, *Projet de la proposition d'accusation contre M. le duc Decazes*, Paris, Dentu, 1820, B.N. Lb<sup>48</sup> 1706.
- COURIER (P.-L.), *Œuvres (précédées de sa vie par Armand Carrel)*, Paris, Firmin Didot, éd. 1845.
- Discours* (de) M. Emmanuel Dupaty à l'audience de la Cour royale (25 octobre 1822) dans l'affaire du Miroir, Paris, Chantpie, 1822, B.N. Lb<sup>48</sup> 3389.
- Dix-huitième édition des deux derniers pamphlets de Timon sur la dotation* Paris, Pagnerre, 1844, B.N. Lb<sup>51</sup> 3042.
- Documents historiques*, Paris, 1820, B.N. Lc<sup>2</sup> 1111.
- FABRE (Auguste), *La Révolution de 1830 et le véritable parti républicain*, Paris, Thoissier-Desplaces, 1833, B.N. Lb<sup>51</sup> 4516 (2 vol.).
- Fragments de l'histoire contemporaine*, Paris, 1820, B.N. Lc<sup>2</sup> 1115.
- GIROD DE L'AIN (Amédée-Louis-Gaspard baron), *Affaire du mois d'avril 1834* (rapport), Paris, Imprimerie royale, 1834, (2 vol. in-4°).
- HAUSSEZ (baron d'), *Mémoires*, Paris, Calmann Lévy, 1896-1897, (2 vol.).
- HUGO (Victor), *Choses vues*, Paris, Hetzel, 1887.
- LAMENNAIS, *De l'esclavage moderne*, Paris, Pagnerre, 1839, B.N. R 40 474.
- *Le Pays et le Gouvernement*, Paris, Pagnerre, 1840.
- *Amschaspands et Darvands*, Paris, Pagnerre, 1843.
- MARTAINVILLE (A. L. D.), *La Bombe royaliste lancée par...*, Paris, Dentu, 1820, B.N. Lb<sup>48</sup> 1825.
- MONTLOSIER, *Mémoire à consulter sur un système religieux et politique*, etc. Paris, 1826, B.N. Lb<sup>49</sup> 328.
- PASQUIER (Chancelier), *Mémoires*, Paris, Plon, 1893-1894 (6 vol).
- *La Révolution de 1848*, Paris, Plon, 1944.
- Pétition... par Madier de Montjau...*, Paris, Librairie politique, 1820, B.N. Lb<sup>48</sup> 1575. (Sur cette même pétition, B.N. Lb<sup>48</sup> 1576, 1616, 1617).
- PEYTEL, *Physiologie de la poire*, par Louis Benoît, Paris 1832.
- Portefeuille politique*, Paris, Lacretelle aîné, mai 1820, B.N. Lb<sup>48</sup> 1609.
- Procès de l'Avenir*, Paris, Agence générale pour la défense de la liberté religieuse, 1831.
- Procès de la souscription nationale*, Paris, Brissot-Thivars, 1820, B.N. Lb<sup>48</sup> 1697.



## Sources et bibliographie sommaire

- Procès des derniers ministres de Charles X*, Paris, éd. Boltz, Bureau des éditeurs, 1830, (2 vol.).
- Procès du Constitutionnel et du Courrier, accusés de tendance à porter atteinte à la religion de l'Etat*, Paris, Warée fils, 1826, B.N. Lb<sup>49</sup> 304.
- Procès du Miroir* (11-18 mai), Paris, Bureau du Miroir, 1821, B.N. Lb<sup>48</sup> 2113.
- Procès du Précurseur*, Lyon, Au bureau du Précurseur, 1832, B.N. Lb<sup>61</sup> 1488.
- Procès fait à la lettre adressée au duc d'Orléans par Cauchois-Lemaire*, Paris, Delangle, 1828, B.N. Lb<sup>49</sup> 829.
- Réflexions d'un patriote*, Paris, Corréard, 27 avril 1820, B.N. Lb<sup>48</sup> 1596.
- RÉMUSAT (Charles de), *Mémoires de ma vie*, présentés et annotés par Charles-H. Pouthas, Paris, Plon, 1958-1959 (2 vol. parus).
- TOCQUEVILLE (Alexis de), *Souvenirs*, Paris, Gallimard, 1942.
- Variétés historiques*, Paris, Marchands de nouveautés, 4 mai 1820, B.N. Lc<sup>2</sup> 1114.

## OUVRAGES ET TRAVAUX INTÉRESSANT LA PRESSE

- Pour certaines questions qui ne relèvent pas directement de notre sujet (naissance de la presse « à bon marché » en 1836, feuilletons-romans, etc.) nous nous permettons de renvoyer à notre *Histoire de la presse*, Paris, Fayard, 1958.
- BINET (Dr M.-E.), *Le docteur Véron*, Paris, A. Michel, 1945.
- BOUTARD (Charles), *Lamennais, sa vie et ses doctrines*, Paris, Perrin, 1905-1913 (3 vol.).
- BRISSON (Jules) et RIBEYRE (Félix), *Les grands journaux de France*, Paris, 21, rue de Hanovre, 1863.
- CASTILLE (Hippolyte), *Les journaux et les journalistes sous l'Empire et sous la Restauration*, Paris, Sartorius, 1858.
- *Les journaux et les journalistes sous le règne de Louis-Philippe*, Paris, Sartorius, 1858.
- CLARAC (Pierre), dans *Chateaubriand, le livre du centenaire*, Paris, Flammarion, 1949, p. 133-165.
- CRÉMIEUX (Albert), *La Censure en 1820 et 1821*, Paris, Cornély, 1912.
- CUVILLIER (A.), *Un journal d'ouvriers, L'Atelier*, Paris, Alcan, 1914 et 1954.
- DOLLÉANS (Édouard) et PUECH (J.-L.), *Proudhon et la Révolution de 1848*, Paris, P.U.F., 1948.
- DOLLOT (René), *Stendhal journaliste*, Paris, Mercure de France, 1948.
- GABORIAU (Émile), *L'ancien Figaro*, Paris, Dentu, 1861.
- GERMAIN (A.), *Martyrologe de la presse*, Paris, Dumineray, 1861.
- GRENVILLE (E. de), *Histoire du journal La Mode*, Paris, La Mode nouvelle, 1861.
- HATIN (Eugène), *Histoire politique et littéraire de la presse en France*, Paris, Poulet-Malassis, 1859-1861, 8<sup>e</sup> vol.
- LOUANDRE (Charles), *Du mouvement catholique*, Rev. des deux mondes, 1<sup>er</sup> février 1844.
- LARNAC (J.), *George Sand révolutionnaire*, Paris, Hier et Aujourd'hui, 1948.

## Sources et bibliographie sommaire

- MAISEAU (L.-R.-B.), *Manuel de la liberté de la presse*, Paris, Pillet, 1819.
- MARÉCHAL (Christian), *La Mennais au Drapeau blanc*, Paris, Champion, 1946.
- MARQUANT (Robert), *Thiers et le baron Cotta*, Paris, P. U. F., 1959.
- MARTINEAU (Philadelphie), *Physiologie du journaliste de province*, Paris, Lebrun, 1841.
- MORIENVAL (Jean), *Les créateurs de la grande presse en France*, Paris, Spes, 1934.
- NETTEMENT (Alfred), *Histoire politique, anecdotique et littéraire du Journal des Débats*, Paris, Écho de France, 1838 (2 vol.).  
— *La Presse parisienne*, Paris, Dentu, 1846.
- NOBÉCOURT (René-Gustave), *La Vie d'Armand Carrel*, Paris, Gallimard, 1930.
- Physiologie de la presse*, Paris, J. Laisné, 1841.
- RECLUS (Maurice), *Emile de Girardin*, Paris, Hachette, 1934.
- RÉMOND (René), *Lamennais et la démocratie*, Paris, P.U.F., 1948.
- SCHNERB (Robert), *Ledru-Rollin*, Paris, P.U.F., 1948.
- SÉGU (Frédéric), *Le Premier Figaro*, Paris, Belles-Lettres, 1932.
- SEGUIN (Jean-Pierre), *Nouvelles à sensation, Canards du XIX<sup>e</sup> siècle*, Collection Kiosque, Paris, Armand Colin, 1959.
- TEXIER (Edmond), *Histoire des journaux : biographie des journalistes*, Paris, Pagnerre, 1850.
- VEUILLOT (Eugène), *Louis Veillot*, Paris, Retaux-Lethielleux, 1899 et suiv.
- VIDALENC (Jean), *Louis Blanc*, Paris, P.U.F., 1948.
- VIRMAITRE (Ch.), *Paris-Canard*, Paris, Savine, 1888.

Cet ouvrage était remis à l'imprimeur, lorsque nous avons pu avoir connaissance du livre d'Irène Collins, *The government and the newspaper press in France (1814-1881)*, Oxford, University Press, 1959. Nous sommes heureux de signaler ici ce beau travail.

## OUVRAGES GÉNÉRAUX

Les histoires générales de la Restauration et de la Monarchie de juillet et *Clio, L'Époque contemporaine*, I.

- DUVERGIER, *Collection complète des lois, décrets, etc. (de 1814 à 1848). Actes du Congrès historique du centenaire de la Révolution de 1848*, (H.-E. Labrousse, P. Renouvin, etc.), Paris, P.U.F., 1949.
- BEAU DE LOMÉNIE (Emmanuel), *La Carrière politique de Chateaubriand de 1814 à 1830*, Paris, Plon, 1829 (2 vol.).
- BERTIER DE SAUVIGNY (Georges de), *Le Comte Ferdinand de Bertier et l'énigme de la Congrégation*, Paris, Presses continentales, 1948.
- CASTILLE (Hippolyte), *Les Hommes et les Mœurs en France sous le règne de Louis-Philippe*, Paris, Henneton, 1853.
- CHEVALIER (Louis), *Classes laborieuses et classes dangereuses*, Paris, Plon, 1958.
- CONTAMINE (Henry), *Metz et la Moselle, de 1814 à 1870*, Nancy, 1932, (2 vol.). Soc. d'imp. typo.
- CRÉMIEUX (Albert), *La Révolution de Février*, Paris, Cornély, 1912.
- DAUTRY (Jean), *Histoire de la Révolution de 1848*, Paris, Hier et aujourd'hui, 1948.

## Sources et bibliographie sommaire

- DESCHAMPS (Henry-Thierry), *La Belgique devant la France de Juillet*, Paris, Les Belles-Lettres, 1956.
- DOLLÉANS (Édouard), *Histoire du mouvement ouvrier*, I, (1830-1871), Paris, A. Colin, 1936.
- DUHAMEL (Jean), *Louis-Philippe et la première Entente cordiale*, Paris, Sirey, 1951.
- FESTY (O.), *Le Mouvement ouvrier au début de la Monarchie de Juillet*, Paris, Cornély, 1908.
- GARNIER (Adrien), *Les Ordonnances du 16 juin 1828*, Paris, de Gigord, 1929.
- GILLE (Bertrand), *La Banque et le Crédit en France de 1815 à 1848*, Paris, P.U.F., 1959.
- GIRARD (Louis), Cours professé en Sorbonne sur les révolutions de 1830 et 1848 (1959-1960).
- GODECHOT (Jacques) et divers, *La Révolution de 1848 à Toulouse et dans la Haute-Garonne*, Toulouse, 1948 (ouv. coll.).
- LECANUET (E.), *Berryer, sa vie et ses œuvres*, Paris, Bloud, 1893.
- LEFLON (Jean), *L'Eglise de France et la Révolution de 1848*, Paris, Bloud et Gay, 1948.
- LUCAS-DUBRETON (J.), *Béranger*, Paris, Hachette, 1934.
- MALO (Henri), *Thiers*, Paris, Payot, 1932.
- PERREUX (Gabriel), *Les Conspirations de Louis-Napoléon Bonaparte*, Paris, Hachette, 1926.
- *Au temps des sociétés secrètes*, Paris, Rieder, 1931.
- POULAILLE (Henry), *Les Chansonniers de 1848*, Paris, Maintenant, 1948, numéros 9-10, B.N. 4° Z 3830.
- POUTHAS (Charles-H.), *Guizot pendant la Restauration*, Paris, Plon, 1923.
- *La Population française pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, P.U.F., 1956.
- PONTEIL (Félix), *L'Opposition politique à Strasbourg sous la Monarchie de Juillet*, Paris, Hartmann, 1932.
- PRUDHOMMEAUX (Jules), *Etienne Cabet et les origines du communisme icarien*, Nîmes, La Laborieuse, 1907.
- RENOUVIN (Pierre), *Histoire des relations internationales, le XIX<sup>e</sup> siècle, de 1815 à 1871*, Paris, Hachette, 1954.
- ROUSSELET (Marcel), *La Magistrature sous la Monarchie de juillet*, Paris, Sirey, 1937.
- THUREAU-DANGIN (Paul), *Le Parti libéral sous la Restauration*, Paris, Plon, 1876.
- TRANNOY (André), *Le Romantisme politique de Montalembert avant 1842*, Paris, Bloud et Gay, 1942.
- VANIER (Henriette) *La mode et ses métiers, frivolités et lutte des classes*, collection Kiosque, Paris, A. Colin, 1960.
- VIDALENC (Jean), *Le Département de l'Eure sous la monarchie constitutionnelle*, Paris, Rivière, 1952.
- WEILL (Georges), *Histoire du parti républicain en France (1814-1870)*, Paris, Alcan, nouv. éd. 1928.

## ILLUSTRATIONS

Les clichés de ces illustrations ont été exécutés par le service photographique de la librairie Armand Colin, à l'exception de ceux des pages 17, 63, 94, 118, 192 (phot. Giraudon) et de celui de la page 260 (phot. B. N.)

- P. 4. — Le Censeur, vignette de Grandville, *Chansons de Béranger*. Collection particulière.
- P. 6. — *La Presse*. 1<sup>er</sup> juillet 1836 (premier numéro du journal de Girardin). B. N., Lc<sup>2</sup> 1416.
- P. 11. — L'arrivée des lettres et journaux, 1828. Lithographie. *La vie de château*, par Eugène Lami. B. N., Estampes.
- P. 17. — Le café Lamblin vers 1820, par Boilly. Musée Condé à Chantilly.
- P. 23. — Barricade de la rue Dauphine, juillet 1830. Lith. de V. Adam. B. N., Estampes.
- P. 24. — Entrée de S. M. Louis XVIII à Paris, 8 juillet 1815. Dessin de Rosa Sohier, grav. par Euphr. Picquenot. B. N., Estampes.
- P. 26-27. — Boilly, « Têtes d'expression : le Libéral et l'Ultra ». 1816 B. N. Estampes.
- P. 32. — *La Minerve française*. Article liminaire des auteurs au public (février 1818), tome 1, p. 3. B. N., Lc<sup>2</sup> 1105.
- P. 35. — Decazes, 1828. Lithographie de Delpech. B. N., Estampes.
- P. 44. — Assassinat de S. A. R. le duc de Berry, 1820. Dessin et grav. par Canu, B. N., Estampes.
- P. 51. — *Le Conservateur*. Article de Chateaubriand annonçant la disparition de cet organe à cause de la loi du 31 mars 1820, rétablissant la censure. Tome 6, p. 635. B. N., Lc<sup>2</sup> 1132.
- P. 58. — L'abbé Félicité de La Mennais. 1835. Lith. de Delpech. B. N., Estampes.
- P. 63. — Portrait de Bertin l'aîné, par Ingres. Musée du Louvre.
- P. 66. — Sacre et couronnement de S. M. Charles X, 1825. aqua. chez Ledoyen B. N., Estampes.
- P. 67. — Caricature représentant Charles X disant la messe. 1827. Chez Poulton, éditeur à Bruxelles. B. N., Estampes.
- P. 69. — Joseph de Villèle, ministre des Finances, 1822. Lithographie par Capdebos B. N., Estampes.

- P. 72. — Un capitaine de la garde nationale. Dans *Physiologie du garde national*, Paris 1841. B. N., Estampes.
- P. 79. — Députation de Paris après les élections de novembre 1827. Les élections des 17 et 24 novembre à Paris furent un triomphe pour l'opposition au gouvernement de Villèle. De haut en bas et de gauche à droite : Benjamin Constant, Laffitte, Ternaux, de Schonen, Casimir Périer, le baron Louis, Dupont de l'Eure, de La Borde, Lefèvre, Vassal, Odier, tous de l'opposition. Lithographie Bernard. B. N., Estampes.
- P. 83. — La religion et la Charte expulsant les Jésuites. Allusion aux Ordonnances du 16 juin 1828. Lithographie de Renou. B. N., Estampes.
- P. 86. — M. de Polignac, dessiné d'après nature à Vincennes (lors du procès des ministres de Charles X, fin 1830). Lithographie par Ratier. B. N., Estampes.
- P. 93. — Béranger, Gravure de A. Lefebvre. B. N., Estampes.
- P. 94. — Portrait du roi Charles X par François Gérard.
- P. 95. — Charles X, vu par Philippon (caricature publiée après la Révolution de juillet), chez Aubert, 1830. B. N., Estampes.
- P. 97. — *Le National*. 3 janvier 1830 (premier numéro). B. N., Lc<sup>2</sup> 1239.
- P. 103. — Proclamation de Charles X (13 juin 1830) pour les élections consécutives à la dissolution de la Chambre. B. N., Estampes.
- P. 106. — Dans les jardins du Palais-Royal : lecture des Ordonnances de Charles X, dans *Le Moniteur* du 26 juillet 1830. B. N., Estampes.
- P. 109. — Saisie des presses du journal *Le Temps*. Lith., par V. Adam. B. N., Estampes.
- P. 111. — Papillon de petit format, répandu pendant la Révolution de 1830 (à la B. N., dans la collection du *Courrier français*, Lc<sup>2</sup> 1162).
- P. 115. — Bourmont et Duperré sur le vaisseau-amiral en vue d'Alger, Lithogr. par L. Morel-Fatio, 1844. B. N., Estampes.
- P. 118. — Armand Carrel. Chez Aubert 1835. B. N., Estampes.
- P. 121. — Lafayette, d'après un dessin de Devéria. B. N., Estampes.
- P. 124. — Le Roi citoyen, 1831. Lithogr. de Lacroix. B. N., Estampes.
- P. 130. — « Ne vous y frottez pas ». 1843, Lithographie par Daumier pour la liberté de la presse, dans l'*Association mensuelle lithographique*. B. N., Estampes.
- P. 131. — « Gargantua ». 1831, Lithographie par Daumier contre Louis-Philippe destinée à *La Caricature*. B. N., Estampes.
- P. 133. — Arrestation de M<sup>me</sup> la duchesse de Berry. Canard. B. N., fol. pièce Lb<sup>61</sup> 1570.
- P. 136-137. — « Peuple repose-toi ». Lithographie de Travies (dans *La Caricature*, t. 2, B. N., Rés. Lc<sup>3</sup> 2828).

## Illustrations

- P. 141. — Philipon, vu par Nadar. (*Binettes contemporaines*. B. N., Lc<sup>2</sup> 118).
- P. 143. — Devanture de la maison Aubert, l'éditeur de Philipon et de ses amis, dans *La Caricature* (t. 3).
- P. 145. — Condamnation de Françoise Liberté. Lithographie de Decamps, dans *La Caricature* (t. 2).
- P. 149. — « Les Bulles de savon », lithographie par Philipon. B. N., Estampes. Collection de Vinck.
- P. 153. — « L'élévation de la poire », par Grandville et Despéret. 1833, B. N., Estampes.
- P. 159. — « Valmy ! Jemmapes ! » Lithographie contre Louis-Philippe, dans *La Caricature* (t. 2).
- P. 163. — Le *Charivari*. Numéro du 14 décembre 1838. B. N., Lc<sup>2</sup> 1328.
- P. 166. — Jugement et condamnation de Fieschi et de ses complices. Canard. B. N., fol. Lb<sup>51</sup> 4853.
- P. 175. — Thiers. Lithogr. Formentin, 1845. B. N., Estampes.
- P. 185. — Translation des cendres de Napoléon aux Invalides. 1841. Imagerie Pellerin, Épinal. B. N., Estampes.
- P. 192. — Guizot. Fragment du Conseil des Ministres tenu aux Tuileries, le 15 août 1842, par Jacquand. Musée de Versailles.
- P. 193. — Guizot, Lith. par Daumier. 1833. B. N., Estampes.
- P. 196. — Banquet du Château-Rouge à Paris (9 juillet 1847). Salmon *del* ; Naigeot *sc* ; d'après Élias Regnault, *Histoire de huit ans*, Paris, Pagnerre 1852. B. N., 8<sup>o</sup> Lb<sup>51</sup> 4.
- P. 199. — Émile de Girardin, vu par Nadar. (*Binettes contemporaines*).
- P. 204. — *Le National de 1834*, numéro du 21 février 1848, annonçant la participation des députés de l'opposition à la manifestation « réformiste » du 22 février. B. N., Lc<sup>2</sup> 1239.
- P. 207. — Appel aux habitants de Paris (24 février, 3 heures du matin), annonçant l'intention du roi de former un cabinet Thiers-Odilon Barrot. B. N., Estampes.
- P. 209. — Le trône brûlé (février 1848). Lithographie de Lordereau. B. N., Estampes.
- P. 211. — Lamartine, vu par Nadar. (*Binettes contemporaines*).
- P. 213. — *La Réforme*, numéro du 25 février 1848, donnant la proclamation du gouvernement provisoire au peuple français. B. N., Lc<sup>2</sup> 1553.
- P. 218. — Armand Marrast, député à l'Assemblée constituante de 1848 rêve à Armand Marrast journaliste. Caricature de Cham, dans *L'Assemblée nationale comique*, de A. Lireux, p. 33. B. N., 4<sup>o</sup> Lb<sup>54</sup> 6.
- P. 220. — « Le pieu monarque ». Lithogr. par Decamps (août 1830). B. N., Estampes.
- P. 260. — Départ d'un républicain pour la prison du Mont-Saint-Michel. Canard de 1833 dont le bois peut être attribué à Garson. B. N., fol. Lb<sup>51</sup> 2016.

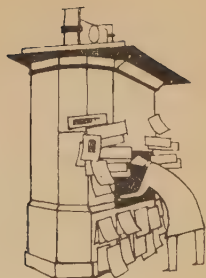


## TABLE

Introduction	5
Deux révolutions. — La monarchie face à la presse. — La presse contre la monarchie.	
I. Un régime qui se cherche	25
Ultras ou constitutionnels ? — Les élections de 1819. — Après l'assassinat du duc de Berry. — Une campagne de brochures. — Les pamphlets de Paul-Louis. — Cha- teaubriand dans la dissidence. — « Anachronismes mémo- rables ». — L'essai manqué de Martignac.	
II. Le ministère Polignac et la Révolution de 1830	87
Polignac. — La crise approche. — Les Ordonnances. — En pleine fièvre. — L'appel au duc d'Orléans.	
III. La monarchie du roi-citoyen	125
Diversité et vigueur des oppositions. — « Cinq cents procès en deux ans ». — Philippon et ses créations. — La presse de province. — Les années 34-35. — L'attentat de Fieschi. — Sous le régime des lois de Septembre. — « Les infâmes lettres ». — Violences persévérantes. — Poussée socialiste et Réforme. — « Vol, concussion, chantage ».	
IV. La Révolution de février	197
Le banquet décommandé. — Chute de la monarchie. — Le temps des déceptions.	

## ANNEXES

Repères chronologiques	221
Notes	225
Législation de la presse de 1814 à 1848	236
Tirage des journaux	242
Quelques rédactions parisiennes en 1841	246
Table des journaux cités	251
Sources et Bibliographie sommaire	261
Illustration	266



L'Opinion connaît les faits de notre Histoire quotidienne par la Presse. Mais la Presse crée des états de l'opinion qui deviennent des faits. Surprenante efficacité : ce qui n'était qu'expression devient emprise. Par la Presse, l'image soulève des passions, le fait divers devient mythe. Les espoirs et les peurs d'un peuple y prennent forme. Double miroir, la Presse reflète l'événement, mais tout autant les choix inconscients de l'âme collective. En lisant notre journal, nous donnons à la Presse autant que nous recevons d'elle.

Presse filmée, presse parlée, presse écrite, de tous les supports de l'information, quotidiens, hebdomadaires et revues sont les plus permanents. *KIOSQUE* accueille des chercheurs de toute origine et de toutes tendances qui, après avoir uni leurs efforts pour sauver ce qui subsiste, sont parvenus à rassembler, sur un thème précis, les textes essentiels de la Presse.

Voici donc la possibilité de « découvrir » ce qu'on ne peut plus guère atteindre, voici les journaux centenaires et les petites revues qui ont jeté une flamme pendant trois mois ou trois jours avant de tomber dans l'oubli, voici, sous forme de « nouvelles », les grands faits de l'Histoire, voici les « canards » et les récits fabuleux, voici les textes et voici quels chemins ils ont suivis pour former l'opinion d'un groupe, d'une nation ou d'une époque, voici les convictions affrontées, voici les rêves et les projets dont nous n'avons pas encore épuisé l'avenir.

211-2









